

THÈSE DE

PARIS,

1890

N^o. 19.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES

RES SACRÆ

DROIT FRANÇAIS

DE LA

CONDITION JURIDIQUE

DES

ÉDIFICES RELIGIEUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Anatole BIRÉ

Avocat à la Cour d'Appel.

PARIS

A. GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot, 16

H. JOUVE

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

15, Rue Racine, 15

890



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES

RES SACRÆ

DROIT FRANÇAIS

DE LA

CONDITION JURIDIQUE

DES

ÉDIFICES RELIGIEUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS
sera soutenu le mercredi 23 avril 1890, à 2 heures 1/2

PAR

Anatole BIRÉ

Avocat à la Cour d'Appel.

Président : M. LABBÉ, professeur

Suffragants : { MM. DUCROCQ, } professeurs.
GLASSON, }
PLANIOL agrégé.

PARIS

A. GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot, 16

H. JOUVE

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

15, Rue Racine, 15

1890



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

DROIT ROMAIN

DES

RES SACRÆ

PREMIÈRE PARTIE

DES RES SACRÆ JUSQU'A CONSTANTIN

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

Idées Religieuses. — A l'origine, la religion romaine est purement domestique. Le foyer familial est le centre du culte. C'est là que reposent les ancêtres; c'est là qu'on les invoque sous le nom de Lares et de Pénates (1); c'est là que se font les sacrifices et les libations.

Bien plus, la famille associe à son foyer (2) les agents physiques qu'elle a divinisés, dans un élan de piété inconsciente et craintive, et qu'elle s'approprie en quelque sorte par le nom qu'elle leur donne et la protection spéciale qu'elle en attend.

1. Censorinus, 3, Tibulle, 41, 2. Horace, *Odes* IV, 41. Ovide, *Trist.* III, 13, v. 5. Plaute, *Aulul.* II, 7, 16. Columèle, IX, 1, 19. Cic. *Pro. Domo*, 41, *Pro Quintio*, 27, 28. Timée, 11. Servius, *In æn.* III, 134, 63, V, 84, VI, 152. Fustel de Coulanges, *Cité antique*, c. II et III.

2. F. de Coulanges, *op. cit.*, p. 143.

A mesure que la société s'augmente et s'organise, les institutions religieuses se développent comme les institutions politiques. De même que la famille, chaque *gens*, chaque curie, chaque tribu a ses autels ou foyers particuliers et ses dieux protecteurs. A chaque division ou subdivision du peuple correspond un fonds commun de pratiques et de cérémonies, d'où résultent pour le citoyen une multitude d'observances et mille complications de rites et de prières.

En revanche, l'exercice de la religion n'exige qu'un appareil matériel des plus simples : « *Sacrorum autem ipsorum diligentiam difficilem*, dit Cicéron (*de rep.* 2, 14, 27), *apparatum perfacilem esse voluit: nam quæ perdiscenda quæque observanda essent, multa constituit, sed ea sine impensa.* »

Point de simulacres ni de temples. Il n'y a d'assemblées religieuses que les jours de fêtes populaires. Tels sont le *Septimontium* que célébraient dès les temps les plus reculés, le 11 décembre, les habitants des sept régions urbaines ; la fameuse procession des Argées ; les deux fêtes des curies, *Fornacalia* et *Fordicidia*, la fête des carrefours, *Compitalia*, et les innombrables fêtes champêtres, *Terminalia*, *Sementivæ*, *Ambarvalia*, etc. (1) On se réunit dans des bocages (*luci*) qui sont des lieux sacrés. On sacrifie sur des autels en plein air au Champ de Mars, sur le *Comitium*, dans les carrefours.

« Dans cette race, dit M. Fustel de Coulanges, l'idée religieuse se présenta sous deux formes très différentes.

1. Marquardt, *Le culte chez les Romains*, tr. Brissaud. V. aussi Willems, *Droit public romain*, p. 312 et suiv.

D'une part, l'homme attachait l'attribut divin au principe invisible, à l'intelligence, à ce qu'il entrevoyait de l'âme, à ce qu'il sentait de sacré en lui. D'autre part il appliqua son idée du divin aux objets extérieurs qu'il contemplait, qu'il aimait ou redoutait, aux agents physiques qui étaient les maîtres de son bonheur et de sa vie. » (1)

De ces deux croyances, la première très nette, même aux temps les plus reculés, engendra le culte des aïeux, celui des ancêtres fondateurs, plus tard celui des Empereurs, et demeura immuable dans ses pratiques ; l'autre, d'abord très confuse, se développa progressivement, modifiant peu à peu ses légendes et ses doctrines. De bonne heure, il y eut, ce semble, des dieux pour tous les âges, toutes les conditions, toutes les circonstances de la vie. Ancus Martius (2) en a dressé la liste et, à côté de chaque nom, il a placé la formule de prière qui lui est propre. Mais, si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit que ce que ce roi a pieusement énuméré et catalogué, ce sont seulement des forces divines, les divers attributs et fonctions de la divinité. En somme, toutes ces épithètes ne qualifient pas des êtres vivants et distincts, tous ces dieux sont abstraits, indéterminés, *dii incerti*. On se les représente non par des images, mais par des symboles. Ce que Tacite dira plus tard des Germains s'applique à merveille aux Romains des premiers siècles : « Pour eux c'eût été

1. F. de Coulanges *op. cit.*, p. 140.

2. En ce qui concerne le recueil d'Ancus Martius, *Indigitamenta*, consulter Marquardt, *op. cit.*, c. 1, Bouché-Leclercq, *Pontifes de l'ancienne Rome*, p. 32, 33. Tertull., *Ad. Nat. Deor.*, II, 14. Aug. *De civit. Dei*, VII, 2, 9, etc...

dégrader et rapetisser les dieux que de les emprisonner dans des temples et de les montrer sous une forme humaine. » (1)

Cependant deux faits vont transformer la religion romaine, c'est d'abord l'introduction de l'anthropomorphisme grec ; c'est, en second lieu, la fondation du temple du Capitole.

1. — *Introduction des idées grecques.*

« Chez le Grec, dit Bouché-Leclercq, le sentiment religieux s'identifie avec l'admiration pour les formes gracieuses qui l'enchantent ; entre le ciel et la terre s'étend comme un voile d'abord diaphane, mais dont le tissu chargé d'ornements par une imagination infatigable, finit par amortir le redoutable éclat de la majesté divine. Derrière ce ciel fictif disparaissent les puissances sans nom qui, dans les théogonies primitives, pétrissent la matière et tirent le monde du chaos ; l'empire de l'Univers est partagé entre des dieux plus voisins de l'homme et qui lui ressembleraient complètement, s'ils n'étaient immortels » (2).

C'est sous le premier Tarquin, toscan de naissance, mais grec d'origine, que l'on voit poindre l'influence hellénique. Les relations commerciales amenèrent un échange de croyances et de pratiques. « *Influxit enim*, dit Cicéron, *non tenuis quidam e Græcia rivulus in hanc urbem, sed abun-*

1. Tacite, *Germanis*, 9.

2. *Pontifes de l'ancienne Rome*, p. 24.

dantissimus annis illarum disciplinarum et artium. » (1)
Les Romains apprirent à représenter les dieux sous une forme humaine, et les plus anciennes statues passent pour avoir été commandées par Tarquin l'Ancien (2) à des ouvriers grecs. L'importation des livres sybillins accéléra cette transformation religieuse. Avec Apollon, entrèrent à Rome la plupart des divinités helléniques. Il y eut dès lors une famille et une hiérarchie de dieux : les grands dieux, tout d'abord, *dii selecti*, ou *consentes* (3), six mâles et six femelles (Jupiter, Neptune, Vulcain, Apollon, Mars et Mercure ; Junon, Minerve, Vesta, Cérès, Vénus, Diane) ; puis les dieux du second ordre, (*minorum gentium*) qui comprenaient tant les demi-dieux et les héros, que les génies des fleuves, bois et montagnes, etc..., plébéiens du monde invisible, *dii minuti*, qui selon l'expression de St-Augustin, avaient l'air de mettre le monde en exploitation *quasi minusculos vectigalium conductores* (4). Les théologiens se préoccupèrent de donner une origine commune à ces divinités hétérogènes : c'est ainsi qu'Hercule, confondu avec le dieu Sabin Semo Sancus ou Dios Fidius, fut honoré comme l'un des précurseurs de Rome ; Mars fut incarné dans Quirinus et regardé comme le père de Romulus. L'antique Vesta elle-même, ce mythe du feu sacré, devint la fille de Saturne et d'Ops, sœur de Junon et de Cérès.

1. *De Rep.*, 2, 19, 34.

2. Pline, *Hist. nat.*, 35, 157.

3. L. de Beaufort, *Républ. rom.*, t. I, p. 25. Varron dans St-Aug. *Civ. Dei* VII, 17.

4. Aug. *Civil. Dei.* VII, 2.

Les dieux étant assimilés aux hommes, il fallait leur donner un logis et des serviteurs. C'est alors qu'on commença de bâtir des temples.

II. — *Fondation du temple du Capitole.*

Nous avons montré les diverses subdivisions de la cité romaine constituant une série d'associations religieuses superposées. La masse des citoyens a aussi ses dieux, ses autels, ses cérémonies (*sacra publica*). Mais qui dit citoyen dit, à cette époque, patricien. Les plébéiens sont aussi bien exclus des droits religieux que des droits politiques ; « ils n'ont accès ni à la curie où la religion se met au service de l'Etat, ni aux chapelles des *gentes*, où elle consacre les traditions héréditaires (1) ». Ils ne font point partie du *populus*. Les Tarquins, trouvant dans la plèbe une alliée naturelle contre le patriciat, essayèrent de l'incorporer dans l'Etat. C'est dans ce but que Tarquin l'Ancien, créa de nouvelles tribus et que Servius Tullius substitua l'aristocratie de la richesse à l'aristocratie de race. De toutes ces tentatives, la plus heureuse fut la fondation par Tarquin-le-Superbe du temple du Capitole. « Ce fut là, dit Marquardt, comme le centre religieux de l'Etat, indépendant de la communauté patricienne (2) ».

Il était dédié à la plus haute expression de la divinité, Jupiter, appelé déjà *Feretrius-Stator* et qui reçut le nom

1. Bouché-Leclercq, *Manuel des instit. rom.* p. 13.

2. *Le culte chez les Romains*, trad. Brissaud. T. 1. p. 50

d'*Optimus maximus*, Mais tous les dieux y étaient adorés (1) et tous les hommes y avaient accès. (2)

L'Olympe romain ne se peupla pas en un seul jour, mais, dès cette époque, la porte en était largement ouverte. A côté des dieux latins, italiens, grecs, les dieux des villes conquises vinrent s'asseoir. La ville se couvrit de demeures sacrées. Tout devint dieu, le peuple romain, le sénat, Rome, plus tard l'empereur. Après avoir longtemps traité les dieux comme des abstractions, les Romains en arrivèrent à considérer les abstractions comme des dieux. La Vertu, l'Honneur, la Concorde, la Fortune, la Paix, l'Audace, la Santé, la Pâleur, la Volupté eurent leurs autels et leurs prêtres (3).

Le docte Varron comptait jusqu'à 6000 divinités dont 300 Jupiters. Suétone cite même un Jupiter jaloux des honneurs rendus à un autre Jupiter (4), tant la manie de concrétiser les épithètes avait fait dévier le sentiments religieux.

L'organisation religieuse de Rome est beaucoup plus simple que sa mythologie.

Les *sacra* se divisent en *sacra privata* qui sont célébrés par les membres d'une même famille ou d'une même *gens* et en *sacra publica* : ceux-ci se subdivisent en *sacra*

1. *Serv. ad. æn.* 2. 319. *Tertull. de spect.* 12.

2. *Cic. in Verr.* 4. 28, 64 ; 5, 72, 184 ; *T. Liv.* II, 22 ; III, 57. *Macr. Saturn.* 1, 6. 13 ; *Tacite, hist.* 3, 72.

3. *Liv.* XXII, 10 ; XXIII, 31 ; XXVII, 45 ; *Plut. in Cæsare.* p. 754 *Symmach. L.* 1. Ep. 14.

4. *Oct. aug.* 9. V. Boissier, *la relig. rom. d'Aug. aux Antonins.* p. 5-10.

popularia, ou fêtes spéciales à certaines divisions administratives ou géographiques du peuple (*sacra curionia*, *paganalia*, *ambarvalia*, *terminalia*, *compitalia*) et en *sacra pro populo*, ou culte public célébré au nom et aux frais de l'Etat (1).

L'Etat a ses prêtres, *sacerdotes populi romani*, distribués en collèges, le collège des Pontifes et des Vestales, le collège des Augures et des Haruspices, le collège des II, X, XV *virī sacris faciendis*, chargé de la garde des livres *sybillins* et de la surveillance des cultes étrangers, le collège des *Septemviri Epulones* qui préside aux festins sacrés (*lectisternia*), le collège des *Fetiales*, des *Salii* et des frères *Arvales*.

Mais, le plus important est le collège des Pontifes. Son chef, le *Pontifex Maximus*, est investi de la direction générale du culte et peut être considéré comme « le grand prêtre de l'Etat et le *pater familias* de la famille religieuse romaine » (2). Le *rex sacrorum*, prêtre de Janus qui a hérité des fonctions sacerdotales du roi, les Vestales, les flamines (prêtres attachés à certaines divinités) des grands dieux, *Flamen Dialis*, *Quirinalis*, *Martialis*, dépendent immédiatement de lui.

Les Pontifes (3) sont les desservants des dieux protecteurs

1. Villems, *Droit public romain*, p. 312 et suiv.

2. *Ibid*, p. 322.

3. Sous la royauté, il y avait cinq pontifes, dont le roi. Après la proclamation de la République, il n'y en eut plus que quatre. La dignité de Grand-Pontife devint une dignité particulière déferée à vie par les tribus et confirmée par une loi curiate.

En l'an de Rome, 453 l'accès des charges sacerdotales fut ouvert

de Rome et de tous ceux qui n'ont pas de prêtres particuliers ; ils sont consultés par le Sénat dans les affaires intéressant la religion et interviennent dans la *confarreatio*, l'*adrogatio*, le *testamentum*, pour prévenir l'extinction des *sacra privata* ; ils mettent au point le calendrier, rédigent le formulaire des prières (*indigitamenta*) et le rituel des sacrifices ainsi que les *acta pontificum*, l'*album* et les *commentarii*.

« *Omnia publica privataque sacra pontificis scitis subjecit (Numa) ut esset quo consultum plebes veniret, ne quid divini juris negligendo patrios ritus perigrinosque adsciscendo turbaretur ; ne cœlestes modo cœrimonias sed justa quoque funebria placandosque Manes ut idem Pontifex edoceret* » (1).

Enfin, ils assistent les magistrats dans les actes les plus solennels de la religion, à savoir les expiations, les vœux et la consécration. (2)

Dans la pure doctrine romaine, le citoyen ne fait pas ses dévotions dans l'*œdes sacra*, mais dans son sanctuaire domestique et quand l'État sacrifie au nom de tous, c'est sur l'autel placé devant la demeure du dieu, ou sur le *forum*, comme aux temps anciens.

Le temple, en effet, n'est point le lieu ordinaire des assemblées religieuses, c'est la demeure même de la divinité, accessible seulement aux prêtres.

Les profanes n'y pénètrent qu'exceptionnellement pour aux plébéiens. En même temps, le nombre des pontifes était porté à huit, celui des augures à neuf.

1. Liv. 1. 20.

2. Cicéron, *De Oratore*, liv. 2. § 12. — *De Republicâ* 1. 1. § 26 — Denys d'Halicarnasse, l. 2. § 75. — Bouché-Leclercq. *Pontifes de l'anc. Rome*. p. 4, 12, 13, 14, 17

remplir un vœu, suspendre l'ex-voto promis, offrir un sacrifice expiatoire ou d'actions de grâce, en se conformant aux exigences de la *lex templi* et en acquittant certaines redevances.

Sauf dans quelques temples qui ont des flamines et des cérémonies périodiques et dont le type est le sanctuaire de Vesta, on peut dire qu'il n'y a pas de culte régulier. Une fête annuelle rappelle le jour de la fondation (*Natalis Dei*) du temple dont la gérance est confiée à un fonctionnaire civil (*ædituus*).

En un mot, les temples sont bâtis pour les dieux et non pour les citoyens. Ce sont des témoignages de reconnaissance pour un service rendu ou la rémunération préalable d'un service que l'on attend. Leur nombre est en rapport avec les bienfaits obtenus ou escomptés, non avec les besoins du culte (1).

C'est ainsi que la piété froide et peu savante des Romains concevait le temple. Lors du réveil religieux qui suivit l'établissement de l'Empire, d'autres temples s'ouvrirent, véritables églises qui attiraient la foule des dévots par la nouveauté de cérémonies mystiques, souvent mystérieuses, parfois immorales. Mais l'invasion des cultes orientaux ne fit point oublier la religion officielle et nationale. Les anciens dieux, ces premiers et vigilants protecteurs de Rome, continuèrent d'être honorés dans leurs temples. Malgré l'évolution des croyances, les rites antiques demeurèrent immuables. Aussi bien, le païen Cecilius n'était pas seul à dire : « Puisque nous ne pou-

1. Marquardt, *Le culte*. Tr. Brissaud, t. I. *Sacra pro populo*, p. 252-260.

vons rien connaître du monde supra sensible, puisque la philosophie en est encore à chercher le secret des choses, ne vaut-il pas mieux nous en tenir aux dieux de nos pères ? » (1)

(1) Dialog. de Minucius Felix, 5. Comparez Jean Réville, *La Religion à Rome sous les Sévère*. — Boissier, *La Religion d'Auguste aux Antonins*.

CHAPITRE II.

DES DIVERSES « RES SACRÆ. »

La religion est, à Rome, l'institution nationale par excellence. « Qu'elle soit plus ou moins étrusque, pelasgique, sabine, dit M. de Champagny, elle est empreinte par-dessus tout du caractère essentiellement domestique et politique de la vie romaine. » Il ne faut donc point nous étonner que la division des choses en *res divini et res humani juris* ait été, à l'origine, la plus importante de toutes, et qu'elle soit restée telle dans les traditions de l'école, même après que l'intérêt de la distinction se fut amoindri. Gaius nous la présente encore comme la *summa divisio*, mais déjà, il a l'idée d'une division plus générale, celle des *res extra patrimonium et in patrimonio*. Cette idée sera dégagée et développée par Justinien.

Le caractère commun et propre des *res divini juris* était d'appartenir au droit pontifical. Ce caractère disparu — et il n'en restait plus grand'chose à l'époque classique — les *res divini juris* devaient se confondre dans la catégorie des *res nullius*.

Aussi lisons-nous au L. II, Tit. I. des Institutes de Justinien : *Nullius autem sunt res sacræ, et religiosæ et sanctæ; quod enim divini juris est, id nullius in bonis est.*

Les *res divini juris* se subdivisent en *res sacræ*, *res religiosas*, *res sanctæ*.

Nous laisserons de côté : 1° les *res sanctæ*, qui d'après Gaius et Justinien, ne sont ni sacrées, ni religieuses, ni profanes. Ce qui les rattache aux *res divini juris*, c'est que ceux qui les violaient étaient punis de la peine capitale, à l'époque où « le droit criminel était un chapitre détaché du traité des expiations (1). » On compte parmi les *res sanctæ* les murs et les portes des cités, parce que la fondation des villes, à l'imitation de la fondation de Rome, était accompagnée d'une cérémonie religieuse. Par extension, et en s'attachant au sens usuel du mot *sanctus* (*sancire*), on fit plus tard rentrer dans la catégorie des *res sanctæ* les lois dont la violation est punie.

« *Proprie dicimus sancta, quæ neque sacra neque profana sunt, sed sanctione quâdam confirmata : ut leges sanctæ sunt : sanctione enim quadam sunt subnixæ : quod enim sanctione quadam subnixum est, id sanctum est, etsi Deo non sit consecratum : et interdum in sanctionibus adjicitur, ut qui ibi aliquid commisit, capite puniatur.* » Ulpien. L. I, T. IX, 9, p. 3.

2° Les *res religiosas*, consacrées aux dieux Mânes, c'est-à-dire aux âmes humaines divinisées ; « *majores nostri eos qui ex hac vita migrassent, in deorum numero esse voluerunt.* » Cic. de *Legibus*, II, 22. La principale différence entre les *res sacræ* et les *res religiosas*, c'est que la volonté des particuliers peut faire des *res religiosas* et non des *res sacræ*. Les *res sacræ* font seules l'objet de cette étude. « *Sacræ sunt, dit Gaius, quæ diis superis consecratæ sunt.* »

1. Bouché-Leclercq, *Pontifes de l'anc. Rome*.

Les *dii superi*, ce sont tous les dieux autres que les dieux mânes ; ce sont les dieux de l'Olympe, la divinité proprement dite (1) ; ce sont encore les héros, les fondateurs, les morts illustres divinisés par la piété patriotique des premiers âges et plus tard les empereurs que l'adulation de leurs contemporains « précipitait dans le ciel (2) ».

Les *dii manes* ne sont que des dieux de famille, tandis que les *dii superi* appartiennent à la cité entière. De là le caractère public des choses qui sont consacrées à ces derniers.

Les *res sacrae* comprennent des lieux sacrés (*loca sacra*) et des objets sacrés :

I. — LOCA SACRA.

L'appellation la plus large est celle de *fanum* qui s'entend d'un emplacement consacré, *quod pontifices in sacrando fati sunt finem*, bâti ou non bâti. Le terme générique de *fanum* s'applique : 1° aux *bois sacrés* (*luci*), à ceux qui sont exclusivement voués au culte et non exploités ; 2° aux *sacella*, ces petits sanctuaires publics enclos et non couverts dont nous avons déjà parlé ; 3° aux *delubra*, esplanades où se trouvait une fontaine pour purifier le sacrificateur ; 4° enfin, aux *ædes sacrae*, qu'il ne faut pas confondre avec les *ædes* inaugurées où se peuvent traiter les affaires de l'État (3), telles que les *Rostra* au *Forum* (4),

1. Daniel Lacombe, *Droit funéraire*.

2. Juvénal.

3. Marquardt, *Le culte chez les Romains*, 1. r. Brissaud, I, p. 180 et suiv.

4. Cic. *In vatin*, 10, 24.

les champs où se tiennent les comices curiates et centuriates (1), la curie où s'assemble le Sénat.

Certains édifices ont une partie profane et une partie consacrée (2); on les nomme *atria*, parce que leur disposition correspond à celle de l'*atrium* des maisons particulières: citons l'*atrium Vestæ* (3), demeure des Vestales, l'*atrium Minervæ*, les *atria Tiberina*.

L'antithèse du *fanum*, c'est le *templum*, ou enceinte tracée par les Augures. Nous n'avons pas aujourd'hui pour désigner les édifices religieux d'expression plus compréhensive que le mot « temple. » Il importe de remarquer que le terme latin « *templum* » a eu longtemps une signification bien plus étroite (4).

Le *templum*, d'après Festus, désignait, à l'origine, un lieu qui peut être vu de partout et d'où la vue s'étend

1. Valère-Max. 4, 5, 3. Liv. 5, 52, 16.

2. Murat. p. 314, 2. Durant la 2^e guerre, punique, on logea les otages des Tarentins et des Thuriens dans l'*atrium Libertatis*. Liv. 25, 7, 12.

3. Plin. *Ep.* 7, 19; Serv. *Ad æn.*, 7, 153; Jordan, *Bulletin des Inscr.*, 1884, p. 88 et s.

4. Le mot « *templum* », d'après Symmachus Mazzochius, appartiendrait à la langue augurale (*vox auguralis*) et viendrait d'Etrurie. Bien que cette explication soit très plausible et se trouve corroborée par ce fait que l'art augural romain et la théorie connexe de la fondation des villes, de l'*urbs justa*, sont toscans, les modernes ne l'acceptent pas. Contrairement à Varron et à Verrius Flaccus, qui dérivait *templum* de *tueri* et le traduisaient par « champ de vision », ils le rattachent à la racine grecque, τέμ, d'où τέμνειν, couper, diviser.

Pour Usener, *templum* et τέμενος viennent du radical τέμπες, dont les dérivés sont *templum* et *tempus*, c'est-à-dire l'idée de temps engendrée par l'idée de lieu. — Bouché-Leclercq, *Histoire de la divination dans l'antiquité*, t. III, p. 18, n. 1, p. 19, n. 2.

partout : *locus qui ab omni parte aspici vel ex quo omnis pars videri potest*. C'est l'endroit choisi par les Augures pour la commodité des explorations célestes, et délimité à l'aide du bâton recourbé (*lituus*) (1). Varron distingue trois temples superposés, divisés et orientés par les mêmes lignes, le temple céleste, le temple terrestre créé artificiellement pour l'usage des auspices et le temple souterrain :

« *Templum tribus modis dicitur ab natura, ab auspicando, ab similitudine. Natura in caelo; ab auspiciis in terra, ab similitudine sub terra* (2).

Le premier temple augural n'eut d'autres limites que l'enceinte même de Rome. Quand Romulus traçait si soigneusement le périmètre de sa ville natale, il entendait enclore un terrain privilégié pour la prise des auspices, c'est-à-dire pour l'entrée en communication avec les dieux. L'enceinte sacrée ou *pomærium* ne pouvait être élargie qu'à condition d'être inaugurée à nouveau (3). Bien plus, celui qui sollicitait l'honneur d'agrandir ainsi

1. *Lituus baculus erat sine nodo, a summo inflexus, insigne augurum quo regiones cælis describebant*. Bulenger, *De auguribus*, in Grævii Thes. ant. Rom. t. V, p. 405. Le *lituus* était déposé dans la curie des Saliens Palatins.

2. Varron, *De lingua latina*, VII, 6. Cette conception du *templum* remonte aux temps les plus reculés, à l'époque « où, dit Mommsen, *Hist. rom.*, tr. Alex. T. I, p. 237, la divinité n'étant et ne pouvant rien être de plus que la notion spiritualisée d'un phénomène terrestre, avait dans ce phénomène lui-même et sa propre image et son sanctuaire (*templum*). »

3. Sylla, Claude, Néron, Vespasien, Trajan et Aurélien élargirent l'enceinte du temple urbain.

le territoire de Rome devait avoir augmenté considérablement les possessions romaines.

Le Capitole était le centre du grand temple urbain (1).

Quelque précises que fussent les cérémonies de l'inauguration annuellement renouvelée par les Augures, la religion inquiète des premiers Romains ne s'en contentait pas. Dans l'enceinte « libérée et définie », il fallait, à chaque auspication, choisir le point précis où devait se placer le magistrat auspiciant pour reconnaître la volonté des dieux (2). C'était le petit temple (*templum minus*)

Dans les camps qui étaient aussi de grands temples, la tente du général constituait le petit temple. Aussi Tacite (*ann.* XV. 30) l'appelle-t-il *augurale*.

Par extension, le mot *templum* s'appliqua à tous les édifices inaugurés, aux curies *Hostilia*, *Cornelia*, *Julia*, où se réunit successivement le Sénat. Enfin, quand l'habitude eut été prise d'inaugurer les édifices sacrés, on finit par confondre les termes *templa* et *ædes sacræ*. Au temps de Varron, la plupart des édifices sacrés étaient à la fois *fand* et *templa*: « *In urbe Romæ pleræque ædes sacræ sunt templa* (3) ». En d'autres termes, les Pontifes et les Augures intervenaient dans la dédicace.

Cependant le sanctuaire de Vesta, le plus ancien de Rome, ne fut jamais inauguré, afin, prétendait-on, que les hommes n'y pussent entrer.

1. Les auspices urbains ne pouvaient être pris en dehors du *pomærium* ; c'est pourquoi les comices centuriates qui se tenaient sur le Champ de Mars, dépendaient des auspices militaires.

2. Sur les précautions à prendre pour une prise d'auspices, voyez *Festus*.

3. *De ling. latina*, VII, 10.

II. — OBJETS SACRÉS.

1° *Les autels (Aræ)* — *Aræ* de gazon et provisoires (*gramineæ* et *temporales*) (1) dont l'usage persista toujours dans les campagnes, — *aræ* de pierre dans l'intérieur des temples, — *altaria* (2), grand autel avec un support pour les holocaustes, placé devant le temple dont il fait néanmoins partie intégrante, — *foci* ou *foculi*, (3) foyers portatifs dont on se servait dans les temples pour consumer les entrailles des victimes, hors des temples pour la *consecratio bonorum*, l'*exsecratio*, les fêtes populaires.

2° *Les sacræ mensæ*. — *Sacræ mensæ* où l'on dépose les offrandes (*epulæ*, *stipes*, *primitiæ*) et où l'on célèbre les sacrifices non sanglants (*libationes*). — *Sacræ mensæ* qui reçoivent les mets sacrés, dans les *lectisternia* et placés devant le *lectus* où repose l'image du dieu (4).

3° *Les ustensiles du culte*. — Couteaux sacrés (*cultri*), haches (*sacenæ*), lampes (*lucernæ*), chandeliers (*ceriolaria*, *lychnuchi*), coffrets à encens (*acerra turalis*), et surtout les vases sacrés (*armillum*, *athanuvium*, *capis*, *capeduncula*,

1. Henzen, *Acta fr. Arval.*, p. 141, 142, 144. — Ov. *Met.*, 7, 2, 40; 15, 573. — *Trist.*, 5, 5, 9. *Fast.*, 2, 645. — Virg. *Æn.*, 12, 118. — Horat. *Od.*, 5, 19, 13; 3, 8, 4. Silius Ital. *Puni.*, 16, 263. Prudentius *Perist.*, 10, 187.

2. Lucain, 3, 404. *Quintil. Decl.* 12, 26. *Festi op.*, p. 29. Serv., *Ad ecl.*, 5, 66. *Lactantius, Theb.*, 4, 459.

3. Serv. *Ad Æn.*, 3, 134. Ovid, *Fast.*, 4, 935. Macr. 3, 2, 3. Varr. *De ling. lat.*, 6, 14.

4. *Festus*, p. 157 et 158. Macr., 3, 11, 6. Liv. 40, 59, 7. Arnob., 2, 7.

lepesta, guttus, simpulum, bria, (1) etc)... Ces objets étaient déposés dans le *sacrarium*, ou *donarium*, ou *tholus*, sorte de *cella*, contiguë au temple, mais qui n'était pas consacrée. « *Illud notandum est*, dit Ulpien, *aliud esse sacrum locum, aliud sacrarium. Sacer locus est locus consecratus, sacrarium est locus, in quo sacra reponuntur, quod etiam in edificio privato esse potest.* » (2)

A mesure que la ville devint plus puissante et les citoyens plus nombreux et plus opulents, les temples s'embellirent et se multiplièrent. D'après Pline, le culte resta simple jusqu'à la conquête d'Asie. Nous voyons cependant Spurius Cassius consacrer à Cérès un simulacre d'airain, 300 ans auparavant. Quoi qu'il en soit, les simulacres de bois, d'argile, voire d'airain, furent remplacés de bonne heure par des statues de marbre, d'or et d'ivoire. Les dieux logés dans des palais magnifiques devinrent de riches propriétaires. Ils eurent un trésor sans cesse enrichi par la piété des citoyens, des bois, des champs dont les revenus étaient affectés aux frais de leur culte, des troupeaux sacrés qui paissaient en liberté jusqu'au moment du sacrifice.

1. *Festus*, p. 2, 18, 51. Varr. *De ling. lat.*, 5, 123, 124. Liv. 29, 14, 23. Serv. *Ad. Æn.*, 5, 745-7, 603. Arnob., 4, 31 ; 7, 29. Lactant, *Inst.*, 6, 2, 7.

2. D. I, VIII, 9, 2. Conf. D. XLIII, VI, 1, pr. Pour tous ces détails, consulter Marquardt, *op. cit.*, 1, p. 192 et suiv.

CHAPITRE III

DE LA « DEDICATIO » ET DE LA « CONSECRATIO », DE LA
« RESTITUTIO » ET DE L'« EXAUGURATIO. »

Abandonner le droit de consécration aux particuliers, c'eût été encombrer la cité d'autels et d'édifices religieux, et multiplier par là même les occasions de sacrilège sous les pas des citoyens.

Cependant, tant que la ligne de démarcation entre les *sacra publica* et les *sacra privata* fut indécise, les Pontifes ne se prononcèrent pas nettement. Le passage suivant de Festus témoigne de leurs hésitations : « *Si quæ sacra privata suscepta sunt, quæ ex instituto pontificum stato die aut certo loco facienda sint, ea sacra appellari tanquam sacrificium : ille locus ubi ea sacra facienda sunt, vix videtur sacer esse.* » Mais plus tard, la règle se dégagea : « *Sane in libris sacrorum refertur sacrum dici quod rite sacratur, ut ædes, areæ, simulacra, dona.* » (1)

Sur leur foyer familial, les citoyens peuvent accomplir des sacrifices ; car le sacrifice, c'est la destruction de l'offrande au moment et par le fait même de la consécration. Mais il n'ont pas le droit de donner le caractère sacré

1. Servius, *Ecl.*, VII, 31.

à des objets susceptibles de durée, encore moins à des édifices.

La dédicace d'un temple se décompose en un acte juridique, la *dedicatio*, et un acte religieux, la *consecratio*(1). L'acte juridique, c'est la mise hors du commerce d'une propriété publique ou particulière. L'acte religieux, c'est la translation de cette propriété du domaine profane dans la catégorie des *res sacræ*, au moyen de paroles et de cérémonies déterminées par le rituel pontifical.

Nous étudierons dans les deux premières sections comment une chose devient sacrée et dans la troisième section comment elle cesse de l'être.

Section I. — *Dedicatio*.

Autorisation du peuple romain.—La *Dedicatio* était un acte des plus importants non seulement au point de vue juridique, mais encore au point de vue politique et financier. C'était proprement un contrat passé avec la divinité qui accordait sa protection en échange de l'obligation légale grevant l'État ou la cité pour le présent et pour l'avenir.

Qui représentait l'État à l'origine ? Le roi, le Sénat et les Curies : il est vraisemblable que ces trois pouvoirs devaient concourir à la *dedicatio* et qu'une loi curiate déférée par le roi aux comices et approuvée par le Sénat

1. Les mots *dedicatio* et *consecratio* sont la plupart du temps employés comme synonymes. Cette confusion s'explique par l'union intime de la religion et de la politique à Rome. C'est, en effet, le magistrat qui dédie et consacre.

pouvait seule l'autoriser. A la vérité, nous en sommes réduits aux conjectures ; mais les quelques renseignements qui nous sont parvenus sur les lois curiates, recueillies par Papirius, démontrent que ces lois touchaient pour la plupart à des points religieux (1). Il est évident que si l'on consultait les curies sur les rites et la liturgie, on leur soumettait *a fortiori* tout ce qui avait trait aux autels, aux temples, aux lieux permanents de culte.

L'autorisation nécessaire pour construire et dédier un temple fut demandée aux comices par centuries, quand les comices par curies, bien que subsistant toujours, n'eurent plus en fait aucune influence (2).

Mais, à partir de quelle époque, la plèbe elle-même eut-elle le droit d'intervenir ? Question délicate.

Cicéron, dans son plaidoyer *pro Domo*, invoque à plusieurs reprises une loi proposée par le tribun Papirius. Cette loi, *vetus lex tribunicia*, défendait de consacrer un temple, un terrain, un autel sans l'assentiment de la plèbe (*injussu plebis*) (3).

Malheureusement on ne s'entend ni sur sa date, ni sur sa véritable portée.

Pour Lange (4), la *vetus lex tribunicia* ne serait autre

1. Macr. *Saturn.*, III, 11 : « *In Papiriano enim jure relatum est, aræ vicem posse præstare mensam dedicatam...* »

2. Les curies ne demeuraient compétentes que pour autoriser certains actes juridiques (adrogation, testament) et pour conférer l'*imperium* et le droit de prendre les auspices. Les distinctions de races et de familles sur lesquelles reposaient les comices par curies s'effaçant de jour en jour, on les remplaça par trente licteurs réunis sous la présidence du magistrat.

3. Cic., *Pro domo*, XLIX, 127.

4. Lange, *Über die Transitio ad Plebem*. Cf. Willems, *Le Sénat de la Rép. rom.*, t. II, p. 306. Borde, Thèse Paris, 1886, t. 20.

que la loi votée en 449, après un incident que Tite-Live rapporte en ces termes : « Cn. Flavius, scribe, fils d'affranchi, fut élevé à l'édilité curule. Il disputa toujours de hauteur avec les patriciens qui méprisaient sa basse extraction... La dédicace qu'il fit d'un temple de la Concorde, élevé sur l'emplacement d'un ancien temple de Vulcain, souleva surtout leur indignation. Le P. M. Cornelius Barbatulus se trouva forcé par une décision unanime du peuple de lui dicter les formules sacrées, bien qu'il soutint qu'il n'appartenait qu'à un consul ou à un général de faire la dédicace d'un temple. C'est pourquoi, d'après un arrêté du Sénat, il fut présenté à la sanction du peuple une loi qui disposait qu'on ne pourrait jamais dédier un temple ou un autel sans un ordre exprès du Sénat ou de la majorité des tribuns de la plèbe (1). »

Mais, d'après ce texte, on voit que la loi dont il est ici question et la *vetus lex tribunicia* sont fort différentes : la première contient des réserves qui ne figurent pas dans la seconde.

A notre avis, la loi de 449 est un épisode des longues querelles entre plébéiens et patriciens, ceux-ci dominant dans les comices centuriates, ceux-là faisant une opposition légale dans les *concilia plebis*. Au cours de cette lutte, bien des lois furent portées, tantôt élargissant, tantôt amoindrissant les pouvoirs de la plèbe, telles

1. Liv. IX, 46. — C'est une exception à la règle d'après laquelle un seul tribun paralysait par son *veto* les décisions de tous ses collègues et des autres magistrats. Nous n'en connaissons qu'une autre : à Rome, la tutelle était déférée par le préteur urbain et la majorité des tribuns de la plèbe. *Instit.*, I, XX, *Pr.*

furent, par exemple, la loi Valeria Horatia et la loi Publilia, qui reconnaissaient l'autorité des plébiscites, pourvu qu'ils eussent été soumis à l'avis préalable du Sénat. (1). Cnœus Flavius, trop zélé, avait consulté le peuple sans se soucier du Sénat. Voilà la cause du scandale et l'origine de la loi que mentionne Tite-Live. Mais, remarquez que la plèbe ne cède qu'en apparence ; car, si elle reconnaît l'initiative du Sénat, c'est à condition que cette initiative sera partagée entre ce corps et les tribuns de la plèbe.

D'autre part, la *vetus lex tribunicia* serait postérieure, et à peu près contemporaine de la loi Hortensia. Ainsi se trouverait expliqué le langage de Cicéron qui parle d'un plébiscite sans autre condition.

Quoiqu'il en soit, la loi Hortensia assimila le plébiscite à la *lex* au point de vue de la force obligatoire (2). Les *concilia* se transformèrent en comices tributes (3) où les patriciens avaient accès et où la présidence pouvait même leur appartenir.

Dès lors, le plébiscite ne fut plus l'œuvre de la plèbe seule, mais du peuple entier, et l'on put vraiment dire qu'on ne dédiait aucun temple sans son consentement (*sine consensu populi*).

Nous avons étudié, l'autorisation législative sous ses

1. Et peut-être aussi à la ratification postérieure des Curies.

2. Sylla fit décider, en 666, qu'une *rogatio* ne pourrait être soumise à la plèbe qu'avec l'assentiment du Sénat. Ce retour en arrière eut le sort de toutes les réactions. En effet, la loi Pompeia (683) rendit leurs anciens pouvoirs aux tribuns et aux assemblées du peuple. Cf. Mommsen, VI, tr. Girard, p. 176 et suiv. — et Accarias, T. I, p. 36 et note 2.

3. Aulu-Gelle, XV, 27 — Accarias, T. I, p. 36 et note 3.

trois formes successives, *lex curiata*, *centuriata*, *plebiscitum*. Cependant, à côté de la *lex*, Gaius place le sénatus-consulte : « *Sacrum quidem solum existimatur auctoritate populi romani fieri ; consecratur enim lege de ea re lata, aut senatus-consulto.* » c. II, par. 5. Mais Gaius écrivait au II^e siècle : à cette époque, les sénatus-consultes comptent parmi les sources les plus importantes du droit. Il en allait tout autrement sous la République : sans contester les attributions religieuses et financières du Sénat républicain, on peut affirmer qu'il n'avait point un pouvoir de décision propre. A la vérité, il ordonnait des prières publiques, des sacrifices et des *supplicationes* ; il décrétait la répétition des fêtes et des jeux irréguliers. Il prolongeait les fêtes annuelles, en créait d'autres et mettait en mouvement les collèges sacerdotaux (1). Mais, s'agissait-il d'une innovation religieuse considérable, d'un vœu solennel, tel que le *ver sacrum*, qui consacrait aux dieux tous les animaux domestiques nés dans l'espace d'un printemps, ou bien de la *dedicatio* d'un temple, qui changeait la condition d'une terre publique et grevait la cité d'une charge permanente et indéfinie, le Sénat devait se couvrir par un vote du peuple. En un mot, c'était un administrateur, un régulateur, le conservateur des traditions : son pouvoir était réglementaire plutôt que législatif.

L'Empire mit le Sénat à la place du peuple. Mais comme l'empereur, en qualité de *præfectus moribus*, exerçait les anciennes fonctions des censeurs et recrutait à

1. Willems, *Le Sénat de la de Rép. romaine*, II, p. 306. Cf. Mispoulet, I, p. 175. — Mommsen, I, p. 276-280. *Dr. publ. romain*.

son gré les sénateurs, comme, d'autre part, en qualité de *princeps senatus*, il exprimait le premier son avis, les sénatus-consultes n'étaient en réalité que l'expression de la volonté impériale. Au reste, les comices n'ont point perdu leurs attributions législatives et sont quelquefois consultés durant le premier siècle; mais aucune de ces lois ne concerne la *dedicatio* des temples. Nous avons, au contraire, plusieurs sénatus-consultes se rapportant à des matières religieuses (1).

Au III^e siècle, les empereurs ont décidément abandonné la politique d'Auguste qui consistait à maintenir les institutions républicaines comme la base et la sauvegarde de son despotisme. Les lois et plébiscites ne sont plus qu'en théorie des sources du droit. En toute matière, l'empereur légifère : *quod principi placuit legis habet vigorem*. A cette époque, la *dedicatio* se fera en vertu d'une constitution impériale; et, comme l'empereur est en même temps grand pontife, il pourra, à sa fantaisie, dédier lui-même, ou déléguer un magistrat pour le remplacer. « *Sciendum est*, dit Ulpien, *locum publicum tunc sacrum fieri posse, quum princeps eum dedicavit, vel dedicandi dedit potestatem* (2) ».

Consentement du propriétaire. — Dans le cas de l'affectation à un usage religieux d'une propriété particulière, il fallait, outre l'autorisation législative, le consentement du propriétaire. La question ne se posait pas en temps ordinaire. Aussi bien, le seul et mémorable exemple qui nous soit parvenu d'une violation aussi flagrante du droit

1. Tacite, *Ann.* 2, 12 — 2, 85 — 3, 10. — Suétone, *Claude*, 25.

2. D. I. VIII, 9, par. 1.

de propriété se rapporte aux guerres civiles qui amenèrent la chute de la République. Clodius ayant fait exiler Cicéron, confisqua ses biens, brûla sa maison et pour perpétuer en quelque sorte cette confiscation, il en consacra le terrain aux dieux, en y élevant un temple. Bientôt rappelé, Cicéron recouvra ses honneurs, ses dignités et son patrimoine, à l'exception de la maison dédiée. C'est à cette occasion qu'il prononça devant les pontifes son plaidoyer de *domo sua*. On lui objectait que la loi sur son retour avait, comme toute autre loi, réservé les droits des dieux. Il n'eut point de peine à démontrer qu'une chose irrégulièrement consacrée n'avait pu devenir sacrée et inviolable.

« Dans une dédicace, s'écriait-il, n'examine-t-on pas quel est celui qui parle, ce qu'il dit et comment il le dit ? Mais toi, confonds-tu, mêles-tu tellement les choses, que quiconque voudra puisse consacrer ce qu'il voudra et comme il voudra ? Toi, qui faisais cette dédicace, qui étais-tu, Clodius ? en vertu de quel droit, de quelle loi, de quel exemple, de quelle autorité ? quand le peuple t'avait-il attribué cette fonction ? car je vois qu'une ancienne loi tribunitienne défend de consacrer sans l'ordre du peuple aucune maison, aucun terrain, aucun autel. L'illustre Q. Papirius qui proposa cette loi ne soupçonnait pas qu'il y eût lieu d'appréhender un jour que l'on consacraît les domiciles ou les propriétés des citoyens non condamnés, car c'eût été violer tous les principes (1) ».

Les pontifes décidèrent qu'on pouvait « sans intéresser la religion lui rendre cette place (2) ».

1. Cic., *De domo*, XLIX. Tr. Panckouke, t. XIII, p. 181.

2. Cic., *Lettres à Atticus*, liv. 2. Trad. Panckouke, t. XIX, p. 13.

Le Sénat fit reconstruire la maison de Cicéron aux frais de l'Etat. (de *arusp. resp.* VII).

Sol italique.

D'après certains auteurs, les fonds italiques seraient seuls susceptibles d'être dédiés valablement. Un temple élevé dans une cité ne jouissant pas du *jus italicum* ne ferait pas partie des *res sacræ*, encore que la *dedicatio* eût été accomplie selon les rites et avec l'autorisation du peuple romain.

On cite à l'appui de cette opinion un texte peu précis de Gaius (1) : *Sed in provinciali solo placet plerisque solum religiosum non fieri, quia in eo solo dominium populi romani est vel Cæsaris. Nos autem possessionem tantum et usumfructum habere videmur : utique tamen ejusmodi locus, licet non sit religiosus, pro religioso habetur, quia etiam quod in provinciis non ex auctoritate populi romani consecratum est, quanquam proprie sacrum non est, tamen pro sacro habetur.*

Gaius, ce semble, n'établit là aucune incompatibilité entre la qualité de *res sacra* et la qualité de fonds provincial. Il constate simplement deux faits qui sont tout à l'avantage des fonds provinciaux, à savoir : 1° qu'on considère comme *religiosa* une sépulture provinciale, bien qu'en droit le *dominium* du peuple romain s'oppose à ce que la volonté d'un simple particulier lui donne ce caractère ; 2° qu'on considère comme *res sacra* ce qui a été consacré en province aux dieux sans l'autorisation du peuple romain, quoique, juridiquement, ce ne soit pas là une chose sacrée.

1. Gaius, C. II, par. 7.

S'ensuit-il qu'une autorisation régulière du peuple romain ne pouvait être valablement demandée et obtenue? Nullement. Mais, en pratique, Rome s'abstenait, ne voulant, comme le dit très bien M. Accarias (1), ni autoriser la consécration d'un terrain aux divinités provinciales, car c'eût été les reconnaître, ni la proscrire, car c'eût été froisser sans nécessité les populations. Cependant, quand il s'agissait de dédier un temple aux dieux romains, aux empereurs (2), à la déesse Rome, nous avons la preuve que l'empereur intervenait (3). C'est en province que le culte des Césars naquit et se développa. Les sceptiques de Rome s'en moquaient. Tacite (Ann. 1. 73) railait Auguste qui avait obtenu le ciel par décret, *cælum decretum*, et Juvénal riait de Claude « que sa femme précipita dans le ciel en lui faisant manger un plat de champignons, après lequel il ne mangea plus rien. » Ces épi-grammes ne parvenaient point jusqu'aux provinciaux. Le culte impérial, tel qu'ils le concevaient, « s'adressait moins à tel ou tel César qu'à la dignité impériale, à la

1. *Précis de droit romain*, t. I, p. 495, n. 1.

2. Le temple d'Auguste appartenait à toute la province ; il était construit et réparé à frais communs. Au-dessous du culte impérial de la province, il y avait celui des municipes. Dans les villes riches comme Ostie, tous les empereurs divinisés avaient des temples distincts. Dans les autres, on construisait pour tous ces princes un temple commun. C'était le centre de la vie municipale : les décurions s'y assemblaient et les corporations y venaient signer leurs décrets. Gaston Boissier, *La religion rom. d'Auguste aux Antonins*, p. 174 et suiv.

3. Auguste permet aux provinces de lui élever des temples en compagnie de la déesse Rome ; il le tolère en Italie ; il le défend à Rome. (Suétone, *Aug.* 52. *Dio Cass.* LI, 20). Celui du Palatin fut bâti après sa mort par Livie et dédié par Caligula.

puissance romaine, pouvoir irrésistible et en même temps tutélaire. »

Il n'est pas admissible que des temples élevés à la gloire de Rome, où se scellait en quelque sorte l'unité de l'empire, ne fussent pas rangés au nombre de *res sacræ*.

On signale en outre deux lettres de Trajan à Pline, lettres peu probantes, puisqu'elles se contredisent et se peuvent interpréter de diverses façons. Pline voulant changer de place le temple de Cybèle consulte l'empereur qui lui répond : « Vous pouvez sans scrupule, si la situation des lieux le demande, transporter le temple de Cybèle de l'endroit où il est à celui qui lui convient le mieux. S'il ne se trouve point d'acte de consécration, cela ne doit pas vous arrêter ; le sol d'une ville étrangère ne comporte pas la consécration selon les rites de la patrie (1). »

Cette lettre prouve : 1° qu'en général la consécration ne s'opérait pas dans les provinces suivant les rites romains ; 2° que, cependant, un acte de consécration pouvait intervenir. Si Pline avait retrouvé cet acte de consécration, la décision de l'empereur eût, vraisemblablement, été différente.

La seconde lettre se rapporte à un projet formé par Pline de bâtir le bain des Prusiens sur l'emplacement d'un temple : « On peut se servir pour bâtir le bain des Prusiens de cet emplacement et de cette maison tombée en ruines que vous me mandez être vide. Mais vous ne

1. Pline, *Lettres*, X, 59. V. Borde, Thèse, Paris, 1886. T. 20.

me marquez point assez nettement si l'on a élevé un temple à Claude dans le péristyle. Car si un temple a été bâti, bien qu'il soit ruiné, le terrain reste sacré (1). »

Dans la première lettre, l'atteinte portée à la religion était peu grave, puisque le temple devait être simplement déplacé.

Au surplus, l'acte de consécration n'étant pas rapporté, on pouvait supposer que la *lex* de ce temple était moins rigoureuse que ne l'eût été une *lex* rédigée d'après les rites romains. Aussi Trajan donne-t-il carte blanche à Pline.

Le cas visé par la seconde lettre est autrement sérieux. C'est pourquoi l'empereur invite Pline à rechercher si vraiment cette maison ruinée a été autrefois un temple ; et il lui rappelle qu'un lieu sacré demeure tel à perpétuité, même en province (2). ~

Section II. — « Consecratio. »

La cérémonie de la consécration des temples met en pleine lumière le trait caractéristique du gouvernement romain, je veux dire la concentration dans les mêmes mains des pouvoirs publics et des pouvoirs religieux.

« Il n'y eut jamais à Rome de caste sacerdotale, dit M. Giraud, et le Pontificat y fut toujours une charge laïque très importante, très influente, mais constamment rem-

1. *Idem*, X, 75. M. Borde explique cette contradiction, en conjecturant que Pruse jouissait peut-être du *jus italicum*. Comp. G. Bois-sier, *op. cit.*, t. I, p. 108, n. 1.

2. Compar. Giraud, *Nouveaux bronzes d'Ossuna*, p. 26.

plie par les mêmes personnes qui suivaient la carrière politique et se cumulant souvent avec les charges publiques elles-mêmes (1). » Les magistrats sacrifiaient et consacraient. S'ils requéraient le concours des Pontifes, c'était pour faire appel à leurs lumières, pour recevoir de leur bouche la formule sanctifiante : mais ils conservaient le premier rôle, ceux-ci ne figurant que comme « maîtres des cérémonies (2). »

La plupart des temples devaient leur origine à des vœux faits, soit par le Sénat et le peuple dans des temps de calamité, soit par un général au début de la guerre ou bien au fort de la mêlée (3). Dans le premier cas un des principaux magistrats prononçait, au nom de la République, la formule du vœu que lui dictait le grand Pontife (4). Dans le second cas, la promesse du général ne devenait exécutoire qu'après l'approbation du Sénat et du peuple (5).

Les généraux négociaient souvent avec les divinités ennemies, s'engageant, pour prix de leur trahison, à leur bâtir un temple dans Rome même. Comme on ne pouvait procurer un culte public à tous ces dieux émigrés dont le nombre augmentait sans cesse, on mettait les moins influents à la charge des familles (6).

1. *Bronzes d'Ossuna*, ch. IV.

2. Bouché-Leclercq, *Pontif. de l'anc. Rome*.

3. « *Quin bella susciperentur, aut ipso discrimine pugnav.* » Hesprien, *de Templis*, cap. V. Selon Denys d'Halic., ce serait Romulus, et suivant Tertullien, Numa qui aurait le premier promis un temple aux dieux. — Comp. de Beaufort, *Républ. rom.*, t. I, p. 54.

4. Liv. l. IX, c. 27. Lib. XXVIII, c. 44.

5. Liv. l. IX, Cic., *ad Attic.*, IV, ép. 2. *Pro domo*, cap. 53.

6. Voir, dans Tite-Live, V, 24, l'évocation de la *Juno regina* de Véies, Compar. Bouché-Leclercq, *op. cit.*, p. 459.

Le collège des Pontifes était juge de la validité des vœux et veillait à leur exécution.

Tout d'abord, on déterminait la place où le temple devait être élevé, après avoir pris les auspices. Denys d'Halicarnasse rapporte que Tarquin, voulant construire un temple, demanda aux dieux par le ministère des Augures quel point de la ville ils préféreraient : les dieux désignèrent la colline Tarpéienne.

L'espace délimité, appelé *fanum* (1), était entouré de bandelettes et de couronnes. Le Magistrat représentant l'État en faisait abandon aux dieux. Des soldats portant des noms heureux y entraient agitant des rameaux de favorable augure (2). Puis, les Vestales accompagnées de jeunes garçons et de jeunes filles, faisaient des aspersions d'eau puisée dans les rivières ou les fontaines vives. Les Magistrats, les Pontifes, les Sénateurs, les Chevaliers et une grande partie du peuple s'empressaient à traîner la première pierre (3). On jetait çà et là dans les fondements des blocs de marbre, d'or et d'argent et des métaux bruts, marqués d'une inscription entière (4).

Cette cérémonie différait peu de celle qu'on célébrait après l'achèvement du temple et dont il sera question plus loin.

1. *Fanum*, dit T.-L., X, 37, est *locus templo effatus jam consecratus*. — *Proprie tamen fanum locus sacer sine ædificio ut colligimus ex Cicerone, Attic. XII, 35.* Forcellini.

2. Comparez de Beaufort, *Rép. romaine*, t. I, p. 54.

3. Tacite, *Hist.* IV, c. 53.

4. *De jure pontificio*, in *Grævii Thes. ant. Rom.*, t. V, p. 122. De là les expressions *scriptus lapis*, *divi lapides*, *lapides sacri*, *auspicati*, *pertusi*.

Un laps de temps considérable, quarante ans et même plus, s'écoulait parfois entre la première et la seconde. Nous lisons en effet dans Tite-Live : « Fabius écrit qu'à Lucérie il y eut beaucoup de monde de tué de part et d'autre, et que dans ce combat on voua un temple à Jupiter Stator, ainsi que l'avait fait autrefois Romulus ; mais jusqu'alors il n'y avait eu de consacré que le *fanum*, c'est-à-dire l'emplacement assigné au temple.

Au reste, cette année enfin, la République se trouvant liée pour la seconde fois, par le même vœu, on regarda comme intéressant la religion que le Sénat ordonnât la construction du temple même (1). »

Pour les Romains, gens pratiques, la religion était une affaire ; il était permis, sinon recommandé de jouer au plus fin avec les dieux. Le pieux Numa lui-même, n'éprouvait aucun scrupule à plaisanter avec eux et à leur extorquer des concessions.

En jetant les fondements d'un temple, en constituant un *fanum* (2), ils restaient dans la lettre du vœu, puisque le *fanum* est un terrain soustrait au monde profane et consacré par les pontifes.

Quand le Sénat voulait donner à la divinité, une satisfaction prompte, il nommait des duumvirs (3), chargés

1. L. X, cap. XXXVII.

2. Les lieux consacrés, même temporairement, comme les places publiques où se donnaient les banquets des dieux (*lectisternia*) étaient considérés comme *fana*.

3. Il y avait plusieurs sortes de duumvirs à Rome : les plus anciens étaient ceux qu'institua Tullius Hostilius, après le fratricide d'Horace : ils jugeaient les crimes de haute trahison, les assassinats, les attentats contre l'Etat et les magistrats. Les plus nobles

de surveiller et d'activer la construction du temple. « Le dictateur Furius, croyant avoir besoin du secours des dieux, avait pendant l'action voué un temple à Junon Moneta. Par ordre du Sénat, des duumvirs furent créés pour veiller à faire ce temple digne de la majesté du peuple romain... Un an après avoir été voué, le temple de Moneta fut dédié. » (1)

Du magistrat chargé de la consécration. — Anciennement, le droit de consécration paraît avoir appartenu exclusivement aux magistrats supérieurs en fonction, tels que le dictateur, le consul, le préteur, entre lesquels le sort décidait, s'il n'y avait entente amiable. Un peu plus tard, il fut étendu aux censeurs et aux édiles.

La présidence de la cérémonie dédicatoire, l'une des plus importantes du culte, était un honneur très disputé. Ceux qui avaient voué le temple, le général qui avait fait abandon de son butin pour en couvrir les frais, le citoyen opulent qui l'avait payé de ses deniers, y prétendaient en même temps que les magistrats supérieurs.

étaient ceux qu'établit Tarquin-le-Superbe, pour la garde des oracles sybillins et la direction des cérémonies sacrées. Denys d'Halicarnasse raconte que leur nombre fut porté à dix, pour faire place aux plébéiens — et à quinze par Sylla. Il y avait en outre des *duumviri navales*, *aquæ perducendæ*, *ædi sacræ faciendæ aut locandæ* — dans les colonies des *duumviri juri dedicundo*, premiers magistrats de la cité.

On appelait aussi duumvir le magistrat désigné pour dédier un temple au nom du peuple romain, quoi qu'il n'eût point d'acolyte, et que dans le cas où il en avait un, il se passât de son concours. Forcellini, *Ant. rom. lexicon*.

1. Tite-Live, VII, cap. 28.

Le Sénat eut à tenir la balance égale entre ces intérêts d'ordre différent. Quand le pouvoir d'ordonner la *dedicatio* fut reconnu aux assemblées du peuple, celles-ci désignèrent le magistrat chargé de faire la dédicace. Dès lors, les magistrats supérieurs ne purent dédier qu'en vertu d'une commission spéciale et nominative.

En fait, on ne les choisissait pas, à moins qu'ils n'eussent voué le temple ou qu'ils n'eussent participé à sa construction, soit par eux-mêmes, soit dans la personne de leurs parents ou ancêtres. Une magistrature spéciale fut instituée, le duovirat *ædi dedicandæ*.

Les duumvirs ont rang de magistrat supérieur et droit aux douze faisceaux. Ils ne peuvent célébrer d'autre *dedicatio* que celle pour laquelle ils ont été nommément délégués.

Quant à la question de savoir lequel dédiera, c'est affaire entre les deux collègues : s'ils ne peuvent se mettre d'accord, ils suivent la conduite des consuls et s'en rapportent au sort (1).

Nous devons rapprocher des *duoviri ædi dedicandæ* les *duoviri ædi locandæ aut faciendæ*, chargés de surveiller la construction du temple et de diriger les travaux, ou d'en concéder l'entreprise. C'est, en effet, une magistrature de même ordre et de même origine (2).

Les duumvirs *ædi locandæ* sont, en général, créés par la loi même qui autorise l'érection du temple. « Il est

1. Mommsen. « Le penchant des Romains pour la collégialité, dit le même auteur, n'apparaît peut-être nulle part ailleurs plus clairement que dans ce duovirat et dans la magistrature analogue instituée pour la *Perduellio*. » Handbuch der Römischen Alterthümer. Zweite Band., Abtheilung.

2. Liv., XXII, 33. — XXIII, 21. XL, 44.

vraisemblable, dit Mommsen (1), que du jour où une autorisation du peuple fut nécessaire pour l'aliénation gratuite d'un terrain public, cette autorisation s'appliqua à la « *Locatio* » (2) comme à la « *Dedicatio* ».

Ce ne sont pas nécessairement les mêmes duumvirs qui construisent et qui dédient. Mais rien ne s'oppose à ce que les *duoviri ædi locandæ* qui se sont acquittés de leurs fonctions d'une manière satisfaisante soient désignés pour célébrer la *dedicatio*.

Les *duoviri ædi locandæ et dedicandæ* disparurent dans le courant du VII^e siècle. Leurs fonctions passèrent aux *curatores*.

Nous les voyons cependant sous Auguste consacrer le temple de Mars. Mais cette tentative de résurrection eut peu de succès : comme les autres institutions républicaines qu'Auguste essaya de faire revivre, le vieux duovirat ne lui survécut pas.

Le temple achevé, on le consacrait avant de le livrer au culte. C'était une des plus grandes fêtes de la religion romaine.

« *Apud Romanos*, dit Servius, *nihil fuit tam solemne quam dies consecrationis* » (3). On faisait des distributions au peuple ; il y avait des jeux, des banquets, des spectacles de tout genre.

Quand César dédia le temple de Minerve et la *Curie*

1. *Op. cit.* Cf. Mispoulet, *op. cit.*, t. I, p. 147.

2. *Locatio* doit être entendue dans le sens de louage d'ouvrage. Les duumvirs, en effet, pouvaient mettre en adjudication les travaux de construction ou les donner à forfait.

3. *In Æneidos carmina commentarii*. VIII, 601.

Julia érigée en l'honneur de son père, ce fut un prétexte à des réjouissances innombrables et coûteuses. « Les enfants patriciens, raconte Dion Cassius, (1) exécutèrent la cavalcade troyenne ; des hommes de même rang luttèrent les uns contre les autres sur des chevaux de selle, sur des chars à deux et à quatre chevaux ; un certain C. Vitellius, membre du Sénat, se fit gladiateur. Une multitude de bêtes féroces et d'animaux divers furent égorvés, entre autres un rhinocéros et un hippopotame qu'on vit à Rome pour la première fois... Les spectacles durèrent plusieurs jours ; une maladie même de César n'y apporta aucune interruption, d'autres les présidèrent en son absence. Pendant leur durée, les sénateurs célébrèrent, chacun son tour, un banquet sous le vestibule de leur maison ».

Pompée, pour rehausser la consécration du temple de Vénus *Victrix*, fit combattre vingt éléphants dans le cirque (2).

Quant au fond, la cérémonie de la consécration du temple était analogue à celle que l'on célébrait lors de la constitution du *fanum* et de la pose de la première pierre. L'une et l'autre étaient présidées par un haut magistrat représentant à la fois le pouvoir civil qui faisait aux dieux l'abandon du terrain et de l'édifice, et le pouvoir religieux qui prenait acte de cet abandon et le rendait définitif par l'accomplissement de toutes les conditions liturgiques.

Il est à croire que la pose solennelle de la première

1. *Hist. romaine*. Tr. E. Gros. LI, 2, T. VII, p. 179.

2. Pline, liv. 8, c. 7 et l. 28, c. 1.

Pierre était rare, car nous ne la trouvons mentionnée nulle part, si ce n'est dans le passage de Tacite cité plus haut. Au contraire, les auteurs nous parlent à chaque instant de la consécration des temples. Malheureusement, ils nous donnent peu de détails. Quoi qu'il en soit, voici des points certains : le Magistrat chargé de la dédicace avertissait le collège des Pontifes et requérait son concours. Celui-ci lui déléguait un de ses membres ou même se rendait en corps à la cérémonie. Très probablement, on commençait par prendre les auspices, ce qui nécessitait l'intervention des Augures pour assister l'auspiciant (1).

Puis, le Pontife et le Magistrat tenant chacun un jambage de la porte du temple, le premier dictait au second la formule sacrée que celui-ci répétait d'un seul trait, sans hésitation ni bégaiement. Nous ne connaissons que d'une façon approximative les *solemnia pontificalis carminis verba*.

Romulus consacrant à Jupiter Férétrien des dépouilles opimes, s'exprime ainsi, suivant Tite-Live : « *Jupiter Fetretri, hæc tibi victor Romulus rex regia arma fero, templumque iis regionibus, quas modo, animo metatus sum, dedico...* Jupiter Férétrien, c'est à toi que Romulus, roi vainqueur d'un roi, offre ces armes ; c'est à toi qu'il consacre l'espace que sa pensée vient d'embrasser. Là seront déposées les dépouilles opimes que ses descendants en sui-

1. « *Nihil fere quondam majoris rei nisi auspicato ne privatim quidem gerebatur.* » Cic., *De divin.*, 1, 16. — Nous avons vu, au reste, que de bonne heure on prit l'habitude d'inaugurer les édifices sacrés. V. plus haut, p. 21. Comme on prenait les auspices avant de retirer à un immeuble son caractère sacré, on devait les prendre *a fortiori* quand il s'agissait de lui donner ce caractère.

vant ses traces arracheront avec la vie aux rois et aux généraux ennemis. » (1) Barnabé Brisson (2) cite encore deux formules de dédicace empruntées à Tibulle :

L. I, Eleg. 9.

*Hanc tibi, fallaci resolutus amore, Tibullus
Dedicat et grata sis, dea, mente rogat.*

L. IV, Eleg. 16.

*Villicus ærari quondam, nunc cultor agelli,
Hæc tibi perspectus templa, Priape, dico.*

Nous pouvons rapprocher de ces passages une inscription consignée dans Gruter : (3)

*Alcide sacri generis
Deus hoc tibi
prætor
et jovis Antistes
Dedico perpetuus.*

Il devait y avoir une formule-type recueillie dans les commentaires pontificaux. Peut-être était-ce celle du temple de Jupiter Capitolin dédié la première année de la République ; peut-être aussi celle de l'autel de Diane, à laquelle se réfèrent la loi de Narbonne et la loi de Salone.

Loi de Narbonne, 11 ans après Jésus-Christ :

« *Plebs Narboniensis aram Numinis Augusti dedicavit legibus iis quæ infra scripta sunt.*

Numen Cæsaris Augusti P. P. quando tibi hodie hanc aram

1. L. I, X.

2. *De formulis*, p. 103.

3. Inscription trouvée non loin du théâtre de Marcellus, dans la maison d'Antonin, sur un petit socle,

dabo dedicaboque his legibus hisque regionibus dabo dedicaboque quas hic hodie palam dixerō uti infimum solum hujusque aræ titulorumque est. Si quis tergere ornare reficere volet quod beneficii causa fiat jus fasque esto sive quis hostia sacrum faxit qui magmentum nec protollat idcirco tamen probe factum esto. Si quis huic aræ donum dare augereque volet, liceto ; eademque lex ei dono esto quæ aræ est : ceteræ leges huic aræ titulisque eadem sunt quæ sunt aræ Dianæ in Aventino. Hisce legibus hisque regionibus sicut dixi hanc tibi aram pro imperatore Cæs. Aug. P. P. M. tribunitia potestate XXXV cojuge liberis genteque ejus senatu populo R. Colonis incolisque Col. Jul. Pater Narb. Mart. qui se numini ejus in perpetuum colendo obligaverunt doque dedicoque uti sis volens propitium (1) ».

Loi de Salone, 137 ans après Jésus-Christ :

« L. Ælio Cæsare Imp. Cælio et Albino Vibullio Pio Cos. VII Idus octobres Cn. Domitius Valens II Vir I. D. præeunte C. Julio Severo Pontif. legem dixit in ea verba quæ infra scripta sunt.

Jupiter opt. Max. quandoque tibi hodie hanc aram dabo dedicaboque ollis legibus ollisque regionibus dabo dedicaboque quas hic hodie palam dixero uti infimum solum hujus aræ est. Si quis hostia sacrum faxit quod magmentum nec protollat, idcirco tamen probe factum esto. Ceteræ leges huic aræ eadem sunt quæ aræ Dianæ sunt in Aventino monte dictæ. Hisce legibus hisce regionibus sicuti dixi hanc tibi aram, Jupiter opt. Max. dico dedicoque uti sis volens propitius mihi collegisque meis decurionibus, colonis incolis colonie Martiæ Juliæ Salonæ conjugibus liberisque nostris (2) ».

1. Orelli, 2489.

2. Orelli, 2490.

Les mots *do*; *dedico* étaient les termes sacramentels indispensables. Par ailleurs, les formules variaient avec chaque temple, suivant le dieu auquel on le dédiait, suivant les habitudes, les besoins, les intérêts de chaque cité. Il y avait des clauses d'un usage général, telles, par exemple que celles des lois précitées concernant les réparations et les offrandes. Mais certaines charges et certaines immunités étaient spéciales non seulement à certains pays, mais aux demeures de certains dieux.

Beaucoup de temples jouissaient du droit d'asile. Nous savons en outre que le temple de Janus ne s'ouvrait qu'en temps de guerre, que l'Ara maxima était interdite aux femmes et aux affranchis et le *sacellum pudicitiae patriciae* aux plébéiens, que le *Sacrarium Regiae* n'était accessible qu'aux prêtres et aux Vestales (1).

Ces conditions, quelles qu'elles fussent, étaient nettement définies ; tous les mots employés étaient rigoureusement choisis et pesés. Comme le dit très bien M. Boissier, « le Romain tient ses comptes en règle avec les dieux ; il ne veut pas être leur débiteur, mais il ne veut pas non plus leur donner plus qu'il ne leur doit (2). » Cicéron ne pensait pas autrement quand il définissait la piété : « *justitia adversus deos* (3). »

Ce perpétuel souci de ne rien omettre de ce que la divinité était en droit d'exiger et en même temps de ne point imposer à l'État une charge jugée inutile, si elle n'était pas nécessaire, inspirait au magistrat consécrateur

1. Varron, *Ling. Latin.* VI. 21. Virgile, Tite-Live, Servius, Plutarque, Macrobe relatent quelques clauses curieuses.

2. *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, t. I, p. 23.

3. *De natura Deorum*, 1, 41.

la plus grande circonspection. Ses pas, ses gestes étaient comptés, le texte de son discours soigneusement arrêté à l'avance. En lui se réalisait à la lettre la parole du grammairien Servius : « *Connexa sunt enim timor et religio* (1).

Une anecdote rapportée par Sénèque (2) montre bien jusqu'où les Romains poussaient le scrupule en matière religieuse :

« *Pulvillus hoc fecit Pontifex, cui postem tenenti et Capitolium dedicanti, mors filii nuntiata est : quam ille exaudisse dissimulans, et solemnia pontificalia verba accepit, gemitu non interrupte precationem et ad filii sui nomen Jove propitiato* (3). »

Pour être valable, une dédicace doit réunir les cinq qualités suivantes que nous trouvons laconiquement énumérées chez tous les vieux commentateurs (4) : *Mens, vox, lex, manus, simulachrum*.

1° MENS. Le magistrat dédicant doit être sain d'esprit et n'avoir d'autre préoccupation que d'être agréable aux dieux.

2° VOX. Il doit veiller à bien dire, à tout dire et à ne rien dire de plus. Toute faute, toute omission entacherait la cérémonie de nullité.

3° LEX. Une loi autorise la dédicace.

4° MANUS. La main du dédicant doit être pure.

5° SIMULACHRUM. Il ne faut point oublier de placer au milieu du temple l'image du dieu qui en est le patron.

1. *In Æneid comm.*, 11, 714. Le même Servius fait dériver *deus* de *δῆος* (crainte).

2. La même anecdote est racontée par plusieurs auteurs.

3. *De consolatione ad mart.*, c. 13.

4. Grævius, *Thesaurus, Antiq. roman.*, t. V, p. 141.

Dans son discours sur la réponse des Haruspices (1), Cicéron reproche avec véhémence à Clodius d'avoir méconnu ces conditions indispensables : « Et vous avez pu Clodius, consacrer ma maison ! Mais que vois-je dans cet act ? Dans quel esprit l'avez vous fait ? Vous aviez perdu l'esprit. De quelle main ? Votre main avait démoli mon habitation. De quelle voix ? Votre voix avait ordonné de l'incendier. D'après quelle loi ? Vous n'aviez pas même osé en proposer, lorsque vous proposiez tout avec impunité. Sur quel autel ? Vous l'aviez souillé par un inceste. Devant quelle image ? Vous l'aviez enlevée de la tombe d'une courtisane pour la placer sur le monument d'un général. Ah ! si ma maison est frappée d'anathème, c'est qu'elle touche la muraille d'un impie, d'un sacrilège. »

Tous les auteurs s'accordent à donner le premier rôle au Magistrat dans la cérémonie de la consécration (2). Et pourtant Cicéron s'exprime toujours comme si le Pontife lui-même dédiait et prononçait les paroles sacramentelles. « *An, si postem tenuerit pontifex, et verba ad religionem deorum immortalium composita ad perniciem civium transtulerit, valebit ad injuriam nomen sanctissimum religionis.* » *De domo*, 47.

On ne saurait supposer un seul instant que Cicéron se soit trompé en ce point de première importance. Il était très versé dans les questions religieuses, bien qu'il

1. XV, tr. Panckoucke, t. 14, p. 113.

2. Quoique secondaire, le rôle des pontifes était important, en effet : 1° ils donnaient leur avis sur la dédicace ; 2° ils rédigeaient la *lex* du temple ; 3° ils assistaient le magistrat consécrateur. Marquardt, *Staatsrechts dr. band.*, p. 271.

affectât vis-à-vis des pontifes une ignorance discrète. Il vaut mieux admettre que le Magistrat était considéré comme un *Pontifex*, et parfois appelé de ce nom. N'avons-nous pas vu plus haut Sénèque donner à Pulvillus le titre de pontife. Or, Pulvillus était alors consul et dédiait le Capitole en cette qualité ? P. Clodius n'était point prêtre, loin de là ! Cependant Cicéron s'écrie, dans son discours sur la réponse des Haruspices : « *In ea causa esse dixit domum meam a religiosissimo sacerdote, P. Clodio, consecratam.* »

Il y avait un autre mode de consécration, moins solennel, mais aussi ancien et aussi efficace, s'il faut en croire Cicéron. Le tribun du peuple, accompagné d'un joueur de flûte (1), allumait un réchaud sur l'emplacement à consacrer ; il prononçait des paroles solennelles et probablement touchait de la main la porte de l'édifice.

La récitation de paroles sacramentelles et l'apposition des mains semblent, en effet, indispensables à toute consécration.

Il va sans dire que cette consécration simplifiée, laïque en quelque sorte, devait être autorisée par le peuple, comme les consécérations accomplies par le Magistrat et les pontifes.

Consécration des objets mobiliers.

La consécration du temple emportait *ipso facto* l'incor-

1. Les joueurs de flûtes, *Tibicines*, étaient employés dans les sacrifices privés et les cérémonies publiques. Telle était leur importance, que le Sénat eut à s'occuper de leurs querelles. Une vieille inscription citée par J. Gutherius dans Grævius mentionne les joueurs de flûte :

poration dans le patrimoine divin de la statue du dieu, et de tous les objets nécessaires au culte. Mais les dons faits après coup, les armes, les dépouilles des ennemis, les images, les ex-voto suspendus aux colonnes par la piété ou la reconnaissance des citoyens, devaient être consacrés spécialement, ainsi qu'en témoignent Tacite (1) : *Ipse eum pugionem, apud Capitolium sacravit, inscripsitque : JOVI VINDICI* ; — Suétone (2) : *Tres gladios, in necem suam pręparatos, Marti Ultori, addito elogio, consecravit* (Caligula) ; — Ovide (3) : *Non ego victrices lauro redimire tabellas.*

Et Veneris media ponere in æde morer :
Suscribam : Veneri fidas sibi naso tabellas
Dedicat.

La cérémonie était accomplie par le Magistrat assisté du Pontife, mais elle ne comportait ni le faste, ni les réjouissances inséparables de la dédicace d'un temple. De plus, elle n'était point soumise à l'autorisation préalable du peuple. Au contraire, tout autel, chapelle ou reposoir (*ara, ædícula, pulvinar*), toute statue, qu'on l'érige sur une place publique, dans un carrefour, aux portes de la ville ou même dans le palais du Sénat comme la Concorde de Cassius (4) ; en un mot, toute construction permanente et immuable ne peut être efficacement dédiée sans qu'une loi intervienne.

Imp. cæs. M. Antonino pio felici Aug. Tibicines romani qui sacris publicis præsto sunt.

1. *Ann.*, l. XV, 74.

2. *Caligula*, c. XXIV.

3. *Amor. Eleg.*, II. Gruter cite beaucoup d'inscriptions lapidaires formées de ces seules lettres : D. D. ou D. P., ce qui veut dire *donum dedit* ou *donum posuit*.

4. *Cic.*, *De domo*.

Parmi les rapines de Verrès, Cicéron fait la part des vols et la part des sacrilèges : les vols, c'est l'argenterie, ce sont les tableaux et les objets d'art ravis aux particuliers ; ce sont les statues et les ornements des édifices publics enlevés par le préteur de Sicile ; les sacrilèges, ce sont les déprédations commisès dans les temples et lieux consacrés, c'est la Diane de Ségeste arrachée de l'antique sanctuaire où l'avait replacée Scipion l'Africain, après la prise de Carthage, c'est le Mercure de Tyndare, la Cérès d'Enna furtivement dérobés, c'est le temple d'Apollon de Délos dépouillé pendant la nuit des plus belles et plus anciennes statues, etc.

« Peux-tu concevoir quelque espérance de salut, s'écrie-t-il, quand tu te rappelles combien de fois tu as outragé les dieux par tes impiétés, tes crimes, tes abominations ? Quoi ! c'est Apollon de Délos que tu as osé dépouiller ! C'est sur un temple si antique, si saint, si respecté que tu as porté des mains impies et sacrilèges (1) ».

Nous aurons épuisé la liste des choses susceptibles d'être consacrées, quand nous aurons mentionné l'esplanade du temple et l'enclos ou parc qui l'entourait, la fontaine dont l'eau était utilisée pour les sacrifices.

Par essence, le bien consacré coûte et ne rapporte pas (2) : aussi, les champs qui produisent un revenu ne sont-ils point sacrés dans le sens exact du mot, bien que

1. Cic., *In Verrem actio* II, 1, 18. -- V. aussi : Id., IV, 33, 39, 39, 72 ; 48 à 51.

2. Mommsen, *Staatsrecht.*, II, 58, 68.

la propriété en ait été abandonnée aux dieux, et que les revenus en soient spécialement et exclusivement affectés à l'entretien du temple et aux dépenses du culte. Nous ne serons pas aussi affirmatifs en ce qui concerne les bois sacrés (*luci*) : à l'origine, en effet, c'étaient des lieux sacrés ; c'étaient même les seuls lieux sacrés : les premiers temples y furent bâtis et, pour ainsi dire, enfermés. A Rome, même au temps de Cicéron, il y avait un bois sacré autour de la plupart des temples, ce qui montre qu'on avait dû conserver religieusement les anciens et en planter dans le voisinage des temples de fondation récente (1).

La raison de douter vient de ce que quelques-uns de ces bois, mais surtout ceux situés en dehors de la ville, étaient exploités, puisque le revenu (*lucar*), nous dit Plutarque (2), servait à défrayer les spectacles et jeux publics.

Une partie des bois sacrés, défrichés, mis en rapport, affermés par les censeurs, doit être assimilée aux autres biens des temples. Mais sont vraiment sacrés, les bois, qui, comme celui des Arvales, ne pouvaient être taillés, ni abattus, sans une expiation à la déesse et dont les branches mortes n'étaient employées qu'aux sacrifices, *Henzen acta fr. Arval. S. 142*.

Nous sommes porté à croire qu'on respectait de même les bocages environnant les anciens temples dont le type était le bois de Vesta « *qui a Palatii radice in novam viam custodiamque sacrorum deversus est,* » (3) et nous

1. V. dans Pitiscus l'énumération des *luci*.

2. *Quæst. rom.*, 87.

3. Cic., *De div.*, 1, 41.

n'hésitons pas à les ranger parmi les *res sacræ*, au même titre que les édifices mêmes (1).

DES VŒUX.

Pour l'effet de la consécration, le temple devient propriétaire de la chose consacrée ; par l'effet du vœu, il devient créancier de la chose vouée. Ces deux modes d'acquérir se ressemblent en ce qu'ils sont absolument étrangers à la notion de personnalité civile. A la différence du pacte, qui est un acte bilatéral, la pollicitation est une promesse spontanée (*pollicitatio offerentis solius promissum*) (2), qui n'engage personne et peut être rétractée, tant qu'une acceptation n'est pas intervenue *ex nuda pollicitatione, nulla actio nascitur* (3).

Par exception, l'offre faite à un temple (4) ou vœu est valable indépendamment de toute acceptation, celle-ci étant toujours présumée.

Quatre conditions sont seulement exigées :

1^o Celui qui fait un vœu doit être pubère *sui juris*, c'est-à-dire capable de s'obliger (5).

2^o Il doit être présent : une lettre ne l'engagerait pas (6).

1. Siculus Flaccus, *Lachmann.*, p. 162 : « *Collegia sacerdotum itemque Virgines habent agros et territoria quedam etiam determinata et quedam aliquibus sacris dedicata, in eis etiam lucos in quibusdam ædes templaque.* »

2. D. L. XII, fr. 3, pr.

3. Comp. D. II, XIV, fr. 3, pr.

4. De même l'offre faite à la République.

5. D. L. XII, 2, p. 1.

6. *Idem.*, fr. 5.

3° Le vœu doit avoir une juste cause, par exemple être légitimé soit par le désir d'obtenir un honneur, une dignité, un décret favorable, soit par le souci très louable d'éviter un désastre ou d'en réparer les suites (1).

4° Le commencement d'exécution supplée à la juste cause, même si ce commencement d'exécution émane de la cité ou du temple (2).

L'auteur du vœu est seul obligé, et son obligation passe à ses héritiers, s'il meurt avant d'avoir accompli sa promesse. Cette obligation n'affecte pas la chose vouée (3).

Celle-ci ne devient pas sacrée, *ipso facto*, mais seulement après la cérémonie de la consécration.

Le vœu constitue donc un moyen simple et commode de gratifier un temple, sans l'intervention de l'État et des Pontifes.

Section III. — De la « Restitutio », de la « Profanatio » et de l'« Exauguratio. »

La formule du magistrat consécrateur a fait à jamais sortir du domaine profane le sol et la superficie, d'où ces deux premières conséquences : 1° le terrain demeure sacré, malgré la démolition ou la ruine accidentelle du temple : *Semel autem æde facta, etiam diruto ædificio, locus sacer manet* (4) ; 2° les matériaux sont toujours hors du commerce et ne peuvent être détournés, même pour

1. *Idem.*, fr. 1.

2. *Idem.*, fr. 1, par 3, 4, 5.

3. *Idem.*, fr. 2, pr.

4. D. I, VIII, fr. 6, par. 3.

œuvre pie. Tite-Live raconte que le Sénat fit remettre en état un temple qu'un censeur avait démoli, comptant utiliser ses débris pour en construire un nouveau (1)

Bien plus, si l'on eût pris à la lettre le droit pontifical, toute réparation, toute ornementation, tout changement apporté au temple, eût dû être suivi d'une consécration partielle. Mais les pontifes savaient permettre les péchés indispensables et la clause ci-après de la loi de Furfo rappelle une concession que les nécessités de la pratique leur avaient arrachée de bonne heure : — *Utei tangere sarcire tegere devehere defigere mandare ferro æti* (2) *promovere referre liceat fasque esto* (3).

Il est cependant un cas de force majeure qui détruit, ou mieux suspend le droit de propriété, reconnu aux dieux, sur les *res sacræ*, c'est la conquête : « *Quum loca captâ sunt ab hostibus, omnia desinunt religiosa vel sacra esse, sicut homines liberi in servitutem perveniunt* (4) ».

Les dieux romains suivent, en effet, la condition heureuse ou malheureuse de Rome. Ils ne peuvent, sans trahir, composer avec le vainqueur et continuer de résider en des lieux que sa présence suffit à souiller. Mais dès que l'occupation ennemie cesse, ils rentrent en possession

1. T.-Liv. XLII, 3.

2. *Ferro æti*. La loi de Furfo s'écarte des règles traditionnelles en autorisant l'emploi du fer. Macr., *Saturn.* III, 49 : « *Prius itaque et Tuscos æneo vomere uti, cum conderentur urbes, solitos in Tageticis eorum sacris invenio et in Sabinis ex ære cultros quibus sacerdotes tonderentur.* » Dion C. III, 45. « *Eodemque pertinet piaculum ob Arvalibus factum ob ferrum inlatum in ædem lucumve.* »

3. En fait, le Sénat votait un crédit pour les réparations des édifices sacrés.

4. D. X, VII, 36, *De religiosis*, 2.

de leur patrimoine : « *Quod si ab hac calamitate fuerint liberata, quasi quodam postliminio, reversa pristino statui restituuntur* (1) ». Point n'est besoin d'une nouvelle consécration : on se contente d'une cérémonie expiatoire (2).

Quand les Romains assiégeaient une ville, ils se préoccupaient avant l'assaut d'épargner aux dieux ennemis les conséquences désastreuses qu'entraînait pour eux la conquête. Par la bouche de leur général, ils leur adressaient la prière suivante, dont Macrobe nous a conservé la formule : « *Si deus, si dea es, cui populus civitasque (carthaginiensis) est in tutela, teque Maxime ille qui urbis hujus populique tutelam recepisti, precor venerorque veniamque a vobis peto ut vos populum civitatemque deseratis, loca templa sacra urbemque eorum relinquatis, absque his abeatis eique populo civitati metum formidinem oblivionem injiciatis, proditique Romam ad me meosque veniatis, nostraque vobis loca templa urbs acceptior probatiorque sit, mihique populoque romano militibusque meis præpositi sitis ut sciamus intellegamusque. Si ita feceritis, voveo vobis templa ludosque facturum* (3). »

Ces paroles magiques (*carmen evocationis*), au dire des historiens, amenèrent la défection d'un grand nombre de divinités. Il est plus sage de croire qu'elles facilitèrent plus d'une fois la victoire en rassurant les consciences ombrageuses et en persuadant aux soldats que les dieux, tous les dieux, combattaient avec eux.

1. *Ibid.*

2. T.-Liv. V. 50.

3. Macr., *Sat.*, III, 9. L'expression *ut sciamus intellegamusque* indique que le général va interroger les entrailles des victimes pour connaître la volonté des dieux.

« *Excessere omnes adytis arisque relictis*
Di, quibus imperium hoc stelerat ».

Æn. II, V, 351,

Si nous avons rappelé cette coutume romaine, l'une des plus anciennes et des plus mystérieuses, suivant Macrobe, c'est qu'elle a beaucoup d'analogie avec l'*evocatio* ou *exauguratio*, usitée pour la profanation légale des *res sacræ*. L'*evocatio* ou *exauguratio* était l'inverse de la consécration. Les parties qui avaient figuré au contrat avaient seules qualité pour la rompre. Le Magistrat, agissant au nom de l'Etat, engageait une action diplomatique avec le ou les dieux et répétait une formule dictée par les Pontifes mais qui ne nous est connue que par l'allusion qu'y fait Cicéron, au chapitre XIII de l'*Orator* : « *An quibus verbis sacrorum alienatio fiat, docere honestum est ?* » Si les dieux acquiesçaient aux propositions qui leur étaient faites comme compensation de l'abandon sollicité, ils manifestaient leur volonté par quelque prodige ou quelque présage favorable (1).

Trois conditions étaient nécessaires à la réintégration des *res sacræ* dans le commerce : 1° L'approbation du peuple exprimée dans un acte législatif. En effet, la décision des pontifes ordonnant l'*exauguratio* de la maison de Cicéron fut confirmée par une loi centuriate et un sénatus-consulte (2). 2° Une cérémonie évocatoire où figuraient tous ceux qui étaient intervenus à la consécration savoir le Magistrat, un Pontife et un Augure (*exauguratio*).

1. Macr. IX, 3. « *In eadem verba hostias fieri oportet auctoritatemque videri extorum, ut ea promittant futura.* »

2. Circ., *De arusp. resp.*, 6.

3° Le consentement céleste. A dire vrai, c'était un peu la carte forcée. Car, lorsque les dieux, ce qui était rare, résistaient aux importunes sollicitations des Augures et des Haruspices, l'imagination fertile des Pontifes trouvait des expédients aussi subtils que peu respectueux : Tarquin voulant construire un temple au Capitole demanda aux dieux qui y avaient élu domicile de céder la place à Jupiter. Tous y consentirent sauf Terminus, Mars et Juventas. C'est pourquoi, dit Saint-Augustin, ces trois dieux possédaient leur statue au Capitole ; mais ces statues avaient si peu d'importance et de valeur que les plus savants les connaissaient à peine, *atque ideo Capitolium ita constructum est, ut etiam isti tres intus essent tam obscuris signis ut hoc vix homines doctissimi scirent* (1).

1. Aug., IV, 23. L. I, 55. Dionys, III, p. 202.

CHAPITRE IV

CONDITION DES « RES SACRÆ »

Section I. — Condition juridique.

La consécration a pour effet de transférer la chose à laquelle elle s'applique du domaine profane dans le domaine divin. La propriété des *res sacræ* est acquise aux dieux du jour de la dédicace ; la loi romaine la sauvegarde avec un soin jaloux : *Locorum autem sacrorum secundem legem romani populi magna religio et custodia haberi debet* (1). Mises hors du commerce, les *res sacræ* sont à jamais inaliénables ; elles ne sont susceptibles d'aucune estimation et ne peuvent faire l'objet ni d'un droit réel, ni d'un droit de créance.

Res sacra non recipit æstimationem (2).

D'où les conséquences suivantes :

1° Nul ne pouvant être propriétaire d'une « *res sacra* », nul n'en peut être possesseur au sens juridique du mot : toute occupation, toute tradition, toute usucapion est sans effet. *Sed aliquando, etiamsi maxime quis bona fide rem possiderit, non tamen illi usucapio ullo tempore procedit, veluti si quis liberum hominem, vel rem sacram... possideat* (3).

1. Frontin, *De controuv. agrorum*, p. 56. Lachmann.

2. Ulpien, D. I, IX, 9, par. 5.

3. *Instit.*, II, 6, 1.

2° Une obligation portant sur une « *res sacra* », une stipulation, par exemple, est nulle d'une nullité absolue et définitive (1), sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la question de savoir si le stipulant a connu ou non l'impossibilité de la dation.

La stipulation qui a pour objet une chose profane s'évanouit si, sans le fait du promettant, cette chose devient sacrée. Bien plus, elle ne revit pas, si la chose redevient profane : *quoniam una atque eadem causa et liberandi et obligandi esset, quod aut dari possit, aut dari non possit* (2). On ne saurait non plus valider une stipulation conditionnelle ainsi conçue : Je m'engage à donner ce lieu sacré, s'il devient profane : *quia nec presentis temporis obligationem recipere potest et ea duntaxat quæ natura sui possible sunt, deducuntur in obligationem* (3). C'est l'application de la règle générale d'après laquelle une stipulation nulle dans son principe ne peut valoir, quoi qu'il arrive.

3° Une « *res sacra* » ne peut être ni vendue ni achetée, mais, comme la vente est un contrat de bonne foi, on admet certains tempéraments. Ainsi, le vendeur doit des dommages-intérêts à l'acheteur de bonne foi, bien qu'il ait été lui-même dans l'erreur (4).

Cependant la vente est absolument nulle, si l'acheteur a contracté en connaissance de cause : celui-ci n'a même pas la *condictio indebiti* pour recouvrer son prix. *Condictio*, dit

1. Gaïus, III, 97.

2. Paul, l. 83, §. D. XLV, I.

3. *Ibidem*. L'obstacle légal qui s'oppose à l'accomplissement de la stipulation est d'ordre public. Comp. D. XLV, I, 137, 6.

4. Pomponius, l. 4 ; Licinnius Rufus, l. 70. D. XVIII. I.—Julien, l. 39, 3, D. XXI, II.

Cujas, *datur tantum erranti, non donanti*. Par contre, le dol de l'acheteur ne permet point au vendeur de le poursuivre par l'*actio ex vendito*. A quoi lui servirait-elle, en effet ? Il ne peut réclamer à l'acheteur son prix, puisqu'il lui est impossible de rien fournir en échange. Quant à livrer l'équivalent de la chose promise, il n'y saurait songer, parce que cette chose n'est pas susceptible d'estimation (1). Mieux vaut annuler le contrat purement et simplement. Une fois la vente conclue, si la chose est mise hors du commerce avant la tradition, sans le fait du vendeur, l'acheteur doit néanmoins son prix : les risques sont en effet à sa charge. Il en serait autrement dans le cas d'une vente conditionnelle.

Une *res sacra*, disons-nous, ne peut être vendue. Mais cela doit s'entendre d'une vente visant spécialement cette chose. Si, au contraire, la *res sacra* se rattache à un fonds profane dont elle ne forme que la moindre partie (*modicus*), elle suit le sort du fonds par une sorte d'*accessio* (2). Toutefois, il en est autrement, si le contrat de vente contient à cet égard une exception formelle.

En fait, cette exception était de style. La plupart des actes portait : *si quid sacri aut religiosi, aut publici est, ejus nihil venit* (3).

1. Cujas, T. IV. c. 255. T. VII, 692. *Instit.* III, 23, 5. Donelli opera, VIII, 847.

2. Nous lisons dans Tacite que, lorsqu'on vendit les jardins d'Auguste, on ne respecta pas les statues qui les ornaient. Tibère, consulté à ce sujet, écrivit aux consuls : « *Nec contra religiones fieri quod effigies ejus, ut alia numinum simulacra, venditionibus hortorum et domum accedant.* »

3. Ulpien, l. 22, l. 24. D. XVIII, I. Cujas, T. IV. c. 254.

La même réserve était inscrite dans les lois : *si quid sacri aut sancti est, quod jure non sit rogatum, ejus hac lege nihil est rogatum.*

« Comme en général dans toutes les dispositions réglementaires romaines, écrit Mommsen, il y a en particulier dans les lois une clause permanente déclarant non contenu dans la loi tout ce qui pourrait violer les droits des dieux. »

4° Une *res sacra* ne peut être lèguée. « *Item campum Martium*, dit Ulpien, *aut forum romanum, vel aedem sacram, legari non posse constat* (1). » Le legs est immédiatement vicié et il demeure nul, encore que des événements ultérieurs fassent retomber la *res sacra* dans le domaine profane.

« *Liber homo*, dit encore Ulpien, *aut res populi, aut sacra, aut religiosa, nec per damnationem legari potest, quoniam dari non potest* (2). »

De même, aux Institutes : « *Sed si talis res sit cujus non est commercium. nec aestimatio ejus debetur, sicuti si campum Martium, vel basilicas, vel templa, vel quae publico usui destinatae sunt, legaverit : num nullius momenti legatum est* (3). »

Le légataire ne peut même pas en demander l'estimation.

Les *res sacrae* comme les autres *res extra commercium* sont, en général, protégées non par des actions, mais par des *interdits*. « Les interdits, observe Ortolan, s'em-

1. D. XXX, 39, p. 9.

2. Règle XXIV, 9. Comp. de regula Caton. D. XXIV, VII.

3. II, 20, 4.

ployaient pour suppléer à l'absence de lois générales — en premier lieu dans des matières qui sont placées plus spécialement sous l'autorité publique et dans lesquelles l'administration doit au pays comme aux citoyens une protection et une surveillance plus directes; savoir dans les choses de droit divin ou religieux... »

Justinien cite comme exemple d'interdit celui par lequel le préteur défend de bâtir sur un lieu sacré (1).

Nous relevons, en outre, au Digeste un fragment d'Ulpien (2) rappelant les interdits qui enjoignent de ne rien entreprendre de nuisible à un lieu sacré : « *Ait prætor : in eo loco sacro facere inve eum immittere quid veto. Hoc interdictum de sacro loco, non de sacrario (3) competit. Quod ait prætor, ne quid in loco sacro fiat, non ad hoc pertinet, quod ornamenti causa fit, sed quod deformitatis vel incommodi. Sed et cura ædium locorumque sacrorum mandata est his qui ædes sacras curant.* »

Les constructions élevées sur un lieu sacré étaient démolies. Le respect de la religion l'emportait en cette matière sur la crainte de nuire à l'aspect de la ville (*ne urbs ruinis deformetur*). Au contraire, quoique l'on défendît de bâtir sur un terrain public, on ne contraignait pas le particulier qui avait bâti sans être inquiété à détruire son œuvre, pourvu toutefois qu'elle ne causât aucun dommage aux édifices et aux travaux publics. En un mot, l'interdit défendant d'entreprendre sur un terrain public

1. *Instit.*, IV, XV, 1.

2. D. XLIII, VI,

3. Le *sacrarium* est un édifice situé derrière le temple, où sont déposées les choses sacrées. La plupart du temps, ce lieu n'était pas *sacer*; c'est pourquoi il n'était pas protégé par l'interdit.

est simplement prohibitif, tandis que l'interdit défendant d'entreprendre sur un terrain sacré est restitutoire.

Locorum sacrorum diversa causa est : in loco enim sacro non solum facere vetamur, sed et factum restituere jubemur : hoc propter religionem (1).

Telle est la sanction civile ; plus rigoureuse encore est la sanction criminelle. La violation d'une *res sacra* constitue un sacrilège.

La peine du sacrilège varie avec l'âge, le sexe, la condition du coupable, le temps et les circonstances du crime. L'effraction des portes d'un temple et le vol nocturne de statues, images, vases consacrés sont réprimés plus sévèrement que le détournement commis durant le jour d'un ustensile servant au culte ou d'un objet de peu d'importance : *Sacrilegii pœnam debet pro consul pro qualitate personæ, proque rei conditione, et temporis, et ætatis, et sexûs, vel severius vel clementius statuere ; et scio multos et ad bestias damnasse sacrilegos : nonnullos etiam vivos exussisse, alios vero in furca suspendisse. Sed moderanda pœna est usque ad bestiarum damnationem eorum, qui manu facta templum effugerunt, et dona Dei noctu tulerunt : cæterum, si qui interdum modicum aliquid de templo tulit, pœna metalli coercendus est, aut si honestiore loco natus sit, deportandus in insulam est (2).*

Le sacrilège donne lieu à une poursuite *extra ordinem* (3).

1. D. XLIII, VIII, 2, par. 19.

2. Ulpien, L. 6, *præm.* D. XLVIII, XIII.

3. Marcien, L. 4, p. 2. D. XLVIII, XIII.

4. *Ad legem Juliam peculatus et de sacrilegis et residuis*, D. XLVIII, XIII.

La loi *Julia peculatus* (4) punissait de l'interdiction de l'eau et du feu le détournement des deniers sacrés, religieux et publics. En effet, même dans ce dernier cas, le vol était doublé d'un sacrilège, les deniers publics étant, en général, déposés dans un temple (1).

Compétence des Pontifes. — Durant les premiers siècles de Rome, les Pontifes avaient la haute main sur l'administration de la justice. Dépositaire et interprète du calendrier et du rituel des Actions, ce collège tenait les plaideurs sous sa dépendance. Il y eut même après les Douze-Tables, dit M. Accarias (2), une période de quatre-vingts ans environ (310 à 388), pendant laquelle la *jurisdictio* fut séparée du pouvoir suprême et confiée aux Pontifes : *Actiones apud collegium pontificum erant, ex quibus constituebatur quis pro quoquo anno præset privatis; et fere populus annis prope centum hâc consuetudine usus est* (3).

La divulgation des fastes et actions affranchit le droit et la procédure de la tutelle sacerdotale. Les Pontifes conservèrent-ils au moins la connaissance des matières *divini juris* ? Nous ne le croyons pas (4). Suivant nous, les délits religieux et les affaires civiles concernant soit les temples, soit les tombeaux, ressortissaient aux juridictions ordinaires. Le collège des Pontifes était une sorte de conseil des cultes qui faisait des règlements et rendait des décrets ; ce n'était point un tribunal permanent ju-

1. A Rome, l'*ærarium publicum* était déposé dans le temple de Saturne.

2. *Précis de droit romain*, t. II, p. 811.

3. Pomponius, D. I, II, fr. 26.

4. *Contrà*, Accarias, Ortolan. Cf. Ihering, *Esprit du droit romain*, tr. de Meulenaere, t. I, p. 295.

geant souverainement. A la vérité, on le consultait toutes les fois qu'à un procès quelconque se mêlait une question de rite ou d'observance, mais il n'avait à se prononcer que sur cette question préjudicielle. C'est ainsi que Clodius, ayant assisté aux fêtes de la Bonne déesse (les hommes n'y étaient point admis), fut décrété d'accusation par le Sénat ; les Pontifes, consultés sur le point de savoir si cet acte était contraire à la religion, se prononcèrent affirmativement et le coupable fut déféré aux tribunaux ordinaires (1).

De même, dans l'affaire de la maison de Cicéron, les Pontifes furent commis par le Sénat à l'effet d'examiner si la consécration en avait été régulière, et ce fut le Sénat encore qui s'appropriä leur décision et la soumit aux comices (2).

Le Digeste n'apporte aucune lumière en ce débat. Nous trouvons cependant deux textes aux titres *de religiosis et de mortuo inferendo* (3) qui confirment notre opinion sur la mission toute de surveillance et le pouvoir exclusivement réglementaire des Pontifes à l'égard des *res divini juris*.

Concluons : l'autorité disciplinaire (4) du *Pontifex Maximus* mise à part, le collège des Pontifes n'a pas de compétence judiciaire. Il n'intervient que par délégation spéciale et quelquefois comme arbitre choisi par les plaideurs. Dans un seul cas, les Pontifes sont juges, c'est

1. Cic., *Ad Attic.*, I, 12, 13, 14 ; II, 4. Plut., *Cæs.*, 9.

2. Cic., *De domo*, VI. *Arusp. resp. Ad atticum*, IV, 2,

3. XI, VII, 8, pr. XI, VIII, 5, p. 1. Cf. Mispoulet, t. II.

4. Le P. M. pouvait infliger des amendes aux Vestales, aux flamines et aux membres des collèges de prêtres.

quand il s'agit de prononcer sur la vie d'une Vestale :
« *Ita est, enim, interpretatio illa pontificum ut iidem potestatem habeant iudicium* (1). »

Section II. — Entretien et administration des res sacræ.

Ressources des Temples.

Les Romains ne comprenaient pas que la religion pût s'affranchir de la tutelle de l'Etat, et vivre en dehors et à côté de la société politique.

A quelque époque que nous nous placions, nous voyons des dieux plus ou moins respectés, des temples plus ou moins bien dotés, des collèges de prêtres plus ou moins considérés, mais nous chercherions vainement une association religieuse, se suffisant à elle-même, ayant ses ministres, ses domaines et son budget : le monde païen n'a pas connu l'Eglise.

Le droit sacré n'était, à Rome, que la branche la plus importante du droit public. Aussi l'administration économique des temples était réservée aux autorités laïques, soit qu'il s'agit de leurs revenus, soit qu'il s'agit des dépenses nécessaires et permanentes du culte (2).

Des biens des Temples.

Les *res sacræ*, telles que nous les avons énumérées et définies, forment le patrimoine propre des dieux, patri-

1. Cicér. *Arusp. resp.* VII.

2. Mommsen, *Staatsrecht.* II, das Gottergut.

moine alimenté par la consécration (1) qui joue ici un rôle analogue à celui de la mancipation en droit privé.

Il n'y a pas, en principe, pour les temples et les collèges de prêtres d'autre mode d'acquérir. Ce sont, en effet, des *personæ incertæ*, qu'on ne peut instituer, à qui on ne peut même laisser un legs (2), et qui, d'une façon générale, ne sauraient figurer à un contrat, ni intenter aucune action.

Et cependant à côté des *res sacræ* ou *bona deorum*, nous rencontrons les biens des temples ou des collèges, *bona templorum*, *ager sanctus*, *prædia agri* (3). Cette seconde catégorie de biens se compose d'immeubles productifs, affectés par l'Etat, la cité ou un particulier à l'entretien des édifices religieux et à tous les frais du culte.

Lors de la première division de l'*ager romanus*, attribuée à Romulus, un lot de terre fut abandonné aux temples (4). Dans les nombreuses assignations de terrain et fondations de colonies, que nécessita l'agrandissement démesuré de l'*ager publicus* par suite des conquêtes de Rome, les dieux et les collèges de prêtres eurent presque toujours leur part.

A la différence des *res sacræ*, acquises aux dieux par le moyen de la consécration et incorporées à jamais dans le domaine divin — sauf les cas de profanation — ces biens de rapport sont restés publics et profanes. Grevés d'un

1. En ce qui concerne les dieux des villes conquises, en même temps qu'ils prenaient place dans l'Olympe romain, leur *trousseau* et leur *dot* étaient rangés parmi les *res sacræ*.

2. Ulpien, XXII, §, XXIV, 18.

3. Cf. l'art. d'Humbert, *Bona templorum*. *Dict. des antiq. gr. et rom.* T. I, Daremberg et Saglio.

4. Dionys, 11, 7.

usage indéfini au profit des temples, ils sont protégés par les mêmes interdits que les autres parties concédées de l'*ager publicus* (1).

C'était une sorte de précaire, et — ce qui complète l'analogie — l'Etat pouvait revenir sur sa libéralité. Au début de la guerre contre Mithridate, le Sénat fit vendre pour 9000 livres d'or la majeure des parties terrains concédés aux Pontifes, aux Augures, et aux Flamines, dans les environs du Capitole (2). A la vérité, on ne recourait à cet expédient que dans les circonstances critiques et Dion Cassius rapporte que César, ayant vendu à l'encan des propriétés de l'Etat, profanes et sacrées, fut condamné par tous les honnêtes gens (3).

Sous l'Empire, la personnalité des temples et des collèges de prêtres tendit à se dégager. Auguste releva les sanctuaires en ruines, restitua aux dieux ce qui leur avait été confisqué ou volé pendant les guerres civiles et accrut même leur dotation. Il est vraisemblable que, dans sa ferveur religieuse, il concéda à certains d'entre eux le droit de posséder directement et d'acquérir à titre onéreux et gratuit.

Si l'on ne pouvait encore instituer les dieux, on avait au moins la ressource de leur laisser un fidéicommis. Le jurisconsulte Scevola, au titre *De annuis legatis et fideicommissis* (4), reconnaît une certaine personnalité civile aux dieux, puisqu'il considère un fidéicommis laissé aux prêtres

1. *De loco publ. fruendo*, D. XLIII, IX.

2. *App. bell. Mithrid.*, 22.

3. *Dion Cassius*, 37, 43.

4. *D. XXX III, I*, 20, 1.

tres, serviteurs et affranchis, comme s'adressant au temple même. L. 20, p. 1 : « *Attia fideicommissum his verbis reliquit : Quisquis mihi heres erit, fidei ejus committo, uti det, ex reditu cenaculi mei et horrei post obitum, sacerdoti, et hierophylaco, et libertis qui in illo templo erunt, denaria decem die mundinarum, quas ibi posui. Quæro utrum his duntaxat, qui eo tempore, quo legabatur, in rebus humanis et in eo officio fuerint, debitum sit, an etiam his qui in locum eorum successerunt ? Respondit, secundum ea quæ proponerentur, ministerium nominatorum designatum : cæterum datum templo* (1). Marc-Aurèle (D. XXXIV, V, 20) permet de léguer aux collèges autorisés.

Mais l'empereur Adrien défendit de disposer en faveur des personnes incertaines, aussi bien par fidéicommis que par legs. Gaius, II, 287 : « *Eadem aut simili ex causa olim incerte persone, vel postumo alieno, per fideicommissum relinqui poterat, quamvis neque heres institui, neque legari ei possit. Sed senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, idem in fideicommissis, quod in legatis hereditali-busque, constitutum est.* » Dès lors, on n'eut plus d'intérêt à employer la voie détournée du fidéicommis. Au reste, certains dieux, désignés spécialement par des sénatusconsultes ou des constitutions impériales, pouvaient être institués héritiers (2) : « *Deos heredes instituere non possumus præter eos quos senatus-consulto constitutionibusve principum instituere concessum est, sicuti Jovem Tarpeium, Apollinem*

1. Cf. L. XXXII, fr. 38, 6. D., un fidéicommis laissé à un collège de prêtres. Il y avait cependant doute sur la validité de tels fidéicommis. V. Pline, le Jeune, *Ep.* X, 80 et 81. Accarias, T. I. p. 1052, n. 1.

2. Ulp. *Reg.*, XXII, 6.

Didymæum ; sicuti Martem in Galliâ, Minervam Iliensem, Herculem Gaditanum, Dianam Ephesiam, Matrem deorum Sipylensem quæ Smyrnæ colitur, et cœlestem Salinensem Carthaginis. » La nomenclature d'Ulpien nous suggère trois remarques, à savoir : 1^o que le privilège de recevoir par testament, longtemps refusé aux dieux, c'est-à-dire à leurs temples, d'une façon absolue, ne fut accordé à un petit nombre d'entre eux qu'au commencement de l'Empire ou tout au moins dans les dernières années de la République (1) (*senatusconsulto, constitutionibus*) : 2^o que ce privilège fut toujours l'objet d'une convention spéciale ; 3^o qu'aucun temple romain ne l'avait obtenu, sauf le temple de Jupiter Tarpéien, auquel Auguste qui le restaura, avait dû l'accorder (2).

En résumé, sous les empereurs païens, les temples et les collèges de prêtres ne purent jamais hériter sans un privilège spécial : « *Collegium si nullo speciali privilegio subnixum est, hereditatem capere non posse dubium non est* (3). ». La notion de personne morale s'est formée lentement ; le législateur romain n'a pas accordé du premier coup une pleine capacité aux *personæ incertæ* qui lui étaient agréables : il a plutôt procédé par des concessions multiples et souvent successives, conférant d'abord la faculté d'acquérir par échange, tradition ou donation, puis le droit de recevoir par fidéicommiss ou par legs, enfin le privilège d'être institué.

1. V. Cujas, *Observ.*, X, 5. Pl., *Ep.*, V, 7.

2. Le temple de Jupiter Tarpéius ou Feretrius était considéré comme le plus ancien de Rome. On en attribuait la fondation à Romulus.

3. Const. de Dioclét. et Max., l. 8, VI, XXIV, C.

D'après ce qui précède, on voit que la fortune immobilière des temples et des collèges de prêtres comprenait deux sortes de biens, d'un côté et exclusivement à l'origine, des terres publiques affectées à un usage sacré, de l'autre des immeubles appartenant aux temples ou aux collèges en pleine propriété, acquis non par la consécration, mais par tous les modes du droit privé. Malgré les apparences, nous ne croyons pas qu'il y ait eu entre eux une grande différence. En effet, si les biens détachés du domaine de l'Etat étaient restés publics et profanes, les biens propres des temples n'avaient rien de sacré et étaient comme « imprégnés de propriété publique (1). »

Les uns et les autres étaient administrés par le même magistrat, à savoir— l'édile : « *Nunc sum designatus ædilis : habeo rationem quid a populo romano acceperim : mihi ludos sanctissimos maxime cum cura et cærimoniam Cereræ, Libero Liberæque faciundos..... mihi SACRARUM CÆDIUM PROCURATIONEM, mihi totam urbem tuendam esse commissam* » (2) ; — ou le censeur : « *Censores populi ævitates, suboles, familias, pecuniasque censento, urbis tecta, TEMPLA, vias, aquas, ærarium, vectigalia tuento* » (3) ; Cicéron nous apprend ailleurs que les biens du temple de Vénus, sur le mont Eryx, en Sicile, étaient administrés par le censeur (4). Enfin, nous lisons dans Frontin que l'une des premières obligations des présidents de province était de veiller sur les lieux sacrés « *ut hæc loca quæ sacra sunt custodian-*

1. Giraud, *Nouveaux bronzes d'Ossuna*, C. V.

2. Cic., *In Verrem*, V, XIV.

3. Cic., *De legibus*, III, 3.

4. Cic., *In Verrem*, II, 8, 21.

tur » (1). Sous l'Empire, on créa des *curatores ædium sacrarum* (2).

Les *bona templorum*, sans distinction entre ceux qui leur appartenaient en toute propriété et ceux dont ils n'avaient que la jouissance, étaient exploités de la même manière que les propriétés publiques, et affermés à long terme (3).

Les autorités laïques percevaient les revenus et les employaient suivant leur destination ; seules, elles pouvaient acheter et vendre : il n'est point sans exemple qu'elles aient fait fléchir l'intérêt religieux devant l'intérêt public : « *Cum penitus exhaustum esset ærarium, loca publica quæ... pontificibus auguribus in possessione erant... vendita sunt* » (4).

Il leur appartenait d'appliquer à la réparation et à la reconstruction des temples les crédits votés à cet effet par le Sénat, et d'adjuger l'entreprise des travaux aux enchères publiques (5).

1. *De controversiâ agrorum*, p. 56. Edition Lachmann.

2. Les *curatores ædium sacrarum* ne doivent pas être confondus avec les *æditui* ou *curatores templi*, auxquels était confiée la garde de ces temples votifs où ne se célébrait qu'une fête annuelle.

3. A l'origine, cependant, on fit usage de baux à court terme (5 ans et même 1 an) : « *Virginum Vestalium quidam agri redditus sunt locatim... solent vero et hi agri accipere per singula lustra mancipem; sed et annuâ locatione solent locari.* » Hygin., p. 119. Edit. Lachmann. Garsonnet, *Locat. perpet.* p. 75 : Alors les locations ne survivaient point au pouvoir des magistrats qui les avaient consenties ; elles duraient donc 1 an ou 5 ans, suivant que le magistrat avait été nommé pour 1 an ou pour 5 ans. Plus tard, il n'y eut plus corrélation entre la durée du bail et la durée de la charge du magistrat qui en était l'auteur et l'usage des baux à long terme devint général.

4. Orose, V, XVIII, p. 340.

5. Polybe, VI, 13. T. L. XL, 46, XLI, 27.

Telles étaient les grandes règles d'administration religieuse. D'ailleurs, la *lex* de chaque temple pouvait s'en écarter ; puisqu'aussi bien c'était un contrat passé avec la divinité, ce contrat variait au gré des habitudes, des intérêts, des nécessités locales. A Rome, où la surveillance du *Pontifex maximus* était plus étroite et plus directe, la rigueur des traditions s'était maintenue ; les temples avaient peu de biens propres et il n'obtinrent jamais, à une seule exception près, le privilège de recevoir par testament. Il est infiniment regrettable qu'aucune *lex* d'un temple romain ne nous soit parvenue.

La charte la plus complète que nous ayons est la *lex* du temple de *Furfo* (1). Elle met parfaitement en lumière les deux grands principes que nous avons essayé de dégager, à savoir : 1^o il faut distinguer le temple des possessions productives qui lui sont affectées : celles-ci peuvent, en effet, être vendues, tandis que le temple est inaliénable et conserve à jamais le caractère indébile dont l'a marqué la consécration. *Sei quod ad eam ædem donum datum donatum dedicatumque erit, ut ei liceat æti venumdare*. Une fois vendu, le bien perd sa destination religieuse : *Ubei venumdatum erit, id profanum esto* (2).

L'argent provenant de la vente est chose profane : *Quæ pecunia ad eas res data erit profana esto, quod dolo malo non erit factum*. Mais, curieuse anomalie, le bien acquis de cet argent est assimilé aux choses sacrées : *Quod emptum*

1. Mommsen, *Corpus inscrip. latinar.*, de Berlin, t. I, n. 603.

2. Les choses affectées au culte, mais non dédiées suivant les rites, sont provisoirement hors du commerce : *Sciendum (Ad Æn., III, 287), inter sacratas res etiam dona esse, sicut in libris sacrorum invenitur, quæ tamdiu dona dici possunt, quamdiu non profanentur*.

erit ære aut argento, ea pecunia, quæ pecunia ad id emendum datum erit quod emptum erit, eis rebus eadem lex esto, quasi sei dedicatum sit (1).

2° L'administration économique du temple et de ses possessions est confiée aux autorités laïques. C'est l'édile qui achète, vend, afferme, *venditio locatio ædilis esto*. Le magistrat tient lui-même le compte des recettes et des dépenses et règle, au mieux des intérêts du temple, l'emploi des revenus et de l'argent provenant des aliénations, *quod id templum melius honestiusque seit*.

Les prêtres ne peuvent donc pas détourner à leur profit la fortune des établissements religieux (2).

« Il résulte de ce texte précieux, dit M. Giraud, que l'administration économique des *loca sacra* ou *dedicata* demeurerait laïque chez les Romains et que les prêtres en étaient exclus, soit qu'il s'agit des revenus accidentels produits par ces biens particuliers, soit qu'il s'agit des dépenses nécessaires au culte. Dans tous les cas, les prêtres sont à l'écart, et c'est l'autorité laïque qui pourvoit directement aux recettes et aux dépenses » (3).

Autres ressources des temples

Le concours de l'État aux dépenses du culte ne se traduisait pas seulement par des concessions de terrains publics aux temples et aux collèges de prêtres, mais aussi par des subventions pécuniaires tirées de l'*ærarium*. Tous les ans, le Sénat votait des crédits destinés aux sacrifices

1. C'était là évidemment une clause spéciale au temple de Furfo.

2. Comparez Mommsen, *Staatsrecht*. II, *das Gottergut*. — Giraud, *Nouveaux bronzes d'Ossuna*, ch. V.

3. Giraud, *Id.*, p. 27.

publics, à l'entretien des temples et de leur personnel. La somme devait être considérable, car les fêtes étaient magnifiques et le service du culte compliqué et dispendieux. Il fallait loger le *P. M.* et le *Rex sacrorum*, assurer le traitement des desservants (vestales, flamines, curions) et des *apparitores* qui étaient légion : c'était la décurie des *lictors curiatii* (1) et la décurie des *pullarii*, le collège des victimaires, *tibicines*, *fidicines* et *symphoniaci* (*qui sacris publicis preesto sunt*, dit Festus), les *viatores*, les *calatores*, les *camilli et camillæ*, qui assistaient le *Flamen Dialis* (2), etc...

Les esclaves employés dans le temple n'appartenaient ni au dieu ni au collège de prêtres : c'étaient des *servi publici* prêtés par l'Etat qui pouvait les reprendre.

La République contribuait encore aux dépenses des jeux publics sans lesquels ils n'y avait point de véritable fête chez les anciens. D'après Denys d'Halicarnasse, un subside annuel de 500.000 as fut accordé à cet effet jusqu'aux guerres puniques. Le chiffre diminua plus tard, parce que la somme fut répartie sur l'Italie et les Provinces. Mais la magnificence et la prodigalité déployées dans ces solennités étaient telles que les édiles se ruinaient, sans dégrever le trésor public (3).

1. A la même décurie appartenaient les licteurs du *Flamen Dialis* (Festus, p. 93) et des Vestales (Plut., *Numa*, 10).

2. Festus, p. 126 et 93. Marquardt, *Dritter band.*, p. 223 et suiv. Sous la République, les *sacerdotes populi romani* avaient plutôt des privilèges et des avantages qu'un traitement. Cependant les Vestales étaient entretenues *de stipendio publico*, L. 20. Auguste « *sacerdotum et numerum et dignitatem et commoda auxit.* » Suétone, Aug., 31.

3. Cf. Rogier. Paris, 1885, p. 19-29.

Nous avons parcouru le premier chapitre du budget du culte où figurent les crédits directement alloués par l'État. Un second chapitre comprend les ressources fournies par des caisses spéciales et surtout par l'importance caisse des Pontifes, *Arca pontificum*.

1° *Caisses des temples et des collèges de prêtres.*

Les grands collèges et vraisemblablement chaque temple (1) possédaient une caisse particulière, alimentée par les revenus des propriétés publiques qui leur étaient assignées et ceux de leurs biens propres. Ces caisses bénéficiaient en outre de certaines recettes, dont voici le détail :

a. *Redevances* dues par les particuliers pour les différents actes du culte : « *Exigitis mercedem pro solo templi, pro aditu sacri, pro stipibus, pro hostiis*, dit Tertullien ; et ailleurs : « *Non licet, deos gratis nosse, venales sunt* » (2).

b. *Droits d'entrée* considérables acquittés par les prêtres et leurs appariteurs (3).

c. *Dons volontaires* en argent ou en nature.

d. *Quêtes* faites dans les temples. Les sommes ainsi recueillies devaient être employées sur place et seulement à des usages religieux. Ce point est établi par les bronzes d'Ossuna (4) : *quodcumque pecuniæ stipis nomine, in ædes sacras datum inlatum erit ei deo deæve, cujus ea ædes erit*

1. Mommsen, *op. cit.*, p. 63. Orelli, n. 1175, 2145, 4427, 4428, 4549, etc.

2. Tertull., *Ad nat. decr.*, 1, 10 ; Apolog., 13, 42.

3. Suét., Claude, 9, Dion. Cass., 59, 28.

4. Giraud, *N. br. d'Ossuna*, c. VI. Quêter, c'était *stipem cogere*. On ne quêtait en principe que pour des œuvres pies, telles que la cons-

facta, id ne quis facito, neve curato neve intercedito, quominus in ea æde consumebatur... neve quis eam pecuniam alio, neve quis facito quo magis in alia re consumebatur. M. Giraud en conclut « qu'il était défendu de quêter pour motif profane dans les lieux consacrés. »

e. A l'origine les *biens des condamnés* à une peine capitale (*sacratio capitis*) étaient assignés au temple de Cérès, « déesse nourricière de l'espèce humaine » (1). Plus tard la confiscation perdit son caractère religieux et les biens confisqués furent dévolus au fisc. (2)

2° Caisse des pontifes (*Arca pontificum*).

La caisse des Pontifes était sans contredit la plus importante de ces caisses religieuses, à cause de la situation prépondérante du collège des Pontifes et surtout parce que certaines recettes publiques lui avaient été abandonnées.

En effet, outre les revenus propres du collège, elle recueillait :

a. *Le sacramentum*. On sait que primitivement les plaideurs déposaient entre les mains du roi, plus tard du *Pontifex Max.* cinq moutons ou cinq bœufs, suivant l'importance du procès.

Après le jugement, le gagnant retirait sa consignation, truction d'un temple ou l'érection d'une statue, mais on finit par quêter dans les réunions publiques pour d'autres motifs. Caligula trouvait très amusant de tendre la main à la porte de son propre palais afin d'élever ses enfants, disait-il (Suét., Caligula, 42).

1. Bouché-Leclercq, *Pont. de l'anc. Rome*.

2. Ortolan, *Hist. de la lég. rom.*, p. 440. T. L. II, 8, 33, 41 ; III, 55 ; XLIII, 16.

mais le bétail du perdant était retenu et servait aux sacrifices. Dans la suite, on se contenta d'un dépôt en argent équivalent, à raison de 10 as pour un mouton, et de 100 as pour un bœuf. On finit même par substituer au dépôt réel une promesse réciproque, par laquelle chaque partie s'engageait à payer l'amende, au cas où elle perdrait (1). Cette promesse était garantie par des cautions (*prædes*).

Ces transformations successives n'atteignirent pas la destination religieuse du *sacramentum* qui continua d'être versé à la caisse des Pontifes, tant que durèrent les Actions de la loi (2).

« *Sacramenti nomine*, dit Festus, *id æs dici cæptum est quod et propter ærarii inopiam et sacrorum publicorum multitudinem consumebatur in rebus divinis.* »

Le *sacramentum* était recouvré par les *triumviri capitales*.

b. Les amendes infligées à ceux qui violaient les tombeaux, faisaient vente ou donation d'un *locus religiosus* : l'amende était de 10000 sesterces et devait être versée dans l'*æra-rium populi romani* ; mais à partir d'Antonin-le-pieux, le propriétaire du tombeau profané put en attribuer le mon-

1. Gaius, IV, 43. Cic., *De re publ.*, 2, 35, 60. Festus, p. 237. « *Qui victus erat*, dit Gaius, *summam sacramenti præstabat pænæ nomine, eaque in publicum cedebat.* » M. Giraud propose avec raison de lire : *In sublicum cedebat*, et de mettre ainsi d'accord Gaius avec Varron (*De ling. latinâ*), lequel parlant du *sacramentum*, dit : « *Ad pontem deponebant.* » Les pontifes tiraient, en effet, leur nom du pont *sublicius* dont ils avaient été les premiers architectes et où se faisait le sacrifice des Argées. « *Ad pontem deponere* », c'est donc déposer entre les mains des pontifes.

2. Mommsen, *op. cit.*, p. 65.

tant soit à la caisse publique, soit à la caisse des Pontifes, soit à celle des Vestales. Mommsen (1) qui nous donne ces précieux renseignements observe que les 10000 sesterces profitaient indirectement aux Pontifes, même quand ils étaient versés dans la caisse des Vestales, car cette caisse n'était qu'une annexe de l'*arca pontificum*.

c. Les amendes infligées par le Grand-pontife, en vertu de son pouvoir disciplinaire, aux Vestales, aux Flamines et aux membres des grands collèges.

d. L'héritage des Vestales mortes sans testament : C'était encore là une concession faite au trésor des Pontifes au détriment du trésor public, car l'héritier *ab intestat* d'une Vestale était le peuple romain : *bona ejus in publicum redigi aiunt* (2).

En somme l'*arca pontificum* paraît avoir été la caisse centrale du culte, caisse publique comme les autres *arcæ*, (*arca quæstoria*, *arca præfecturæ*) et ne se distinguant de l'*ærarium populi* que par la nature et la destination des recettes qui lui étaient affectées. Elle était administrée sous le contrôle du P. M. par des fonctionnaires de l'ordre civil, des *IV Viri ab ærario pontificum* (3), un *scriba publicus pontificum et curator ærarii* (4), un *præfectus ærarii pontificum* (5). Sans attacher plus d'importance qu'il ne faut à ces dénominations consignées dans des inscrip-

1. Mommsen, *op. cit.*, p. 67. Orelli, 4427, 4428, 4549, 7339. Fabretti, *Rom. insc.*, p. 49, n. 281.

2. *Labeo apud Gell.*, 1, 12.

3. Marini, *Inscr. Alban.*, p. 73.

4. Gruter, 306, 7, 404, 4.

5. Murat., 1049, 5. V. aussi Marquardt, *op. cit.*, IV, p. 172, et Mommsen, p. 65 et 67.

tions de Nîmes et se rapportant peut-être à une organisation spéciale à cette ville, nous ne saurions, cependant, admettre que les pontifes aient eu la gestion directe de l'*arca pontificum*, alors que le recouvrement et l'emploi des deniers devaient se faire en dehors d'eux.

Les caisses des temples étaient de même sécularisées. L'intervention de l'État était constante. « Tout ce qui était du domaine du droit, de la liturgie, de la foi religieuse ressortait du sacerdoce, dit M. Giraud ; mais toute question d'argent, de produit, de propriété, d'administration, restait de la compétence civile et magistrale. » Les menus droits perçus dans le temple (*pro aditu sacri, pro solo templi, pro hostiis*) n'étaient même pas touchés par les prêtres, les quêtes n'étaient point faites par eux. Mais ce casuel était affermé à des entrepreneurs (*redemptores*) qui s'engageaient, en échange, à fournir les victimes nécessaires aux sacrifices et, d'une façon générale, à subvenir aux frais ordinaires du culte (1).

*L'administration religieuse dans les municipes, les colonies,
et les provinces.*

Au sein des *municipes* et des *colonies*, l'administration religieuse est conçue dans l'esprit de la Métropole. L'union de la cité et du temple semble même plus étroite qu'à Rome. Le service du culte compte, en effet, parmi les services municipaux dont les *duumvirs* doivent assurer le fonctionnement. « Dans l'année de leur magistrature,

1. Tertullien, *De idolatr.*, XVII.

dit le savant commentateur des bronzes d'Ossuna, les magistrats premiers nommés dans la colonie, et dans les 60 jours de leur entrée en charge les magistrats qui les suivront désormais, doivent régler les comptes des fournisseurs et entrepreneurs qui ont assumé l'obligation de faire des fournitures ou d'accomplir des ouvrages intéressant le culte, et, après rapport à la curie et avis pris en nombre suffisant de décurions, faire acquitter ces dépenses avec les fonds à ce destinés.... »

S'il y a des caisses spéciales, elles sont alimentées par les revenus propres du dieu et de son collègue. Mais tout ce qui peut être considéré comme une ressource publique tombe dans la caisse commune, nonobstant la destination pieuse. Cette destination n'en est pas moins respectée, ainsi qu'en témoignent les nouveaux bronzes d'Ossuna.

Nous avons vu qu'à Rome certaines amendes étaient versées dans la caisse des Pontifes.

A Génétiva, les nombreuses amendes encourues au sujet des *agri vectigales* (1) sont, à la vérité, recouvrées par le trésor municipal, mais elles sont rigoureusement affectées aux besoins du culte : « *Que pecunia, pœna nomine, ob vectigalia quæ in colonia Genetiva Julia erunt, reducta erit, cum pecuniam ne quis erogare, neve cui dare, neve adtribuere potestatem habeto, nisi ad ea sacra quæ in colonia aliore quo loco colonorum nomine fiant* (2) ».

Défense est faite aux duumvirs de détourner ces fonds de leur destination et aux décurions d'autoriser cet

1. N. bronzes d'Ossuna.

2. Bronzes d'Ossuna.

abus : « *Neve quisaliter eam pecuniam sine fraude suâ capito, neve quis de ea pecunia ad decuriones referundi ; neve quis de ea pecunia dicendi jus potestatemque habeto* (1) ».

Le règlement législatif de Génétiva, qui est très explicite en toutes ces matières, détermine rigoureusement l'emploi à faire du produit des quêtes et souscriptions recueillies dans les temples : « *Quodcumque pecunie, stipis nomine, in ædes sacras datum inlatum erit ei deo, deæve cujus ea ædes erit facta, id ne quis facito neve curato, neve intercedito, quominus in ea æde consumatur* (2) ». Enfin, trait de mœurs fort curieux, il fixe la part pour laquelle les duumvirs contribueront personnellement aux dépenses des jeux publics : « *Duumviri quicumque erunt ei, præter eos qui primi post hanc legem lecti erunt, ii, in suo magistratu, munus ludosve scenicos Jovi, Junoni, Minervæ diis deabusve, quadriduum, majore parte diei quot ejus fieri oportebit, arbitrato decurionum faciunt. Inque eis ludis, eoque munere unusquisque eorum de sua pecunia ne minus H S ∞ ∞ (10000 sesterces) consumito et ex pecunia publica, in singulos duumviros, H S ∞ ∞ sumere liceto* (3) ».

Nous n'entrerons point dans le détail de l'organisation religieuse provinciale. Cependant, nous devons mentionner les temples élevés à Rome et à Auguste par un groupe de cités associées (4). Une province entière, comme celle d'Asie, ou une subdivision de province, ou seulement quelques

1. *Idem.*

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. Suét., *Oct. r.*, 60. Strabo, 4, p. 192.

cités envoyaient des députés dans une ville désignée. Cette assemblée (*commune, concilium, conventus*) fixait la contribution que chaque ville devait verser dans la caisse commune et nommait ses prêtres (*sacerdotes provinciæ*). Ces *concilia* existaient en Bithynie, en Cappadoce, en Crète, en Syrie, en Thessalie, etc... L'Espagne formait son *conventus* à Tarragone (1), la Germanie avait son autel chez les Ubiens (2). La Gaule se réunissait à Lyon : les *inscriptions antiques de Lyon* nous donnent de précieux renseignements sur ce *concilium* gaulois. Le temple élevé à Auguste avait son grand prêtre (*flamen, sacerdos provinciæ*), des immeubles productifs, des esclaves et des affranchis (*trium Galliarum libertus*) ; sa caisse spéciale était administrée par des fonctionnaires ainsi dénommés : *allector arcæ Galliarum, inquisitor Galliarum, judex arcæ Galliarum*, qui devaient rendre compte au *concilium provinciæ* (3).

Les *conventus* provinciaux n'eurent que des attributions religieuses sous les premiers Empereurs. « C'est seulement aux derniers jours de l'Empire, dit M. Boissier, quand le lien qui unissait tous les peuples entre eux fut près de se rompre, que ces sortes de diètes particulières prirent une grande importance politique, et qu'autour d'elles on vit peu à peu renaître ces nationalités distinctes qui s'étaient effacées devant la domination romaine et qui se reformaient en silence, au moment où Rome allait périr (4) ».

1. Tacit., *Ann.*, 1, 78.

2. Lips. *ad Tacit. Ann.*, 1, 57.

3. Cf. Humbert, *Bona templorum, Commune. Dict. des ant. gr. et rom.*, de Boissieu, p. 259, 265, 278, 279. Henzen, 6950, 6393.

4. G. Boissier, *Relig. rom.* T. I, p. 172.

Le culte de Rome était le seul qui s'imposât à la province entière et qui dominât sans conteste les rivalités des divinités locales. Un temple construit et réparé à frais communs, un flamine (*flamèn Romæ, divorum et Augusti* (1) chef du culte provincial : autant d'éléments d'unité dont sut tirer parti l'adroite politique des Empereurs. Aussi l'Autel de Rome et d'Auguste fut-il à la fois le soutien de l'Empire et le dernier rempart du paganisme.

N. B. Au mois de février 1888, on a trouvé dans la banlieue de Narbonne une inscription très curieuse, mais malheureusement très incomplète, surtout en ce qui regarde notre sujet. Elle est relative au *concilium* de la Narbonnaise et au flamine de cette province. Le dernier chapitre devait être très intéressant pour nous, mais l'objet seul nous en est connu. Il réglait, sans aucun doute, l'emploi des fonds de la caisse provinciale et la rédaction des comptes, questions très importantes et sur lesquelles nous avons peu de renseignements. (*Bulletin critique* 1888, p. III, et suiv. 186 et suiv.)

1. *Corpus inscript. latin.*, II, 4247.

DEUXIÈME PARTIE

DES RES SACRÆ SOUS LES EMPEREURS CHRÉTIENS

CHAPITRE PREMIER

COEXISTENCE DE RES SACRÆ PAIENNES ET CHRÉTIENNES.

On ne détruit pas d'un seul coup une religion séculaire. On ne peut même pas rompre brusquement avec elle, quand cette religion, comme la religion romaine, a marqué de son empreinte toutes les pierres de l'édifice social. En proclamant la liberté de conscience, en disant à ses sujets : *Adite aras vestras*, CONSTANTIN atteignait l'extrême limite des concessions possibles. Les chrétiens prudents de cette époque pensaient ainsi et Lactance inscrivait en tête de son livre ce principe qui a subi tant de vicissitudes : *Nihil tam voluntarium quam religio*.

L'édit de Milan (1) (313) n'a donc point été l'acte d'éta-

1. Le premier édit de tolérance fut publié à Rome en 312, mais il ne nous est pas parvenu. Son existence nous est révélée par un passage de l'édit de Milan. V. pour le texte de l'édit de Milan, Eusèbe, *Hist. ecclés.*, X, 5, et Lactance, *De morte persecutorum*.

blissement du christianisme dans l'Empire : ce fut un édit de tolérance.

« Nous accordons aux chrétiens et à tous autres, disait Constantin, toute liberté de suivre la religion qu'ils choisiront... Cette concession que nous leur faisons, à eux, chrétiens, absolument et simplement, votre sagesse comprendra que nous l'accordons également à tous ceux qui veulent suivre leur culte ou leurs rites particuliers. »

La religion païenne n'est ni proscrire, ni dépouillée : elle reste la religion de l'État. Les temples sont dédiés comme auparavant par les premiers magistrats. Nous voyons, en effet, Anicius Faustus Paulinus, consul en 325, consacrer un autel à Hercule invincible (1) et Sextus Petronius Probus un temple à Junon (2). En 331, Anicius Paulinus, préfet de Rome, restaure le temple de la Concorde et le nom de Constantin figure dans la dédicace :

— *D. N. Constantino Maximo Pio, felici ac triumphatori semper Augusto, ob amplificatam toto orbe rem publicam factis consiliisq. S. P. Q. R. dedicante Anicio Paulino Juniore C. V. cos. ord. præf. Urbi.*

S. P. Q. R.

Ædem Concordiæ vetustate collapsam in meliorem faciem opere et cultu splendidiore restituerunt (3).

L'Empereur ne répudie point le titre de souverain-pontife ; sa politique est une perpétuelle transaction entre ses croyances nouvelles et les devoirs que lui impose

1. Gruter, I, p. 47, 9.

2. *Ibid.*, II, p. 450-1.

3. *Ibid.*, I, p. 100, 6.

cette haute fonction. S'il ne daigne plus présider les cérémonies païennes qui continuent d'accompagner les actes importants de la vie publique, il ne craint pas d'instituer les jeux Sarmatiques (1), et ordonne de consulter les Haruspices, quand la foudre touche un édifice public (2).

L'ancien culte est toujours debout, mais — et c'est là le sens de la révolution qui s'est opérée — il n'a plus le bénéfice exclusif des attentions gouvernementales. Le paganisme est encore la religion officielle; il n'est déjà plus la religion protégée.

Persécuté hier, le christianisme est aujourd'hui son égal et son rival heureux. L'Eglise est reconnue comme culte et comme corporation; elle acquiert la pleine personnalité civile et recouvre ce qui lui a été confisqué, par une disposition expresse de l'édit de Milan: « Nous décrétons ceci de plus en faveur des chrétiens, que les lieux où ils avaient coutume de se réunir, s'ils ont été confisqués par le fisc ou par quelque autre, leur soient restitués sans aucun prix et même sans aucune répétition de plus-value, immédiatement et sans restriction; — et ceux qui ont reçu ces biens en don doivent les rendre sur-le-champ aux chrétiens; ceux qui les ont acquis des premiers donateurs, s'ils veulent obtenir quelque indemnité de notre clémence, qu'ils s'adressent au préfet de la province, et notre bienveillance tiendra compte de

1. Les jeux sarmatiques, institués en 322, après la défaite des Sarmates, étaient des jeux païens. L'Eglise, au reste, réprouvait ces spectacles, et Constantin lui-même abolit les jeux des gladiateurs. C. Th., XV, XIII, 1.

2. C. Th., XVI, X, 1.

leurs pertes. Les biens eux-mêmes doivent être remis sans délai au corps des chrétiens, et comme ces mêmes chrétiens ont, à notre connaissance, perdu non-seulement leur lieux de réunion habituels, mais même des propriétés qui appartenaient non pas à chacun en particulier, mais à leur corporation (*ad jus corporis eorum*), vous ordonnerez sans hésitation que ces biens soient rendus à chaque corps et réunion de chrétiens, avec l'indemnité ci-dessus. » C'était reconnaître l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des églises, basiliques et chapelles chrétiennes. Il y a désormais des *res sacræ* chrétiennes, et tout aussitôt commence la série des dispositions tendant à augmenter et à perpétuer le patrimoine de l'Église. « *Habeat unusquisque licentiam sanctissimo catholico venerabilique concilio decedens bonorum, quod optaverit relinquere* (1).

Deux lois (313 et 319) exemptent les clercs des charges municipales « *ne sacrilego livore quorundam a divinis obsequiis avocentur*. » (2) Deux autres lois de 321 prescrivent le repos du dimanche (*venerabilis dies solis*) : « il est interdit de se livrer à d'autres labeurs que les travaux pressés des champs et à tout autre acte civil que l'émancipation d'un esclave » (3).

Tant de sollicitude pour le *sanctissimum catholicum venerabileque concilium* n'allait pas sans quelque malveillance pour ce qu'on appelait déjà *vetus mos, præterita usurpatio*.

1. Année 321. C. J., I, II, 4. Cf. C. Th., XVI, II, 4. *Idem.*, C. Justinien, *De sacros. ecclesiis*, 1.

2. C. Th., XVI, II, 2. Cf. *Ibid.*, 1.

3. C. Th., II, VIII, 4. — C. J., III, XII, 3.

Cependant les seules mesures effectives prises par Constantin contre le paganisme atteignirent les sorcelleries, la magie, les superstitions privées et les sacrifices nocturnes. Les désordres dont ces pratiques étaient l'occasion légitimaient l'intervention de l'Empereur qui, d'autre part, avait la bonne fortune de pouvoir frapper l'idolâtrie avec ses propres armes, en faisant revivre d'anciennes prescriptions (1). Au surplus, il a bien soin de mettre hors de cause la divination publique et les cérémonies célébrées dans les temples : « Qu'aucun haruspice, porte la constitution de 319, ne s'aventure à passer le seuil d'une maison privée, pour quelque motif d'amitié que ce soit, sous peine du feu pour le contrevenant. Quant à vous qui croyez ces pratiques utiles, rendez-vous aux autels et aux temples publics et célébrez les solennités de votre religion. *Nous ne défendons pas, en effet, que les cérémonies de l'ancienne observance, soient célébrées au grand jour* (2). »

Des historiens plus enthousiastes qu'éclairés ont néanmoins soutenu, sur la foi d'Eusèbe, que Constantin avait organisé une spoliation complète des temples, qu'il en avait même démoli plusieurs. En réalité, Constantin détruisit quelques temples en Orient, où les païens étaient en très petit nombre. Il en ferma d'autres qui étaient

1. La loi des XII Tables punissait de mort les enchanteurs et ceux qui avaient pris part à des associations nocturnes. On se servit de cette disposition contre les chrétiens (Ed. Cucq, *De la nature des crimes imputés aux chrétiens. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 1886. Le Blant, *Notes sur les bases juridiques des poursuites dirigées contre les martyrs*. Compte-rendu de l'Acad. Inscript., 1866).

2. C. Th., IX, XVI, 2. Cf. *Ibid.*, 1, et C. Th., XVI, X, 1.

devenus des maisons de débauche, tels que celui de Vénus à Aphaque, celui de la même déesse à Héliopolis, celui d'Esculape à Égès en Cilicie (1). S'il dépouilla quelques édifices païens, s'il transporta à Constantinople les statues de Castor et Pollux, le trépied de Delphes, la Cybèle du mont Dindyme (2), ce ne fut point pour « entraîner comme des captifs ces dieux de la Grèce, autrefois si vantés par les fables » (3), mais simplement pour enrichir sa ville nouvelle « des plus beaux et des plus célèbres monuments de l'art » (4). Saint Jérôme dit qu'il fonda sa propre ville sur la nudité de toutes les autres (5). Il ne faut donc pas voir là un acte d'hostilité contre les temples, mais l'effet d'une mesure générale qui atteignit les cités et les particuliers (6) et qui, d'ailleurs, ne fut guère appliquée en Occident.

Les monnaies représentent Constantin avec le *Labarum* et le qualifient de *divus Constantinus*. N'est-ce point l'image de la politique à double face que les circonstances imposèrent à cet empereur ?

Après sa mort, les païens le proclamèrent dieu comme

1. Eusèbe, *Vit. Constantin*, III, 55.

2. Albert de Broglie, *L'Eglise et l'Empire romain*, II, p. 161.

3. Eusèbe, *Laud. Constantini*, ch. 8.

4. Beugnot, *Hist. de la destruction du Paganisme*, I, p. 107.

5. *Chronique de St-Jérôme*.

6. Constantin obligea des gens riches de Rome ou de la province, des sénateurs, des familles de distinction à venir à sa suite dans la cité de sa création. Il les contraignit à se faire bâtir des hôtels magnifiques et parfois les aida de son propre argent (Zos., II, 3). Il ordonna même que les possesseurs de domaines en Asie ne pourraient tester s'il n'élevaient une maison à Constantinople (C. Th., *Novell. Liber. Tit. XII. Ed. Goth.*, vol. VI, p. 43).

ses prédécesseurs (Maffei, *Musée de Vérone*, p. 251, n° 3. — Marini, *Atti*, II, 445).

Les fils de Constantin n'agirent pas autrement que leur père. Plusieurs lois furent rendues par *Constance* et *Constant* contre les profanateurs de sépulcres païens (340 et 349) (1), et — ce qui montre combien puissant et vivace était encore le paganisme — l'exécution de ces lois était confiée en province aux juges locaux, à Rome au préfet de la ville et aux Pontifes. On n'est pas d'accord sur le sens d'une constitution de Constant et Constance (2) (346) enjoignant de respecter les temples situés hors de la ville. Godefroy suppose qu'on n'avait pas songé à détruire des édifices qui étaient l'ornement des cités, tandis que, dans les campagnes souvent désertes, l'entretien d'édifices abandonnés avait pu paraître une charge pesante et inutile (3). Nous croyons qu'à cette époque d'effervescence religieuse, on se souciait très peu de l'ornement des cités quand la foi était en jeu. « Sous la main des fils de Constantin, dit à merveille M. de Broglie (4), le culte païen est à la fois officiellement conservé, souvent même honoré et impunément outragé. Tout dépend de la disposition des peuples et des magistrats, de la force des partis, souvent du hasard des lieux. Tandis que dans les villes où les païens sont sinon plus nombreux, du moins agglomérés, où ils ont leurs collègues de pontifes... tout l'ancien culte reste debout, professé par des magistrats, préfets, curiales, qui instituent des cor-

1. C. Th., IX, XVII, 1, 2.

2. C. Th., XVI, X, 3.

3. *Ad C. Th.*, VI, p. 291.

4. *Op. cit.*, p. 133.

porations, qui élèvent des statues, qui gravent des inscriptions sur les monuments publics, dans les lieux abandonnés, au contraire, dans les campagnes désertes, où nulle surveillance ne s'exerce, la naturelle indignation des chrétiens vainqueurs se donne souvent plus librement carrière. On trouve des temples détruits et dégradés par des mains inconnues (1). »

Les païens étaient trop nombreux et surtout puissants dans les villes pour que les temples urbains fussent menacés ; au contraire, les temples ruraux étaient exposés sans défense à la fureur dévastatrice des chrétiens, *nimiam templa vastandi libidinem*, dit Rudiger ; voilà pourquoi ceux-ci sont seuls visés par la constitution de Constant et Constance.

Nous ne pouvons passer sous silence deux lois qui figurent au Code Théodosien sous le millésime des années 346 et 356. La première, attribuée à Constance et Constant est ainsi conçue : *Placuit, omnibus locis atque urbibus universis claudi protinus templa, et accessu vetitis omnibus licentiam delinquendi perditis abnegari. Volumus etiam cunctos sacrificiis abstinere. Quod si quis aliquid forte hujus modi perpetraverit, gladio ultore sternatur. Facultates etiam perempti fisco decernimus vindicari et similiter affligi rectores provinciarum, si facinora vindicare neglexerint.* (2) La seconde, qui n'est pas moins formelle, appartient par sa date au règne de Constance, empereur unique : *Pœna capitis subjugari præcipimus eos, quos ope-*

1. A. de Broglie, *op. cit.*, III, p. 133 et 134.

2. C. Th. XVI, X, 4. C. J., I, XI, 1.

ram sacrificiis dare vel colere simulacra constiterit (1). Ces lois qui jurent avec tout ce que nous savons de la condition des païens sous les fils de Constantin, et notamment avec des constitutions postérieures insérées au Code Théodosien, ne peuvent pas avoir été rendues. Labastie, dans son Mémoire sur le souverain-pontificat des empereurs romains, a relevé des traces d'interpolation : « la loi qu'on dit être de 353 (l'édition du Code Théodosien de Hœnel porte 346), ne contient pas le nom du lieu où elle fut expédiée, et dans celle de 356 le nom du magistrat auquel elle était adressée est resté en blanc. Ces deux omissions, jointes à la difficulté de concilier les dates de l'inscription et de la souscription, doivent naturellement faire supposer que l'une et l'autre avaient été laissées en blanc pour être remplies quand on jugerait à propos de faire publier ces lois. On savait si peu où fixer l'époque de la publication de ces lois que dans le Code Justinien (l. I, *de Pagan*), on a mis en tête de la seconde le nom de Constantin, en la faisant toujours adresser à Taurus, quoique, assurément, celui-ci ne fût pas en charge du vivant de cet empereur. Et, quoique dans la date, on ait marqué le quatrième consulat de Constance, on a totalement omis le nombre des consulats de Constant. On n'aurait pas été exposé à toutes ces variations, si cette loi avait été publiée, parce qu'on l'aurait trouvée dans les registres avec sa vraie date » (2).

Au reste, comment admettre que Constance ait fait

1. *Ibid.*, 6.

2. *Hist. de l'Académie des Inscript.* T. XV, p. 98.

fermer les temples, quand nous voyons Memmius Vitrasius Orphitus, qui fut deux fois préfet de Rome, bâtir une chapelle à Apollon (1) en 359, et Flavius Eugenius Eupathius, consul la même année, élever un autel à Hercule (2)? Comment concevoir que les sacrifices publics fussent interdits, à une époque où non seulement les cultes anciens étaient en honneur, mais où les pontifes de Cybèle et de Mithra étaient clarissimes? Comment contester la vitalité de toutes les formes du paganisme, quand les plus hauts fonctionnaires s'honorent encore d'être *pontifex Vestæ matris*, *promagister in collegio pontificum*, *sacerdos Herculis*, *augur publicus*, *P. R. Q. X. V. vir sacris faciundis*, *septemvir epulonum*, et même *magister publicus sacerdotum summi invicti Mithræ*, *ierofanta Ecataë*, *Archibucolus Dei liberi*, *Tauroboliatus Deum matris*, etc. (3).

Les temples étaient si bien ouverts et les sacrifices publics (4) si bien permis, que Constance, dans une Constitution de 358, s'occupe de réorganiser le sacerdoce d'Afrique : il décide que les prêtres seront nommés par l'assemblée des avocats et pourront être choisis parmi les juges, tous gens très attachés au paganisme (5).

1. Gruter, I, p. 38, 6.

2. Muratori, p. 382, 3.

3. Gruter, p. 1087, 4, 5. Fabretti, p. 695, 170. — Maffei, *Musée Vérone*, I, 360. Gruter, p. 463, 3, p. 433, 4. Muratori, p. 379, 1. — Oderici, *Dissert.*, p. 132. Gruter, p. 133, 1, 2.

4. Constance dut renouveler les prescriptions de Constantin contre les sacrifices nocturnes (353), C. Th., XVI, X, 5, et contre les sorcelleries des haruspices, devins et mathématiciens (357 et 358), C. Th., IX, XVI, 5 et s.

5. C. Th., XII, I, 46.

L'avènement de *Julien* ne changea rien, en droit, à cet état de choses. Aucune loi ne fut portée contre les chrétiens (1), mais le christianisme cessa d'être protégé. Il n'y eut point de persécution légale, mais des représailles locales, tolérées sinon encouragées par le pouvoir impérial. « Par les dieux ! écrivait Julien à Artabius (Ep. VII, p. 10). Je ne veux pas qu'on fasse mourir les Galiléens, ni qu'on les frappe injustement, ni qu'on les maltraite, en quelque manière que ce soit ; mais je veux absolument qu'on leur préfère les adorateurs des dieux. Peu s'en faut que la folie des Galiléens n'ait tout perdu ; la bonté des dieux nous a sauvés. Il est donc juste d'honorer les immortels et de distinguer les personnes et les villes qui les honorent. »

Après cette réaction éphémère, les choses reprirent leur cours normal. *Jovien* revint à la politique de Constantin. *Valentinien* tint la balance égale entre les deux cultes. Aux chrétiens, il accorde dispense de la garde des temples (2) (365). Aux païens, il concède que leurs pontifes provinciaux seront exempts des charges curiales, de la torture, et assimilés aux comtes (3) (371). Enfin, il

1. Le code Théodosien contient une constitution de Julien repoussant la prétention des fidèles qui voulaient être exemptés des charges curiales comme les clercs. On comprend parfaitement que le païen Julien refuse aux chrétiens cette faveur exorbitante (C. Th., XII, I, 4). Nous savons en outre par Ammien Marcellin (XXII, c. 10) que Julien concéda à ses amis les rhéteurs l'enseignement de la rhétorique et des belles-lettres, à l'exclusion des chrétiens.

2. C. Th., XVI, I, 1. « *Quisquis, seu judex, seu apparitor ad custodiam templorum homines christianæ religionis apposuerit, sciat non salutis suæ, non fortunis esse parcendum.* »

3. C. Th. XII, 1, 75.

tranche un différend depuis longtemps pendant entre les uns et les autres, en adjugeant définitivement au domaine privé des empereurs les biens enlevés aux temples païens pour être donnés ou vendus et que Julien leur avait restitués (1).

Jusqu'ici, les empereurs se sont bornés à assainir les bas-fonds du polythéisme ; ils n'ont attaqué que les superstitions, les réunions nocturnes, la magie secrète, les sacrifices domestiques, les désordres et l'immoralité des mystères. Avec *Gratien* commence la guerre véritable, guerre lente, sagement conduite et dont St-Augustin nous donne la définition exacte : *paulatim atque alternatim*. Comptons les coups portés successivement au paganisme. Gratien refuse la robe de souverain-pontife et fait enlever du Sénat l'autel et la statue de la Victoire (2), *custos imperii virgo* : c'était séculariser le pouvoir impérial et la première assemblée de l'empire, c'était atteindre mortellement le culte ancien qui n'avait résisté aux assauts des sceptiques, des philosophes et des chrétiens que parce qu'il était le culte national et « l'une des formes du patriotisme » (3).

En 382, révocation des privilèges politiques et civils des Vestales et des Pontifes, attribution au fisc des domaines des temples et de tous les legs immobiliers qui pourraient leur être faits à l'avenir. La constitution de 382 ne nous est point parvenue, mais son existence est

1. C. Th., X, I, 8.

2. Symmaque, l. X, ép. 54. Zozim. IV, 36.

3. Bouché-Leclercq, *Pontifes de l'anc. Rome*.

attestée par un passage d'une constitution d'Honorius et Théodose qui en reproduit les principales dispositions et le mentionne expressément : *Secundum divi Gratiani constituta* (1).

Quoiqu'il en soit, Gratien n'eut point le temps de la mettre à exécution. Mais Théodose la reprit et l'appliqua rigoureusement. Le domaine du prince garda les biens les plus productifs ; les autres furent affectés à l'entretien des armées, vendus, donnés aux églises ou envahis par des hommes puissants (2).

Les années qui suivent sont employées par Théodose à préparer la grande mesure qu'il a conçue. C'est ainsi qu'il publie trois lois contre les apostats (381, 383, 391) (3) — une loi punissant de la proscription quiconque « *vetitis sacrificiis diurnis nocturnisque, velut vesanus ac sacrilegus incertorum consultorum immerserit, fanumque sibi aut templum ad hujusce modi sceleris excusationem assumendum crediderit, vel putaverit adeundum* » ; (4) — deux lois prescrivant à tous le repos du dimanche et transformant le calendrier païen : *omnes dies jubemus esse juridicos* (5).

Malgré l'hostilité déclarée de l'Empereur, les dieux recrutent des adorateurs jusque parmi les premiers magistrats. Deux inscriptions de 390, nous montrent, en effet, des dédicaces faites par Ceionius Rufus Volusianus, ex-

1. C. Th., XVI, X, 20.

2. Godefroy (*Ad cod. Théod.*, V, 257). Cette spoliation semblera moins exorbitante, si l'on se rappelle le caractère que nous avons reconnu aux biens des temples. V. p. 63 et suiv.

3. C. Th., XVI, VII, 1. *Ibid.*, 2. *Ibid.*, 4 et 5.

4. C. Th., XVI, X, 7.

5. C. Th., II, VIII, 18, 19.

vicaire d'Asie (1), l'autre par Lucius Ragonius Venustus qui est qualifié d'*Augur publicus P. R. Q. Pontifex vestalis major* (2). Tel était encore l'éclat des charges sacerdotales que les chrétiens ne rougissaient pas de les solliciter et qu'une Constitution dut réprimer ce scandale : *Quippe indecorum est, imo ut verius dicamus, illicitum, ad eorum curam templa et templorum solemnia pertinere, quorum conscientiam veræ ratio divinæ religionis imbuerit, et quas ipsos decebat talemunus, etiamsi non prohiberentur, effugere* (3) ».

Nous arrivons enfin à la loi mémorable de 391, qui ferme les temples et interdit les sacrifices publics et privés : « *Nemo se hostiis polluat, nemo insontem victimam cædat, nemo delubra adeat, templa perlustret, et mortali opere formata simulacra suspiciat, ne divinis atque humanis sanctionibus reus fiat. Judices quoque hanc formam contineant, ut, si quis profano ritui deditus templum uspiam vel in itinere, vel in urbe adoraturus intraverit, quindecim pondo auri ipse protinus inferre cogatur....* » (4).

Deux autres lois complètent la première : l'une de la même année (5) condamne à une amende de quinze livres d'or les gouverneurs de province qui entreraient dans un temple, et leurs officiers, s'ils n'ont point tenté d'empêcher ce sacrilège ; l'autre, de l'année 392, (6) défend sous peine de mort tout sacrifice et toute pratique païenne ; elle prononce la confiscation des lieux où des

1. Gruter, I, p. 28, n. 5.

2. Donati, p. 189, n. 5.

3. C. Th., XII, I, 112.

4. C. Th., XVI, X, 10.

5. *Ibid.*, 11.

6. *Ibid.*, 12.

actes idolâtres ont été commis. Toutefois, si ce lieu est un temple public, une maison ou un champ appartenant à un tiers, et dont le délinquant s'est servi à son insu, la confiscation est remplacée par une amende de vingt livres d'or.

Comment furent appliquées ces lois ? A cet égard il faut distinguer entre les deux empires : en Orient, (1) où les passions religieuses étaient ardentes, on poussa les choses au pire. Le préfet du prétoire Cynégius, ayant été envoyé en Egypte par Théodose, avec ordre de fermer les temples qu'il trouverait sur son passage, les chrétiens en profitèrent pour dévaster et détruire un grand nombre de monuments païens, entre autres le temple de Sérapis à Alexandrie. (2) Théodoret (3) a prétendu que Théodose avait ordonné la démolition des temples. Ce qui a donné quelque créance à cette assertion, c'est que les empereurs d'Orient opposèrent peu ou point de résistance aux entreprises « des hommes vêtus de noir » (4) et semblèrent même consacrer le fait accompli, en prescrivant, par une constitution de 597, que les matériaux

1. « L'Orient, dit M. Beugnot, de longtemps préparé aux discussions philosophiques, n'opposa pas aux prédications chrétiennes la même fin de non-recevoir inexorable que l'Occident romain. Aussi le christianisme s'y développa avec rapidité. — Quand Constantin alla fonder une nouvelle capitale sur les frontières d'Asie, il montra son peu de confiance pour les dispositions de l'Occident, et le désir naturel d'achever son règne au milieu de ses amis, de ses frères, de ses anciens et fidèles clients. » P. 67.

2. Hieronym, IV, 591.

3. Théodoret, V, 20.

4. Libanius, *Oratio pro templis*, p. 194.

provenant des temples seraient employés à la réfection des voies publiques, ponts, aqueducs, murs des villes (1).

Cependant le caractère violent et tumultueux de ces destructions suffit à prouver qu'elles n'étaient point ordonnées. Au surplus, n'y avait-il pas intérêt à conserver des édifices qui étaient souvent des merveilles artistiques et qu'on pouvait aisément transformer en églises : *quæ transfugio meruere sacrari*, disait le poète Prudence ?

En Occident, les prescriptions et les proscriptions de Théodose demeurèrent lettre morte : « chose singulière, dit M. de Broglie, et au premier moment à peine croyable, ces lois sont adressées toutes, soit au préfet du prétoire Albin, soit au préfet d'Italie, Flavien, et d'autres témoignages du temps nous font connaître que ces deux magistrats étaient eux-mêmes des païens de distinction, élèves et amis, correspondants habituels de Symmaque. On ne pouvait donc attendre d'eux un grand zèle dans l'application des peines qui les frappaient eux-mêmes. Il faut conclure de cette singularité que Théodose avait en vue de faire une déclaration de principes éclatants plutôt qu'un acte suivi de conséquences pratiques. Effectivement, revenu à peine de Rome, où il avait vu et supporté le culte païen encore dans tout l'éclat de de ses pompes, prêt à abdiquer la tutelle de l'Occident, à laquelle la vingtième année de son pupille mettait naturellement un terme, il ne pouvait songer à imposer à un souverain sans expérience l'accomplissement immé-

1. C. Th., XV, I, 36.

diat d'une tâche devant laquelle lui-même dans sa toute-puissance avait reculé. (1)»

Les écrits des païens et des chrétiens témoignent de l'inexécution des lois de Théodose. Les vestales, les pontifes, (2) les augures, les haruspices, les quindécemvirs, les épulons, etc... existent toujours, bien que dépouillés de leurs richesses et de leurs privilèges.

La direction de ces collèges est confiée à des hommes distingués tels que Prétextat et Symmaque.

Ce même Symmaque, prononçant un discours devant *Valentinien*, l'entretient complaisamment du culte rendu aux divinités païennes : « Combien votre culte est plus modeste que celui des dieux ! On a fondé des temples, on a élevé des autels pour chaque divinité, et cela vient, si je ne me trompe, de ce que les dieux ont préféré des rites particuliers à l'obligation d'un régime commun. On ne peut pas dédier le pulvinar à plusieurs divinités à la fois ; l'*Antistis* phrygien implore tel dieu, le *Pontifex* tel autre ; les chastes matrones gardent ces autels et la vierge aux bandelettes veille près de ceux-ci. Les Flamines ont pris des noms divers afin de montrer qu'ils ne servent pas tous le même dieu. » (3) Ce n'est pas ainsi que l'on parle à un persécuteur !

Enfin les païens furent assez puissants pour maintenir au pouvoir des usurpateurs tels que Maxime et Eugène,

1. *Op. cit.*, VI, p. 329 et 330.

2. Symmaque (1, 62) parle d'un *arcarius pontificalis*, ce qui suppose que l'*arca pontificum* avait survécu à ses recettes.

3. *Laudes in Valentinianum*, par. 25.

et pour obtenir de celui-ci le rétablissement dans la curie de l'autel de la Victoire.

Quand Théodose mourut, *Arcadius* avait quatorze ans, *Honorius* en avait sept. *Rufin* était le tuteur du premier, *Stilicon* celui du second. Les premières années de l'administration de *Stilicon* sont marquées par une détente dans les rapports de chrétiens à païens. *Valerius Messala*, préfet du prétoire d'Italie, en 396, *Florentinus*, préfet de Rome en 397, *Atticus* consul, le fils de *Symmaque*, préteur la même année, sont autant de païens convaincus. Aussi ne devons-nous pas considérer comme ayant été exécutée en Occident, une loi de 395, dont la sévérité est excessive : « *Statuimus nullum ad fanum vel quodlibet templum habere quempiam licentiam accedendi vel abominanda sacrificia celebrandi quolibet loco vel tempore....* » (1)

A vrai dire, la suscription contient les noms d'*Arcadius* et d'*Honorius*, mais elle n'est adressée qu'à *Rufin*. C'est pourquoi, nous la tenons pour une de ces lois destinées à l'Empire d'Orient que Théodose II inséra plus tard dans son code, et qui furent promulguées alors (438) seulement dans l'Empire d'Occident.

Les sacrifices publics ne furent abolis en Occident que par une constitution d'*Honorius* qui n'a point été recueillie dans le Code Théodosien, mais dont il est fait mention au début d'une constitution de 399 à laquelle nous reviendrons tout-à-l'heure : « *Sicut sacrificia prohibemus...* » (2)

1. C. Th. XVI, X, 13.

2. C. Th., XVI, X, 15. Saint Prosper, Tiro Prosper et Idace disent positivement que la ruine des temples et de l'idolâtrie eut lieu dans

et d'une autre constitution de la même année, ainsi conçue: « Déjà nous avons aboli par une loi salulaire les rites profanes, (c'est-à-dire les anciennes cérémonies publiques); cependant, nous ne voulons qu'on interdise les fêtes (*festos*), les assemblées (*conventus civium*) et les témoignages de la publique allégresse (*communem lætitiām*). C'est pourquoi, nous favorisons, selon la vieille coutume, ceux des plaisirs du peuple qui ne sont souillés ni par des sacrifices ni par quelque autre superstition condamnable et les festins publics donnés à l'occasion des vœux. » (1) Ces festins sacrés, à leur tour, furent supprimés en 408. « *Non liceat omnino in honorem sacrilegi ritus funestioribus locis exercere convivia vel quidquam solemnitatis agitare.* » (2)

Les temples fermés et devenus inutiles, on vit se reproduire les désordres que nous avons déjà signalés en Orient. Trois constitutions de l'année 399 cherchent à régulariser la situation des édifices désaffectés. De leurs dispositions quelque peu contradictoires, on peut induire: 1° que les chefs-d'œuvre de l'art doivent être conservés et que les objets païens qui servent à l'ornement des monuments publics doivent être respectés (*publicorum operum monumenta servari*) ; 2° qu'il faut pour renverser une autorisation du prince, et qu'on doit poursuivre et

l'Occident en 399, et saint Augustin, dans un ouvrage écrit en l'an 400, fait allusion à des lois très sévères rendues récemment contre les païens. On doit donc admettre que la loi contre les sacrifices fut publiée en 398, peu de temps avant les deux lois de 399 (Beugnot).

1. C. Th., XVI, X, 17.

2. *Ibid.*, 19, par. 3.

condamner ceux qui pillent et dévastent sans mandat. Ainsi le décide la constitution *sicut sacrificia prohibemus*, citée plus haut; 3^e que, dans les campagnes, où les temples sont pauvres et sans valeur, les autorités ont mission de détruire et de brûler le matériel de la superstition, toutes les fois que la chose est possible *sine turba ac tumultu* (1).

Après la mort de Stilicon, Honorius, parvenu à l'âge d'homme, prit en main le gouvernement de l'Empire d'Occident. Son premier acte fut de coordonner et de résumer les lois de ses prédécesseurs contre le paganisme. A ce double titre, la constitution de 408 (2) est précieuse; en voici les principaux articles : 1^o « *Templorum annonæ detrahantur et rem annonariam jubent, expensis devotissimorum militum profuturæ.* » Gratien avait dépouillé les temples, à la fois de leurs biens propres et des terres publiques qui leur avaient été données en jouissance. Théodose avait supprimé la part contributoire de l'État aux dépenses des sacrifices. Que pouvait donc bien être la *res annonaria*, dont il est ici question? Suivant nous, il faut entendre par là les frais des festins et jeux sacrés qui étaient faits par le trésor public. Ces réjouissances, nous l'avons vu, avaient été tolérées par Stilicon. Honorius les interdit et enrichit l'*annona militaris* de ce dernier vestige de l'*annona templorum*. 2^o « *Simulacra, si qua etiam nunc in templis fanisque consistunt, et quæ alicubi ritu, vel acceperint, vel accipiunt paganorum, suis sedibus evellantur....* »

1. C. Th., XVI, X, 16. — XVI, X, 18.

2. C. Th., XVI, X, 19.

Les idoles doivent être renversées de leur piédestal et brisées ou fondues si elles sont d'or ou d'argent (1). 3° « *Ædificia ipsa templorum quæ in civitatibus, vel oppidis, vel extra oppida sunt, ad usum publicum vindicentur; aræ locis omnibus destruantur; omniaque templa possessionibus nostris, ad usus adcommodos transferantur; domini destruere cogantur.* » La condition des temples est différente, suivant qu'ils sont situés dans un lieu public, dans le domaine du prince ou dans le domaine d'un particulier : dans un lieu public, ou dans le domaine du prince, ils peuvent être affectés à un usage profane ou au service particulier du prince; dans le domaine d'un citoyen, ils sont nécessairement détruits. 5° Les festins sacrés et les réjouissances publiques selon les rites anciens sont déclarés illicites.

Pour être complet, nous devons encore citer la loi de 415 (2), qui consomme la ruine du culte païen et partage définitivement ses dépouilles : « ... Nous ordonnons, conformément aux décrets du divin Gratien, de réunir à nos domaines tous les biens que l'erreur des anciens affecta jadis aux choses sacrées, de façon que les usurpateurs de ces biens soient tenus de restituer les fruits perçus, à partir du jour où il a été défendu de placer les dépenses de l'exécrationnable superstition au nombre des dépenses publiques. Nous voulons toutefois que les biens donnés, soit par la générosité de nos prédécesseurs, soit par notre majesté, dans quelque pays qu'ils soient situés et à quelque personne qu'ils aient été donnés, restent à jamais

1. Zosime, 5, 41. — Godefroy, *op. cit.*, p. 322, t. VI.

2. C. Th., XVI, X, 20.

réunis au patrimoine des donataires... La religion chrétienne sera mise, sans obstacle, en possession de toutes les choses que nous avons attribuées par de nombreuses constitutions à la vénérable Église. L'erreur ayant été abolie, il est juste de décharger notre épargne des dépenses de la superstition si justement proscrite et d'y verser le produit des biens qui ont été la propriété des *Frediani*, des *Dendrophorii* et de toutes les professions de la gentilité, quels que soient leurs noms, et qui servaient au paiement des festins sacrés et des autres frais du culte. Les objets sacrés qui autrefois trompaient les hommes seront retirés des bains et des lieux publics, afin qu'ils ne puissent plus séduire les passants.»

Le système de destruction sage, préconisé par Honorius et Arcadius, et qui tenait compte de l'utilité publique en même temps que de l'intérêt religieux, ce système fut-il suivi par leurs successeurs ? On serait tenté d'en douter en lisant la dernière constitution du livre XVI, titre X, au code Théodosien : « *Omnibus sceleratæ mentis paganæ, écrivent Théodose II et Valentinien III, execrandis hostiarum immolationibus damnandisque sacrificiis ceterisque antiquiorum sanctionum auctoritate prohibitis interdiciamus, cunctaque eorum fana, templa, delubra, si qua etiam nunc restant integra, præcepto magistratum destrui, collocationeque venerandæ christianæ religionis signi expiari præcipimus.....* » Mais Godefroy (1) nous avertit que le mot *destrui* ne doit pas

1. Noms de deux des nombreux collèges qui s'occupaient des fêtes publiques : « *Collegiorum*, dit Varron, (*Re rustic.*, III, 2, 16) *cænæ innumerabiles incendunt annonam.* »

2. *Ad cod. Theodos.*, VI, p. 332.

être pris à la lettre, mais dans le sens de « *spoliari superstitione*. » Nous pouvons accepter cette explication, quelque aventureuse qu'elle soit, parce qu'elle est d'accord avec l'histoire : nous savons en effet qu'il ne répugnait pas aux chrétiens de transformer les temples en basiliques (1), sauf à remplacer par les images des saints les simulacres des faux dieux. D'autre part, la plantation d'une croix, n'était pas seulement un mode d'expiation et de purification, mais encore le premier acte de la consécration chrétienne.

Le paganisme, en tant que culte public, n'existe plus. On ne sacrifie plus au grand jour, sauf peut-être dans ces temples rustiques appartenant aux particuliers et qui ont pu échapper à la vigilance des autorités locales. « Quand ils veulent sacrifier, dit saint Augustin (2), ils cherchent un endroit pour se cacher. » Mais les sacrifices secrets, les pratiques idolâtres, l'esprit païen se maintiendront longtemps encore et nécessiteront des édits incessants (4). N'est-ce pas, après tout, l'un des effets de la persécution que d'aviver et de rajeunir les religions moribondes ?

1. V. plus loin, p. 405.

2. *Opera*, IV, p. 167

3. Remarquons que la persécution fut toujours plus violente en Orient qu'en Occident, où les lois punissant de mort les païens ne furent jamais appliquées. Chose singulière, c'est un roi goth, Théodoric, qui, le premier, punit de mort, en Italie quiconque « *pagano ritu sacrificare fuerit deprehensus, arioli etiam atque umbrarii reperti fuerint*. » Lindinbrog. *Codex leg. ant.*, p. 255.

CHAPITRE II

LES ÉGLISES CHRÉTIENNES. — LEUR ORIGINE ET LEUR MODE DE CONSÉCRATION.

Section I. — Origine des églises chrétiennes.

Comment, malgré d'incessantes persécutions, les chrétiens purent-ils s'assembler, prier leur Dieu, enterrer leurs morts et constituer cette société puissante et envahissante que les bourreaux décimaient sans l'affaiblir ? Ce serait folie que de méconnaître ici l'intervention divine. Aussi bien, est-ce seulement le côté humain de ce problème que nous tentons d'expliquer.

La promiscuité des sépultures était odieuse aux anciens. « On ne consentait, dit M. Paul Allard, à dormir son dernier sommeil que seul ou en compagnie de personnes de son choix. De là, pour quiconque ne pouvait faire les frais d'un tombeau séparé, la multitude des clubs funéraires, possesseurs d'un cimetière ou d'un *columbarium* destiné aux associés et à leur famille. Les riches n'entraient pas dans ces associations, mais ils les reproduisaient dans leurs domaines, car, dans la dépendance des somptueuses villas sépulcrales où leur tombeau entouré de bosquets et de jardins, s'élevait comme une maison de plaisance, ils ménageaient ordinairement des

sépultures pour leurs esclaves, leurs affranchis et leurs clients » (1).

La plupart des catacombes s'ouvrirent dans des domaines privés offerts par de riches chrétiens à la sépulture de leurs frères. Telle fut l'origine du cimetière de Caliste (2), sur la voie Appienne, du cimetière Ostrien (3) et du cimetière Priscille (4), sur la voie Nomentane, du cimetière de Cyriaque (5), sur la route de Tibur, etc..., etc... Hors de Rome, le terme consacré est *area* (*area vindiciani* (6), en Ombrie), ou *hortus* (à Milan le jardin de Philippe (7) *hortus Philippi*), à Salone, le jardin de Métrodore (*in horto Metrodori* (8). Tertulien parle des « *areae sepulturarum nostrarum* (9). » A Cirta, on trouve l'*area* des Martyrs (10) et à Aptonge, « l'*area* (11), où les chrétiens se réunissent pour prier. » Bien que le caractère religieux ne fût attaché qu'à l'espace occupé par le tombeau, le propriétaire pouvait néanmoins garantir les dépendances du monument principal contre tout partage au moyen de clauses empruntées aux usages païens (v. p. 80) : « Si quelqu'un, dit un testateur, veut, après ma mort, vendre

1. *Histoire des persécutions pendant la 1^{re} moitié du 3^e siècle*. P. Allard, p. 6, et Appendice sur les domaines funéraires chrétiens.

Comparez de Rossi, *Roma sotterranea*, t. 1, p. 109.

2. De Rossi, *Roma sotterranea*, t. I, p. 223-351.

3. *Ibid.*, t. I, p. 189.

4. Arringhi, t. II, p. 217.

5. Arringhi, t. II, p. 125.

6. *Bulletino di archeolog. cristianæ*, 1871, p. 93.

7. *Ibid.*, 1864, p. 29.

8. *Corp. inscr. latin.*, t. III, 2207.

9. Ruinart, *Acta martyrum sincera*, p. 219.

10. Baluze, *Miscellanea*, t. I, p. 24.

11. *Ibid.*, p. 20.

ou donner le sépulcre, le monument ou un des édifices qui en dépendent, il paiera une amende de.... à la caisse des pontifes » (1). Un autre dispose : « si quelqu'un de mes héritiers tentait d'aliéner soit la terre, soit les bâtiments (*cum meritoriis*) qui entourent mon tombeau (*juncta huic monumento*), que la propriété en passe à la ville de Pouzzoles » (2). Les chrétiensⁿ n'avaient à se préoccuper que d'une seule chose, à savoir que leurs constructions souterraines n'empiétassent pas sur le tréfonds voisin.

Mais, à la longue, l'entretien de ces immenses cryptes et galeries remplies de tombes devint trop dispendieux pour un particulier. Le rescrit de Septime Sévère (3), autorisant la formation dans les provinces de ces corporations de petites gens (*tenuiores*) (4), existant déjà à Rome, permit aux communautés chrétiennes de se substituer à l'ancien propriétaire du cimetière. L'église commença dès lors de posséder à titre corporatif. A chaque cimetière correspondait un groupe de chrétiens inscrits sur le registre public des collèges, ayant une caisse commune (5) (*arcam communem*), alimentée par des cotisations mensuelles (*stipem menstruam*), un lieu de réunion (*cella* ou *schola*) (6), enfin un administrateur ou

1. Orelli, 4427.

2. Orelli, 4450.

3. Marcien, D. XLVII, XXII, 1 : « *Quod non tantum in Urbe sed in Italia et in provinciis locum habere divus quoque Severus rescripsit.* »

4. Les collèges funéraires comprenaient des membres participants (*plebs*) et des membres honoraires (*patroni*) qui avaient fait des dons de terrains ou d'argent, et dont les noms étaient inscrits en tête de l'album. Orelli, 4054.

5. Tertullien, *Apol.*, 39.

6. De Rossi, *Bullet. de arch. christ.*, avril 1864, Comp. 1865, p. 44.

syndic qui la représentait dans ses rapports avec l'Etat⁽¹⁾, Celui-ci ne mettait aucun obstacle à l'ensevelissement des martyrs par leurs frères, et en cela, il se conformait aux principes très nets de la loi romaine : « Les corps des condamnés ne doivent pas être refusés à leurs parents », dit Ulpien⁽²⁾ ; Paul renchérit encore : « Que la dépouille des suppliciés, dit-il, soit livrée à quiconque la demande pour l'ensevelir »⁽³⁾.

Mais, de même que le collège funéraire n'était que le vêtement légal sous lequel se dissimulait l'agglomération chrétienne, de même la sépulture des morts n'était que la destination extérieure des cimetières ou catacombes. Ces vastes nécropoles renfermaient, en effet, des chapelles et même de véritables églises creusées parmi les tombeaux. Les fidèles s'y réunissaient en tout temps et pouvaient s'y cacher durant les persécutions⁽⁴⁾.

Ainsi, les premiers lieux de réunion des chrétiens, leurs oratoires et leurs chapelles se trouvèrent participer à l'inviolabilité des *res divini juris*, non comme *res sacræ*, mais comme *res religiosæ*.

Cependant, tous les chrétiens ne s'assemblaient pas aux

1. *Ibid.*, *Roma sotterr.*, II, 371.

2. D. XLVIII, 24, 1.

3. *Ibid.*, 3. Comp. D. XI, VII, I. et XLVII, XII.

4. Voir les très intéressants appendices de M. P. Allard sur les domaines funéraires, à la fin de l'*opus* cité. D'après les rites anciens, pour qu'il y eût *justa sepultura*, il fallait que le corps eût été réellement inhumé. Lorsque, vers la fin de la République, l'habitude de brûler les cadavres fut devenue générale, on tourna la règle pontificale en mêlant un peu de terre aux cendres renfermées dans l'urne, ou en enterrant un os recueilli sur le bûcher. Les chrétiens, qui repoussaient la crémation, respectaient donc dans sa lettre l'antique rituel.

catacombes. Dispersés parla tempête, ils exerçaient leur culte partout où ils rencontraient un refuge, *quicvis locus, ager, solitudo, navis, stabulum, carcer, instar templi ad sacros conventus peragendos fuit* (1). Souvent de riches personnages leur abandonnaient la partie supérieure de leurs demeures pour la célébration des saints mystères (2). Nous en avons une preuve dans un curieux passage du dialogue, le *Philopatris*, attribué à Lucien : L'auteur raconte qu'ayant pénétré par hasard dans une maison inconnue et ayant gravi un long escalier, il se trouva dans un cénacle aux lambris dorés (*in aurea tecta*), tel que la maison de Ménélas décrite par Homère..., au milieu d'hommes à l'extérieur austère, au visage pâle, et prosternés vers la terre (*homines vultibus in terram pronis pallidosque*). Tout le monde s'accorde à reconnaître là une assemblée chrétienne.

Toutefois, il y eut des églises avant Constantin. La première sur laquelle nous ayons des renseignements certains fut construite sous le règne d'Alexandre Sévère. C'est à elle que se rapporte l'anecdote suivante consignée dans Lampride. Une contestation s'étant élevée entre des chrétiens et des cabaretiers (*popinariï*), « au sujet d'un local couvert encore des ruines d'un hospice de soldats invalides, et où les premiers voulaient bâtir une église, Alexandre Sévère

1. Dion Alexandr. Eusèbe, *Hist. ecclés.* VII, 22.

2. *Actes des Apôtres*, c. XIII. *Act. S. Pontii apud Baluz. Miscellanea*, t. II. « On avait choisi ce lieu de préférence, parce qu'il avait le double avantage de soustraire les mystères divins aux yeux des idolâtres et de distinguer en cela le culte chrétien des pratiques du paganisme, qui plaçait les simulacres de ses dieux au rez-de-chaussée des maisons, bien que dans l'endroit le plus écarté. » Abbé Martigny, *Dict. des antiq. chrét.*, p. 546.

la trancha en ces termes . Il vaut mieux que la divinité soit adorée en ce lieu d'une manière quelconque que de le livrer aux marchands de vin (1) ». Cet édifice fut dédié par le pape saint Callixte, sous le titre *in partu Virginis* : c'est aujourd'hui Sainte-Marie de Transtévère(2). Plusieurs inscriptions relatent des réparations et reconstructions (en 577 et 598) d'églises qui, par conséquent, étaient déjà vieilles(3). Enfin, nous savons, d'après Eusèbe (4), que moins de 30 ans après Alexandre Sévère, Gallien restitua aux évêques des églises dont les païens s'étaient emparés, et que ces mêmes églises furent détruites par les ordres de Dioclétien et de Maximin.

M. de Rossi a découvert dans la campagne romaine une multitude de petites églises communiquant avec les catacombes et reproduisant exactement les chapelles ou cryptes (*cubicula*) souterraines. Elles durent être élevées avant la pacification complète, à une époque où les chrétiens tolérés, mais se sachant à la merci d'un caprice impérial, veillaient à l'entrée de leurs cimetières pour protéger les reliques de leurs martyrs et se ménager une retraite en cas de danger.

Après l'édit de Milan, surgissent de toutes parts des édifices construits sur le modèle des basiliques profanes(4),

1. *In Alex. Sévèr.*, 49.

2. Gerbet, *Esquisse de Rome chrétienne*, I, p. 125. Suivant Optat de de Milève, (*Contr. Parmen.*, II, 4) Rome comptait plus de 40 églises avant l'édit de Dioclétien qui défendit d'en bâtir de nouvelles.

3. Mommsen ap. Le Blant, *Inscr. chr. de la Gaule*, t. I, 649. De Rossi, *Bullet.*, 1867.

4. *Hist. eccl.*, VII, 13 ; VIII, 2. Cf. cardinal Hegenröther, *Hist. de l'Église*, t. I et II, et Mesmer, *Die Basilica*, t. XXVIII.

5. Forcellini, *Basilica*.

cédées par Constantin aux évêques, et le terme « basilique » devient l'appellation à peu près exclusive des églises. Les Pères de l'Eglise de cette époque n'en emploient point d'autre, et l'opposent constamment au « temple » des païens (1). Les chrétiens avaient alors à cœur de répudier tout ce qui pouvait rappeler le paganisme non seulement dans leurs prières et leurs exercices religieux, mais encore dans la physionomie extérieure et intérieure des lieux où ils s'assemblaient pour la pratique de leur culte.

Plus tard, leur piété fut moins exigeante : C'est ainsi qu'ils désaffectèrent avec ou sans modifications le temple de Vénus, à Aphrodisias (Asie) qui fut converti en église de l'Ascension, le temple de Rome et d'Auguste à Ancyre (Asie mineure), le temple de Bacchus à Laodicée, les temples de Jupiter et d'Esculape à Salone, qui sont aujourd'hui la cathédrale de Spalatro et l'Eglise de Saint-Jean, le temple du dieu Portumne à Ostie, qui devint l'église des Saints Pierre et Paul, la maison carrée de Nîmes, etc.... (2).

Sous Justinien, le Panthéon d'Athènes fut fermé et rouvert comme église de Sainte-Sophie.

La destination éminemment profane des Thermes ne suffit pas à les protéger : des thermes de Novatien, fils

1. Isidore de Séville définit ainsi les Basiliques (*Orig.*, XV, 4) : « Les basiliques étaient d'abord les habitations des rois (ou le palais où ils rendaient la justice). Aujourd'hui les temples divins sont nommés basiliques parce que c'est là que se rend le culte de Dieu, le roi de tous. » Cf. saint Aug. *Cité de Dieu*, XXII. 8. Saint Jérôme, *Epist. ad Ribor. adv. Vigilant.*

2. Texier, *Architect. byzantine.*

de Pudens, on fit l'église de Sainte-Praxède, des thermes d'Agrippine (sur le Viminal) l'église de Saint-Laurent, des thermes d'Hadrien à Pise l'église de *Santa-reparata* etc....

Hâtons-nous d'ajouter que toutes ces transformations ne furent pas concomitantes et que beaucoup d'églises, romaines notamment, qui s'élèvent à la place d'anciens temples ou d'anciens bains publics, remontent à une époque relativement récente (1).

Section II. — Mode de Consécration.

L'établissement définitif du christianisme comme religion d'État entraînait le remaniement complet de la théorie des *res sacræ*.

« *Sacræ sunt res*, disent les Institutes, *quæ rite et per pontifices Deo consecratae sunt : veluti ædes sacræ, et donaria que rite ad ministerium Dei dedicata sunt* » (2).

Si nous comparons cette définition laconique à celle que nous avons donnée dans notre première partie, d'après Ulpien, Gaius et Marcien, nous relevons trois différences importantes entre les *res sacræ* chrétiennes et les *res sacræ* païennes :

1. Le Panthéon d'Agrippa ne fut consacré que sous le pontificat de Boniface IV ; autrefois Sainte-Marie-de-la-Rotonde, c'est aujourd'hui Sainte-Marie-aux-Martyrs. Plus récentes encore sont les transformations du temple de Vesta (aujourd'hui église de la Madonna del sole), de Romulus et de Remus (aujourd'hui église des SS. Côme et Damien), d'Antonin et de Faustine (aujourd'hui église de St-Laurent in Miranda). L'église de Sainte-Marie-aux-Anges a été construite par le pape Pie IV sur l'emplacement des thermes de Dioclétien.

2. *Institut. L. II, t. I, 8.*

1° Il n'y a de sacré désormais que ce qui est consacré au vrai Dieu. Plus de *Dii superi* : l'Olympe antique s'est évanoui ; 2° La consécration est faite par l'évêque suivant les rites de l'Église ; 3° Cette consécration doit être publique, mais la présence de l'évêque suffit à lui donner ce caractère. C'est, au reste, une cérémonie exclusivement religieuse à laquelle l'État n'intervient pas. L'empereur s'est dessaisi une fois pour toutes. Cependant, si l'édifice à consacrer fait partie du domaine public ou du domaine du prince, celui-ci doit en autoriser l'abandon.

Nous étudierons en trois paragraphes les conditions d'une consécration sous Justinien.

I. Consécration au vrai Dieu. — Ceux des temples païens qui n'ont pas été donnés à l'Église ou à des particuliers, ont été confisqués par l'État qui les a fermés et désaffectés. Quelle qu'ait été leur destination, ils ont irrémédiablement perdu leur caractère sacré (1).

Les seuls édifices sacrés sont donc ceux consacrés au vrai Dieu, et pour cette raison appelés quelquefois *Dominicum* ou *Dominica* (2) (Maison du Seigneur).

« Nous ne sacrifions à aucun martyr, dit saint Augustin, mais seulement au Dieu des martyrs... Quel évêque assistant à l'autel dans les lieux des saints corps a jamais dit : Nous t'offrons, ô Pierre, Paul ou Cyprien ? Si quelques

1. C. L. I, XI, 4, *De Paganis et sacrificiis et templis*. V. aussi p. 5 : « *Omnia loca, quæ sacris error veterum deputavit nostræ rei jubemus sociari. Quod autem ex eo jure ubicumque ad singulas quascumque personas vel præcedentium principum largitas vel nostra majestas voluit pervenire, id in eorum patrimoniis æternâ firmitate perducet. Ea vero quæ multiplicibus constitutis ad venerabilem ecclesiam volumus pertinere, christiana sibi merito religio vindicabit.* » Const. d'Honorius et de Théodose.

2. Eusèbe, *Laud. Constant.*, XVII. Hieron, *Olym.*, CCLXX, 3.

églises ont pris le nom des martyrs dont elles sont la *mémoire*, c'est uniquement pour rappeler qu'elles sont construites sur le tombeau de ces martyrs ou sur le lieu de leur supplice » (1).

Cette coutume de placer les églises sous le vocable d'un saint est surtout occidentale. En Orient, beaucoup, et les plus anciennes, étaient dédiées à la Sainte-Sagesse (αγία σοφία), comme Sainte-Sophie de Constantinople, d'autres étaient désignées sous le nom de leur fondateur. Quelques-unes devaient leur titre à un événement, à une circonstance spéciale. — Exemples : l'église de Jérusalem, appelée *Crux*, parce que Constantin l'avait élevée sur le lieu de la passion, et *Anastasis*, quand le dogme de la Sainte-Trinité y eut été proclamé. — Une basilique carthaginoise, dite *basilica restituta*, parce qu'on l'avait enlevée aux Ariens.

II. Consécration épiscopale. — Les historiens ecclésiastiques ne relatent pas de consécration d'église avant le IV^e siècle, et pourtant cette pratique liturgique est immémoriale et universelle, suivant le langage même de St-Ambroise, *ex antiquissima et ubique recepta consuetudine* (2). Mais leur silence s'explique fort bien, si l'on considère que cette cérémonie conserva son caractère intime et provisoire, tant que les chrétiens n'eurent pour lieux de réunion, en dehors des catacombes, que des demeures privées ou des édifices affectés au culte temporairement.

Au IV^e siècle, quand ils se croient sûrs du lendemain, la consécration s'accomplit avec pompe, au milieu d'un

1. August., *Adversus Faust* XX, 21.

2. *Ad Marcellin. Epistola* XII.

grand concours de peuple. « C'était un beau et consolant spectacle, dit Eusèbe, de voir les solennelles dédicaces d'églises et de chapelles chrétiennes qui de toutes parts sortaient de terre comme par enchantement. Et ce spectacle était d'autant plus imposant et auguste qu'il était partout rehaussé par la présence de tous les évêques de la province. » (1) Le même Eusèbe rapporte que les conciles de Jérusalem et d'Antioche furent tenus à l'occasion de la consécration des églises élevées dans ces villes par Constantin (2).

La consécration d'un édifice comporta deux cérémonies distinctes dont l'une a lieu au début et l'autre à la fin des travaux de construction. Toutes deux sont présidées par l'évêque du diocèse, ou, dans la vacance du siège, par l'évêque voisin (3).

La première cérémonie n'est pas sans analogie avec celles que les païens intitulaient : Constitution du *fanum* et qui avait aussi pour but de purifier le terrain sur lequel on se proposait de bâtir. Les rites en sont des plus simples : l'évêque récite certaines prières et pose de sa main la première pierre du monument; puis accompagné du peuple, il fait processionnellement le tour de l'enceinte: enfin il plante une croix pour perpétuer le souvenir de cette solennité (4).

1. *Vita Constantin.* XII.

2. Saint Paulin, *Epist.*, XIII, *ad Sever.*; Saint Ambroise, *Epist.*, LXXXVI.

3. Sidoine Apollinaire, l. IV, *Epist.*, 15.

4. Nov. 67 et 131. On a trouvé dans les fondements d'une vieille église de Marseille une pierre sur laquelle étaient inscrits le nom de l'évêque, le jour et l'année de la fondation (390).

Quant à la seconde cérémonie, voici, d'après les Pères, ses parties essentielles : 1^o une messe et un discours de l'évêque consécrateur ; 2^o des prières publiques pour la paix du monde, pour l'empereur et sa famille, pour l'église en général et pour l'édifice nouveau ; 3^o une ou plusieurs homélies prononcées par les évêques assistants (1).

III. *Consécration publique.* — Quiconque veut construire un monastère, une église ou une maison de prière doit au préalable en aviser l'évêque. Celui-ci doit rechercher si le donateur assure à l'édifice en question une dotation suffisante ou s'il agit seulement par ostentation (2). « *Plurimi namque, dit la Novelle 67, nominis causa, ad opus sanctorum ecclesiarum accedunt, deinde eas ædificantes nequaquam curam ponunt, ut expensas quoque eis deponant decentes et ad luminaria, et ad observantium alimenta, et ad sacrum ministerium, sed deserunt eas etiam in nudis ædificiis constitutas, et aut destruendas, aut omnino sacro ministerio defraudandas* » (3).

Son enquête faite, il procède à cette première consécration dont il a été parlé plus haut. Comme préfet ecclésiastique, l'évêque donne à l'édifice le caractère sacré exclusivement réservé aux églises orthodoxes ; comme représentant de l'État, il lui donne le caractère public qui le distingue des lieux de réunion secrets, sévèrement prohibés (*speluncarum illicitarum*).

1. Voir le discours qu'Eusèbe prononça à l'inauguration de la basilique de Tyr. *Hist. ecclés.*, X, 4. Voir aussi saint Ambroise, *Hortat. ad virginem*. Les autres rites usités aujourd'hui ne datent que du IX^e siècle.

2. Nov. LXVII, *præf.*, c. 1 et 2.

3. *Ibid.*, c. 1.

Dès que l'évêque est intervenu, le particulier ne peut plus retirer son offre ; il est lié et peut être contraint par toutes les voies de droit à l'exécution de sa donation :
« *Modis omnibus compellatur a beatissimo locorum episcopo et æconomis ejus, et civili judice eam explorare, et si is distulerit, hoc moriente heredes ejus inchoatum adimpleant* ». *Idem* au Code, L. I, T. II, 15.

Cette consécration doit être renouvelée toutes les fois que l'église a été profanée. Le concile de Nicée énumérait trois cas de profanation, à savoir : un incendie, une effusion de sang, une scène de débauche.

Section III. — Condition des *Res sacræ* sous Justinien.

Les choses sacrées sont inaliénables et imprescriptibles. Les précautions les plus minutieuses sont prises pour les préserver de toute atteinte. Elles découlent toutes de ce principe fondamental de la législation byzantine :
« *nihil esse factum in ea re ad damnum divine domus* » (1).

Il est interdit d'une façon absolue de vendre, échanger ou donner non seulement les églises, chapelles, oratoires, mais encore les monastères, « *in quibus et altare collocatum est, et sacrum exhibitum ministerium, quale moris est in sanctissimis ecclesiis celebrari, sacris quippe lectis scripturis, et sacrosancta, et ineffabili communione tradita, et monastica illic facta habitatione* » (2). Une pareille alié-

1. C. I, II, 14.

2. Nov. VII, c. 11. A Alexandrie, on avait argué du caractère mixte des monastères pour en disposer. C'est pourquoi Justinien leur consacre un chapitre spécial, mais ce qu'il dit ici s'applique *a fortiori* aux autres *res sacræ*.

nation constituerait le pire des crimes (*pessimum delictum*). L'acquéreur perdrait à la fois la chose et son prix ; l'hypothèque par lui consentie serait infirmée.

Cette indisponibilité s'étend aux *res sacræ* mobilières, c'est-à-dire aux *sacratissima atque arcana vasa, vel vestes, ceteraque donaria, quæ sed divinam religionem necessaria sunt*. Justinien enjoint aux évêques et aux économes de les réclamer dans les mains des acquéreurs et des créanciers gagistes, de s'en faire rendre les restes si elles ont été fondues ou dénaturées, ou tout ou moins le prix (1). Toutefois, il en permet l'aliénation dans trois cas exceptionnels : 1^o pour le rachat des captifs, *quoniam non absurdum est animas hominum quibuscumque vasis, vel instrumentis præferri* ; 2, pour la nourriture des pauvres en cas de famine ; 3^o pour l'acquittement des dettes de l'établissement religieux auquel elles appartiennent, mais seulement si ce sont des objets superflus ou hors d'usage et s'il n'y a pas d'autres meubles non consacrés dont on puisse faire argent (2).

Toute infraction à ces règles précises est sévèrement punie. L'économe prévaricateur est destitué et doit réparer de ses deniers le dommage qu'il a causé à l'église, soit qu'il ait agi lui-même, soit qu'il ait simplement laissé faire. Le tabellion qui a passé l'acte est condamné à l'exil perpétuel ; enfin, les juges qui ont consacré par leur sentence ces contrats illégaux, sont révoqués (3) et leurs biens confisqués (4).

1. C. I, II, 24.

2. L. 24, C. *De sacros. ecclesiis. Institut.*, II, I, 8. Nov. VII, c. 8. N. CXX, c. 10.

3. Nov. VII, *Præfatio*.

4. C. I, II, 14, 4.

Privilèges des églises. — I. *Droit d'asile.* — Ce droit n'est point une création du christianisme ; il remonte à l'antiquité la plus reculée et dut, suivant une opinion très accréditée, appartenir à l'origine aux temples, aux bois sacrés, à tous les lieux vénérés. Les abus qui se produisirent amenèrent une réaction, sous Tibère (1). Dès lors, le droit d'asile devint l'objet d'une concession législative dont la teneur était gravée sur une table d'airain, suspendue dans le temple privilégié.

L'église protectrice naturelle des faibles pratiqua largement le droit d'asile, si largement même que les premiers empereurs chrétiens durent le réglementer. Théodose, en 392, ordonna que les débiteurs publics qui se seraient réfugiés dans les lieux sacrés, en seraient arrachés (2). Une constitution d'Arcadius, en 399, refusa le droit d'asile aux débiteurs publics et privés, aux procureurs du fisc, aux curiales, aux esclaves et aux pêcheurs de pourpre, aux Juifs poursuivis pour crime ou pour dette, lors même qu'ils déclaraient vouloir embrasser la religion chrétienne (3). Enfin, Justinien, dans la Nouvelle XVII, c. 7, décida qu'on pouvait réclamer les impôts dans les temples, avec l'aide des évêques et économes, mais sans violence et sans tumulte — et que les homicides, les adultères, les ravisseurs chercheraient vainement un refuge au pied des autels : *templorum cautela non nocentibus sed læsis datur a lege et non erit possibile utrumque tueri cautela sacrorum locorum et lædentem et læsum.*

1. Tacit., *Ann.*, 3, 64.

2. C. Th. XI, 45, 1.

3. *Ibid.*, 3, C. J., *De his qui ad eccles. confug.*, pr. 1.

Ainsi restreint, le droit d'asile n'offrait plus aucun danger pour la société et l'on pouvait multiplier les garanties en faveur des réfugiés. Sont considérés comme asiles non seulement l'autel et le temple, mais aussi les portiques, les cours, les jardins, les logements et les bains enfermés dans la même enceinte (1). Le fugitif ne peut être expulsé à moins qu'il n'ait apporté des armes et qu'il ne veuille s'en dessaisir. Bien plus, il reçoit de l'église les vivres et le couvert ; l'évêque a le devoir de prendre ses intérêts et de s'interposer, s'il y a lieu, entre l'opprimé et ses agresseurs. « Les empereurs dit M. Serigny, ne se jugeant sans doute pas assez forts pour détruire entièrement ce refuge appuyé sur la faveur populaire et le crédit dont jouissaient les évêques, essayèrent de le tempérer et de réprimer ses excès. De la sorte, ils firent une institution régulière de ce qui n'était qu'un fait extralégal (2) ».

II. *Franchises fiscales*. — Constantin exempta les églises et leurs biens de tout impôt (3). Mais ses successeurs furent obligés de revenir sur une concession désastreuse pour le trésor public et de limiter l'exemption aux charges extraordinaires et sordides (corvées et prestations). Cependant, comme chaque empereur définissait à sa façon les charges sordides, le privilège des églises subit quelques vicissitudes. Ainsi l'entretien et la réparation des routes, ponts et aqueducs, compris parmi les charges sor-

1. C. J. I, XII, 3.

2. *Droit adm. romain*, t. I, p. 412. Le code Théodosien, dans son texte primitif, fixait à dix jours le délai légal dans lequel le fugitif ne pouvait être inquiété.

3. C. Th., XI, I, 1.

dides dans une constitution de 382 (Gratien, Valentinien et Théodose) en étaient exclus par une constitution de 384; ils y figuraient de nouveau, de 412-423 (1). Sous Justinien, les établissements religieux paient l'impôt foncier et toutes les contributions ordinaires ; ils sont dispensés de toute charge sordide et extraordinaire, sauf la construction et la réparation des ponts et chaussées, et les transports nécessités par les voyages de l'Empereur (2).

III. *Privilèges de procédure et de droit privé.* — Le cadre restreint de ce travail ne nous permet pas d'entrer dans le détail des diverses mesures prises par les Empereurs chrétiens pour favoriser l'extension du patrimoine ecclésiastique. Tout ce qui se rattache à l'église, les établissements religieux, les fondations pieuses, occupe dans le droit privé une place privilégiée. Les legs pieux ne subissent point la réduction de la Falcidie (3). Les libéralités adressées à l'église par les curions sont exemptés de tous frais et la curie ne peut même pas exercer le prélèvement qui lui appartient toutes les fois que les biens d'un curion passent à une personne non curiale (4). Lorsqu'une femme vouée au service de Dieu désire laisser ses biens à une église, au clergé, aux pauvres, son désir doit être exaucé, de quelque façon qu'elle l'ait exprimé, fût-ce même de vive voix. (C. *de sacros eccles.* 13). Les donations pieuses, n'excédant pas 500 solides, furent valables sans confection d'acte et sans insinuation même avant que

1. C. Th., XI, 46, 45 ; XVI, 8, 15, 40. C. Just., *De sacros. eccles.*, l. 5, 7.

2. C. Just., *De sacr. eccles.*, 21. C. Th., I, II, 44.

3. L. 49, pr., C. I, III. Nov. 131, c. 12.

4. C. I, II, l. 22 — 35, 1. Nov. CXXXI, c. 3.

cette disposition ne fût devenue de droit commun. La *condictio indebiti* est refusée à l'héritier qui paie par erreur un legs ou un fidéicommiss, lorsque le bénéficiaire est une église ou un *locus venerabilis* (Instit. III. XXVII. p. 7).

Les dérogations au droit commun sont plus nombreuses encore si l'on pénètre dans les monastères. Le religieux qui n'a pas d'enfants, laisse tous ses biens au couvent. S'il en a, le couvent vient en concours avec eux pour une part. S'il meurt, avant d'avoir lui-même divisé son bien entre ses enfants, ceux-ci n'ont droit qu'à leur légitime et le surplus appartient au monastère (1). L'individu qui entre en religion ne peut être exhéredé pour ce motif (2). En un mot, le moine garde sa personnalité vis-à-vis de sa famille ; il la perd vis-à-vis du monastère. *Qui monasteria ingrediuntur se suaque dedicant monasterio.*

Les successions en deshérence des membres du clergé séculier ou régulier sont recueillies par les lieux vénérables auxquels ils sont attachés (3). Prêtres, diacres, sous-diacres, moines et religieuses sont unis à leur église ou à leur monastère par un tel lien que s'ils le rompent et *ad secularem autem conversationem postea remeaverint*, ils perdent tous leurs biens qui sont acquis à l'Eglise ou au monastère abandonné (4).

On le voit, le législateur de cette époque s'efforce d'assurer la perpétuité des œuvres chrétiennes en sauvegardant par tous les moyens possibles leur dotation tempo-

1. Nov. 123, c. 38.

2. *Ibid.*, c. 61.

3. C. I, III, 20.

4. C. I, III, 56, p.2.

relle. Dans son esprit, le temps ne prévaut point contre les droits de l'Eglise ; si les actions personnelles et réelles qui lui compétent sont soumises à la prescription de cent ans, plus tard réduite à 40 ans, c'est une concession faite aux nécessités juridiques, *ne videamur hanc actionem in infinitum extendere* (1).

1. C. I, II, 23. Nov. CXI. Nov. CXXXI, c. 6.

CHAPITRE III

CONDITION ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE DES DOMUS VENERABILES.

La religion romaine ne se distinguait pas de l'État romain. Le culte était un service public et laïque, entretenu en grande partie de *stipendio publico*. L'administration économique des temples appartenait au pouvoir séculier et leurs biens ne différaient des biens publics que par leur affectation spéciale.

La situation est bien changée depuis Théodose. Après avoir longtemps formé un corps à part, un état dans l'État, riche ou pauvre suivant que l'empereur était tolérant ou persécuteur, l'Eglise s'est alliée à l'Empire, mais sans se confondre avec lui. L'Eglise et l'empire sont désormais deux puissances qui s'appuient l'une sur l'autre et se prêtent un mutuel secours. « Ce qu'il y a de plus grand parmi les hommes, dit Justinien, (Nov. VI, præf.), c'est le sacerdoce et l'empire, l'un s'occupant des choses divines, l'autre des choses humaines. » Mais le cercle des choses divines s'est considérablement élargi. La religion chrétienne, en effet, n'est pas seulement un culte ; c'est le centre et le foyer d'institutions nouvelles, (couvents, monastères, établissements hospitaliers), enfantées par les deux dogmes qu'elle apporte au monde : l'amour de Dieu et l'amour du prochain.

La dotation de ces œuvres diverses fait partie des richesses de l'Église, au même titre que les biens dont les revenus servent à l'entretien des clercs et des édifices publics du culte. Comme on l'a très bien dit, « l'Église n'était, dans l'ordre économique, qu'une vaste institution de prévoyance, consacrant aux fins idéales qu'elle poursuivait, les biens que lui abandonnait la piété des fidèles » (1). Sacrés par leur destination, ces biens ne rentrent pas dans la catégorie des *res sacræ* : biens de rapport, non consacrés, ils n'ont aucun des caractères exigés par le formalisme romain. Sont-ce des choses profanes ? Oui, si l'on envisage leur nature juridique, puisqu'en principe, tous les contrats leur sont applicables ; non, si l'on considère qu'ils forment un patrimoine indisponible, n'existant qu'en vue d'un but défini, et privilégié comme les œuvres qu'il fait vivre. La vérité est que nous nous trouvons en présence d'une création originale du droit chrétien : les *res Ecclesiæ*. Le législateur byzantin, n'osant pas rompre avec les distinctions anciennes, parle de contrats applicables aux *res sacræ* (*de alienatione et emphyteusi et locutione et emphyteusi et hypothecis et aliis diversis contractibus in universis locis rerum sacrarum*) : cela doit s'entendre évidemment de contrats applicables aux *res ecclesiæ*.

Ce qui traduit aux yeux de tous l'existence d'une église ou d'une œuvre hospitalière, c'est l'édifice matériel qui lui sert d'assise, la *domus venerabilis*. Il importe, pour

1. Maurice Vauthier, *Étude sur les personnes morales en droit français et en droit romain*, p. 75.

2. Titre de la Nouvelle 120. Voyez aussi Nouvelle VII, *Præfatio*.

bien préciser la situation administrative et économique des *domus venerabiles*, de rechercher comment elles acquièrent et comment elles sont administrées.

Section I. — Fondations.

La sollicitude des empereurs se manifeste par des libéralités extraordinaires. Mais le budget de l'empire n'a point de chapitre consacré aux dépenses du culte. L'Église se suffit à elle-même et n'attend rien, en principe, que de la charité des fidèles. Même sous Justinien, elle ne se départit point des sages habitudes contractées en des temps moins heureux. Chaque *domus venerabilis* a son origine dans une fondation particulière, dont les conditions sont débattues entre le donateur et l'évêque du lieu. L'autorisation de l'évêque est nécessaire, nous l'avons dit, pour donner à l'édifice projeté le caractère public et sacré : Or, cette autorisation est subordonnée à la constitution par le donateur d'une dot suffisante.

« *Deinde non aliter quempiam ecclesiam ex novo ædificare, priusquam loquatur ad Deo amabilem episcopum, et definiat mensuram quam deputat et ad luminaria, et ad sacrum ministerium, et ad incorruptendæ domus custodiam, et observantium alimenta : et si sufficienter habere videtur, faciat prius donationem eorum quæ futura sunt deputari* » (1).

Si le donateur ne veut point s'engager pour l'avenir, l'évêque ne lui permettra point de construire. Toutefois, prenant en considération un sentiment qui n'était point

1. Nov. LXVII, *Præfatio*, cap. I et II.

inconnu aux païens (1), il l'autorisera à réparer ou à relever quelque église pauvre ou tombant en ruines.

Sic enim poterit et sacræ domus fabricator vocari, et nihil de suo supere.xpendere (2). Moyen commode de satisfaire sa vanité, sans ébrécher son capital.

C'est à l'évêque aussi qu'il appartient de faire exécuter les dispositions testamentaires favorables aux établissements ecclésiastiques. Si quelqu'un ordonne par testament qu'un *oratorium* sera construit, les héritiers ont cinq ans pour accomplir la volonté du défunt. Ce délai est réduit à un an s'il s'agit d'une maison hospitalière (*xenodochium, ptochium, orphanotrophium, nosoconium*). Dans le cas où, à l'expiration de l'année, les travaux ne seraient pas achevés, les héritiers devraient acheter ou louer une maison dans laquelle les pauvres et les orphelins seraient reçus et les malades soignés provisoirement (3).

Les règles traditionnelles prohibaient l'institution des personnes incertaines ; on y déroge en faveur de l'Eglise : Ainsi, quand on institue Dieu, Notre-Seigneur Jésus-Christ, c'est comme si l'on instituait l'Eglise de son domicile. De même, lorsque l'héritier inscrit se trouve être l'un des archanges, un saint, un martyr, on présume que le testateur a voulu désigner les lieux vénérables dédiés sous ce vocable, soit dans sa ville, soit aux environs, soit dans l'étendue de la métropole (4). S'il y a plusieurs

1. Conf. D., *De operibus publicis*. L, X, l. 7, p. 1, *In fine*.

2. Nov. LXVII, cap. II.

3. Nov. CXXXI, cap. X.

4. Nov. CXXXI. cap. IX. C. I, II, 26. Cf. C. VI, XXIII, 4.

sanctuaires portant le même nom, on choisira celui que le testateur affectionnait particulièrement, et dans le doute, le plus pauvre ; de même pour les legs et les fidéicommiss.

Une pieuse coutume qui remontait à la primitive église, c'était la fondation en vue du soulagement des pauvres ou du rachat des captifs. Lorsque l'auteur de la libéralité chargeait une église déterminée d'exécuter ses volontés, cette église se trouvait dans la situation d'un légataire grevé de charges bien définies, et l'évêque, comme préfet ecclésiastique, était naturellement désigné pour exiger des héritiers l'accomplissement des legs.

Mais souvent le bienfaiteur disposait en faveur des pauvres ou des captifs d'une façon générale (*sub incerto vocabulo*). L'interprétation la plus complaisante ne pouvait indiquer l'église, l'établissement ecclésiastique particulièrement visé par le *decurus*. Qu'importe ! La charité a définitivement brisé tous les obstacles qui s'opposaient à son installation dans le domaine de la loi. La pensée bienfaisante du testateur prend corps ; son désir, son projet (*propositum*) subsiste par lui-même. Cet être de raison (*pia causa, pia actiones, pia opera*) est capable de certains droits ; il a comme représentant, l'évêque, ce mandataire attitré des faibles et des opprimés. C'est à lui de revendiquer l'héritage ou le legs, d'en réaliser le montant, et d'en faire l'application immédiate, — d'affermir les immeubles et de distribuer les revenus annuels. *Si quis autem pro redemptione captivorum aut alimentis pauperum hereditatem aut legatum reliquerit in rebus mobilibus aut immobilibus, sive semel, sive annale* (1)....

1. Nov. CXXXI, c. XI. C. I, III, 49.

La cause des œuvres pieuses est privilégiée entre toutes. L'évêque ne peut rien conserver ni pour lui, ni pour son église ; l'héritier ne peut rien détourner, sous peine de perdre tout ce qu'il a reçu du défunt. Les scrupules des gens de loi (1), la négligence du clergé, la malveillance des héritiers ne sauraient entraver l'exécution du testament. Tout le monde peut prendre en main les intérêts des deshérités ; une sorte d'action populaire est ouverte : « *et omni alii licentia sit hujusmodi movere quæstionem, et studere ut omnibus modis causæ piæ compleantur* » (2) .

Section II. — Administration des « domus venerabiles. »

Administrateurs. — Dans les premiers siècles, l'Église remit ses intérêts temporels entre les mains des diacres ; c'étaient eux qui recevaient le prix des héritages vendus par les fidèles, les offrandes, les dîmes, les prémices et qui distribuaient le produit des quêtes dominicales ordinaires et extraordinaires. C'étaient eux qui administraient ces collèges funéraires dont nous avons parlé au chapitre précédent : l'histoire a conservé le nom du premier diacre Calliste préposé au gouvernement du cimetière qui porte son nom. A la vérité, les diacres, dans leur première institution, semblent avoir surtout le soin des pauvres et des veuves (*mensarum et viduarum minister*). Mais, n'est-

1. Des objections devaient fréquemment se produire, si l'on en juge par les incessants efforts des Empereurs pour les écarter : *Id pauperibus*, répète à chaque instant Justinien, *reliquitur, non ut incertis personis relictum evanescat, sed omnibus modis ratum firnumque consistat*. C. I, III, 28.

2. Nov. CXXXI, XI, *in fine*.

ce pas, à cette époque, la dépense la plus considérable de l'Église ?

Après l'édit de Milan, les diacres continuèrent d'être chargés du service intérieur des basiliques et de la gestion devenue déjà compliquée des biens ecclésiastiques. Saint Jérôme s'élève avec force contre l'orgueil et l'insolence de quelques diacres de son temps. « Leur vanité, dit-il, est venue de leur petit nombre et de leur grand crédit auprès de l'évêque, étant ses mains, ses yeux, ses ministres, ses confidents et comme les instruments par lesquels il distribue toutes ses grâces » (1).

Plusieurs conciles essayèrent d'organiser régulièrement l'administration des églises : le concile de Gangres décida que l'évêque seul et ceux qu'il aurait commis pourraient disposer des revenus ecclésiastiques ; le concile d'Antioche imposa à l'évêque l'obligation de rendre compte dans le synode provincial. Mais, la véritable réforme fut résolue dans le concile de Chalcédoine. Aux termes du canon XXVI, toute église dut avoir son économ. Ce n'est pas à dire pour cela que l'administration des églises et de leurs biens devint laïque. L'institution nouvelle avait simplement pour but de mettre les évêques à l'abri du soupçon de malversation, en écartant leur intervention directe dans le maniement des deniers. Mais les évêques conservaient la direction supérieure des affaires ecclésiastiques ;

1. Hieron. *Epist. ad Evagrium*. Origène, avant lui, se plaignait de l'avarice des diacres qui s'enrichissent aux dépens des pauvres. *Divites fiunt de rebus pauperum*. Enfin, ce qui prouve bien que la charge du temporel était partout confiée aux diacres, c'est que Jean Diaire ne fait aucune différence entre ces deux termes : *Diaconias* et *Xenodochia*.

les économes leur rendaient compte une fois par an et pouvaient être déposés par sentence épiscopale (1), sauf appel au métropolitain ou au patriarche. Toutefois, ils avaient une certaine autonomie dans le cercle de leurs attributions : c'est ainsi qu'ils devaient refuser tout subside à l'évêque absent de son diocèse depuis plus d'une année (2), et qu'ils restaient en charge pendant la vacance du siège.

La plupart du temps les économes étaient prêtres ou clercs (3). En Orient, on les choisissait quelquefois parmi les laïques. Libérat rapporte que Jean Talaria qui fut plus tard patriarche d'Alexandrie avait été économe avant et après son ordination. Peu importe, au surplus ; leur qualité ne changeait rien à leurs fonctions.

On peut encore comprendre parmi les administrateurs, les *ordinatores* et les *chartularii* (4) (archivistes).

L'évêque est le chef de l'administration religieuse.

Administration. — Chaque circonscription ecclésiastique est autonome. Toutes les *domus venerabiles* de la région relèvent de l'évêque et ne peuvent passer aucun acte important sans son assentiment et son concours. Mais, bien que soumises à la même direction administra-

1. C. I, III, 47. Nov. 59, c. 4. Nov. 123, c. 3. A une certaine époque, les économes rendaient leurs comptes aux magistrats de Constantinople. Nous voyons, en effet, le pape Léon conjurer l'Empereur Marcien de faire cesser cet excès de pouvoir.

2. Nov. 67, c. 3.

3. Voyez cependant au code Théodosien un édit d'Honorius portant que les biens d'église seront administrés « *non per coronatos sed ab advocatis.* »

4. Nov. CXX, c. 5.

tive, elles ne sont pas moins indépendantes au point de vue économique. Chacune, en effet, vit de sa vie propre, c'est-à-dire des revenus de sa fondation. Ces revenus ne peuvent donc sans danger être diminués par des contrats inconsiderés, ni dépassés par des dépenses excessives. De ce principe découlent trois grandes règles administratives : 1^o Les *domus venerabiles* ne peuvent aliéner leurs immeubles, si ce n'est pour payer le fisc, pour acquitter des dettes lourdes ou racheter les captifs. Les aliénations illégales sont annulées : l'acquéreur doit rendre la chose (*cum omni causâ*) sans même pouvoir réclamer son prix, s'il l'a payé (1). L'emphytéose perpétuelle, longtemps interdite, fut permise par la Novelle CXX aux églises de province, aux monastères de Constantinople et aux églises de cette ville qui possédaient des édifices en ruines, sauf quelques restrictions (2). La commise pour défaut de paiement du canon avait lieu après deux ans au lieu de trois ; 2^o Les *domus venerabiles* ne peuvent être lésées en contractant. En admettant qu'elles aient acquis un immeuble improductif, le contrat est nul et produit pour le vendeur les mêmes conséquences fâcheuses qu'une aliénation illégale (3).

Nous venons de voir que l'emphytéose perpétuelle ne fut autorisée que par la Novelle CXX. C'est qu'en effet le système de concessions ecclésiastiques organisé par la Novelle VII était tellement léonin qu'il ne put être appli-

1. Nov. CXX, c. 7, c. 9. Nov. VII, c. 12. L. 14, *De sacr. eccles.*

2. Nov. CXX, c. 1, 5, 6. Nov. XVII, c. 3. Nov. VII, c. 3. L. 24, *De sacr. eccl.*

3. L. 14, *De sacr. eccl.* Nov. CXX, c. 9. Nov. VII, c. 12.

qué. Ces concessions étaient viagères ou faites au moins pour un long temps, mais non perpétuelles. Elles étaient soumises à une faible redevance, mais affectées de cette condition essentielle que le bien loué par l'Église lui ferait retour à l'expiration du temps fixé par le contrat avec un autre bien d'une valeur au moins égale dont le preneur ferait don à l'Église (1). C'est pourquoi, il était prescrit aux économes de choisir pour preneurs de riches propriétaires fonciers, *locuples existens et substantiæ immobilis dominus* (2).

Tous les contrats passés au nom des *domus venerabiles* contenaient cette clause tacite et souvent expresse : *ex eo contractu nihil ad læsionem divinæ domus effici* (3).

3° D'autre part, les *domus venerabiles* doivent s'interdire les innovations dispendieuses. Les charges de la fondation sont nettement définies : entretien du temple et des clercs, dépenses du culte, frais de luminaire, réparations, rien n'est oublié. Il importe qu'elles ne soient pas dépassées. Aussi Justinien multiplie les nouvelles de *expensis ecclesiarum*. Une cause de ruine pour beaucoup d'Eglises, c'était la multitude des clercs : l'empereur décide à plusieurs reprises que le nombre en sera ramené au chiffre fixé par le fondateur : *Non prius ordinari quemdam... nisi ad numerum a principio definitum ejus mensura redigatur* (4).

1. Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles*, p. 177.

2. Nov. VII, c. 4.

3. C., *De sacros. eccles.*, l. 14. N. VII, c. 3. N. 120, c. 6.

4. Nov. VI, c. VIII. Cf. Nev. III. Nov. XVI. C. l. 4, *De sacros. ecclesiis*.

De grands désordres, ajoute-t-il, se sont glissés dans l'administration des églises ; plusieurs sont devenues pauvres par la multiplicité des dépenses de toute nature et doivent être secourues par l'église centrale. Nous avons nous-même payé les dettes de plusieurs sans pouvoir les relever toutes de leur détresse. Que les saints patriarches, les métropolitains et les autres évêques s'emploient pour empêcher le retour de pareils abus (1).

Péine perdue ! Ces abus avaient justement pour cause la richesse de l'Eglise sans cesse accrue par les libéralités que facilitaient des privilèges juridiques de toute sorte. Les évêques se relâchaient de leur surveillance pour plaider, soigner leurs métairies et solliciter la générosité des riches en faveur de leur métropole, prenant ainsi à rebours la parole de saint Augustin : « Nous n'avons que faire de vos biens ; nous n'en avons que trop reçu ! » Les Eglises des villes et les monastères accaparaient toutes les fondations, tandis que les églises des bourgs et villages, où des habitudes de luxe s'étaient glissées, mangeaient leur patrimoine que rien ne venait accroître.

« *Ecclesiam auro non strui sed potius destrui* (2) ».

1. *Ibid.* Nov. VI, c. VIII.

2. Hieronym. *Ep.* 22, *ad Eustach.*

DROIT FRANÇAIS

DE LA CONDITION JURIDIQUE DES ÉDIFICES PUBLICS RELIGIEUX

AVANT-PROPOS.

Le droit français ne connaît pas de *res sacræ*. Il n'a pas laissé néanmoins d'entourer d'une protection spéciale les édifices régulièrement affectés à l'exercice public des cultes reconnus. Et, chose très remarquable, de même qu'à Rome le caractère sacré n'était attribué qu'aux choses dédiées avec l'autorisation du peuple romain, de même, chez nous, le gouvernement est le souverain dispensateur des titres légaux d'affectation.

De même encore qu'à Rome les dépenses du culte étaient en partie à la charge de l'État, en partie à la charge de caisses particulières, de même chez nous une portion de ces dépenses incombe à l'État et aux communes, tandis que l'autre est supportée par des établissements publics d'ordre religieux.

Il serait paradoxal de pousser plus loin l'analogie ; mais n'est-il pas curieux de signaler ces points de contact entre deux civilisations que tout sépare, l'esprit, les mœurs, sans parler des siècles ?

Il nous a semblé que l'examen du régime des édifices du culte en France était le complément nécessaire de notre précédent travail sur les *res sacræ* romaines, et que, dans tous les cas, le simple rapprochement de ces deux études constituait un parallèle intéressant.

Par *édifices publics religieux*, nous entendons 1° les édi-

fices légalement affectés à l'exercice public des cultes reconnus, à savoir les églises et les temples ; 2^o les édifices destinés au logement des ministres du culte, à savoir les palais épiscopaux et les presbytères.

Nous laissons donc de côté les biens des fabriques, menses épiscopales et curiales, séminaires diocésains et chapitres.

Un premier chapitre sera consacré à l'exposé succinct de la condition des églises sous l'ancien régime. Dans un second chapitre, nous énumérerons les dispositions législatives et réglementaires qui ont modifié cette condition.

L'examen de la législation actuelle embrassera cinq autres chapitres. Dans un huitième, nous nous occuperons des temples protestants et israélites, et, dans un neuvième et dernier, des palais épiscopaux et des presbytères.

CHAPITRE PREMIER.

APERÇU SUR LA CONDITION DES ÉGLISES SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

I. CONDITION DES ÉGLISES AU MOYEN-ÂGE.

Quand les Francs envahirent la Gaule, la civilisation romaine n'avait plus la force de se défendre ; du haut en bas de l'échelle gouvernementale, l'anarchie avait succédé au despotisme : un seul pouvoir restait debout et galvanisait cette société expirante, c'était l'Église. « Toute ville gauloise que décorait le titre de cité avait son évêque, et les villes secondaires ainsi que les bourgs possédaient des églises et des prêtres subordonnés ; la hiérarchie et le pouvoir ecclésiastique étaient constitués partout. (1) »

Les monastères, les abbayes, les couvents étaient florissants, et le grand nombre des établissements charitables témoignait de l'éternelle sollicitude du christianisme pour les pauvres, les voyageurs, les malades, les veuves et les orphelins, en un mot, pour tous les deshérités.

L'épiscopat tint tête aux barbares, traita avec eux et finit par conquérir les conquérants eux-mêmes. Dès lors, les évêques et les abbés entrèrent dans le conseil du roi devenu chrétien et se trouvèrent ainsi, suivant l'expres-

1. Guérard, *Cartulaires de Notre-Dame de Paris*, t. I, p. X et suiv.

sion de M. Guizot « établis d'une part auprès du peuple, de l'autre auprès des trônes. (1) »

Aussi, le temple chrétien est, à cette époque, le centre de la vie publique et, pour ainsi dire, le forum et la maison commune. La foule n'y va pas seulement pour acclamer les prédicateurs (2) et admirer la pompe des cérémonies, mais elle s'y précipite en tumulte pour y vider ses querelles, y discuter les évènements. Elle s'y réunit aux jours de réjouissance comme aux jours de deuil.

C'est au coin de l'autel que se font les affranchissements, les ventes, donations et autres actes publics.

L'esclave maltraité se réfugie dans le temple ; le prévenu qui veut se purger d'une accusation y vient en compagnie de ses cojurateurs ; les malades y séjournent, implorant leur guérison.

Les cathédrales servent d'archives publiques, les modestes églises rurales sont le grenier du village (3).

1. *Histoire de la civilisation en France*, t. I, p. 255 et suiv. Comp. Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français* ; Laferrière. Lehuierou, *Histoire des institutions mérovingiennes et carlovingiennes*.

2. Ferrarius, *De veterum acclamationibus et plausu*, V.

3. Guérard, *op. cit.* — Grégoire de Tours, V, VII, VIII, IX, X. — Théodulfe, év. d'Orléans, défend de serrer les foin et les blés dans l'église : « *Videmus crebro in ecclesiis messes et fenum congeri, unde volumus et hoc penitus observatur ut nihil in ecclesia præter vestimenta ecclesiastica et vasa sancta et libros recondatur.* » Théod. Capit., C. VIII, dans Sirmond, *Opera*, II, 926. Les conciles se préoccupent à plusieurs reprises d'interdire les banquets : « *Ut nulli episcopi vel clerici in ecclesiâ conviventur, nisi forte transeuntes hospitiorum necessitate illic reficiantur. Populi etiam ab hujusmodi conviviiis, quantum fieri potest, prohibeantur.* » Conc. Carthag., III, c. 30. Coleti, II, 1404. V. aussi Conc. Laodicée, c. 24. Coleti, I, 1535. Regino, *De eccles. disciplina*, I, 56. — Ils fulminent contre les danses et les réunions de jeunes filles. Conc. Autisiod, 585. Labbe, *Conc.*, V, 956.

A cette époque, en Occident comme en Orient, l'évêque est le seul possesseur et administrateur des biens ecclésiastiques ; les dîmes mêmes sont réunies dans ses mains ; il paie lui-même les desservants qu'il envoie dans les villes et bourgs de son diocèse (1). Les conciles lui enjoignent de mettre en réserve une part des revenus ($\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{4}$) pour l'entretien et la réparation des églises. « *Si quæ oblationes in quibuslibet rebus atque corporibus collatæ fuerint Basilicis in civitatibus constitutis, ad potestatem episcopi redigantur, et in ejus sit arbitrio quod ad reparationem Basilica reparatur* ». 2^e conc. d'Orléans, 538. (Conc. t. V, col. 296). Il peut aussi charger de ce soin certaines personnes qu'il désigne. « *Sin vero eas maluerint cedere, ab earumdem Ecclesiarum cultoribus, sub cura et sollicitudine sui pontificis, reparatio eisdem est adhibenda Basilicis* ». Conc. de Tolède, 594.

Cette organisation primitive fut bouleversée par deux événements très importants qui se complétèrent l'un l'autre, à savoir la constitution des bénéfices et l'entrée de l'Eglise dans le système féodal. Cette révolution, dont l'influence s'est maintenue jusqu'à la fin de l'ancien régime, nous intéresse parce qu'en changeant la condition de la propriété ecclésiastique, elle atteignit par contre-coup les édifices mêmes du culte.

Mais ces abus qui tenaient à la situation de l'église, seul édifice public et commun, persistèrent longtemps. Ne voyons-nous pas au XV^e siècle la pragmatique de Bourges proscrire à nouveau les spectacles dans les églises, notamment la *fête des fous*, et plus tard encore, aux XVI^e et XVII^e siècles, les évêques recommander qu'on cesse de tenir dans le lieu saint des assemblées profanes et illicites ?

1. Aussi, d'après Grégoire de Tours, *παροικια* désignait alors le diocèse.

Constitution des bénéfices. — Les libéralités en faveur de l'Église se multipliant, un jour vint où la régie de propriétés immenses et la distribution des revenus aux ministres du culte, devenus très nombreux, présentèrent d'insurmontables difficultés. Les évêques concédèrent alors aux prêtres exceptionnellement d'abord, puis d'une manière générale, une partie de ces biens pour subvenir à leurs besoins. Telle fut l'origine des bénéfices qui ne portaient point atteinte à l'inaliénabilité du domaine de l'Église, puisque les desservants n'étaient gratifiés qu'en jouissance, et que cette jouissance finissait avec la vie du titulaire ou avec le titre auquel elle était attachée (1). En revanche, les bénéficiers supportaient les dépenses du culte, non seulement les frais d'entretien de l'église, mais encore les grosses réparations, « comme confondant en leurs personnes la portion originairement destinée à l'entretien des domaines de l'Église » (2). Ainsi le décidèrent le premier capitulaire de Charlemagne, 812, cap. 5, et le concile d'Arles, 813, can. 25: « *Ut si quis beneficium de rebus ecclesie habet ad tecta ejusdem ecclesie restauranda. vel ad ipsas ecclesias edificandas, omnino adjuvet* ».

Mais, ces bénéfices étaient une proie facile : les rois des deux premières races s'en emparèrent à plusieurs reprises, pour les distribuer à leurs fidèles ou simplement pour arrondir leurs domaines (3). Ces spoliations furent

1. Cf. Ginoulhiac, *Hist. générale du droit français*, p. 334.

2. Du Rousseaud de Lacombe, *Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale*, p. 242.

3. Millé de Lézardière, *Théorie des lois politiques*, t. II, p. 22, 36, 70, 367, etc.

La confiscation la plus considérable eut pour auteur Charles Mar-

moins désastreuses en elles-mêmes qu'à cause des expédients auxquels on eut recours pour dédommager l'Église. En effet, les biens dont on l'avait dépouillée ne perdirent point le caractère de biens ecclésiastiques entre les mains de leurs nouveaux détenteurs : ceux-ci furent contraints de payer aux églises et aux monastères démembrés la dîme et la none et un tribut annuel de quatre deniers par manse ; ils durent de plus contribuer à l'entretien et aux réparations desdits monastères et églises. On stipula, enfin, que les bénéfices seraient restitués, à la mort des bénéficiaires, si les églises et monastères manquaient du nécessaire (1). Convention qui fut aussitôt oubliée que conclue (2). Les laïques se trouvèrent, par suite, compris dans la hiérarchie cléricale et amenés par le souci de leurs intérêts à s'occuper de l'administration du culte.

C'est ainsi que le désordre et la simonie s'introduisirent partout. Une grande partie des bénéfices ecclésiastiques appartenait aux laïques qui confiaient l'administration du culte à des clercs déréglés. « On vit des évêques vendre l'ordination après avoir acheté l'épiscopat. » (3) On vit

tel : « *Carolus plurima jure ecclesiastico detrahens prædia, fisco associavit, ac deinde militibus propriis distribuere studuit.* » Œuvres d'Hincmar, t. II, p. 132.

1. Capitulaire de Carloman.

2. Lorsqu'ils étaient contraints de restituer, les laïques usurpateurs gratifiaient les monastères. Si l'on songe, d'autre part, que beaucoup de villages et même de cités devaient leur existence aux défrichements des moines, on s'explique aisément le grand nombre des églises et chapelles qui se trouvaient en leur possession.

3. Mlle de Lézardière, *op. cit.*, t. II.

des églises et des abbayes se transmettre héréditairement dans les familles puissantes; on vit les dîmes, les revenus des églises, les oblations des autels érigés en bénéfices.

Entrée de l'Église dans le système féodal. — Quant aux biens que l'avidité du roi ou des grands avaient respectés, ils furent aussi détournés de leur destination. En effet, les évêques et les abbés en usaient et abusaient comme des leurs propres. Entrés dans la hiérarchie féodale, ils avaient des suzerains et des vassaux : « *vassi episcoporum, abbatum, abbatissimarum,* » disent les capitulaires. Ils percevaient le droit de relief à chaque mutation du bénéficiaire (1).

Les paroisses elles-mêmes ne purent conserver leur indépendance. D'après un capitulaire de Louis-le-Débonnaire, chacune d'elles devait être dotée (2) : *Statutum est unicuique ecclesie unus mansus integer absque ullo servitio adtribuatur, et presbyteri in eis constituti non de decimis, neque de oblationibus fidelium, non de domibus, neque de atriis vel hortis juxta ecclesiam positis, neque de præscripto manso aliquod servitium faciant præter ecclesiasticum.* » Mais la dot était fournie par le seigneur sur le domaine duquel l'église était située, et si, strictement aucun service n'était dû à ce seigneur, tant que la dot ne dépassait pas le chiffre prescrit, il n'en était pas de même dans le cas contraire : « *Et si aliquid amplius habuerint, inde senioribus suis*

1. Charte de 1088. Galland, *Du franc-alleu*, p. 72.

2. Chaque église devait posséder au moins un manse entier. D'après une loi de l'Empereur Lothaire, le manse comprenait 12 bonniers de terre labourable et deux serfs,

debitum servitium impendant. » D'autre part, les églises de fondation particulière, même affectées à un service public, ne perdaient pas leur caractère de propriétés privées (1).

Donc, d'un côté, les paroisses anciennes sont dans la main du seigneur qui les entretient soit comme suzerain, soit comme propriétaire, s'il s'en est emparé avec ou sans le consentement des habitants et du curé ; de l'autre, les paroisses nouvelles sont à la merci du fondateur contre lequel l'évêque n'a d'autre moyen de coercition que de désaffecter l'édifice insuffisamment entretenu (2) ; partout des églises dégradées et assujetties, conférées par leurs propriétaires ou patrons aux desservants de leur choix.

En ces temps troublés, chacun recherche la protection de plus fort que soi. Les évêques et les grands couvents se recommandent au roi, à moins qu'ils ne soient de force à se défendre eux-mêmes. Les paroisses se recommandent aux évêques, aux chapitres, aux monastères et, à leur défaut, aux laïques puissants. La féodalité, qui avait anéanti la petite propriété, fit disparaître de même la paroisse en tant que personne morale indépendante (3). Nulle terre sans seigneur, disait-on. On pouvait dire avec autant de vérité : *Nulle église sans patron.*

1. Lehuerou, *op. cit.*

2. Mlle de Lézardière, *op. cit.*, t. II.

3. L'église de Neauphlette fut donnée, avec ce village, à l'abbaye de St-Germain par des hommes libres qui se dépouillèrent de leurs alleux en faveur de cette abbaye, afin d'échapper à l'obligation de servir le roi à la guerre (*Polyptique de l'abbé Irminon*, II, p. 635).

Une des conséquences les plus funestes de cet état de choses fut de faire tomber dans le commerce l'édifice du culte, siège et raison du bénéfice. L'église, bien de rapport, se donne, se vend, se partage (1), avec tous ses accessoires, les dîmes et les oblations. Le cartulaire de l'abbaye de St-Père de Chartres présente maint exemple de pareils contrats au X^e, XI^e et XII^e siècle. Ainsi nous voyons : l'église de St-Germain d'Alluin donnée d'abord en bénéfice par un seigneur à un prêtre nommé Natalis, puis en toute propriété par celui-ci, avec le consentement du seigneur, à l'abbaye de St-Père ; — la moitié de l'église d'Aunai donnée à l'abbaye par l'évêque de Chartres ; le tiers de l'église d'Arrou cédé par un nommé Fulcand. Nous lisons aussi qu'un nommé Normand, avant de partir pour la croisade, donne : 1^o tout ce qu'il a en fief dans l'église de St-Denis de Rueil, c'est-à-dire la principale seigneurie de l'église et les dîmes ; 2^o tout ce qu'il a en propre dans la même église, c'est-à-dire le tiers de la dîme (2).

L'église est une tenure conférée par les évêques, les chapitres, les monastères soit directement à des prêtres pour y célébrer le service divin et remplir les fonctions curiales, soit à des bénéficiers ou vassaux qui en deviennent, à leur tour, les collateurs, conservant pour eux le titre et les droits honorifiques et utiles, de *curé*

1. *Capitul. de Benoît Lévite*, l. VI, art. 69. Baluze, t. I, p. 933. — Concile de Châlons, 813, art. 26, dans Irminon, II, 313 ; *Capitulaire de 829*, art. 2. Baluze, t. I, p. 663.

2. Guérard, *Cartul. de l'abbaye de St-Père*, t. I, Introd. et p. 231, 264, 208, 628.

primitif, laissant au prêtre ou *vicaire perpétuel* la charge du ministère et un mince revenu, dit *portion congrue*. Elle est obligée à certaines redevances, à titre de cens, ou autrement.

Il n'est pas rare qu'elle soit concédée en précaire, même par les titulaires ecclésiastiques (1). Un laïque nommé Aclavertus ayant fait donation à l'abbaye de St-Germain-des-Prés de 4 manses et d'un quart de moulin, reçoit de cette abbaye, en précaire, un manse seigneurial et une église à Aulnay.

Parfois aussi, ce sont les communautés d'habitants ou de paroissiens, forme primitive des communes rurales, qui cèdent leurs églises. Ainsi, sous Guillaume-le-Conquérant, l'église de Benouville, en Normandie, est donnée aux religieuses de la Trinité de Caen par des hommes de la paroisse (*homines de eadem villa*) (2).

En 1180, une portion de l'église de Portmort est donnée par André et Thomas, prêtres, et par tous les paroissiens aux religieux de Mortemer qui, en échange, contribuent pour 20 sous aux réparations : « *Partem ecclesiæ dederunt Andreas et Thomas sacerdotes et omnes parochiani ejusdem ecclesiæ domui sanctæ Mariæ Mortumaris, et de caritate acceperunt XX solidos ad reparationem ecclesiæ* » (3).

Cependant la négligence et le mauvais vouloir des bénéficiers donnèrent naissance à une institution mi-partie

1. Guérard, *Polyptique de l'abbé Irminon. Prolégomènes*, II, p. 634.

2. Chart. St-Trin. Cad. f. 5. C'est une forme collective de la *recommandation*.

3. Cf. Léopold Delisle, *Classe agricole en Normandie au moyen-âge*, p. 142, 144 et suiv.

communale, mi-partie ecclésiastique, la *fabrique* (1). « Les paroissiens, dit M. Léopold Delisle, voyant que les biens ecclésiastiques étaient détournés de leur primitive destination et qu'ils devraient eux-mêmes se charger des frais du culte, établirent un trésor pour conserver l'argent nécessaire à ces dépenses. L'administration en était confiée pour un temps limité à des trésoriers laïques... » Nous devons signaler cette première réaction contre le régime bénéficiaire et féodal, car, c'est le point de départ de l'affranchissement des paroisses.

Les évêques, de leur côté, revendiquaient le patrimoine des églises et s'efforçaient de substituer des prêtres séculiers aux moines dans le service des paroisses. Dès 1074, le concile de Rouen interdisait aux moines les fonctions curiales : « *Ut nulli monacho parochia regenda committatur.* » Quatre ans plus tard, 1078, le concile de Melfi défendait aux couvents et abbayes d'accepter sans l'autorisation de l'évêque les cures usurpées par les laïques que ceux-ci leur offraient : « *Ut nullus abbas, nullus ecclesiarum præpositus quæ juris sunt ecclesiastici acceperere sine episcopi concessionem præsumat* ». Mais ces prescriptions ne furent pas toujours et partout observées, et durent être plusieurs fois renouvelées (2).

1. On a fait remonter la fabrique jusqu'aux premiers siècles du christianisme. Il est vrai que le mot est très ancien. Mais ce que nous entendons par fabrique, à savoir l'*administration laïque du temporel des églises*, ne date que du XIII^e siècle.

2. Correspondant du 17 février 1890. *Les curés avant 1789*, par l'abbé Sicard.

II. CONDITION DES ÉGLISES DANS LES TEMPS MODERNES.

Au XVII^e siècle, l'affranchissement des paroisses est consommé. Le droit de patronage a perdu tout ce qu'il avait de commun avec la propriété. A la vérité, la succession des générations a accumulé, dans chaque église, tant de fondations, d'usufruits, de prééminences que mille contestations s'élèvent encore autour et au sujet du clocher paroissial. Mais ces contestations ne sont relatives qu'à des droits honorifiques (préséance aux processions, siège réservé, sépulture dans l'Eglise, droit à l'encens, au pain bénit, à l'eau bénite, aux prières), et à des droits utiles (droit de présentation du curé ou desservant, droit d'inspection de l'Eglise, droit aux aliments (*jure fundationis vel dotationis*). En cette matière comme en bien d'autres, les formes féodales ont survécu à la féodalité.

Si les patrons et les fondateurs, ne peuvent plus être considérés comme propriétaires des églises, que dire des gros décimateurs (1)? Ceux-ci ont, en effet, été longtemps chargés d'entretenir les églises en bon état de toutes réparations (2). Mais cette obligation ne prend pas sa source dans un ancien droit de propriété, puisqu'elle n'est pas imposée aux patrons et fondateurs, propriétaires primitifs, quand ils ne sont pas en même temps gros décimateurs :

1. En fait, le plus souvent, les patrons appartiennent au clergé séculier ou régulier et sont en même temps gros décimateur.

2. Troisième conc. de Latran, *In app.*, part. 29, c. 3. — Conc. de Trente, Sess. 21, cap. 7, *De reform.* Cependant une ordonnance de 1385 règle au tiers du revenu des dîmes en gros fruits la contribution des bénéficiers à la réparation et entretènement des églises.

elle découle purement et simplement de ce fait que les gros décimateurs perçoivent les revenus anciennement affectés à l'entretien des églises. Au reste, le produit des dîmes diminuant (1) et, d'autre part, les dépenses nécessitées par le culte et l'entretien des bâtiments augmentant, les gros décimateurs ont été déchargés d'une partie de leurs obligations. La jurisprudence, à cet égard, n'était pas encore bien fixée au seizième siècle, puisque l'art. 52 de l'ordonnance de Blois, tout en supposant que les réparations des églises paroissiales sont en partie à la charge des paroissiens, ne décide point quelle sera la portion contributoire de ceux-ci.

La déclaration du roi du 18 février 1661 n'est pas plus explicite. Mais l'ordonnance de 1695 règle définitivement les obligations réciproques des décimateurs et des paroissiens : « Les ecclésiastiques, dispose l'art. 21, qui jouissent des dîmes dépendantes des bénéfices dont ils sont pourvus et, subsidiairement, ceux qui possèdent des dîmes inféodées seront tenus de réparer et entretenir en bon état le chœur des églises paroissiales dans l'étendue

1. « L'usage, dit Desgodets (*Loix des bâtiments*, part. 2, p. 57), de payer les dixmes personnelles, qui faisaient une grande partie du revenu des bénéficiers, s'étant insensiblement aboli, et la libéralité des fidèles envers leurs pasteurs ayant entièrement diminué vers le XII^e siècle, à quoi l'établissement des ordres mendiants, ne contribua pas peu ; ces gros décimateurs crurent être aussi en droit de se décharger d'une partie de leurs obligations. Effectivement, nous ne voyons plus, depuis ce temps-là, des canons qui les obligent comme auparavant au total des réparations de leurs églises, mais seulement à une partie proportionnelle à leurs revenus et les paroissiens au surplus. »

desquelles ils lèvent lesdites dîmes et d'y fournir les calices, ornements et livres nécessaires, si les revenus des fabriques ne suffisent pas à cet effet. » L'art. 22 met conséquemment la nef à la charge des habitants (1).

Ainsi la majeure partie des dépenses mises jadis à la charge des gros décimateurs a été assumée par la fabrique qui, avec ses *marquillers*, son comité permanent ou *bureau ordinaire* (2) et ses réunions annuelles, dites *assemblées générales de la paroisse*, représente vraiment le *corps des paroissiens*, propriétaire de son Église.

Or, le *corps des paroissiens* ne doit pas être confondu avec la communauté des habitants. Le civil et l'ecclésiastique n'étaient pas à ce point mêlés dans l'ancienne France qu'on ne pût distinguer les deux administrations chargées, l'une des intérêts matériels, l'autre des intérêts spirituels de la collectivité. « L'incertitude apparente en cette matière, dit M. Touzaud, provient de ce que les seuls noms de *paroisse* et *paroissien* s'appliquaient à la fois à une double unité administrative, tant de l'ordre civil que de l'ordre ecclésiastique et de ce que les rédacteurs des textes n'ont pas jugé nécessaire de distinguer là où les noms étaient les mêmes et où il

1. Le chœur étant réservé au clergé, il était naturel, puisqu'on devait faire un choix, de le mettre à la charge des décimateurs. La distinction entre le chœur et la nef paraît avoir été importée d'Angleterre. On la trouve mentionnée dans une ordonnance de l'archevêque d'Yorck, Gautier de Gray, 1248 (*Conciles du P. Labbe*, t. IX, part. 1, pages 703 et 704). Dans tous les cas, elle était reçue en Normandie au XIV^e siècle, ainsi qu'en témoigne le 8^e canon du Conc. de Rouen, 1335 (t. XI, part. 2, p. 1839 et 1840).

2. Dans les petites paroisses, il n'y a pas de bureau ordinaire.

s'agissait du reste des mêmes personnes. » (1) Sans doute, dans la plupart des paroisses rurales, les fabriques ne pouvaient seules pourvoir aux réparations et il fallait recourir à une imposition sur les habitants. Mais ce fait ne saurait changer la nature de l'obligation de la fabrique, qui est une obligation principale. Le traité des réparations et reconstructions des Églises, de Piales (2), est très formel à cet égard :

« Si, dit-il, (page 276), toutes fondations et autres charges de la fabrique acquittées, tous les revenus ne se trouvent pas consumés, quelle sera la destination de ce qui restera ? Il est hors de doute que ce restant peut être légitimement employé à la décoration de l'église, à l'é augmentation du service divin, au soulagement des pauvres ; il peut aussi être mis en réserve pour, au bout d'un certain nombre d'années, être employé à l'acquisition d'un fonds au profit de l'église ; il peut pareillement être réservé pour quelque dépense extraordinaire, telle qu'une reconstruction ou réparation considérable, soit du clocher, soit de la nef. Car, si dans les villes comme Paris (2), on emploie les revenus des fabriques à cet usage, à combien plus forte raison peut-on le faire dans les campagnes, dont les habitants sont beaucoup moins en état de supporter les contributions nécessaires pour ces sortes de dépenses extraordinaires. *S'il est rare de voir réparer les*

1. Touzaud, *De la propriété des églises et presbytères. Revue cathol. des Institutions et du droit*, 1878, 1^{er} semestre, p. 400.

2. Paris, 1761. V. aussi Jousse, *Traité du gouvernement des paroisses*.

4. A Paris et en général dans les villes où il n'y a pas de décimateurs, la fabrique est chargée de toutes les réparations sans distinction entre le chœur et la nef.

églises de la campagne aux dépens des revenus de la fabrique ; c'est qu'il est rare de voir des fabriques qui aient des revenus assez considérables pour fournir à cette dépense. Une taxe imposée sur les habitants est un moyen auquel on ne doit avoir recours qu'au défaut de tout autre. De sorte que si la fabrique avait des revenus suffisants pour l'acquit des fondations, la fourniture des ornements, linges, livres et vases sacrés et pour les réparations et reconstructions à faire à l'Église, il est hors de doute que les habitants seraient bien fondés à demander que les réparations tant de la nef que du clocher fussent faites aux dépens des revenus de la fabrique, parce que c'est là le droit commun.»

Au reste, si dans les campagnes l'unité administrative et l'unité religieuse ont le même territoire et la même population, la distinction entre la paroisse et la communauté des habitants est nettement établie dans les villes. Les réparations d'une église de Paris, par exemple, ne sont pas à la charge de la communauté des habitants, mais bien à la charge de l'agglomération paroissiale dont l'église est le centre.

Il y avait même des paroisses sans territoire et qu'on pourrait appeler personnelles. Telle était à Amboise la paroisse de la chapelle à laquelle appartenaient seuls le bailli, le lieutenant-général, l'avocat et le procureur du roi, le lieutenant de police, les gardes des eaux et forêts, les verriers du bois, la noblesse, les possesseurs de fief, les gardes du gouvernement, les officiers du roi et de la reine, les voyageurs et les nouveaux habitants de la ville pendant la première année de leur établissement (1).

1. *Répertoire de Guyot*, au mot *Paroisse*.

Reconnues par le pouvoir séculier comme la représentation légale de la paroisse, les fabriques durent se conformer aux règlements qu'il édicta.

Les prescriptions contenues dans plusieurs arrêts du Parlement de Paris (concernant des paroisses importantes) étaient généralement suivies. On admettait, par exemple, que les dépenses et les réparations d'entretien étaient de la compétence du *bureau ordinaire* — et que toutes les questions importantes devaient être portées devant l'*assemblée générale de la paroisse* (1). La déclaration du 31 janvier 1690, complétant cette organisation, décida que « pour entreprendre aucuns bâtiments considérables, pour construire ou augmenter les églises, emprunter pour raison desdits bâtiments, augmentation ou rétablissement, » il faudrait, outre le consentement de l'assemblée générale de la paroisse, des lettres patentes vérifiées au Parlement (2).

Les marguilliers devaient tenir, et présenter aux archevêques, évêques et archidiacres, lors de leurs visites, les comptes de la fabrique. Ils étaient en demeure de fournir ce compte après deux publications au prône, et punis, en cas de négligence, d'une amende de 6 livres au profit de l'église (3).

— L'importante question de l'entretien et de la répa-

1. *Répertoire de Guyot*, aux mots *Paroisse* et *Fabrique*.

2. D'Héricourt, *Traité des lois ecclésiastiques*, t. I, IV.

3. Arrêt du conseil du roi rendu pour le diocèse de Luçon. *Mémoires du clergé*, t. III, col. 381. — A partir du XVII^e siècle, la juridiction civile connaît des affaires de la fabrique. (Edit d'avril 1695). Auparavant, les officiaux étaient compétents.

ration des églises n'avait été résolue par l'ordonnance de 1695 qu'à l'égard des églises paroissiales. Or, le culte public, disons mieux, le culte paroissial était parfois desservi dans des édifices qui n'appartenaient pas à la paroisse, tels que les cathédrales, ou mixtes, tels que les églises collégiales, abbatiales, prieurales et conventuelles.

De là de nombreuses difficultés et des procès incessants.

En principe, la cathédrale, étant considérée comme la paroisse de tout le diocèse, eût dû être entretenue et réparée aux frais communs du clergé et des fidèles diocésains. Toutefois, comme en fait, sa magnificence était surtout destinée à rehausser l'éclat du siège épiscopal et du canonat, comme, d'autre part, l'évêque et son chapitre jouissaient des revenus anciennement attachés à la métropole et considérablement grossis au cours des siècles, il avait été admis qu'ils devaient se partager les dépenses d'entretien et de réparation. Des fabriques avaient même été établies à cet effet dans plusieurs diocèses et largement dotées. Néanmoins, ces dignitaires ecclésiastiques prétendirent plus d'une fois imposer une portion de leurs charges à la fabrique de la paroisse desservie dans l'église cathédrale, et subsidiairement aux paroissiens. Mais il fut très sainement jugé qu'en l'absence de conventions spéciales, les frais de réparation devaient être supportés en totalité par ceux qui avaient tous droits et tous profits dans l'église, et qu'on pouvait tout au plus exiger du corps paroissial qu'il entretint et réparât la chapelle particulière, où se disait l'office paroissial.

Parmi les églises mixtes, nous avons cité en premier lieu les collégiales. « Quelle que soit, dit Piales, (1) l'origine d'une cure dans une église collégiale, ou d'un chapitre dans une église paroissiale, pour juger qui du chapitre (2) ou de la communauté des habitants est tenu des réparations, il y a deux choses principales à considérer. La première, si la paroisse a un territoire dans la campagne cultivé en fruits décimables. Dans ce cas, c'est toujours au décimateur, quel qu'il soit, à faire les réparations du chœur et cancel. La seconde, à qui appartient la propriété de l'église, si c'est au chapitre ou à la paroisse ou si elle est commune à l'un et à l'autre. Dans le premier cas, c'est le chapitre qui est tenu de toutes les réparations, dans le second, les réparations sont à la charge de la paroisse ; dans la troisième, elles doivent être faites à frais communs. Il y a des exemples de tous ces différents cas. »

Quant aux églises conventuelles, soit prieurales, soit abbatiales, elles sont restées la propriété des abbayes et monastères, bien que le service paroissial y soit célébré.

1. *Op. cit.*, p. 273.

2. Les collégiales étaient originellement des communautés qui, à l'exemple des chapitres des cathédrales, se sécularisèrent au XIII^e siècle. Appelées par les évêques à desservir des cures tombées en souffrance, elles s'approprièrent les domaines qui en dépendaient. Plus tard, elles se déchargèrent des soins du ministère sur un vicaire perpétuel, mais n'en continuèrent pas moins de considérer l'église paroissiale comme leur propre église.

A différentes époques, aussi, plutôt que de construire une église on érigea une cure dans une église collégiale affectée dès lors au double service de la communauté et de la paroisse.

Un des religieux remplit l'office de curé. Il n'y a point de fabrique, parce que toutes les charges sont assumées par le couvent. Ces sortes de cures sont dites *intra septa*.

Sous quelque dénomination qu'on les désigne, les églises et chapelles publiques sont des choses sacrées, soustraites aux règles ordinaires de la propriété. Conformément au droit romain et au droit canonique, on ne peut bâtir une église ou une chapelle sans la permission ou l'approbation de l'évêque diocésain et l'on ne peut ouvrir au culte l'église ou chapelle, avant qu'il ne l'ait consacrée. Ces deux conditions remplies (1), l'édifice est inaliénable et imprescriptible. Cependant, s'il avait été élevé sur le terrain d'autrui, la consécration serait non avenue. De même, au cas d'une vente à crédit d'un fonds sur lequel une église aurait été ensuite bâtie, la consécration épiscopale n'empêcherait pas que le vendeur ne conservât son hypothèque et ne saisît l'immeuble pour le paiement de son prix (2).

En droit romain, le sol demeurait sacré, même après la démolition de l'édifice. *Locus autem in quo ædes sacræ ædificatæ sunt, etiam diruto ædificio, sacer adhuc manet*. Le droit canonique enseignait, au contraire, que, dans le cas où une église était totalement détruite ou incendiée, le lieu où elle s'élevait redevenait profane.

1. Pour ériger une église en cure ou succursale, il fallait, en outre, la permission expresse du roi par lettres patentes enregistrées au Parlement (ordonn. de 1749).

2. Serres, *Les Institutions du droit français suivant l'ordre de celles de Justinien*, 1775, p. 74 et 75.

L'exercice d'une fausse religion, l'inhumation d'un excommunié, une effusion de sang constituaient une profanation assimilée à la destruction matérielle et nécessitaient une nouvelle consécration.

Les cas de destruction et de profanation mis à part, les églises demeurent à perpétuité hors du commerce. Elles ne peuvent être ni aliénées, ni échangées, ni données, ni démembrées, ni grevées de servitudes. Leurs murs ne sont pas mitoyens et ne doivent point servir d'appui aux constructions des particuliers. Les propriétaires voisins sont tenus de ne pas assombrir les lieux saints en bâtissant des murs trop élevés « parce que, dit Desgodets, l'intérêt d'un particulier doit céder au bien public et à la bienséance que l'on doit au temple du Seigneur » (1).

De l'exposé rapide et très incomplet qui précède, on peut conclure que la condition des églises, même aux dernières années de l'ancien régime, était des plus complexes. Pour n'être plus une propriété particulière, un objet de trafic, l'édifice du culte n'en est pas moins resté le siège d'une multitude de droits qui se donnent, se vendent et se prescrivent. Néanmoins, le droit du corps paroissial sur son église est nettement et fortement établi, au-dessus des rivalités aussi passionnées qu'intéressées, dont les revenus et les honneurs ecclésiastiques sont le prétexte.

Le marquis de Mirabeau écrivait en 1766 : « Ce serait

1. *Op. cit.*, p. 182. Comparez Bourjon, *Droit commun de la France*, t. III, p. 26, VII ; Domat, *Lois civiles*, p. 17.

faire injure à la plupart de nos ecclésiastiques à prétentions que de leur proposer une cure. Les revenus et les distinctions sont pour les abbés commandataires, pour les bénéficiers à simple tonsure, pour les nombreux chapitres, tandis que les vrais pasteurs des âmes, les coopérateurs dans le saint ministère ont à peine une subsistance. »

Ce sera le grand honneur des curés de campagne d'avoir su corriger en partie, par leur dévouement désintéressé, ce vice radical de l'organisation religieuse de l'ancien régime. Ils sont l'*œil de l'évêque*, disait-on ; ils étaient bien plus encore l'âme de la communauté. L'enseignement, l'assistance et la salubrité publique étaient de leur ressort. Ils tenaient les registres de l'état civil, recevaient en dépôt les testaments et faisaient au prône la lecture des édits et des *monitoires* (1). Grâce à leur généreuse et prévoyante activité, la paroisse avec sa fabrique, son école et ses bureaux de charité, demeura jusqu'à la Révolution, la première et la meilleure des divisions administratives, et l'église fut vraiment le foyer de la vie communale.

1. Le *monitoire* obligeait, sous peine d'excommunication, tous ceux qui avaient connaissance d'un fait secret, civil ou criminel, de le révéler sans retard. La lettre monitoire était, à proprement parler, une citation juridique et publique, lancée et publiée par l'autorité ecclésiastique, à la requête de l'autorité civile.

CHAPITRE II

DROIT INTERMÉDIAIRE ET DROIT ACTUEL. CONCORDAT,
ARTICLES ORGANIQUES. DÉCRET DE 1809.

La suppression générale des droits féodaux, décidée le 4 août 1789, atteignait le clergé comme la noblesse. Mais l'Assemblée nationale ne s'en tint point là. A la même date, elle abolit les droits d'annates, réservés au pape, et ceux de dépôt ou vacat, attribués dans certaines provinces aux grands dignitaires ecclésiastiques. Le 11 août, elle s'en prend aux dîmes et au casuel des curés et desservants; le 27 septembre, elle ordonne de porter à la Monnaie l'argenterie des églises, fabriques, chapelles et confréries, qui ne sera pas nécessaire au culte. Enfin, les 2-4 novembre, elle décrète : 1° que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à charge de pourvoir, d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres ; 2° que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation du curé moins de 1200 livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendant.

Les églises et les biens des fabriques n'étaient pas compris dans cette première confiscation ; c'est ce qui ré-

sulte d'une disposition interprétative du 18 août 1790, ainsi conçue : « L'assemblée nationale entend par biens nationaux... tous les biens du clergé. Elle ajourne ce qui concerne les biens des fabriques et les fondations établies dans les églises paroissiales. » Mais, si bonnes que fussent les intentions de la Constituante, il n'était pas en son pouvoir d'empêcher que le principe qu'elle avait posé avec si peu de clairvoyance ne produisît ses conséquences logiquement implacables.

On commença par s'emparer des biens appartenant aux églises paroissiales supprimées ou à supprimer en exécution de la Constitution civile du clergé (lois des 12 juillet 1790 et 6 mai 1791).

Ce n'étaient là que des demi-mesures qui semblèrent bientôt insuffisantes. Aussi, le 19 août 1792, l'Assemblée législative décréta : 1^o que les immeubles et rentes affectés aux fabriques seraient vendus dans les mêmes formes et aux mêmes conditions que les autres immeubles nationaux ; 2^o que, pour tenir lieu de la jouissance de ces biens, il serait payé par le Trésor public aux fabriques, l'intérêt du prix de la vente à 4 0/0.

La Convention refusa de tenir les engagements de la Législative, et, dépouillant complètement les fabriques, les supprima par le fait même. *Loi du 24 août 1793*, art. 24 : « Les intérêts et rentes dus aux fabriques seront éteints et supprimés au profit de la République qui pourvoira aux frais du culte à compter du 1^{er} janvier 1794. » *Loi du 3 novembre 1793* (13 brumaire an II) art. 1 : « Tout l'actif affecté, à quelque titre que ce soit, aux fabriques des églises cathédrales, particulières et succursales, ainsi

qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales. » Art. 2. « Les meubles ou immeubles provenant de cet actif seront régis, administrés ou vendus comme les autres domaines ou meubles nationaux ». Les créances des fabriques seront recouvrées par la régie de l'enregistrement, et leurs dettes seront déclarées dettes nationales (art. 4 et 5).

La confiscation des biens des fabriques entraîna celle du plus précieux de ces biens, l'église. Effectivement, à partir de ce moment, nous voyons l'État les aliéner ou bien en concéder l'*usage provisoire* aux habitants, en un mot, en disposer en maître.

Décret du 11 prairial an III. — Art. 1. « Les citoyens des communes de la République auront *provisoirement* le libre usage des édifices non *aliénés*, destinés originairement aux exercices d'un ou de plusieurs cultes, et dont elles étaient en possession au premier jour de l'an II de la République. Ils pourront s'en servir, sous la surveillance des autorités constituées, tant pour les *assemblées ordonnées par la loi*, que pour l'exercice de leurs cultes. »

Art. 2. — « Ces édifices seront remis à l'*usage* desdits citoyens dans l'état où ils se trouvent, à la charge de les entretenir et réparer. »

Art. 4. — « Lorsque les citoyens de la même commune exerceront des cultes différents ou prétendus tels, et qu'ils réclameront concurremment l'*usage* du même local, il leur sera commun. »

Mêmes dispositions dans l'*arrêté du 7 nivôse an VIII*, et dans l'*arrêté du 2 pluviôse* de la même année. « Les édifices remis par l'*arrêté du 7 nivôse à la disposition* des

citoyens pour l'exercice des cultes, et qui, antérieurement à l'époque de cet arrêté, servaient à la célébration des *cérémonies décadales*, continueront de servir à cette célébration, comme à celle des cérémonies du culte. »

Les temples de la République sont, on le voit, ouverts aux réunions les plus diverses.

Certains auteurs croient que l'Etat s'est borné à désaffecter les églises, mais qu'il ne les a point confisquées. En effet, disent-ils, la commune ou la communauté d'habitants, propriétaire de son église sous l'ancien régime, est demeurée propriétaire durant la période révolutionnaire. A l'appui de leur opinion, ils citent l'article 91 de la loi du 24 août 1793, (14 brumaire an II) ainsi conçu : « Tout l'actif des communes, pour le compte desquelles la République s'engage d'acquitter les dettes, excepté les biens communaux dont le partage est décrété et les *objets destinés pour les établissements publics*, appartiennent dès ce jour à la nation jusqu'à concurrence du montant desdites dettes. » Or, les édifices religieux seraient compris parmi ces *objets destinés pour les établissements publics*.

Nous avons établi ci-dessus que, dans l'ancien régime, ce n'était pas la communauté des habitants, mais le *corps des paroissiens* représenté par la fabrique, qui était propriétaire de l'Eglise. Il est certain, d'autre part, qu'aucune des lois de confiscation ne fit remise des églises aux communes. Dans ces conditions, il est impossible de ranger les édifices religieux au nombre de ces « objets destinés à des services publics, » dont l'art. 91 laissa la propriété aux communes. Au surplus, si les Conventionnels eux-mêmes avaient considéré les communes comme pro-

priétaires des églises, comment expliquer qu'ils leur en eussent concédé « l'usage provisoire » ? Comment admettre enfin que le législateur de l'an X ait ainsi rédigé l'art. 75 de la loi du 18 germinal : « Les édifices anciennement destinés au culte catholique, *actuellement dans les mains de la nation.....* » ?

On nous oppose un avis du conseil d'Etat du 3 nivôse an XIII qui, interprétant l'art. 91 de la loi de 1793, déclare que les *églises rendues au culte* font partie des *bâtiments, maisons et emplacements* nécessaires au service public de la commune et ne peuvent cesser de lui appartenir.

Sans nous arrêter maintenant à discuter l'autorité de cet avis, il faut cependant reconnaître qu'il n'a qu'une mince valeur doctrinale, d'autant qu'il est intervenu pour trancher la question de savoir, non à qui appartaient les églises pendant la période révolutionnaire, mais à qui elles avaient été remises depuis le Concordat. Bien plus, à examiner de près l'avis du 3 nivôse an XIII, ainsi que les avis du 2 pluviôse et du 24 prairial de la même année, qui, tous trois, se prononcent en faveur des communes, on s'aperçoit que si le conseil d'Etat admet que les communes ont été anciennement propriétaires des églises, il reconnaît que ces églises leur ont été enlevées en l'an III et ne leur ont été rendues que par les lois organiques.

Comme le dit très bien M. Touzaud, dans l'avis du 3 nivôse, « le conseil d'Etat suppose : 1° que les édifices religieux ont toujours appartenu aux communautés d'habitants, ce qui est au moins douteux pour ceux mêmes qui ne voient pas dans notre ancienne jurisprudence une attri-

bution contraire en faveur des fabriques ; 2^o que les mêmes édifices concourent au service public de la commune, alors qu'il démontre lui-même ce qu'il y a d'étrange dans le caractère communal ainsi attribué au service religieux par l'accouplement des prisons avec les presbytères et des églises avec les halles. Partant de ces deux hypothèses, la haute assemblée admet qu'une disposition de loi, écrite au moment où les églises auraient encore appartenu aux communes, le 24 août 1793, quoique devenue sans objet du moment où ces églises ont passé aux mains de la nation (ainsi que le reconnaît le conseil d'Etat lui-même dans l'avis du 9 messidor) reprend son effet le jour où les mêmes églises sont rendues au culte, à ce point que les édifices religieux doivent être considérés comme n'ayant pas cessé d'appartenir aux communes. » Ce n'est point l'explication, mais la résurrection de la loi de 1793.

Malgré l'avis du conseil d'Etat, nous persistons à croire que les églises ont été confisquées sur les fabriques et non sur les communes. Aussi bien, le conseil d'Etat, qui comprend les églises au nombre des édifices communaux respectés par la loi de 1793, ne cite point, et pour cause, la loi postérieure qui en aurait fait des biens nationaux.

CONCORDAT.

Dans un discours au clergé de Milan, le 3 juin 1800, le premier Consul disait : « Persuadé que la religion catholique, apostolique et romaine est la seule qui puisse procurer un bonheur véritable à une société bien or-

donnée, et affermir les bases d'un bon gouvernement, je vous assure que je m'appliquerai à la protéger et à la défendre, dans tous les temps et par tous les moyens... Une société sans religion est comme un vaisseau sans boussole... La France, instruite par ses malheurs, a ouvert enfin les yeux : elle a reconnu que la religion catholique était comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agitations et la sauver des efforts de la tempête. »

C'est de cette grande pensée que sortit le Concordat.

Cette convention, véritable contrat synallagmatique (1), fut signée à Paris, le 26 messidor an IX, par les représentants du Saint-Siège et du gouvernement français, ratifiée le 23 fructidor de la même année, et reçue comme loi de l'État, le 18 germinal an X. La loi qui porte cette date contient : 1° Le texte in-extenso et la promulgation du Concordat ; 2° La mise à exécution de ce traité sous le titre *d'articles organiques de la convention du 26 messidor an IX* ; 3° les articles organiques des cultes protestants.

Malgré les résistances (Petite Église) et les protestations, le Concordat n'a pas cessé d'être appliqué.

Deux tentatives de refonte, en 1813 et en 1817, n'ont pas abouti.

Le Concordat reconnaît expressément « que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français » (2) et décide en conséquence qu'elle « sera librement exercée

1. « La convention avec le Pape et les articles organiques de cette convention participent à la nature des traités diplomatiques, c'est-à-dire à la nature d'un véritable contrat. » Discours de Portalis, 15 germinal an X.

2. Préambule.

et que son culte sera public. (art. 1). En ce qui concerne spécialement notre sujet, il dispose :

Art. 2. « Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français. » — Art. 9. « Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement. » — Art. 12. « Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques. » — Art. 15. « Le gouvernement prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises, des fondations. »

Voici maintenant les articles organiques correspondants : Art. 60. « Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix ; il sera, en outre, établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger. » — Art. 61. « Chaque évêque, de concert avec le préfet, règlera le nombre et l'étendue des succursales ; les plans arrêtés seront soumis au gouvernement et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation. » Art. 75. « Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du préfet du département... » — Art. 76. « Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples et à l'administration des aumônes. »

Art. 77. « Dans les paroisses où il n'y aura point d'é-

édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable. »

Art. 71. « Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable. »

Art. 72. « Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin. »

L'alliance de l'Église et de l'État, rompue au cours de la période révolutionnaire, fut donc renouée par le Concordat. Mais, tandis que sous l'ancien régime, cette alliance, bien que très étroite, était surtout spirituelle, elle devint exclusivement temporelle. Avec sa perspicacité ordinaire, le premier Consul comprit que la religion était un rouage indispensable à tout bon gouvernement, et, comme l'ancienne organisation religieuse était incompatible avec la nouvelle organisation sociale, il créa de toutes pièces un régime inconnu jusqu'alors : *le culte, service public, rétribué par l'État, et desservi dans des édifices publics, spécialement affectés.*

Mais, tout culte suppose nécessairement une ou plusieurs administrations chargées de ses intérêts temporels. Pour que la restauration religieuse fût efficace, il fallait reconnaître « la personnalité civile des agrégations de fidèles réunis par leurs intérêts religieux. » (1) C'est ce

1. Ducrocq, *Cours de droit administratif*, t. II, p. 603.

que fit le Concordat dans son article 13, cité plus haut :
« Le gouvernement prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises, des fondations. »

Conformément à cette disposition, l'art. 76 de la loi du 28 germinal an X portait que des *fabriques* (1) seraient établies « pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples et à l'administration des aumônes. »

Jusqu'en 1809, il y eut deux fabriques dans chaque paroisse : l'une, dite *intérieure*, chargée d'administrer les revenus des bancs, chaises, quêtes et oblations, et dont les membres étaient nommés par l'évêque (décision du 9 floréal an XI) ; l'autre, dite *extérieure*, composée, aux termes de l'arrêté du 7 thermidor an XI, de membres désignés par le préfet, préposée à la gestion des biens restitués en vertu du même arrêté (2).

Le décret du 30 décembre 1809 réunit ces deux branches de l'administration paroissiale que les tâtonnements de la première heure avaient indûment séparées et constitua la fabrique telle qu'elle existe encore aujourd'hui. « Les fabriques, disait l'art. 1^{er} de ce décret, sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer les aumônes et les biens, rentes et perceptions autorisées par les lois et règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes, et gé-

1. On a reconnu d'autres personnes civiles d'ordre religieux, les menses épiscopales, les menses curiales, les séminaires et les chapitres.

2. L'arrêté du 7 thermidor an XI rendait à leur destination les biens des fabriques non aliénés et réunissait les biens des fabriques supprimées à ceux des églises conservées de la même circonscription.

néralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte; enfin, d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir. »

Il n'y a pas d'église paroissiale (1) sans fabrique. C'est, en effet, la fabrique qui représente l'église, c'est par elle qu'elle acquiert, reçoit, possède, plaide et contracte. C'est par elle, en un mot, qu'elle prend rang parmi les établissements publics.

On peut définir la *fabrique* un établissement public, institué dans chaque cure, succursale ou chapelle soit vicariale, soit simple de première ou de seconde classe pour administrer les biens de la paroisse catholique, agir et contracter en son nom.

Chaque fabrique est composée de deux éléments principaux :

1° Un *conseil de fabrique*, ou assemblée délibérante, composée : 1° de deux membres de droit, le curé, et le maire qui est autorisé à se faire suppléer par un adjoint ou un conseiller municipal, et qui est tenu de se faire ainsi suppléer, s'il n'est pas catholique ; 2° de neuf fabriciens (cinq nommés par l'évêque, quatre par le préfet) dans les paroisses au-dessus de 5000 âmes ; de cinq fabriciens (trois nommés par l'évêque, deux par le préfet) dans les

1. Nous prenons ici *église paroissiale* dans le sens le plus large, dans le sens d'édifice desservant une circonscription ecclésiastique. C'est dire que nous comprenons parmi les églises paroissiales ainsi entendues l'église cathédrale, affectée tout à la fois au culte d'une paroisse et au culte du diocèse, et dont la fabrique est conséquemment paroissiale et diocésaine.

paroisses moins importantes. Ces fabriciens, qui ne doivent recevoir aucun salaire ni traitement, sont désignés pour la première fois, c'est-à-dire lorsque le conseil de fabrique est créé ou lorsqu'il est renouvelé intégralement par suite de démission collective ou de révocation, par l'autorité préfectorale et l'autorité épiscopale dans la proportion ci-dessus indiquée. Il en est de même, quand le nombre des membres du conseil doit être augmenté en raison de l'accroissement de la population (déc. 19 avr. 1870).

Le conseil se renouvelle partiellement tous les trois ans, par la sortie de cinq membres (dans les conseils de neuf membres), de trois membres (dans les conseils de cinq membres), désignés pour la première fois par le sort, et des quatre ou des deux autres plus anciens, après les six ans révolus. Dans la suite, les renouvellements ont lieu à l'ancienneté, tous les six ans : les membres restants élisent les nouveaux ; les membres sortants sont rééligibles (1).

2° un *bureau des Marguilliers*, véritable pouvoir exécutif, comprenant, outre le curé, membre perpétuel et de droit, trois fabriciens, un président, un trésorier, un secrétaire (2), renouvelés par tiers tous les trois ans.

Le conseil qui se réunit obligatoirement, le dimanche

1. Calmette, *Traité de l'adm. temp. des ass. relig. et des fabr. paroiss.*, p. 213 et suiv.

2. Le curé, qui ne peut être ni président, ni trésorier, peut être secrétaire (déc. 31 août 1870 et 23 déc. 1871).

Le maire, appelé par ses fonctions à contrôler les comptes du bureau, n'en peut faire partie (déc. 25 mars 1831, 28 déc. 1833, 13 mai 1865).

de la Quasimodo et les premiers dimanches de juillet et d'octobre, peut aussi être convoqué en session extraordinaire.

Le conseil vote : 1° le budget de la fabrique ; 2° l'emploi des fonds excédant les dépenses et des fonds provenant des legs, donations et fondations ; 3° le remploi des capitaux remboursés ; 4° toutes les dépenses extraordinaires au-delà de 50 francs dans les paroisses de moins de 1000 âmes, et de 100 francs dans les paroisses de plus de 1000 âmes. (Art. 12, décr. 30 déc. 1809).

Le conseil assure le service du culte, paie les vicaires, (1) les prédicateurs et les employés de l'Église, pourvoit à la décoration, à l'entretien et aux réparations (dans la mesure de ses forces) de l'édifice du culte ; il veille enfin à l'entretien du presbytère et du cimetière, etc...

Comme tous les établissements publics, les fabriques sont en tutelle. Elles ne peuvent par conséquent acquérir ni à titre onéreux, ni à titre gratuit (lois du 2 janv. 1817, 24 mai 1825, ordonn. roy. du 14 janv. 1831), aliéner, échanger, transiger, emprunter, plaider, sans une autorisation et l'avis du conseil municipal (loi du 18 juill. 1837, art. 21, loi du 5 av. 1884, art. 61).

1. Le décret du 30 déc. 1809 et l'art. 39¹⁴, de la loi du 18 juill. 1837 permettaient à la fabrique de recourir à la commune, lorsque ses ressources étaient insuffisantes pour subvenir, non seulement aux réparations des églises et presbytères, mais encore aux divers frais du culte. Et, parmi ces frais, était compris le traitement des vicaires. Mais l'art. 168 de la loi du 5 avril 1884 décide que cette dépense n'est plus obligatoire pour la commune, même dans le cas où la nécessité du poste de vicaire a été reconnue par l'évêque, et où l'insuffisance des revenus de la fabrique est démontrée.

Le bureau des marguilliers, qui tient séance une fois par mois, prépare les délibérations du conseil et les exécute ; il nomme les employés de l'Église, passe les marchés, surveille, visite, fait les inventaires prescrits. Mais le membre actif du bureau, c'est le trésorier. C'est lui qui signe, mandate, contracte, accepte les donations ou legs, comparaît en justice, paie et recouvre, fait toutes diligences et tous actes conservatoires. (Art. 77, 78, 79, décr. de 1809).

Le fonctionnement de la fabrique est admirablement résumé dans cette phrase de notre éminent professeur, M. Ducrocq : « Le conseil de fabrique délibère, le bureau des marguilliers exécute, et, le plus souvent, c'est le trésorier qui agit en son nom. » (1)

1. *C. de droit administratif*. T. II, p. 607.

CHAPITRE III.

LES ÉGLISES FONT PARTIE DU DOMAINE PUBLIC.

Nous entendons par *église* un édifice régulièrement affecté à l'exercice public du culte.

En ce sens, les chapelles domestiques et oratoires particuliers ne sont pas des églises. Il en est de même des chapelles des hospices, prisons, collèges et communautés. Tous ces édifices sont des propriétés privées. Néanmoins, le culte n'y peut être célébré qu'en vertu d'une permission du gouvernement accordée par décret, sur la demande de l'évêque et après avis du préfet, (décret du 22 décembre 1812 et art. 44 organique).

« Lorsque vous aurez à formuler cet avis, dit aux préfets une circulaire du 8 octobre 1880, vous voudrez bien vous rappeler que le service du culte dans un oratoire particulier ou chapelle domestique est une exception qui doit être légitimée, ou par des motifs d'utilité publique, lorsqu'il s'agit d'accorder des oratoires à des établissements publics, ou par des motifs de nécessité, lorsqu'il s'agit de chapelles domestiques demandées par des particuliers ». Dans le premier cas, l'autorisation est valable pour un temps déterminé dans le décret même ; dans le second, elle est limitée à la vie de la personne qui l'a obtenue.

La Cour de cassation a décidé récemment que si les chapelles domestiques et oratoires particuliers ne peuvent être établis sans une autorisation du gouvernement, cette prescription n'est appuyée d'aucune sanction pénale. (C. civ. 25 oct. 1886. D. 87, I, 505).

Nous rechercherons dans une première section, quelles sont les différentes sortes d'églises, — dans une seconde, pourquoi les églises font partie du domaine public.

Section I. — Des différentes sortes d'églises.

Les édifices consacrés à l'exercice public du culte ont des dénominations qui varient avec la circonscription ecclésiastique dont ils sont le chef-lieu et avec la nature des besoins qui ont nécessité leur érection.

On peut les classer sous les cinq titres suivants (1) : 1^o l'église métropolitaine et la cathédrale ; 2^o la cure ; 3^o la succursale ; 4^o la chapelle ; 5^o l'oratoire public ; 6^o l'annexe.

Aux quatre premiers titres seuls correspondent une circonscription territoriale distincte, une personnalité civile propre, une administration ecclésiastique permanente, enfin une fabrique.

I. *Eglise Métropolitaine et Cathédrale*. — La cathédrale peut être considérée comme l'église paroissiale du diocèse (2), et la métropole comme l'église paroissiale des différents diocèses de son ressort. Elles ont pour titu-

1. Circul. du 4 juillet 1882.

2. Les évêchés ou archevêchés, et par suite les cathédrales, sont érigés par le pape à la demande du gouvernement. Les bulles d'érection déterminent leur circonscription ; elles sont reçues et rendues exécutoires par décret.

laïres et pour premiers administrateurs l'évêque et l'archevêque. Le décret du 30 décembre 1809, relatif aux fabriques, a maintenu la situation exceptionnelle des fabriques cathédrales et consacré la quasi-omnipotence du siège épiscopal. En effet l'art. 104 dispose : « Les fabriques des églises métropolitaines ou cathédrales *continueront* à être composées et administrées, conformément aux règlements épiscopaux qui ont été réglés par nous ». Un projet de règlement en 4 articles, proposé en 1822, a été adopté par la plupart des évêques. Dans les autres diocèses, les cathédrales et les métropoles sont restées soumises aux règlements épiscopaux, édictés en vertu de l'arrêté du 9 floréal, an XI.

La cathédrale n'est pas seulement affectée au culte diocésain, mais encore au culte paroissial d'une circonscription urbaine. Dans les premières années qui suivirent le Concordat, de nombreuses difficultés furent suscitées par les prétentions réciproques du chapitre et du curé. « Il s'éleva des rivalités entre le corps paroissial et le corps capitulaire, dit Portalis, dans un rapport du 12 février 1807 ; des plaintes m'étaient souvent portées sur cet objet. Je sentais la nécessité de tout ramener au principe de l'unité ecclésiastique par la réunion au corps du chapitre de la cure existante dans une métropole ou dans une cathédrale. Dans le système de cette union, c'est le chapitre qui est curé et qui fait exercer par un de ses membres les fonctions curiales. Alors toutes les oblations sont pour l'église cathédrale et il n'y a plus de distribution contentieuse à faire ».

La réforme proposée par Portalis fut d'autant mieux acceptée qu'elle était un retour aux anciennes traditions.

Les articles 106-111 du décret du 30 décembre 1809 obligent les départements à assurer le culte diocésain et à pourvoir à l'entretien et aux réparations des cathédrales, dans le cas d'insuffisance des revenus de la fabrique. Mais, depuis 1825, (circul. minist. du 18 juin et 8 juillet), ces subventions sont devenues facultatives pour les départements, l'État ayant assumé la charge qui leur incombait jusqu'alors, et ayant inscrit à cet effet des allocations annuelles sur son budget. Les fonds ne sont pas versés dans la caisse de la fabrique, mais employés sous la surveillance de l'administration, sans qu'il soit permis à l'évêque de les détourner de leur destination. (Circ. minist. 10 déc. 1839).

Les dépenses qui ont exclusivement pour objet le service paroissial restent néanmoins à la charge de la commune. Pour éviter toute difficulté entre le conseil municipal et l'État (autrefois le département), plusieurs circulaires et décisions du ministre des cultes ont prescrit aux fabriques cathédrales de dresser deux budgets distincts, l'un pour le service diocésain, l'autre pour le service paroissial (1).

II. *Cure.* — III. *Succursale.* — La cure et la succursale répondent à la circonscription territoriale appelée *paroisse*. « C'est une règle en France, disait Portalis (rapport sur les art. organiques), que la division des paroisses

1. Circulaires du 22 août 1822, 22 déc. 1837, 8 déc. 1838, décision du 13 sept. 1869, circ. du 8 avr. 1881. Compar. G. Calmette, *Traité de l'administration temporelle des assoc. relig. et des fabriques paroissiales*, p. 233. — De Champeaux, *Le droit civil ecclésiastique ancien et moderne*, T. II, p. 425.

ses se doit faire par territoire et non par la qualité des personnes. Les cures personnelles sont contraires à nos maximes ».

Il y a, en général, une cure par canton, et une succursale (1) par commune. Cependant plusieurs communes rurales peuvent ne former qu'une seule paroisse ; d'autre part, les villes populeuses comptent plusieurs succursales. Cette organisation est conforme à l'art. 60 organique : « Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix. Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger ».

A la tête de la cure est placé un curé inamovible et agréé par l'État, à la tête de la succursale un desservant nommé et révoqué par l'évêque.

L'initiative de l'érection des cures et succursales appartient aux évêques qui doivent faire une enquête *de commodo et incommodo*, arrêter les plans de concert avec les préfets, enfin demander et obtenir l'autorisation du gouvernement (art. 61 et 62 organ.). Le conseil municipal de la commune intéressée est toujours consulté, (2) car il est appelé à suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique, conséquemment à assurer subsidiairement le service du culte paroissial et l'entretien de l'église, et à contribuer aux grosses réparations, voire à la reconstruction, si elle est indispensable. Le décret du 30 décembre 1809 (art. 49, 92, 93, 95, 98, 100, 101) impose formellement cette obligation aux communes et la loi du 18 juillet 1837 (art. 30) dont les dispositions ont

1. V. décret du 30 sept. 1807, tit. I.

2. Décret du 11 prairial an XII.

été reproduites par la loi du 5 avril 1884 (art. 136 12^e) range les dépenses, qui leur incombent de ce chef, parmi les dépenses obligatoires. A défaut de fonds libres, il y serait fait face au moyen d'une imposition extraordinaire.

Toutefois, il y a entre la loi de 1837 et celle de 1884 cette différence que les secours aux fabriques pour les dépenses ordinaires du culte, obligatoires d'après la loi de 1837, au même titre que la contribution aux grosses réparations, sont simplement facultatifs aux termes de la loi de 1884.

IV. *Chapelle*. — « La chapelle dit Vuillefroy, (1) est une sous-division de la cure ou succursale, dans laquelle il existe un édifice où le culte est célébré par un chapelain ou un vicaire, aux frais de la commune ou section de commune dans laquelle elle est établie ».

Ce n'est qu'en 1807 qu'on a permis l'établissement des chapelles. Décret du 30 septembre, art. 8 : « Dans les paroisses ou succursales trop étendues, et, lorsque la difficulté des communications l'exigera, il pourra être établi des chapelles... »

« Lorsque les habitants d'une commune désirent obtenir son érection en chapelle, ils doivent en adresser la demande à l'évêque ; la demande est remise par l'évêque au préfet qui donne l'autorisation nécessaire pour que le conseil municipal s'assemble, et délibère s'il convient à la commune de provoquer l'établissement de la chapelle ». Circ. minist. 11 mars 1809.

Les pièces (2) sont transmises au ministre des cultes,

1. *Traité de l'administration du culte catholique*, p. 10.

2. Voyez le détail des formalités prescrites et des pièces à produire, dans le *Cours de législation civile ecclésiastique* de Mgr André, t. II, p. 92 et suiv.

qui après s'être concerté avec le ministre de l'intérieur rend le décret d'érection.

La chapelle est personne morale ; elle a une fabrique et elle jouit de toutes les prérogatives des cures et succursales. Le lien qui rattache la chapelle à la cure ou succursale est, en effet, purement spirituel. (Avis C. d'Ét. 28 déc. 1819).

Il y a plusieurs sortes de chapelles : 1^o la *chapelle vicariale*, desservie par un vicaire de la cure ou succursale, autorisé à résider dans la commune, et recevant de l'État une indemnité de 350 francs. 2^o La *chapelle simple de première classe*, desservie par un chapelain particulier résidant dans la commune. 3^o La *chapelle simple de seconde classe*, desservie par un prêtre occupant un autre poste et autorisé à biner. Les desservants des chapelles de première et de seconde classe ne sont appointés que par la commune.

La commune ou section de commune qui possède une chapelle vicariale ou simple ne concourt pas aux frais du culte dans le chef-lieu de la cure ou succursale.

V. *Oratoire public*. — L'oratoire public qu'on appelait autrefois *annexe*, et qu'on appelle aujourd'hui *chapelle de secours*, est une église distincte de l'église paroissiale, mais qui n'a aucune existence légale en dehors de la paroisse. M. Boué (1) remarque judicieusement que la chapelle de secours « est comme un autel de l'église paroissiale qu'on a détaché du bâtiment de cette église et transporté à quelque distance ».

1. *Journal des conseils de fabrique*, t. II, p. 7.

L'oratoire public n'a ni circonscription, ni fabrique, ni desservant particulier. C'est le clergé de la paroisse qui vient y célébrer les offices ; c'est la fabrique paroissiale qui administre ses intérêts temporels. Les dons et fondations faits en faveur d'un oratoire public sont acquis à la fabrique paroissiale, sauf à respecter la destination indiquée par le bienfaiteur.

La demande d'érection d'un oratoire public ou chapelle de secours formée par le conseil de fabrique doit être approuvée par le conseil municipal. En effet, bien que les dépenses qu'entraîne cette affectation d'un nouvel édifice au culte public soient entièrement supportées par la fabrique, elles augmentent néanmoins les charges générales du service paroissial, et partant, les obligations éventuelles de la commune.

VI. *Annexe*. — Mgr André définit l'*annexe* une église située dans la circonscription de la cure ou succursale, et où la célébration publique du culte est autorisée par l'évêque sur la demande de souscripteurs particuliers qui s'obligent à en supporter seuls les frais (1).

(Articles 11, 12, 13 du décret du 30 septembre 1807).

L'*annexe* est un établissement essentiellement précaire qui s'évanouit avec les engagements des souscripteurs (2). (Avis Cons. d'Ét., 12 mars, 4 août, 5 nov. 1840).

L'*annexe* n'a pas de territoire et la commune ou section de commune où elle est située, est néanmoins obligée de concourir à l'entretien de l'église paroissiale et aux autres dépenses du culte.

1. *Op. cit.*, p. 108, t. I.

2. Ces engagements doivent être constatés par acte notarié.

L'annexe n'est point apte à posséder par elle-même. Les donations et fondations qui lui sont faites sont acceptées et régies par la fabrique de la paroisse, qui en a la nue-propriété (Circ. 12 août 1812, 11 mars 1809, ord. 2 avril 1817, 19 janvier 1820).

Aucun secours n'est attribué aux annexes sur les fonds du budget des cultes (Circ. 29 juin 1841).

— L'approbation préfectorale ne doit être accordée aux plans et devis de tous les travaux d'églises ou de chapelles nouvelles qu'au cas où il serait justifié de l'obtention d'un des titres dont il vient d'être parlé (Circ. 4 juillet 1882).

Tout lieu de culte qui n'est ni cure, ni succursale, ni chapelle, ni oratoire public ou particulier, ni annexe, n'est que toléré et peut être fermé par mesure administrative (C. cass. 9 déc. 1880, Circ. 4 juillet 1882).

Section II. — Pourquoi les églises font partie du domaine public.

De ce qui précède il résulte qu'une église, au sens juridique du mot, est un édifice affecté au culte public par le pouvoir laïque et le pouvoir ecclésiastique agissant de concert. Tous les édifices du culte, ne rentrant pas dans l'une des catégories énumérées ci-dessus, ne sont pas des églises. La consécration donnée par l'évêque aux oratoires domestiques et aux chapelles des congrégations, collèges, hospices, prisons, etc... ne leur confère aucun privilège civil. Nos lois ne reconnaissent point de *res sacræ*.

Ce n'est pas, en effet, comme *res sacræ* que les églises

sont mises hors du commerce, mais comme dépendances du domaine public.

Le domaine public comprend la masse des choses communes à tous les citoyens et qui n'ont d'utilité qu'à condition « d'être asservies à l'usage de tous et de n'appartenir à personne. » (1)

Le domaine public est inaliénable, imprescriptible, insusceptible de propriété privée. On comprend que ce privilège exorbitant ne peut être concédé sans un texte exprès.

D'après l'art. 538 du Code civil, les dépendances du domaine public doivent satisfaire aux trois conditions suivantes : 1° être non susceptibles de propriété privée par leur nature ; 2° être affectées à l'usage public ; 3° être une *portion du territoire français*, c'est-à-dire consister en une partie du sol nu de bâtiments, ou tout au moins dont les bâtiments ne soient que l'accessoire (2).

MM. Ducrocq et Batbie (3) en concluent très judicieusement que les édifices affectés à des services publics, ne possédant aucun de ces caractères, ne font pas partie du domaine public.

La question est de savoir si les églises doivent être assimilées aux autres édifices publics. M. Batbie dit oui, et à première vue, il semble avoir raison. Il est bien évident, en effet, que les églises ne sont pas, par leur nature, insusceptibles de propriété privée.

1. Proudhon, *Traité du domaine public*, t. I, p. 63, 460 et suiv.

2. *Contrà*, Gaudry, *Du domaine*, t. I, p. 611. D'après cet auteur, tout immeuble, édifice ou sol nu, *affecté à un service public* d'une façon *perpétuelle et générale*, fait partie du domaine public.

3. *Droit administratif*, t. V, p. 370.

D'autre part, bien qu'en vertu du décret du 18 mai 1806, elles soient « ouvertes gratuitement au public, » il est difficile de voir là une affectation à l'usage public dans le sens de l'art. 538. Mais, si les églises ne rentrent pas dans la disposition générale de l'art. 538, d'autres textes ont pu les mettre hors du commerce et décider à leur égard ce que l'art. 540 a décidé pour « les ports, murs, fossés, remparts des places de guerre et des forteresses. »

Ces textes ne sont autres que l'art. 12 du Concordat et les articles 75 et 77 organiques.

Nous croyons, avec M. Ducrocq (1), que, sans classer directement les églises dans le domaine public, ils suffisent à les mettre hors du commerce.

Dans tous les temps et sous toutes les législations, les temples ont été entourés d'une protection spéciale (2). Il n'est pas vraisemblable que nos lois leur aient refusé les seuls avantages dont puisse disposer un État laïque, à savoir les privilèges de la domanialité publique.

Une jurisprudence constante applique cette doctrine.

On divise le domaine public en domaine public national, départemental ou communal, suivant qu'il est laissé plus particulièrement à l'usage et à la charge de la nation, du département ou de la commune.

La plupart des auteurs s'accordent à classer les églises

1. Ducrocq, *Droit administratif*, t. II, p. 89 et suiv., p. 115.

2. La loi du 27 juillet 1881 (art. 16) dispose que les professions de foi, circulaires et affiches électorales pourront être placardées sur tous les édifices publics, à l'exception des édifices consacrés au culte.

métropolitaines et cathédrales dans le domaine public national. Quant aux églises paroissiales et aux chapelles, on distingue entre les églises antérieures à 1801, rendues au culte en vertu du Concordat, et les églises construites postérieurement. Celles-ci font partie, suivant l'opinion générale (1), du domaine communal ou du domaine de la fabrique, selon que la commune ou la fabrique les a construites. Celles-là ont une situation fort complexe qui a donné lieu à différents systèmes.

Premier système. — Les églises paroissiales appartiennent à l'*Etat*. L'*Etat*, dit-on, s'est emparé des édifices religieux durant la période révolutionnaire, il ne s'en est pas dessaisi depuis. Où trouver la loi qui a éteint son droit ? Ce n'est point le décret du 11 prairial an III, qui a simplement donné aux citoyens l'*usage provisoire* des églises ; ce n'est ni le concordat, ni la loi organique qui mettent ces édifices à la *disposition des évêques* pour être entretenues et surveillées par les fabriques ; ce n'est pas l'arrêté du 7 thermidor an XI, qui a attribué aux fabriques leurs anciens biens non aliénés, et réuni aux fabriques conservées les biens des fabriques supprimées ; ce n'est pas le décret du 30 mai 1806, qui, en cédant aux fabriques les églises et presbytères *supprimés*, a exclu les églises et presbytères conservés.

Done, la propriété des églises, n'ayant été expressément concédée ni aux communes ni aux fabriques, est restée à l'*Etat*. A vrai dire, il entend laisser les charges aux com-

1. On verra plus loin que nous admettons, avec M. Ducrocq, que toutes les églises paroissiales sont dans le domaine public communal, le droit du constructeur s'évanouissant, lors de leur affectation.

munes et fabriques intéressées. Mais il n'en reste pas moins nu-propriétaire, et le *condominium* des communes et des fabriques est un *condominium* de jouissance.

Cette opinion, à peu près abandonnée aujourd'hui, a été soutenue par M. Appert, dans une article de la *Revue critique de législation*, décembre 1877 (1).

Deuxième système. — Les églises paroissiales appartiennent aux *communes*. Le décret du 11 prairial an III, a concédé l'usage des églises aux communes, à la charge de les entretenir et de les réparer. Le Concordat, en remettant les églises à la disposition des évêques, n'enleva point aux communes les droits qui leur avaient été antérieurement reconnus vis-à-vis de l'Etat. Ils n'a pu, d'autre part, transmettre ces droits aux fabriques, puisqu'elles n'étaient pas encore réorganisées. Les seules églises qui soient devenues la propriété des fabriques sont, d'après le décret du 30 mai 1806, celles qui, ayant été supprimées, furent réunies aux cures et succursales du ressort et considérées comme faisant partie des biens restitués aux fabriques par l'arrêté du 7 thermidor an XI.

D'ailleurs, l'arrêté du 7 ventôse de la même année appelle les conseils municipaux à délibérer sur l'acquisition, la location, l'entretien et la réparation par les communes des édifices nécessaires au culte.

Enfin, trois avis du Conseil d'Etat du 3 nivôse, du 2 pluviôse et du 24 prairial an XIII, tranchent formellement la question en faveur des communes.

1. M. Appert estime que les *meubles précieux* des fabriques ne seront vraiment en sûreté qu'entre les mains de l'Etat ; c'est dans ce but qu'il attribue à l'Etat les églises et leurs richesses mobilières.

Or, ces avis, surtout les deux premiers, ont force de lois, car ils ont été approuvés par l'empereur ; s'ils n'ont pas été insérés au *Bulletin des lois*, le ministre de l'intérieur les a transmis aux préfets en les invitant à les notifier à toutes les communes, tandis que, de son côté, le directeur des Domaines les communiquait à ses agents.

Suivant M. Aucoc (1), « ces actes équivalents à l'insertion au *Bulletin des lois*, en ont opéré la promulgation et les ont rendus exécutoires. »

Ce système est aujourd'hui généralement adopté par la doctrine et la jurisprudence. Parmi les décisions les plus récentes, nous citerons, C. de Cass., 15 nov. 1853, Dalloz, 1853. I. 343. Rouen, 23 avril 1866, D. 1866, II, 160. Paris, 29 juin 1877, journal *Le Droit*, 30 juin. Paris, 12 juillet 1879, D. 1880, II, 97. Epernay, 1^{er} juin 1877, (D. 1880, II, 100), confirmé en appel.

Troisième système. — Les églises paroissiales appartiennent aux *fabriques*. M. Daniel Touzaud, reprenant cette thèse déjà exposée par M. Foucart (2), professeur à la Faculté de droit de Poitiers, l'a très remarquablement développée dans un article de la *Revue catholique des Institutions et du Droit* (3).

Les églises appartenaient aux fabriques avant 1789 ; elles furent mises à la disposition de la nation par les lois du 24 août 1793 et du 13 brumaire an II. Pour en

1. *Revue critique de législation*, 1878, p. 120 et suiv.

2. *Traité de droit public et administratif*, t. III, p. 148. Voyez aussi Vouriot, *Propriété et administration des biens ecclésiastiques*, p. 130.

3. 1878, juin, août, septembre et octobre.

investir les communes, il aurait fallu une donation formelle de la part de l'Etat ; or, le décret du 11 prairial an III ne leur en accorde que l'usage provisoire. Dans tous les cas, si le sens de cette disposition peut sembler douteux, celui de l'article 75 de la loi du 16 germinal an X est, au contraire, très explicite : « Les édifices anciennement destinés au culte catholique, *actuellement dans les mains de la nation...* » Ce sont donc bien des propriétés nationales, et non des propriétés communales qui ont été remises à la disposition des évêques, en vertu du Concordat.

Les églises étant rendues au culte par l'article 12, le pape déclare dans l'article 13 « que pour l'heureux rétablissement de la religion catholique, ni lui ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés... »

« Voilà donc, dit M. Touzaud (1), les conditions bilatérales échangées : des édifices aliénés nulle revendication, mais, en échange, ceux qui n'ont pas été aliénés sont remis à l'autorité religieuse. Qu'est-ce à dire, sinon que pour ces biens du moins, pour les plus précieux des biens ecclésiastiques, ceux qui ont conservé leur destination seront rendus purement et simplement à l'autorité spirituelle, apparemment dans les conditions où ils étaient affectés à cette destination sacrée, antérieurement à la période révolutionnaire ? »

Les fabriques sont détruites, objecte-t-on. Oui, mais le principe de leur rétablissement est posé dans l'article 15 du Concordat et l'article 76 de la loi de germinal, an X. Dès l'année suivante, une organisation sommaire est ébauchée.

1. *Opus cit.*

Comment concevoir que les fondations faites en faveur des églises soient acceptées et administrées par les fabriques, si les fabriques ne sont pas en quelque sorte le vêtement légal qui assure aux églises la personnalité civile et la qualité d'établissement public ?

Au lieu de répondre, les partisans des communes se retranchent derrière les avis du conseil d'État. *Dura lex sed lex.* — Quelle est donc, en réalité, la valeur législative de ces avis ?

Nous savons bien que d'après la Constitution de l'an VIII et le décret du 5 nivôse de la même année, le conseil d'État avait mission d'interpréter le sens des lois et que ses décrets et avis, non déclarés inconstitutionnels par le Sénat, devenaient obligatoires.

Nous n'ignorons pas qu'à l'insertion au *Bulletin des lois*, prescrite par la loi du 12 vendémiaire, an IV (art. 12), l'article 1 du Code civil substitua un autre mode de publication, en décidant que la promulgation des lois sera réputée connue à l'expiration d'un certain délai. Mais un avis du conseil d'État du 25 prairial, an XIII (inséré au *Bulletin des lois*) a reconnu que les décrets et à plus forte raison les avis du conseil d'État « n'ont pas été compris dans la disposition de l'article 1 du Code. »

Il ajoute, il est vrai : « Quant à ceux qui ne sont point insérés au *Bulletin des lois* ou qui n'y sont indiqués que par leur titre, ils sont obligatoires du jour qu'il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent par publication, affiche, notification ou signification, ou envois faits ou ordonnés par les fonctionnaires publics chargés de l'exécution. »

Or, nos adversaires s'emparent de cette partie de l'avis de prairial et prétendent en appliquer le bénéfice, sinon à l'avis du 5 nivôse, du moins à celui du 6 pluviôse qui a été envoyé par le ministre de l'intérieur à ses préfets, par le directeur des domaines à ses agents, et notifié par ceux-ci aux intéressés. Malheureusement l'avis du 25 prairial an XIII est postérieur de près de 6 mois à l'avis du 6 pluviôse. A moins donc de reconnaître au premier un effet rétroactif (la Cour de Bruxelles (1) l'a fait), il est impossible d'en faire l'application au second.

Au surplus, même en admettant que les avis de l'an XIII aient force de lois, il convient d'observer avec Foucart (2), « qu'ils prononcent non pas entre les communes et les fabriques, mais entre l'État et les communes ; ils sont donc concluants contre la propriété de l'État, sans l'être pour la propriété des communes. En effet, en l'an XIII, bien que rétablies par la loi du 8 germinal, an X, les fabriques n'étaient point encore organisées ; il n'est donc pas étonnant qu'à cette époque, où l'on ne comprenait point encore toutes les conséquences des institutions qu'on venait de créer, l'administration ait attribué aux communes qui avaient une personnalité bien distincte, et qui supportaient certaines charges relatives au culte,

1. 25 mai 1880. « Attendu que si, par *identité de motifs*, on étend cette règle (la règle établie par l'avis du 25 prair. an XIII) aux avis des 3 niv. et 2 pluv. an XIII, antérieurs à l'avis du 25 prair. de la même année, on doit reconnaître qu'ayant été transmis aux préfets pour exécution, ils ont reçu une publicité suffisante par la connaissance que ces fonctionnaires ont dû en donner aux maires... » Daloz, 1881, II, 14.

2. *Op. cit.*, t. III, p. 148.

la propriété des églises et des presbytères restitués. »

Mais le décret de 1806 et surtout le décret 1809 démontrent qu'un changement s'est opéré dans les idées du gouvernement.

L'article 1^{er} du décret du 30 mai 1806 est ainsi conçu : « les églises et presbytères qui, par suite de l'organisation ecclésiastique, seront supprimés, *sont* partie des biens rendus aux fabriques, et *sont* remis à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles ils seront situés... »

Attribuer aux fabriques les églises supprimées, disent les partisans des communes, c'est exclure les églises conservées. A cet argument *a contrario*, les partisans des fabriques répondent que l'article 1 du décret de 1806 est *déclaratif* et non *attributif* de propriété — que le législateur revenu à d'autres idées constate que la restitution opérée en vertu de l'arrêté du 7 thermidor, an XI, doit s'entendre non seulement des églises conservées, mais aussi de celles qui dépendent des paroisses supprimées, que, d'ailleurs, l'on ne comprendrait pas pourquoi le législateur aurait donné aux fabriques des édifices inutiles, en même temps qu'il leur refusait ceux qui, affectés au culte, étaient la raison d'être de ces fabriques dont ils auraient dû constituer « la propriété première et essentielle (1). »

1. Ce sont les propres termes du ministre Gaudin dans le rapport au Conseil d'Etat qui inspira l'avis du 6 pluviôse an XIII. Les motifs donnés par Gaudin en faveur des communes sont étranges, ainsi qu'en témoigne cet extrait : « L'arrêté du 7 thermidor an II, en rendant à leur destination primitive les biens et les rentes des fa-

Dans le même esprit, un décret du 17 mars 1809 ordonne de restituer aux fabriques les églises et presbytères qui, ayant été aliénés, sont revenus au domaine pour cause de déchéance.

Mais, arrivons au décret du 30 décembre 1809. Nous y trouvons, sinon la consécration formelle du droit de propriété des fabriques, du moins la reconnaissance à leur profit d'un droit très large de surveillance ou mieux de surintendance en ce qui concerne *l'entretien et la conservation des temples* (art. 1) et la gestion de leurs intérêts matériels. La commune est reléguée au second plan. Elle n'est appelée à subvenir *aux frais indispensables du culte*, ainsi qu'*aux réparations des bâtiments*, que si la fabrique réclame son concours et démontre, en produisant son budget, *l'insuffisance de ses revenus*. (Art. 36, 37, 46, 47, 48, 49, 92, 94).

Donc, la fabrique est obligée *principalement*, tandis que la commune ne l'est que *subsidiairement*. Le conseil d'État l'avoue lui-même dans un avis du 31 août 1839, et les lois municipales du 18 juillet 1837 et du 5 avril 1884 n'infirmant en rien cette doctrine.

« Qu'on se souvienne maintenant, dit M. Touzaud, de l'avis du 2 pluviôse an XIII; quel était le dilemme présenté au conseil d'État par les trois ministres de l'intérieur, des cultes et des finances ?

briques non aliénés, veut qu'ils soient administrés dans la forme particulière aux biens communaux. Ces dispositions indiquent positivement la nature des objets restitués et semblent leur imprimer le caractère de propriétés communales, et comme l'église de chaque fabrique en est la propriété première et essentielle, on pourrait en inférer que cette église est la propriété communale... »

« Ou les communes ne sont propriétaires ni des églises ni des presbytères, et dans ce cas ne doivent point en payer les charges, ou elles paient les impositions, et par ce fait seul, doivent être regardées comme propriétaires (1).

« Il suffit de substituer le nom des fabriques à celui des communes pour voir formulé l'argument dont le conseil d'État devrait assurément se pénétrer aujourd'hui, comme il le fit en l'an XIII, pour reconnaître par application du décret de 1809, que ce sont les fabriques qui doivent être définitivement reconnues propriétaires des édifices religieux (2).»

En ce sens, C. de Nancy, 18 mai 1827, Sirey 27, II, 218. — Trib. de Chartres, 13 juin 1834, S, 36, II, 99. — C. cassat. Turin, *Jurispr. savoie*. T. IX, p. 156. — C. d'app. de Savoie, 30 mai 1856, Dalloz, 1857, II, 112. — Trib. Chambéry, 4 fév. 1880. D. 1880, III, 81 et 82. — Jurisprudence belge antérieure à 1880.

— Dans un système plus radical, mais qui a beaucoup d'analogie avec celui que nous venons d'examiner, on considère les églises comme la propriété des *paroissiens*. C'est ce que soutenait Mgr Affre dans les premières éditions de son *traité de l'administration temporelle des paroisses*.

C'est ce que soutient encore M. Gavouyère, (3) sous une forme plus juridique : « Sous le nom d'églises mé-

1. Aucoc, *Revue critique*, 1878.

2. *Revue cath. des Inst. et du droit*, 2^e semestre, p. 264.

3. Rapport au Congrès catholique de Nantes, publié dans la *Revue catholique des Institutions et du droit*, p. 428 et suiv. Décembre 1883.

tropolitaines, cathédrales, et paroissiales, dit-il, ou sous la dénomination équivalente d'archevêchés, d'évêchés et de paroisses, le concours des deux autorités religieuse et civile a créé de véritables personnes morales investies (comme les départements et les communes) du droit d'acquérir et de posséder tous les biens nécessaires à leur fin propre. Le plus précieux de ces biens, c'est l'édifice du culte. Or, donner l'édifice du culte à la fabrique et non à la paroisse, ce serait opérer une confusion analogue à celle qui ferait du conseil général, au lieu du département, le propriétaire des biens administrés par ce corps électif. »

Cette théorie est évidemment très rationnelle, mais elle ne peut se soutenir en droit. On ne saurait, en effet, créer à volonté des personnes morales. Si nos lois n'ont point reconnu la paroisse comme établissement public, peut-être après tout n'ont-elles point eu tort ? Cette entité juridique n'existait pas sous l'ancien régime : il n'y avait qu'un *corps paroissial* représenté par la fabrique. Il en est de même aujourd'hui et c'est se méprendre étrangement que de ne voir dans la fabrique qu'un conseil d'administration. L'établissement public que l'État reconnaît sous le nom de fabrique, c'est, sous une forme imparfaite peut-être, le corps paroissial d'une circonscription ecclésiastique ; le conseil de fabrique n'est que son organe, ou, si l'on veut, son parlement.

Quatrième système. Les communes et les fabriques sont copropriétaires des églises paroissiales. M. Gaudry (1)

1. *Législation des cultes*, t. II, n° 720.

qui adopte cette opinion, s'appuie sur un arrêt de la cour de cassation du 7 juillet 1840.

« Attendu qu'il résulte des dispositions précitées, (décr. 4 nov. 1789, 13 brumaire an 2, loi du 11 prair. an 3, art. 12 du concordat, art 75 et 76 de la loi du 18 germin. an X, arrêté du 7 thermid. an XI, décr. du 30 déc. 1809, etc...) que la propriété des églises n'est exclusivement attribuée ni aux communes, ni aux fabriques (1). »

Il est assez difficile de dégager la signification exacte de cet arrêt. La cour de cassation qui jusque-là avait admis la propriété des fabriques (2) semble transiger. Mais, sa doctrine nouvelle se fonde surtout sur ce fait que l'État ne s'est point dessaisi absolument, que, conséquemment, il n'a conféré aux communes et aux fabriques qu'un droit *sui generis*, droit très large de jouissance et d'administration, mais, somme toute, plus proche de l'usufruit que de la propriété. Donc, l'arrêt de 1840 est décisif contre les communes, puisqu'il casse une décision de la cour de Limoges, attribuant la propriété des églises aux communes ; il est décisif aussi contre les fabriques, puisqu'il réforme la jurisprudence antérieure qui leur était favorable.

C'est seulement en faveur de l'État qu'il pourrait être utilement invoqué.

Au reste, la cour suprême, après s'être ralliée aux par-

1. Dalloz, 4, 247, 1840. — V. aussi C. de Bordeaux, 6 février 1838.

2. Arrêt du 6 déc. 1836. Dalloz, Répert, T. XIV. p. 857.

tisans des communes, (1) s'est finalement désintéressée de la lutte et a déclaré s'en remettre à la justice administrative, dans un arrêt du 6 juillet 1869 : « attendu que les actes relatifs aux biens ecclésiastiques restitués ou abandonnés aux fabriques, sont des actes administratifs qui doivent être laissés à l'appréciation de l'administration elle-même... »

Suivant nous, le Concordat n'a formellement attribué la propriété des Eglises ni à l'État, ni aux communes, ni aux fabriques. Il n'a point tranché cette question, ne l'ayant point posée.

En 1801, l'Eglise a demandé et obtenu la reconnaissance du culte catholique comme service public. Pour prix de cette satisfaction, elle renonçait à toute revendication relative aux biens dont elle avait été dépouillée, et disparaissait en quelque sorte en tant que puissance temporelle.

Les églises « sont remises à la disposition des évêques », qu'est-ce à dire, sinon que ces édifices sont affectés au nouveau service public qui vient d'être créé et rentrent, par conséquent, dans la catégorie des choses « asservies à l'usage de tous et dont la propriété n'est à personne (2) » ?

Puisque les églises font partie du domaine public, elles doivent être nécessairement rangées, soit dans le domaine public national, soit dans le domaine public départemental, soit dans le domaine public communal. L'État, le département et la commune sont, en effet, dit M. Ducrocq, « les

1. Ch. des req., 10 déc. 1849. C. civ. 15 nov. 1853.

2. Proudhon. *op. cit.*

trois unités administratives, dépositaires des diverses portions du domaine public, dans l'intérêt social et en tant qu'organes de la puissance publique (1) ».

Le classement des églises dans l'un ou l'autre de ces domaines était donc un acte purement administratif qui n'intéressait pas l'Eglise et dont le Concordat ne devait pas s'occuper.

Mais, comme en fait, il résultait des articles organiques et de l'arrêté du 7 ventôse an XI que le culte paroissial était mis à la charge des communes, il était naturel d'incorporer les églises paroissiales dans le domaine public communal. C'est ce que reconnurent les deux avis du conseil d'Etat de l'an XIII :

« Les sections (Finances et Intérieur), dit l'avis du 2 pluviôse, croient que la législation nouvelle a rendu ces édifices propriétés communales, puisque l'État n'acquitte plus les charges qu'il s'était imposées, en s'emparant de ces biens par les lois de 1789 et de 1791..... qu'une jouissance onéreuse et temporaire amènerait bientôt la dégradation de tous ces bâtiments, et qu'il est utile de conserver le droit de propriété des communes sur les édifices qui leur ont été rendus afin de les encourager à les entretenir ». Logiquement, il eût fallu décider aussi que les églises cathédrales étaient remises au département, puisqu'elles étaient à sa charge. Mais, le département n'existait pas alors, du moins en tant qu'être juridique, et, les deux décrets de 1811 qui le dotèrent, ne lui attribuèrent pas les cathédrales et les métropoles. Enfin — ce

1. *Droit administratif*, t. II, p. 87.

qui ôte tout intérêt à cette discussion — l'État a assumé en 1825 les dépenses du culte diocésain.

Somme toute, il est à peu près universellement admis aujourd'hui que les églises cathédrales et paroissiales, restituées en 1801, appartiennent, les premières à l'État, les secondes aux communes.

Mais, n'oublions pas que ni l'État, ni les communes ne possèdent propriétairement les églises, qu'ils n'en ont « que la garde et la surintendance avec mission de les conserver aux générations à venir (1) ».

Observons, en outre, que les églises occupent une situation exceptionnelle dans le domaine public, en ce que : 1° leur administration est confiée à un établissement public spécial, la fabrique ; 2° leur désaffectation est soumise à des règles particulières qui seront expliquées plus loin.

Tombent dans le domaine public au même titre que les églises restituées en 1801, les églises construites ou acquises en exécution du Concordat, soit par les communes, soit même par les fabriques. Le droit de propriété de la fabrique s'éteint, en effet, le jour où l'église qu'elle a payée de ses deniers obtient un titre légal d'affectation et devient, par suite, inaliénable et imprescriptible.

On sait que les églises non aliénées et cependant non comprises dans l'organisation concordataire ont été remises aux fabriques. Quoique ouvertes au public, elles ne jouissent pas des privilèges de la domanialité publique, tant qu'elles n'ont pas été régulièrement affectées au

1. Ducrocq, *Droit administratif*, t. II, p. 88.

culte. Mais, du jour où elles sont nantis de l'un des titres énumérés plus haut, elles cessent d'appartenir aux fabriques et rentrent dans le domaine public communal. (C. d'Etat, avis du 12 février 1841).

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES DE LA DOMANIABILITÉ PUBLIQUE DES ÉGLISES.

Comme toutes les autres parties du domaine public, les églises sont frappées d'*indisponibilité*. Tant que dure leur affectation au service public du culte, elles sont inaliénables et imprescriptibles, « dans leur ensemble et dans chacune de leurs parties principales ou accessoires, (1) » sans qu'il soit besoin de rechercher, comme le voulait Troplong, si elles ont « un caractère monumental, » un cachet artistique, une valeur archéologique : la plus modeste église de village est mise hors du commerce au même titre que Notre-Dame de Paris.

Sont pareillement inaliénables et imprescriptibles les objets attachés à l'église à perpétuelle demeure et que le Code civil appelle immeubles par destination. Tels sont les *autels* tenant au sol, les *stalles*, *chaires*, *tribunes fixes*, les *boiseries* scellées dans la muraille, les *statues* placées dans des niches ou sur des socles construits « exprès pour les recevoir (2) », les *tableaux* et *ornements* qui ne peuvent être enlevés « sans être fracturés ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils

1. Ducrocq, *C. de dr. admin.*, t. II, p. 478.

2. C. civ., art. 525, alinéa final.

sont attachés » (1), les *orgues* élevées sur maçonnerie ou fixées dans les murs, les *cloches* supportées par une charpente adhérente au clocher et faisant corps avec lui, (2) l'*horloge* de façade (3).

Les mêmes privilèges s'étendent : 1° aux *chapelles intérieures*. On n'examine plus aujourd'hui si elles sont ou non hors des ailes de l'église. — La Cour de cassation a décidé, 17 mars 1869 (D. 69, I, 205) qu'une chapelle, bien que communiquant avec l'église, est la propriété du particulier qui l'a édifiée, hors de l'enceinte de l'église, sur son propre terrain. — (La Marronnière contre commune d'Aizenay). — Il suffit qu'elles fassent corps avec elle. 2° aux *bancs*. De même qu'on ne peut prescrire la propriété d'une partie de l'église, d'une chapelle par exemple, on ne peut non plus acquérir par prescription la jouissance d'un banc ou d'une place réservée. Les droits autrefois attachés à la qualité de patron ou de fondateur ont été abolis par les lois sur la féodalité et n'ont point été rétablis par l'art. 75 de la loi du 18 germinal an X (Limoges, 22 août 1838. Dall. 1839, II, p. 110. C. cass., 18 juill. 1838, D. 38, I, 348. C. cass., 6 déc. 1846). Cependant l'art. 72 du décret du 20 déc. 1809, permet à celui qui a *entièrement bâti* une église de retenir la propriété d'un banc ou d'une chapelle pour lui et sa famille tant qu'elle existera.

Ce droit est personnel au fondateur, à ses enfants et

1. Même article.

2. Rouen, 23 avril 1866.

3. Comp. Gaudry, *Législat. des cultes*, t. II, p. 516 et suiv. Mgr André, *op. cit.*, à ces différents mots.

descendants (1) ; ses autres héritiers et, à plus forte raison, les acquéreurs de ses biens n'y sauraient prétendre (2).

Les simples donateurs ou bienfaiteurs peuvent obtenir le même avantage, sur l'avis du conseil de fabrique approuvé par l'évêque et par le ministre des cultes.

En dehors de ce cas particulier, on ne peut Concéder ou louer un banc pour un temps plus long que la vie de la personne concessionnaire ou locataire (art. 68).

La plupart des auteurs pensent même que les concessions de bancs, faites postérieurement au concordat et antérieurement au décret de 1809, sont devenues caduques, si elles n'ont pas été régularisées conformément aux dispositions de ce décret. Il n'y a donc d'autres concessions perpétuelles que celles reconnues et permises par l'art. 68 du décret de 1809.

3° aux *cloîtres adhérents* aux églises, (Nancy, 5 janv. 1855. Dalloz, 1855, II, 137).

4° aux *piliers extérieurs et contreforts accessoires* de l'église. En conséquence, si des constructions sont établies contre ces piliers, même depuis plus de trente ans, la démolition peut en être requise (Paris, 18 fév. 1851, D. 1851, II, 73. Riom, 19 mai 1854, S. 54, II, 589).

Mais l'indisponibilité est de droit strict et doit être refusée aux dépendances extérieures qui ne font point partie intégrante de l'église ou qui ne sont pas nécessaires au service public du culte.

1. Lettre du min. des cultes à l'évêque de Luçon, 1840, dans André, t. I, p. 427.

2. C. cass. req., 1^{er} fév. 1823. Dalloz, *Répert.*, t. 44, p. 883, note 1.

Ce principe admis par plusieurs cours d'appel (Caen, 11 déc. 1848, S. 49, II, 342. Rouen, 14 avril 1858) a été formellement consacré par la Cour de cassation, (17 nov. 1860, S. 61, II, 353), qui constate qu'un particulier « a pu acquérir tant par titre que par prescription la propriété du terrain compris entre les contreforts d'une église consacrée au culte catholique ». A plus forte raison doit-on condamner deux arrêts de la Cour d'Agen, (23 janvier 1850, S. 60, II, 318; 2 juillet 1862, S. 62, II, 510), déclarant imprescriptible un passage autour de l'église, dit *tour d'échelle*, destiné à faciliter la réparation des murailles (1).

De même, on ne saurait reconnaître les caractères de la domanialité publique aux *chemins de ronde*, ou espaces ménagés autour de certaines églises rurales et pris sur le terrain d'anciens cimetières.

La Conseil d'État, appelé à décider qu'à l'avenir un chemin de ronde « serait réservé devant et autour des églises », émit l'avis suivant, le 20 décembre 1807 :

« Considérant que les dispositions du décret proposé ne pourraient être applicables dans les différentes localités, les églises étant isolées dans une commune et bordées ou entourées de bâtiments dans d'autres.

« Est d'avis qu'il n'y a pas lieu de rendre sur cette matière un décret général et qu'il suffit que le ministre ordonne aux maires des communes de ne vendre aucun cimetière sans lui soumettre un projet d'aliénation, afin qu'il décide quelles sont les parties de ces anciens cime-

1. Cf. Ducrocq, *Cours de droit adm.*, t. II, p. 479 et suiv. — *Des églises*.

tières qui pourront être aliénées, et celles qu'on devra réserver pour laisser aux églises l'air et le jour nécessaires, une libre circulation et de faciles communications ».

L'on peut inférer de cet avis que certaines fabriques rurales sont en droit de réclamer un chemin de ronde ; mais, pour utile qu'il soit, cet espace ne leur est pas indispensable et, partant, n'est point frappé d'indisponibilité.

Dans cet ordre d'idées, il a été jugé qu'une ruelle, qu'un escalier facilitant l'accès d'une église constituait non une partie de la voie publique, mais une dépendance nécessaire de l'église : c'est pourquoi un voisin n'y peut pratiquer ni ouverture, ni fenêtre d'aspect, sans titre ou prescription (C. cass., 10 déc. 1849, D. 50, I, 16. Montpellier, 11 fév. 1875, D. 76, II, 179).

Tout en adoptant le principe de ces arrêts, nous ferons observer qu'ils emploient une expression inexacte en qualifiant la ruelle et l'escalier de *dépendance nécessaire* : en effet, les dépendances nécessaires et indispensables à la destination de l'église sont imprescriptibles comme l'édifice même (1). Comp. Agen, 28 fév. 1878, D.

1. Un arrêt de la cour de Liège, 12 avril 1876, décide que le terrain qui donne accès à une église et qui a été, comme le bâtiment même, frappé de la main-mise nationale, forme une dépendance nécessaire de cette église, et si celle-ci est rendue au culte, devient comme elle, inaliénable et imprescriptible. *Pasicrisie belge*, 1876, II, p. 271 et suiv. — Nous serions de l'avis de la cour de Liège si l'église n'avait pas d'autres accès que le terrain en question, car il constituerait alors une dépendance indispensable.

Il faut distinguer dans les dépendances d'une église, ce qui est nécessaire et ce qui est simplement utile. Les dépendances néces-

71, II, 161. — L'aliénation indirecte et partielle résultant d'une constitution de servitude est interdite aussi bien que l'aliénation totale. C'est ainsi que les murs des églises ne peuvent subir la servitude d'égout, la servitude *oneris ferendi* (1). (C. cass., 15 nov. 1883, Agen, 2 juillet 1862, et les arrêts cités ci-dessus), la servitude de mitoyenneté :

Cour de cassat. 5 déc. 1838 :

« Attendu que la mitoyenneté donne sur le mur qui en est l'objet un droit de copropriété ; que dès lors, l'acquisition de cette mitoyenneté ne peut avoir lieu lorsque la propriété ou l'édifice dont on veut rendre le mur mitoyen est hors du commerce ; qu'avant le Code civil, il était universellement admis en France que les églises ou édifices publics consacrés au culte n'étaient pas susceptibles d'une propriété privée, et que ce principe d'ordre et de droit public n'a pas été détruit ou modifié par le Code civil, rejette. »

Si, cependant, un particulier avait acquis une servitude sur une église avant son affectation au culte public, il faudrait pour l'en dépouiller recourir à l'expropriation.

— On ne peut posséder les choses dont on ne pourrait être propriétaire. C'est pourquoi, les églises insuscepti-

saires sont inaliénables et imprescriptibles ; les dépendances utiles peuvent être grevées de servitude ou être atteintes par la prescription. A la fabrique et à la commune de veiller.

1. M. Troplong, conséquent avec lui-même, croit que les églises non « *monumentales* » peuvent être grevées de servitudes. Il est à peine besoin de remarquer que ce sont celles-là surtout qui sont menacées de l'envahissement des constructions parasites.

bles de propriété privée sont insusceptibles de *possession*.
« Les immeubles, dit excellemment M. Ducrocq, qui ne peuvent être l'objet d'une possession utile pour la prescription acquisitive, ne peuvent être davantage l'objet d'une possession annale de nature à engendrer l'action possessoire. Il en résulte que l'auteur d'actes de possession caractérisés sur un bâtiment formant dépendance du domaine public, ne pourrait, en cas de trouble par les agents du domaine, intenter une action en complainte devant le juge de paix (1). »

En ce sens, la Cour de cassation décide :

Que les églises et chapelles consacrées au culte divin, ne peuvent, tant qu'elles conservent leur destination, devenir l'objet d'une action possessoire.

(1^{er} déc. 1823, C. civ. S. t. 7, 1, 345).

Qu'une place dans une chapelle faisant partie d'une église ne peut être l'objet d'une possession exclusive *animus domini*, et que l'action en réintégration dans ce droit de place doit être rejetée.

(19 avr. 1825. D., 25, I, 275).

Qu'une chapelle, même communiquant avec une église, mais construite hors de l'enceinte de l'église par un particulier ou ses ancêtres, sur son propre terrain, peut très bien lui appartenir, et que la commune qui en revendique la propriété, ne peut, en l'absence d'un acte qui la lui ait attribuée, invoquer la prescription de 10 à 20 ans de l'art. 2265, C. civ.

(17 mars 1869, D. 69, I, 205).

Mais qu'il n'en est pas de même d'une chapelle atte-

1. *Des édifices publics*, p. 8.

nant à une église, servant actuellement à l'exercice public du culte, et dans laquelle il existe un autel, un confessionnal, des bancs autres que ceux dont le demandeur a l'usage, et dont il paye la location à la fabrique. (Toutes choses constatées souverainement par le juge du fait).

(22 juillet 1874, D. 75, 1, 176).

Toutefois, l'action possessoire, interdite aux tiers, peut être exercée contre eux par l'Etat, la commune ou la fabrique, agissant au nom de l'église. L'imprescriptibilité des édifices religieux n'existe, en effet, qu'en leur faveur. Par conséquent, il est permis à leurs représentants, dans le cas d'un simple trouble, de recourir à la plainte, au lieu d'engager un débat au fond. Mais cette procédure n'est pas sans danger, car, elle oblige les demandeurs à prouver leur possession annale par les moyens ordinaires ; elle suppose, de leur part, l'abandon de l'exception de domanialité, moyen tiré du fond du droit que le juge devrait écarter, d'ailleurs, sous peine de cumuler le possessoire et le pétitoire (1). (Articles 23 et 25, C. proc. civ.).

(Cassat., 18 août 1842, S. 42, I, 965. — 31 déc. 1855, S. 56, I, 209).

Du mobilier des églises.

Nous distinguerons dans les églises trois catégories de meubles :

1° Ceux qui ont le caractère d'immeubles par destination et sur lesquels nous nous sommes déjà expliqué.

1. Comp. Ducrocq, *Des édifices publics*, p. 9.

Ces objets placés dans l'église à perpétuelle demeure suivent la condition de l'édifice et sont inaliénables et imprescriptibles, tant qu'il conserve sa destination.

2° Les vases sacrés, ornements et autres accessoires.

D'Argentré et Domat estimaient qu'ils faisaient partie intégrante de l'église, et les rangeaient parmi les choses sacrées, inaliénables et imprescriptibles (1). Statuant dans une hypothèse voisine, Pothier (2) réputait « immeubles les ornements, vases et livres servant au culte divin dans la chapelle d'un château. » En ce sens, un jugement du tribunal d'Alençon (6 oct. 1841) déclare immeubles les ornements d'une chapelle annexée à un établissement thermal.

Hâtons-nous de dire que cette décision est isolée et qu'elle est d'ailleurs contraire aux principes généraux du Code civil. En effet, d'une part, ces meubles ne réunissent pas les caractères de la perpétuelle demeure exigée par l'article 525. D'autre part, il semble difficile de les assimiler aux « objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds. » (Art. 524).

Aussi, la plupart des auteurs les tiennent pour « des meubles fongibles (3) » appartenant à la fabrique qui est chargée de les entretenir et de les renouveler (4), et qui peut les aliéner, quand ils sont hors d'usage.

1. V. Troplong, *Prescription civile*, t. I, n° 172.

2. *Introduct. génér. aux coutumes d'Orléans*, n° 47.

3. Appert, *Revue critique*, 1877, p. 739.

4. L'art. 37 du décr. du 30 déc. 1809 charge les fabriques « de fournir aux frais nécessaires du culte, savoir les *ornements*, les *vases sacrés*, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens. » Compar. Dictionnaire d'André, au mot *Objets d'art*.

3° Les objets d'art, tableaux, statues, châsses, reliquaires et d'une façon générale, les meubles ayant une valeur intrinsèque et « une individualité propre. »

Ici une subdivision s'impose :

a. Meubles et objets d'art anciens, remis en 1801, en même temps que les Églises. — A qui appartiennent-ils ? Cette question est liée à celle de la propriété des églises que nous avons examinée plus haut et doit être résolue de même façon.

Cependant, deux arguments nouveaux ont été apportés : en faveur de l'État, on a dit que, même en admettant comme péremptoires les dispositions transférant aux communes les droits de l'État, il était impossible de ne point remarquer qu'elles mentionnaient seulement une restitution d'immeubles ; — en faveur des fabriques, on invoque le décret de 1809 qui les charge de fournir aux frais du culte, d'orner et d'embellir les églises, d'entretenir et de renouveler le mobilier et leur impose, en outre, l'obligation de faire annuellement l'inventaire de ce mobilier.

Une jurisprudence constante décide que ces objets sont des dépendances de l'église et suivent sa condition, qu'ils sont par conséquent hors de la disposition de la fabrique et de la commune.

(C. de Paris 10 avril 1848 (rétable ancien vendu pour la fabrique de l'Église des Carrières de Saint-Denis). Paris 12 juill. 1879 (vente des tapisseries de l'église Saint-Gervais), et 13 mars 1880 (D. 1880, II, 97).

b. Meubles et objets d'art acquis depuis 1801. — Si ces objets ont été donnés à l'Église, ils sont exactement dans la même situation que ceux qui s'y trouvaient déjà en

1801. Il en est de même, s'ils ont été acquis des deniers de la fabrique ou des deniers communaux, à moins que la fabrique ou la commune n'ait fait ses réserves, en les plaçant dans l'Église. Un tableau a été donné par l'État à une église. A qui appartient-il ? A l'État, disent les uns, car il n'a abandonné que la jouissance ; à la commune, à la fabrique, disent les autres. Pourquoi ne pas décider tout simplement qu'il appartient à l'Église, en d'autres termes, que la donation a été faite, sous la condition formelle de l'affectation au culte.

— Tribunal de la Seine, 15 janvier 1890 :

« Le legs d'un bijoux fait à la Vierge d'une église doit être réputé fait à cette église pour être affecté à son embellissement, de même que les choses de l'art, les collections attribuées par testament à un musée national ou municipal sont censées léguées à l'État ou à la ville propriétaire du musée.

« Les bijoux, pierreries et objets précieux font partie du trésor de l'église, au même titre que les vases, les ornements et le mobilier servant aux usages religieux, dont la fabrique à la garde et la propriété.

« En droit, d'ailleurs, aux termes du décret du 30 décembre 1809, les conseils de fabrique chargés de régir les biens et les revenus des églises ont capacité pour recevoir, avec l'autorisation du gouvernement, les legs destinés à la décoration et à l'embellissement intérieur des temples auxquels la fabrique a l'obligation de pourvoir. »

Il peut bien arriver, en fait, qu'un tableau destiné à être placé dans une église soit considéré comme une propriété communale « lorsque ce tableau a été adressé par

le ministre de l'intérieur au préfet, sur la demande d'un député nouvellement élu qui avait en vue d'être agréable à la généralité de ses électeurs, et avec avis que la commune aurait à acquitter les frais d'envoi. » (1) Mais la question de principe reste intacte. Quand l'État ou un particulier fait un cadeau à une église, ce n'est point la commune qu'il entend gratifier. Ajoutons que les libéralités en faveur du culte ne sont pas le moyen généralement employé pour capter la confiance des masses électorales.

Quel est le droit de la fabrique sur tous ces meubles et objets d'art qui n'ont point le caractère d'immeubles par destination ?

La jurisprudence nie que les fabriques en puissent disposer et les déclare inaliénables et imprescriptibles, en tant que dépendances du domaine public. Mais ce n'est là qu'une affirmation sans base juridique. L'affectation à un service public ne suffit pas, nous l'avons vu, à mettre une chose hors du commerce. C'est pourquoi nous avons rangé les édifices publics dans le domaine privé et non dans le domaine public. La même solution s'impose *à fortiori* en matière de meubles. Où commence et où finit cette domanialité mobilière ? Le privilège de l'indisponibilité est-il réservé aux manuscrits de la bibliothèque nationale (3 janv. 1846. D. 46, II, 212), aux tableaux des musées, aux collections précieuses ? Quelles sont les raisons de distinguer ? Les tribunaux seraient bien empêchés de répondre, tant il est vrai qu'en dehors des textes, il n'y a que l'arbitraire !

1. Trib. de Nantua, 3 août 1870, cour de Lyon, 19 déc. 1873 et 30 juill. 1874. Dalloz, 1876, II, 89 et suiv.

Nos doutes, si nous pouvions en avoir, ne tiendraient pas en présence de l'attitude constamment observée par les ministres des cultes vis-à-vis des conseils de fabrique (1). Ils ont multiplié les circulaires (20 et 19 déc. 1834 ; 27 avril 1839. Déc. ministér. 20 août 1856 ; 8 fév. 1869) (2) pour leur prescrire la plus grande circonspection dans l'aliénation du mobilier des églises et pour leur enjoindre notamment de ne vendre aucun objet d'art, aucun objet précieux ou vénéré sans une autorisation spéciale de l'évêque et du préfet. Une circulaire récente (22 déc. 1882) et dont on a contesté l'absolue légalité (3), est plus explicite encore ; elle décide *qu'aucune partie* du mobilier des églises ne peut être aliénée par les fabriques sans le concours des conseils municipaux et l'autorisation du gouvernement et de son délégué : « Les objets qui garnissaient les édifices religieux au moment du Concordat, comme ceux qui sont venus s'y joindre par voie d'acquisition, donation ou legs, qu'ils soient la propriété de l'État, des communes ou des fabriques, sont confiés (décret du 30 déc. 1809) à la garde des conseil de fabrique dont la responsabilité collective est assurée par l'arti-

1. Comp. Mgr André, *op. cit.*, *Objets d'art*. Dalloz, supplément au *Répertoire, Culte*, n°

2. A cette décision, il faut joindre la circulaire du 27 avril de la même année, décidant que les fabriques ne pouvaient aliéner les objets d'art, tableaux donnés par l'État, tapisseries, antiquités, sans l'avis du conseil municipal et l'intervention de l'évêque et du préfet.

3. C'est se mettre en contradiction avec le décret de 1809, que d'interdire aux conseils de fabrique toute aliénation, toute disposition du mobilier.

de l'ordonnance du 12 janv. 1825, et judiciairement par les art. 1992, 2121, C. civ. Le conseil municipal est responsable subsidiairement et le maire comme membre des deux assemblées... » Cette sollicitude active et incessante de l'autorité administrative, à l'endroit des meubles précieux placés dans les églises, suffit à démontrer qu'ils sont insuffisamment protégés par les lois civiles. S'ils eussent été inaliénables et imprescriptibles, cette abondance de recommandations ministérielles, ressemblerait fort, qu'on nous passe l'expression, « à la précaution inutile. » (1)

Mais, il y a plus. La preuve que les tableaux et objets d'art, livres et collections précieuses, placés dans les musées, les bibliothèques et les églises ne jouissaient pas des privilèges que leur reconnaissait la jurisprudence, c'est qu'une loi vieille de deux années à peine, a pris soin de les leur conférer.

— *Loi du 31 mars 1887 (2), relative à la conservation des monuments et objets d'art, ayant un intérêt historique et artistique :*

Art. 8. « Il sera fait par les soins du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts un classement des objets mobiliers appartenant à l'État, aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics dont la conservation présente un intérêt national, au point de vue de l'histoire et de l'art. »

1. *Recueil de circulaires des cultes*, 1, 4, p. 430.

2. V. aussi les deux décrets du 3 janv. 1889 et le très intéressant travail publié par M. Ducrocq sur la loi de 1887. Paris, Picard, 1889.

Art. 9. « Le classement deviendra définitif, si les départements, les communes, les fabriques et autres établissements publics n'ont pas réclamé dans le délai de 6 mois... »

Art. 10. « Les objets classés et appartenant à l'État seront inaliénables et imprescriptibles. »

Art. 11. « Les objets classés et appartenant aux départements, communes, fabriques et autres établissements publics, ne pourront être restaurés, réparés, ni aliénés par vente, don ou échange que par l'autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. »

Art. 13. « L'aliénation faite en violation de la loi sera nulle et la nullité sera poursuivie par le propriétaire vendeur ou par le ministre, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés contre les parties contractantes et contre l'officier public qui aura prêté son concours à l'acte d'aliénation. Les objets classés qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés pourront être revendiqués pendant trois ans conformément aux dispositions de l'art. 2279 et 2280, C. civ. »

La revendication pourra être exercée par les propriétaires, et, à leur défaut, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Ainsi se trouve tranchée la question de savoir quels sont les objets qui méritent d'être incorporés dans le domaine public, à cause de leur intérêt historique et artistique.

La mise hors du commerce résulte du classement. Tout meuble non classé est censé n'avoir ni « individualité propre, » ni valeur intrinsèque ; il n'y a pas de raison

pour que la fabrique n'en puisse disposer comme du mobilier ordinaire de l'église.

Matériaux de démolition. — La commune et la fabrique ayant l'obligation commune de pourvoir à la reconstruction de l'église, il est naturel de leur attribuer les matériaux provenant de l'église démolie.

Dans quelle proportion ? Cela dépend des conditions dans lesquelles a lieu la reconstruction. Si la commune ou la fabrique seule assume toute la dépense elle a droit de prendre tous les matériaux. Si, ce qui arrive le plus souvent, les travaux sont exécutés avec le concours de de ces deux établissements publics, le produit des démolitions est employé d'abord à désintéresser la commune, car, elle n'est que subsidiairement obligée. (Décis. ministér. 19 nov. 1853. — Epernay, 1^{er} juin 1877 et Paris, 13 mars 1880).

Le même arrêt déclare qu'une pierre sculptée ayant une certaine valeur artistique ne peut être assimilée à des matériaux ordinaires et que la commune ne peut être réputée avoir perdu ses droits sur cette pierre, par cela seul qu'elle a été séparée de l'édifice.

Nous n'y contredisons pas ; toutefois nous donnons le droit de revendication non seulement à la commune, mais encore à la fabrique. Cette pierre, est, en effet, un objet d'art qui a conservé son individualité propre et par suite son affectation au culte. La commune et la fabrique qui la revendiquent, agissant non comme propriétaires (contra jurisprudence), mais comme gardiennes de l'édifice du culte, sont tenues de respecter sa destination et par conséquent de la replacer dans l'église reconstruite.

Nous déciderons de même, *a fortiori*, dans le cas d'une simple réparation. *Ea quæ ex ædificio detracta sunt, ut reponantur, ædificii sunt.* (L. 17, par. 10. D. de empt. vendit.)

Des cloches. — Les cloches sont immeubles par destination, lorsqu'elles font corps avec le clocher. Autrement, elles sont meubles et suivent la condition des objets du culte qui doivent être fournis par la fabrique.

Il appartient au bureau des marguilliers de pourvoir à leur acquisition, à leur entretien, à leur refonte. « Les cloches sont déclarées appartenir aux fabriques, à moins qu'elles n'aient été données par les communes depuis le rétablissement du culte. »

(Lettre du 30 janv. 1847 de M. le ministre des cultes au préfet de la Haute-Saône).

Mais, même dans l'hypothèse où la cloche a été acquise par la commune ou refondue par ses soins, elle n'en est pas moins définitivement affectée au culte.

Le conseil de fabrique peut augmenter le nombre des cloches, s'il est assez riche pour se permettre cette dépense.

(Pour les sonneries, voir le chapitre VII, section II).

De l'horloge. — L'horloge étant ordinairement placée dans une cadre pratiqué exprès pour la recevoir, est immeuble par destination (art. 525 c. civ.) D'autre part, à raison de son utilité principalement civile, elle relève de l'autorité municipale. Mais le droit du maire, en cette matière, est limité par le droit du curé qui a la police et la garde de l'église : celui-ci peut donc, si l'entrée du clocher est indépendante de celle de l'église, exiger que l'agent chargé du service de l'horloge passe par telle

porte plutôt que par telle autre, et se conforme aux règlements qu'il a cru devoir établir (décis. min. intér., 20 nov. 1857).

La fabrique a qualité pour recevoir, au nom de l'église, aussi bien que la commune ; c'est pourquoi le don d'une horloge peut être fait à la fabrique. « Pour constater plus particulièrement le droit de l'établissement religieux sur une horloge qu'on veut lui attribuer expressément, il convient que le donateur, au lieu de se borner à la simple tradition, consigne sa volonté dans un acte régulier de donation. Du moment où la valeur de l'horloge dépasse 1000 francs, il doit être statué par décret. Seulement, il est à remarquer que, comme s'il s'agit d'un meuble qui, par son incorporation à l'église, propriété communale, devient immeuble par destination, la commune doit intervenir dans l'acceptation de la libéralité. » (Lettre du minist. just. et cult. au préfet de la Haute-Saône, 18 juillet 1866).

Les réparations de l'horloge donnée à la fabrique tombent à la charge de la commune, en cas d'insuffisance des ressources du premier de ces établissements.

CHAPITRE V

DES ÉGLISES, CONSIDÉRÉES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COMMUNES ET LES FABRIQUES (1).

Pour déterminer avec certitude les droits et les charges des communes et des fabriques, à l'égard des églises

1. Pour plus de clarté, nous ne parlerons pas des églises cathédrales et métropolitaines. Il suffit de dire que l'État a, vis-à-vis des cathédrales, les mêmes droits et charges que les communes vis-à-vis des églises paroissiales. Quand les ressources des fabriques cathédrales sont insuffisantes pour acquitter les frais généraux du culte et les dépenses d'entretien, leur demande de subvention est transmise par l'évêque au préfet et par celui-ci au ministre des cultes, elle doit être accompagnée du budget de la fabrique. En fait, depuis 1883, aucun crédit n'est inscrit au budget de l'État pour les secours nécessaires aux fabriques cathédrales. L'État ne contribue qu'aux grosses réparations et reconstructions des églises cathédrales et métropolitaines. C'est une évolution analogue à celle que produira la loi de 1884 dans les rapports des communes et des fabriques ; seulement, elle s'est opérée par *prétérition*.

Un décret du 7 mars 1853 a décidé que les travaux diocésains ordinaires seraient dirigés par des architectes locaux désignés par le ministre des cultes sur l'avis des évêques et des préfets, et que les travaux extraordinaires de restauration et de reconstruction pourraient être confiés par décision spéciale à des architectes pris hors du diocèse.

Trois inspecteurs généraux, nommés annuellement, ont la direction générale des travaux diocésains. Ils visitent périodiquement les édifices diocésains, constatent l'état des bâtiments, la convenance des projets des architectes, la bonne exécution des travaux,

nous partirons de ce principe primordial, à savoir que l'idée de domanialité publique est incompatible avec l'idée de propriété. C'est dans l'oubli de cette maxime fondamentale qu'il faut chercher la raison des nombreuses dissidences que nous aurons à signaler.

La fabrique et la commune ont l'une et l'autre la surintendance des églises paroissiales. Celle-ci n'est pas propriétaire, celle-là n'est pas usufruitière. Toutes deux doivent respecter la destination des édifices qui leur sont concurremment confiés. On leur a concédé très largement le *jus utendi*, mais on leur a absolument refusé le *jus abutendi*. Il n'y a, qu'on le remarque bien, aucune distinction à faire entre les églises construites avec les deniers de la fabrique et les églises construites avec les deniers de la commune. Du jour où une église est affectée légalement au culte, le constructeur et le bailleur de fonds disparaissent; ils abdiquent purement et simplement, et l'église nouvelle est une dépendance du domaine public au même titre et aux mêmes conditions que les églises remises en 1801. Donc, quelle que soit l'origine des églises, leur condition est la même. Ce n'est pas comme propriétaires, mais comme chargées du culte, que les fabriques et les communes doivent veiller sur elles.

Le décret de 1809 avait organisé ce service de la façon la plus heureuse : en principe, toutes les dépenses sont mises

la régularité des dépenses. Réunis en comité sous la présidence du directeur des cultes, ils procèdent à l'examen définitif des plans et devis, à la répartition des crédits ouverts au budget des cultes, et donnent leur avis sur toutes les questions d'art et de comptabilité.

à la charge de la fabrique, mais, si ses revenus sont insuffisants, la commune *est tenue* de lui venir en aide, au moyen d'un *secours* annuel destiné aux frais ordinaires du culte et aux réparations d'entretien, au moyen d'une subvention plus considérable si une reconstruction ou de grosses réparations sont nécessaires (art. 37, 41, 43, 49, 92-103). Dans le cas où ni la fabrique ni la commune n'ont de ressources disponibles, on lève une taxe spéciale répartie entre les habitants au marc le franc de la contribution mobilière (loi du 14 février 1810).

Tel est le résumé des mesures prises en exécution du Concordat par les auteurs mêmes de cet acte important. Si, à la rigueur, on peut dire qu'elles allaient au-delà de son texte, il est certain qu'elles n'en méconnaissent pas l'esprit. Portalis établissait à merveille le véritable caractère de l'union de l'Église et de l'État, scellée en 1801, quand il disait, commentant le décret de 1809 : « Si l'État assigne des fonds particuliers aux dépenses du culte, l'État ne pourvoit pas à tout et les libéralités des fidèles ne sauraient suppléer à tout ce qui manque. Alors, la commune doit venir au secours de la société religieuse qu'elle porte en son sein. » (1)

Cette législation éminemment équitable et sage fut confirmée par la loi de 1837 (art. 30, par. 13, 14, 16).

Elle a été modifiée par la loi municipale du 5 avril

1. Au début, les communes payaient tous les frais du culte paroissial, même les salaires des curés et desservants. Mais, des déficits considérables s'étant produits dans les budgets communaux, l'État prit à sa charge le traitement des ministres du culte, laissant aux communes l'entretien des églises.

1884. Désormais, la commune n'est plus obligée d'assurer même subsidiairement le service du culte paroissial. Elle ne fournit aucun secours aux fabriques ; elle ne supporte en aucun cas les dépenses d'entretien des églises et presbytères.

Elle est tenue seulement des grosses réparations des églises communales, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique. Que faut-il entendre par églises communales ? Si l'on s'en rapportait à la discussion, on serait tenté de ne reconnaître ce caractère qu'à celles qui ont été acquises ou construites par la commune. Mais, il n'y a pas à tenir compte des affirmations plus ou moins hasardées des défenseurs de la loi. Les églises communales, ce sont toutes les églises régulièrement affectées au culte paroissial, et incorporées par suite, dans le domaine public communal. La loi de 1884 emploie, au reste, la même expression que la loi de 1837.

Quand on traite des rapports des communes et des fabriques avec les églises, il faut se garder d'invoquer les principes du Code civil (1), qui non seulement n'expliquent rien, mais qui, pris à la lettre, conduisent à des consé-

1. M. Jules Roche, Chambre des députés, séance du 1^{er} mars 1833 : « Les règles qui concernent les grosses réparations sont des règles générales qui résultent du Code civil lui-même. Aux termes de l'art. 606, le propriétaire est tenu des grosses réparations de ses immeubles, et, aux termes de l'art. 605, l'usufruitier n'est tenu que des réparations d'entretien. C'est donc en vertu des principes généraux du Code civil que la commission a inscrit dans l'art. 442 la disposition qui rend obligatoires pour les communes les grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois concernant les édifices affectés au culte. »

quences absolument différentes de celles qu'on prétend en déduire.

Il n'y a ni usufruitier, ni nu-propriétaire, mais deux établissements publics concurremment préposés à la conservation d'une dépendance du domaine public. Le législateur peut à son gré augmenter ou restreindre les obligations de l'un ou de l'autre ; n'est-ce pas la meilleure preuve que nous sommes en matière administrative ?

Mais, la loi de 1884 a manqué de logique. Puisqu'elle diminuait les charges éventuelles de la commune, elle devait assurer plus d'indépendance à la fabrique. C'est le contraire qu'elle a fait. En effet, d'après le décret de 1809 et la loi du 18 juillet 1837 (1), la fabrique ne soumettait son budget au conseil municipal que lorsqu'elle réclamait un secours. Or, la loi de 1884, qui lui enlève tout droit à ce secours, l'oblige néanmoins à communiquer régulièrement, annuellement, son budget au conseil municipal (2), lequel donne aussi son avis sur ses acquisitions et ses aliénations (art. 705). De telle sorte que ces fabriques obligées de vivre avec leurs seules ressources, ne peuvent ni se mouvoir, ni s'enrichir, sans compter avec l'administration communale, dont elles ne sauraient cependant compromettre les intérêts.

Pour toutes ces raisons, la législation nouvelle est critiquable : si elle crée des embarras aux fabriques riches,

1. Voyez aussi l'article 12 de la loi du 24 juillet 1867 sur les conseils municipaux.

2. Aux termes d'une circulaire ministérielle du 15 mai 1884, une copie des budgets et comptes des fabriques doit être transmise chaque année au conseil municipal.

elle porte un véritable préjudice aux fabriques pauvres, qui sont les plus nombreuses.

Nous étudierons les droits et obligations des communes et des fabriques en nous basant sur le décret de 1809 qui est resté le siège de la matière malgré l'abrogation de quelques-uns de ses articles. Nous signalerons, chemin faisant, les modifications apportées par la loi de 1884.

Ce travail sera divisé en deux sections :

Section I. — Des actions relatives aux Églises.

Section II. — Des réparations et de la reconstruction des Églises.

Section I. — Des actions relatives aux Églises.

Qui a qualité pour les exercer ? Les avis ont été longtemps partagés, les uns opinant pour les fabriques (1), le plus grand nombre réservant les actions réelles aux communes (2) propriétaires, tous oubliant que les règles

1. Arrêt de Nancy, 18 mai 1827, Sirey, 27, II, 78. « Considérant qu'il résulte de ces lois et règlements qu'on ne peut assimiler la jouissance des fabriques à celle d'un simple usufruitier, lequel n'est jamais chargé des grosses réparations, mais que le *droit et les actions de la propriété* des églises ont été confiés aux fabriques jouissant des revenus et devant supporter les charges ; qu'aussi les art. 77 et suiv. du décr. de 1809 chargent les marguilliers de la poursuite de tous les procès qui intéressent les fabriques, et conséquemment de ceux qui concernent la propriété et l'usage de ces églises. »

2. Arrêt de Poitiers, 20 février 1835. Dall., *Répert.*, t. IX, p. 345, note 1. « Attendu que le droit d'agir en justice est une conséquence du droit de propriété, et, qu'en thèse générale, celui-là seul en qui réside la propriété d'une chose a qualité pour intenter les actions qui se rattachent à cette chose ou pour y défendre ; qu'il ne peut y avoir d'exception que dans les cas où la loi s'en est formellement expliquée... attendu qu'il résulte des lois et décrets que les églises

de la nue-propriété et de l'usufruit sont inapplicables aux dépendances du domaine public.

Encore une fois, ce n'est pas comme propriétaire et usufruitière, mais comme chargées du culte que la commune et la fabrique sont conjointement intéressées à la conservation des églises. La fabrique, installée près du temple pour l'administrer, l'entretenir et le conserver (art. 76 de la loi du 18 germinal an X et art. 1 du décret du 30 décembre 1809), et qui doit, en principe, supporter toutes les dépenses nécessaires de ce chef, exerce évidemment toutes les actions relatives à l'église, celles qui concernent la propriété, comme celles qui concernent la jouissance. La commune, de son côté, appelée, le cas échéant, à fournir l'église, à la réparer, à la reconstruire même (arrêté du 7 ventôse an XI, art. 92-103 du décret de 1809) intervient à bon droit pour empêcher qu'on n'aggrave son obligation éventuelle.

Telle est au fond, sinon dans ces termes, la doctrine consacrée par l'arrêt déjà cité de la Cour suprême du 7

et autres édifices affectés au culte sont la propriété des communes... »

V. aussi C. d'Etat, arrêt du 15 juin 1838. Limoges, 3 mai 1836. D. 37, II, 97.

« La propriété des églises appartient aux communes, et par suite, c'est à elles et non aux fabriques qu'appartient le droit d'exercer les actions relatives à la propriété des églises. Mais, l'exercice de toutes les actions relatives à la jouissance des églises, et qui, par exemple, tendent à maintenir les droits et la disposition de la fabrique sur la totalité du temple, à protéger les intérêts matériels du culte et la perception des redevances, rentrent dans les attributions de la fabrique ; qu'elle seule a qualité pour contester les concessions de bancs et de places alléguées par des tiers. » Grenoble, 2 janv. 1836. S. 36, II, 475.

juillet 1840, et acceptée aujourd'hui par la majorité des auteurs et la jurisprudence.

Ainsi la fabrique et la commune ont également le droit de prévenir et de faire cesser les empiètements, les usurpations et les servitudes exercées ou prétendues sur les églises, et notamment de demander la destruction de constructions adossées par des particuliers (1) contre les murs de ces édifices (arrêt C. de cass. 15 novembre 1863 S. 64, I, 111). Elles peuvent s'opposer à toute mesure administrative tendant à distraire de sa destination tout ou partie de ces édifices.

Il a été jugé aussi que les communes et les fabriques ont l'une et l'autre « qualité pour exiger toutes les justifications de titres qui pourraient donner des droits à la jouissance gratuite des bancs et chapelles et pour contester les prétentions à cette jouissance » (C. de cass. 7 juillet 1840) (2). Dufour (3) estime, au contraire, que la fabrique exerce seule les actions concernant les droits prétendus dans l'*intérieur de l'église*, et spécialement, qu'étant seule chargée des concessions et adjudications des bancs et chapelles, elle est seule intéressée à porter

1. Aucune disposition législative ou réglementaire ne prescrit l'isolement des églises. En conséquence, la décision par laquelle le ministre des cultes autorise une commune à adosser provisoirement une construction aux murs d'une église lui appartenant (toujours la même confusion entre le domaine public et le domaine privé) n'est pas susceptible d'être déférée au Conseil d'État par application de la loi du 7-14 oct. 1790 et de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1872. (2 déc. 1881. Affaire fabrique d'Annonay).

2. V. aussi C. d'Etat, 14 déc. 1857. Dalloz, 58, III, 46. Cass. 22 avril 1868. D. 68, I, 301.

3. *Droit administratif*, t. VI, p. 273.

en justice les difficultés qui peuvent résulter de ces actes. Cette opinion nous semble en contradiction avec le décret de 1809 et la loi de 1837. En effet, les communes étant tenues de subvenir aux frais du culte en cas d'insuffisance des revenus des fabriques⁽¹⁾, tout ce qui diminue ces revenus leur porte préjudice et leur donne un intérêt à agir, partant une action. Dans cet ordre d'idées, le conseil d'État avait décidé, le 25 février 1818, que les fabriques ne doivent pas plaider sans la participation de l'autorité municipale, les frais du procès pouvant retomber à la charge de la commune ; mais que le concours de la commune n'est plus nécessaire, si les fabriciens ont pris l'engagement personnel de payer tous les frais du procès. C'était aller trop loin et mettre la fabrique à la merci d'un conseil municipal négligent ou malveillant. Plus sage est la disposition de la loi de 1837, d'après laquelle la fabrique, avant d'ester en justice, doit prendre l'*avis* du conseil municipal. Les intérêts communs de la fabrique et de la commune sont, au reste, sauvegardés par la règle générale qui soumet les établissements publics à la nécessité d'obtenir l'autorisation du conseil de préfecture pour l'exercice des actions qui les concernent.

Les conditions à remplir par les communes et les fabriques sont identiques. L'autorisation préalable qui leur est nécessaire pour plaider devant les tribunaux civils ou correctionnels n'est pas exigée devant les tribunaux administratifs. Elles en sont dispensées encore quand elles agissent au possessoire (C. d'État, 17 nov. 1863).

1. Il n'en est plus de même depuis 1884. Aussi l'opinion de M. Dufour nous semble aujourd'hui très soutenable.

Le défaut d'autorisation, dans le cas où elle est requise, entraîne la nullité de la procédure ; si le conseil de préfecture refuse l'autorisation demandée par la commune ou la fabrique, elles peuvent se pourvoir devant le conseil d'État (section de l'intérieur, justice, instruction publique et cultes).

Elles sont, au surplus, soumises à tous les moyens d'instruction et à toutes les déchéances qui atteignent les particuliers.

C'est au maire et au trésorier de la fabrique de faire toutes les diligences nécessaires.

Si les communes et les fabriques ont le droit d'action, elles possèdent également le droit de défense. C'est aux tiers demandeurs qu'il appartient de mettre en cause les deux établissements publics intéressés : « Considérant, dit la Cour de cassation, (7 juillet 1840) que la demanderesse ayant engagé une question de propriété par les conclusions qu'elle avait prises, c'était à elle de mettre en cause le maire, si elle jugeait sa présence nécessaire, mais que le défendeur (fabrique de Sainte-Feyre) n'était pas tenu de l'appeler... »

La commune et la fabrique peuvent réciproquement ester en justice l'une contre l'autre, car elles ont « des droits parallèles, distincts et de telle nature qu'il ne peut être empiété par l'un au détriment de l'autre (1). » Ainsi la fabrique pourrait attaquer la commune pour obtenir l'enlèvement de constructions communales adossées à l'église.

1. Pau, 22 nov. 1886. D. 88, II, 238.

De son côté, la commune serait fondée à demander la démolition d'ouvrages entrepris par la fabrique sur un terrain joignant l'église, à raison, soit de ce que ce terrain serait communal, soit de ce que ces ouvrages auraient pour effet de compromettre la solidité de l'église (1).

Ces contestations et celles de même nature qui surgissent entre la commune ou la fabrique et des tiers doivent être portées devant les tribunaux ordinaires. Toute question de propriété (2), de prescription, de servitude est de leur compétence. (Art. 80, D. 1809).

En revanche, ils n'ont point qualité pour interpréter les actes administratifs en vertu desquels les églises ont été affectées aux culte.

« Considérant, dit un arrêt du conseil d'État du 17 mars 1866 (D. 67, III, 40) qu'il n'appartient qu'à l'autorité administrative d'apprécier le sens, la portée et les effets des actes administratifs, en vertu desquels la fabrique de l'église cathédrale de Grenoble a été mise en possession de la chapelle des Pénitents, de reconnaître s'il y a eu de la part de l'État abandon de propriété au profit de la fabrique ou bien seulement affectation au service du culte de cet édifice qui demeurerait la propriété de l'État, enfin de déterminer les conditions sous lesquelles, soit l'abandon, soit l'affectation ont eu lieu ; que l'autorité judiciaire n'a pu statuer sur l'exception préjudicielle opposée à la demande de la fabrique, sans entrer dans

1. C. d'Etat, 29 janv. 1886, D. 87, III, 71.

2. Cass. 29 mars 1882. S. 83, I, 53 ; 29 av. 1885. S. 1889, I, 126. C. d'Et., 29 juill. 1887. S. 89, III, 44.

l'examen de ces questions et que c'est avec raison que le préfet en a revendiqué la connaissance pour l'autorité administrative, avant qu'il fût statué sur le fond du litige... »

Voyez dans le même sens, arrêt du conseil d'État du 23 mars 1867 (D. 68, III, 36).

Mais quelle est l'autorité administrative compétente ? Il faut d'abord mettre hors de cause les conseils de préfecture qui ne sont que « des tribunaux d'attributions (1). » Restent les ministres « juges ordinaires et de droit commun du contentieux administratif au premier degré de juridiction (2), » et le conseil d'État, qui, d'après sa jurisprudence constante, doit statuer en premier et dernier ressort sur les demandes en interprétation de décrets (3). MM. Batbie, Dufour, Gaudry croient que toutes les contestations, relatives à la restitution des églises en 1801, doivent être portées directement devant le conseil d'État.

En ce sens arrêt du conseil d'État du 26 août 1846 (D. 47, III, 98).

Nous proposons une distinction : s'agit-il d'apprécier le sens, la portée, les effets des lois et décrets qui ont effectué la remise des églises au culte, ainsi que des décrets postérieurs d'affectation, d'érection de cure ou de succursale, le conseil d'État doit être saisi directement ; s'agit-il, au contraire, de préciser les termes et l'étendue

1. Ducrocq, *Dr. adm.*, t. I, p. 366.

2. *Ibid.*, p. 365.

3. *Ibid.*, p. 244. Batbie, *op. cit.*, t. V, p. 242, n. 2. Cf. Laferrière, *Juridiction administrative*, t. II, p. 584 et suiv.

de l'arrêté d'envoi en possession rendu préalablement par le préfet (1) sur l'avis du directeur des domaines et sous l'approbation du ministre des finances (avis du conseil d'État du 25 janv. 1807), ce ministre est compétent, sauf recours au conseil d'État, en vertu de l'adage : *cujus est condere, ejusdem est interpretari*.

Le Droit, page 86, n° 64 : « En cas de contestation sur la portée d'un arrêté préfectoral rendu en exécution de la loi de germinal an X pour remettre à la disposition des évêques les édifices anciennement destinés au culte, il appartient au préfet, au ministre des finances et, en dernier lieu, au conseil d'État, de statuer. » (Cons. d'État, 1^{er} mars 1889).

Il ne suffit pas que le tribunal saisi réserve à l'autorité administrative l'interprétation des actes émanés d'elle ; il doit lui renvoyer l'affaire entière, afin qu'elle statue non-seulement sur la question préjudicielle, mais au fond.

Les contestations exclusivement relatives au contrat de concession de bancs sont de la compétence de l'autorité judiciaire. (Arrêt conseil d'État, 1^{er} octobre 1838). Si la valeur du litige ne dépasse pas 200 fr., l'action est portée devant le juge de paix ; si elle est plus élevée, on va directement devant le tribunal de première instance (art. 80, décr. de 1809).

Mais les difficultés soulevées par le déplacement et la suppression de chaises ou de bancs, effectués par le curé,

1. Arrêts du Conseil d'État du 23 novembre 1849, fabrique de Rouans ; 9 mars 1850, fabrique de Chalus ; 6 mai 1853, fabrique de Tours ; 6 mars 1854, commune de Tocqueville-Bénouville.

en vertu de son droit de police, sont tranchées par l'évêque diocésain (1) (décr. 30 déc. 1809, art. 30), sauf secours à l'autorité administrative.

Quant au conseil de préfecture, il connaît des actions concernant l'interprétation des ventes nationales, l'inexécution de l'engagement pris par une commune de concourir aux dépenses de réparation de l'église, (C. d'État, 21 juillet 1870), le paiement des souscriptions destinées à restaurer ou à reconstruire l'église, les travaux entrepris dans l'église. (C. d'État, 30 nov. 1883, D. 85, III, 48. — 23 nov. 1883, D. 84, III, 53).

Ces travaux ont, en effet, le caractère de travaux publics.

Conformément aux principes généraux, le conseil de préfecture a qualité pour statuer: 1° sur les difficultés d'interprétation et d'exécution des entreprises de travaux d'église, passées par la fabrique ou par la commune; 2° sur les conventions par lesquelles des tiers s'engagent à concourir à l'exécution des travaux par un versement d'argent et même par une concession de terrain faite en même temps (2). (Cass. 20 avr. 1870, fabrique de Chaillé contre Roblin; 4 mars 1872, de la Guère contre fabrique de Port-Saint-Père). 3° sur les difficultés postérieures à l'exécution des travaux et sur le préjudice qu'ils ont causé, pourvu que ce préjudice consiste en torts et dommages

1. C. cass., 19 avril 1825. C. d'Et., 14 déc. 1857, D. 58, III, 46. Cass., 22 avr. 1868, D. 68, I, 301.

2. Ducrocq, *op. cit.*, t. I, p. 277 et suiv. « Si l'offre ne portait que sur la cession d'un immeuble ou s'il y avait application de la loi sur l'expropriation, l'autorité judiciaire serait seule compétente. »

causés à une propriété (1) par le fait personnel de l'entrepreneur ou concessionnaire et par suite des travaux.

La loi de 1884, comme celle de 1837, décide qu'une fabrique ne peut être autorisée à plaider, sans que le conseil municipal ait donné son avis :

Art. 70. « Le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les objets suivants... 5° les budgets et les comptes des hospices, hôpitaux, et autres établissements de bienfaisance, des *fabriques* et autres administrations préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'État ; les autorisations d'aliéner, d'acquérir, d'emprunter, d'échanger, de *plaider* ou de transiger, demandées par les mêmes établissements. — Lorsque le conseil municipal à ce régulièrement requis ou convoqué, refuse ou néglige de donner son avis, il peut être passé outre. » Ce dernier point avait été négligé par la loi de 1837. Mais la jurisprudence admettait avec raison que le silence du conseil municipal ne pouvait pas avoir plus de conséquence qu'un avis défavorable et entraver la solution de l'affaire sur laquelle il était consulté. C'est aussi en ce sens que se prononce la loi de 1884.

Nota-Bene. — Un arrêt du conseil de préfecture de la Seine du 28 janv. 1890 a décidé que la fabrique qui n'a pas assuré l'entretien et la conservation des bâtiments confiés à sa surveillance, qui n'a pas procédé aux visites

1. La question de savoir si la compétence du conseil de préfecture s'étend *aux dommages causés aux personnes*, est très controversée. Le cadre de cette étude ne nous permet pas de la développer. Au reste, elle fait l'objet d'une discussion approfondie dans l'ouvrage cité de M. Ducrocq, t. I, n° 327-330. Nous y renvoyons le lecteur.

prescrites et signalé à l'administration les travaux à exécuter, qui, à défaut de fonds disponibles et de revenus suffisants, n'a pas fait les diligences nécessaires et mis la ville en demeure de pourvoir aux réparations et aux reconstructions est seule responsable de l'état de délabrement de l'édifice et, par suite, des dommages causés par un accident résultant de cet état. (Affaire fabrique de St-Eustache).

A la suite de cet arrêt qui condamnait la fabrique à 15.000 fr. de dommages-intérêts envers l'individu blessé, celui-ci fit saisir des chaises et autres objets mobiliers garnissant l'église de St-Eustache.

Les objets sont-ils saisissables ? La négative ne fait pas de doute en ce qui concerne ceux qui ont le caractère d'immeubles par destination et les objets d'art ou meubles précieux classés en vertu de la loi de 1887. Quand aux objets sans individualité propre, ni valeur, aucune disposition de loi ne les protège, ni les art. 524 et 525 du Code civil, ni les art. 592 et 593 du Code de procédure civile. Mais s'ils sont saisissables en droit, ils ne peuvent être saisis en fait. On doit, en effet, étendre aux fabriques la règle exceptionnelle admise en faveur des communes et de tous les établissements publics, à savoir que le créancier ne peut agir contre eux par voie de commandement et de saisie (1).

L'administration seule peut autoriser une fabrique à faire une dépense non inscrite à son budget, comme seule elle peut l'inscrire et l'ordonnancer d'office, en cas de résistance du conseil de fabrique.

1. Ducrocq, à son cours, 1889-90.

Le créancier qui a obtenu un jugement contre une fabrique doit donc s'adresser au préfet, lequel assignera des fonds pour assurer le paiement, ou, s'il n'en existe pas, proposera au ministre des cultes l'aliénation des immeubles ou des titres de rente libres que possède la fabrique. En aucun cas, il ne peut saisir directement, encore moins saisir dans l'église (1).

Section II. — Des réparations et de la reconstruction des églises.

Cette matière demande une étude attentive. Nous la diviserons en paragraphes :

I. Bases des obligations réciproques des fabriques et des communes.

II. Des dépenses d'embellissement, des réparations locatives et d'entretien.

Des grosses réparations effectuées par la fabrique seule.

III. Des grosses réparations effectuées avec le concours de la commune.

IV. Des constructions nouvelles et de la reconstruction.

V. Des souscriptions recueillies dans le but de restaurer ou de reconstruire une église.

VI. Des subventions de l'État et du conseil général.

1. Ducrocq, *C. de droit admin.*, t. II, p. 567, 568, 610. Carré et Chauveau, n° 552. Dufour, t. VI, p. 314. Arrêté du 19 vent, an X, art. 9. Décret de 1809, du 31 mai 1862, art. 555 et s. Arrêté du Tribunal des conflits, 15 mars 1873 (observations du ministre des cultes). Cette doctrine a été adoptée par le Tribunal de la Seine, dans son audience du 31 mars 1890.

I. — *Bases des obligations réciproques des fabriques et des communes.*

Aux termes de l'art. 76 de la loi du 18 germinal an X et du décret du 30 décembre 1809, la fabrique est spécialement et principalement chargée d'assurer le service du culte, l'entretien et la conservation de l'église. Aussi range-t-on parmi les dépenses ordinaires de cet établissement : 1° les frais nécessaires du culte, à savoir la fourniture des vases sacrés, ornements (1), linge, luminaire, pain, vin, encens, livres liturgiques (2), etc... 2° le paiement des vicaires, officiers et serviteurs de l'église, ainsi que les honoraires des prédicateurs extraordinaires (3). 3° la décoration et l'entretien de l'église (art. 37 décret 1809) (4).

Mais, à côté de la fabrique, il y a la commune intéressée au maintien du culte paroissial qui constitue, en définitive, un service public communal, et, de ce chef, obligée subsidiairement à fournir un secours pécuniaire aux fabriques indigentes. Nous lisons en effet dans l'article 92 du décret de 1809 : « Les charges des communes relatives au culte sont : 1° de suppléer à l'insuffisance des

1. Affre, *op. cit.*, cité p. 134, 5^e édit., de Champeaux, t. II, p. 35. — André, t. II, p. 405. — C. d'Et., 10 avril 1860, D. 60, 111, 46.

2. C. d'Etat, 10 fév. 1869. D. 69, III, 52.

3. C. d'Et., 12 mai 1876.

4. On a compris que nous ne traitons ici que des charges des fabriques relatives à l'église. C'est pourquoi nous laissons de côté l'indemnité de logement aux curés et desservants.

revenus de la fabrique pour les charges portées en l'art. 37 » — et dans l'article 30 de la loi du 18 juillet 1837 : « sont obligatoires : 14° les secours aux fabriques des églises et autres administrations préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'État, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par leurs comptes et budgets. »

Si la commune doit fournir à la fabrique l'appoint qui lui manque pour l'acquittement des dépenses ordinaires du culte, à plus forte raison est-elle tenue de lui venir en aide, quand il s'agit de réparer ou de reconstruire l'église, toutes dépenses extraordinaires qui dépassent généralement ses ressources. Aussi bien l'obligation de la commune n'a jamais été contestée ; elle ne pouvait l'être, au surplus, puisqu'elle ressort expressément des art. 37⁴, 46, 92³ du décret de 1809, et de l'art. 30¹ de la loi de 1837. Mais, c'est l'obligation de la fabrique qu'on a mise en doute, sous prétexte que la fabrique est simplement usufruitière, et que d'ailleurs l'art. 92 ne fait point dans son paragraphe 13 la réserve mentionnée au paragraphe 1. En ce sens, Carré, *Traité du gouvernement des paroisses*, p. 275 (1).

Sans aller aussi loin, Mgr Affre et Gaudry prétendent que la dépense occasionnée par les grosses réparations incombe directement à la commune qui peut seulement exiger que la fabrique lui fasse connaître le résultat de

1. L'administration sembla, un moment, adopter ce système : circul. du 19 juill. 1823. Mais elle a admis le système contraire dans maintes circulaires antérieures et postérieures.

son compte annuel et consacre exceptionnellement l'excédent de ses recettes, s'il en existe, à cette dépense (1).

Mais la généralité des auteurs et la jurisprudence se prononcent pour l'obligation principale de la fabrique dans la mesure de ses excédents de revenus (2).

Nous nous rallions d'autant plus aisément à l'opinion commune que, suivant nous, le caractère domanial des églises les soustrait absolument aux règles de la propriété et de l'usufruit. A rechercher qui, de la fabrique ou de la commune, a les droits et les charges de la propriété, on s'égare inévitablement, puisqu'il résulte des textes spéciaux à la matière que la commune a plus de droits qu'un nu-propriétaire, et la fabrique plus de charges qu'un usufruitier, et que, dans tous les cas, il n'y a pas concordance entre les obligations réciproques de ces deux établissements et le titre (de propriétaire ou d'usufruitier) dont on prétend les faire dériver. La seule question qui se pose est celle de savoir auquel est *principalement* confiée la mission d'entretenir et de conserver l'église. Or, le décret de 1809 consacre formellement l'obligation principale de la fabrique aux réparations d'entretien comme aux grosses réparations. Que si l'art. 92, après avoir établi que les charges des communes sont : « 1° de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique pour les charges portées en l'art. 37, » ajoute : « 3°

1. Pratiquement, cette doctrine aboutit aux mêmes résultats que la doctrine générale.

2. Ducrocq, *Des églises et du dr. adm.*, t. II, p. 488 ; Dufour, t. V, p. 602 ; Foucart, t. III, p. 575 ; de Champeaux, t. II, p. 519 ; Dalloz, *Répert.*, *Culte*, n° 598 ; Aucoc, *Revue critique*, t. XIII, p. 27 ; C. d'Etat, 21 août 1848 ; 14 mai 1858.

de fournir aux grosses réparations, » sans faire mention ici de l'insuffisance des revenus de la fabrique, ce dernier texte doit être rapproché de l'art. 37 *in fine* : « et en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, le conseil doit faire toutes les diligences nécessaires pour qu'il soit pourvu aux grosses réparations et reconstructions.... » ; de l'article 46 *in fine* : « la portion de revenu qui restera après cette dépense acquittée (frais du culte et réparations d'entretien), servira au traitement des vicaires légitimement établis, et l'excédent, s'il y en a, sera affecté aux grosses réparations des édifices affectés au culte » ; de l'art. 94 : « s'il s'agit de réparations des bâtiments, *de quelque nature qu'elles soient*, et que la dépense ordinaire arrêtée par le budget ne laisse pas de fonds disponibles ou n'en laisse pas de suffisants, le bureau en fera son rapport au conseil, et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune. »

C'est à ces dispositions que se réfère la loi de 1837 art. 30¹⁶, quand, après avoir déclaré obligatoires pour les communes les dépenses occasionnées par les grosses réparations des églises, elle formule cette réserve : « sauf l'exécution des lois spéciales concernant les édifices consacrés au culte. »

Donc, la commune n'est tenue des grosses réparations qu'en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique ; mais, dans cette hypothèse qui est, du reste, la plus ordinaire, elle en est toujours tenue. Vainement objecte-t-on que la disposition précitée de la loi de 1837 ne parle que des grosses réparations aux édifices communaux. » La loi de 1837, en effet, se borne à déduire une des conséquences

du décret de 1809, lequel n'établit aucune différence entre les diverses églises. D'ailleurs, par le fait même de leur affectation au culte paroissial, service public communal, les églises font partie des édifices communaux, au sens de la loi de 1837.

(C. d'Et. avis 30 janv. 1833, 14 juill. 1835, 24 août 1849). Cette dernière décision relative aux presbytères, s'applique, par identité de motifs, aux églises.

Depuis la loi municipale du 5 avril 1884, la situation est complètement changée (1). Si l'État continue de payer le budget des cultes et les frais généraux mis à sa charge par la législation concordataire, les communes ont été affranchies de l'obligation, qui leur incombait auparavant, d'assurer subsidiairement le service du culte paroissial. D'une façon générale, elles ne suppléent plus à l'insuffisance des revenus des fabriques. Elles pourvoient simplement aux grosses réparations des églises communales.

En définitive, les fabriques supportent aujourd'hui tous les frais du culte, et toutes les dépenses nécessaires à l'entretien et à la conservation des églises (2). Les communes ne leur viennent en aide que pour les grosses réparations ; encore faut-il que l'insuffisance des ressources de la fabrique soit régulièrement constatée. Le culte paroissial, en tant que service public communal, n'existe pour ainsi dire plus.

L'abrogation des articles 92-103 du décret de 1809

1. Voir ce que nous avons dit au commencement de ce chapitre.

2. Rien ne s'oppose à ce que le conseil municipal vote encore aujourd'hui un secours aux fabriques ; mais rien ne s'oppose non plus à ce que le préfet refuse d'approuver une dépense qui n'est plus obligatoire.

n'empêche pas cependant que les communes ne soient tenues d'agrandir une église insuffisante ou de reconstruire une église qui menace ruine. En effet, d'après l'arrêté du 7 ventôse an XI, qui subsiste toujours, elles sont obligées, s'il n'existe pas d'église convenable, de fournir un édifice où le culte puisse être exercé décemment. De même, si l'église ancienne a été démolie, elles doivent acquérir ou louer un bâtiment qui en tienne lieu pendant les travaux de la reconstruction (C. d'Ét. 15 janv. 1849, 7 févr. 1856).

II. *Des dépenses d'embellissement, des réparations locatives et d'entretien, des grosses réparations effectuées sans le concours de la commune.* — Il est très important de remarquer que les obligations réciproques des communes et des fabriques se déterminent d'après la nature des réparations et non d'après le montant des dépenses. Ainsi, la commune aujourd'hui n'est jamais tenue des réparations d'entretien, à quelque chiffre qu'elles s'élèvent ; elle est tenue, au contraire, de toutes les grosses réparations (art. 606, c. civ.) que la fabrique est impuissante à acquitter, si minimes soient-elles.

Mais comme, dans ce paragraphe, nous nous plaçons au point de vue du fonctionnement intérieur de la fabrique, nous avons classé dans le même groupe les menues réparations, qui sont désormais à la charge exclusive de cet établissement, et les grosses réparations qui n'excèdent pas ses ressources.

Ici, ce n'est pas la nature de la réparation, mais le montant de la dépense qu'il faut considérer.

1° Si la dépense ne dépasse pas 50 francs dans les paroisses n'ayant pas plus de mille âmes et 100 francs dans les autres, le bureau des marguilliers n'a pas besoin d'autorisation ; il y pourvoit sur le champ et par *économie*, c'est-à-dire sans recourir à l'adjudication. Néanmoins, l'argent ne doit pas être pris sur les frais du culte, mais sur le crédit inscrit au budget en prévision de cette sorte de dépense (art. 12 et 41, D. 1809). Pour prévenir la négligence du bureau à cet égard, le même décret lui prescrit de visiter deux fois par an les édifices affectés au culte, et de se faire accompagner d'un homme de l'art.

2° Si les travaux doivent entraîner une dépense de 50 francs au moins et de 100 francs au plus dans les paroisses de 1000 âmes, de 100 francs au moins et de 200 francs au plus dans les paroisses plus importantes, le bureau en soumet le devis au conseil de fabrique qui a seul le droit d'en ordonner l'exécution (art. 42).

3° Au-dessus de 100 francs dans les paroisses de 1000 âmes, de 200 francs dans celles qui ont une population plus considérable, la décision du conseil de fabrique doit être approuvée par le préfet. En l'absence d'une disposition formelle du décret de 1809, on fait ici l'application des règles ordinaires de la tutelle administrative.

La jurisprudence du ministère des cultes est depuis longtemps fixée en ce sens. Dans une circulaire du 6 août 1841, M. Martin du Nord s'exprimait ainsi : « En dehors de ces limites (art. 41 et 42), le décret de 1809 n'a rien prévu ou du moins rien exprimé ; les principes généraux du droit administratif suppléent à son silence.

Les fabriques sont des établissements publics, placés

à ce titre, comme tous les autres, sous la tutelle du gouvernement, qui l'exerce tantôt directement et sans intermédiaire, tantôt par son préposé départemental, et qui, par conséquent, a le droit de surveiller leurs opérations et de leur interdire de passer outre, s'ils cherchaient à se soustraire à cette surveillance indispensable (1). »

4° Si la dépense excède 20000 francs, ce n'est plus au préfet, mais au ministre des cultes qu'il appartient de l'autoriser (ordonnance du 8 août 1821, art. 4 et 5).

Dès que le conseil de fabrique est appelé à statuer, les travaux ne peuvent plus être exécutés par économie. Le bureau est tenu de dresser un devis estimatif et de procéder à l'adjudication au rabais ou par soumission après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine, (art. 42, *in fine*).

Remarquons que le conseil de fabrique doit imputer ces dépenses sur le revenu libre de la fabrique. Si les ressources ordinaires de son budget ne lui permettent pas d'y pourvoir seul, et qu'il s'agisse de réparations d'entretien, il se fera autoriser à hypothéquer ou même aliéner un de ses biens. Si les réparations nécessaires présentent le caractère de grosses réparations, il en référera au préfet lequel mettra la commune en demeure de remplir ses obligations (art. 43). Ce point sera expliqué dans le paragraphe suivant.

Lorsque la fabrique exécute seule des grosses réparations, doit-elle prendre l'avis du conseil municipal ? L'affirmative a été soutenue : il est impossible, a-t-on dit, de

1. Mgr André, *op. cit.*, t. IV, p. 262.

laisser la fabrique compromettre à plaisir les intérêts de la commune nue-propriétaire. Par des réparations intempestives, elle peut nuire à la beauté ou à la solidité de l'église ; par des agrandissements disproportionnés, elle peut aggraver la charge éventuelle des grosses réparations qui incombent à la commune.

Au reste, la loi de 1837 (art. 19^s et 6^e) et la loi de 1884 (art. 68^s art. 114) décident que tout ce qui concerne la conservation et l'amélioration des propriétés communales « ne peut être fait que sur la production des plans et devis approuvés par le conseil municipal, sauf les exceptions prévues par les lois spéciales ».

Les partisans de ce système s'appuient, en outre, sur le passage suivant d'une circulaire de février 1856 : « Ces travaux peuvent être de nature à compromettre la solidité de l'édifice ou à modifier les dispositions primitives ; or, la fabrique, simple usufruitière, ne saurait les entreprendre, sans que le conseil municipal, organe de la fabrique propriétaire, ait été entendue ».

Nous pourrions répondre que l'usufruitier a parfaitement le droit d'effectuer les grosses réparations, si bon lui semble, comme d'améliorer la chose dont il jouit et d'en augmenter la valeur. Rien ne l'empêche de faire ce cadeau au nu-propriétaire, même sans le consulter. Mais, laissons de côté les règles de l'usufruit, puisqu'aussi bien la fabrique n'est pas usufruitière. Instituée pour entretenir et conserver l'église, elle n'a en principe de conseils à demander et d'autorisations à recevoir que de l'autorité administrative. Elle n'entre en relation avec la commune que lorsqu'elle a besoin d'elle.

Que les conseils municipaux aient à délibérer sur la restauration et la reconstruction des édifices communaux, cela va de soi. Mais les églises ne sont pas des édifices communaux ordinaires et l'on ne saurait leur appliquer les règles générales édictées dans les articles 19 de la loi de 1837, 68 et 14 de la loi de 1884. Pour reconnaître aux conseils municipaux ce droit d'intervention constante dans la vie des fabriques, il faudrait un texte exprès : ce texte, nous ne le trouvons ni dans le décret de 1809, siège de la matière, ni dans les lois spéciales.

Au contraire, le conseil d'État (1) a constamment reconnu l'indépendance des fabriques vis-à-vis des municipalités. Dans le parti adverse, on invoque la circulaire de 1855. Mais cette décision est isolée et jure avec celles qui l'ont précédée et suivie. La véritable doctrine du ministère des cultes, et, disons-le, la doctrine la plus rationnelle est très clairement exposée dans l'intéressante circulaire de 1841 : « Quant aux communes et aux administrations municipales, dit Martin du Nord, elles n'ont à intervenir que lorsque les fabriques, manquant de ressources, sont obligées de recourir à elles. Il serait inutile que je vous entretienne de cette hypothèse : le décret de

1. Ainsi, une fabrique peut être autorisée à agrandir son église et même à contracter un emprunt à cet effet, malgré l'opposition du conseil municipal, lorsque cette autorisation ne doit avoir pour effet ni de porter atteinte à la propriété de la commune, ni d'engager ses finances (C. d'Et., 7 mai 1863, Meudon ; 17 juillet 1874, D. 75, III, 71 ; 4 juin 1880, D. 81, III, 46), ni de soustraire l'église à sa surveillance, ni de nuire à la solidité de l'église (C. d'Et., 24 juin 1870, D. 71, III, 106). C. cass., 18 juill. 1888. *Pandect. françaises*, 1888.

1809 ne soulève à cet égard aucun doute et n'appelle aucune objection. Vainement, en partant de ce principe hors de toute controverse que les églises sont des propriétés communales, prétendrait-on que les communes ont le droit de veiller à leur conservation et d'interposer à leur gré leur autorité. Cette argumentation serait vicieuse. *L'espèce de propriété communale dont il s'agit échappe à l'administration et à la surveillance habituelle des municipalités ; un conseil spécial est chargé de la régir pour la commune et à sa place ».*

Le conseil de fabrique est maître chez lui, c'est-à-dire dans l'église ; il n'a de comptes à rendre qu'au préfet ; celui-ci intervient, soit en refusant son autorisation quand elle est requise, soit en faisant suspendre les travaux que la fabrique a le droit d'entreprendre, sans le consulter au préalable.

Ce droit à la fois préventif et répressif que le préfet « tient de la nature des choses, » pour employer l'expression de la même circulaire, ne peut être étendu au maire. Le maire ne peut que prévenir le préfet des atteintes portées par la fabrique aux intérêts de la commune ; il est à même d'être bien renseigné, puisqu'il est membre du conseil de fabrique.

La commune et la fabrique ont également le droit d'adresser au ministre compétent un recours gracieux contre la décision par laquelle le préfet approuve ou refuse d'approuver les travaux votés par le conseil de fabrique. Le vote du conseil de fabrique et la décision du préfet

peuvent aussi être attaqués devant le Conseil d'État pour incompétence ou vice de formes.

Outre l'autorité préfectorale, l'autorité diocésaine doit être tenue au courant des actes de la fabrique, (art. 47, 62, 72, 87, etc...) « Il se pourrait, dit aux préfets la circulaire de 1844, que l'évêque considérât comme utile ou nécessaire une entreprise affectant les édifices consacrés au culte, qui vous paraîtrait, à vous, nuisible à quelques égards, et qu'il insistât pour qu'elle fût exécutée contrairement à votre avis... S'il arrivait qu'il en fût ainsi, je devrais en être averti sur-le-champ, afin de statuer ce qu'il appartiendrait, toutes choses demeurant en l'état jusqu'à ma décision ». Nous croyons qu'il en doit être encore ainsi aujourd'hui.

— Il est naturel que la fabrique ait la direction exclusive des travaux qu'elle paie seule. Cependant, en ce qui concerne les grosses réparations, la question a été controversée. Comme elle se rapproche beaucoup de celle de savoir si la fabrique doit prendre l'avis de la commune, quand elle effectue des grosses réparations sans réclamer son concours, nous ne nous y arrêterons pas. Les arguments produits plus haut s'appliquent ici *a fortiori*. Il ne s'agit pas de savoir qui est propriétaire, mais qui fournit les fonds. C'est à celui des établissements qui fournit la totalité ou la plus grande partie des fonds qu'appartient la direction des travaux et le choix de l'architecte. (Décis. ministér. du 23 juillet 1854. D. 55, III, 19).

Pour n'être pas dirigés par la commune, ces travaux n'en sont pas moins des travaux publics. Au reste, le droit de surveillance du maire n'est pas mis en doute.

Les travaux sont adjugés, conduits, reçus par les soins du bureau des marguilliers et mandatés par le trésorier. Le curé, qui aurait commandé et payé directement des travaux, n'aurait aucune action pour rentrer dans ses déboursés. (C. d'Ét. 19 déc. 1867, 13 fév. 1880).

III. *Des grosses réparations, quand le concours de la commune est nécessaire.* — Il faut distinguer suivant que la paroisse comprend une ou plusieurs communes, et la commune une ou plusieurs paroisses.

La paroisse ne comprend qu'une commune. — Avant la loi de 1884, la fabrique pouvait recourir à la commune toutes les fois que ses ressources étaient insuffisantes, qu'il s'agit des frais généraux du culte, des dépenses d'entretien ou des grosses réparations. Sous le régime nouveau, la fabrique peut encore demander un secours à la commune, mais celle-ci a la faculté de le lui refuser. Les dépenses afférentes aux grosses réparations des églises communales sont seules obligatoires pour la commune.

De là, deux premières conditions indispensables: 1° l'église est régulièrement affectée et par suite dans le domaine public communal; 2° la fabrique n'a pas de ressources disponibles ou n'en a pas de suffisantes.

Quand peut-on dire que les revenus et ressources de la fabriques sont insuffisants?

Les fabriques ont été instituées pour assurer le service du culte, et pour veiller à l'entretien de l'église. C'est aux dépenses nécessitées par cette double mission que leurs revenus doivent être normalement appliqués.

Avant la loi de 1884, le Conseil d'État écartait toutes les dépenses non prévues par les lois et règlements, à moins que le paiement n'en fût assuré par des affectations spéciales (C. d'Ét. 4 juin 1880, D. 81, III, 46; 18 juin 1880, D. 81, III, 61). Aux termes d'une circulaire du 15 mai 1884, voici comment on devrait aujourd'hui procéder : « Les fabriques, dit le ministre, peuvent employer d'abord leurs revenus aux dépenses justifiées par les exigences du service des cultes et l'entretien des bâtiments paroissiaux ; l'excédent de leurs revenus disponibles seul doit être nécessairement appliqué aux grosses réparations et à l'indemnité de logement. Le modèle de budget et le compte en vigueur pour les établissements ecclésiastiques distinguent *leurs dépenses en obligatoires et facultatives, et leurs ressources disponibles sont celles qui résultent de la différence entre l'ensemble de leurs ressources de toute nature et le total de la première catégorie de dépenses* ». Cette théorie qui est en contradiction avec les déclarations du rapporteur de la loi de 1884 et du ministre lui-même au Sénat, (1) est d'une injustice extrême. Comment, on décharge

1. Séance du 29 mars : « Une fabrique aura à faire face aux diverses sources de dépenses que j'indiquais tout à l'heure, aux frais du culte, à des grosses réparations, à l'indemnité de logement. Elle emploiera aux frais du culte la somme qui devra être *raisonnablement* affectée à cet usage. S'il lui reste des ressources, elle emploiera cet excédent de ressources, le solde de sa caisse à faire les grosses réparations ou à payer l'indemnité de logement, et elle viendra demander à la commune son concours pour le surplus. Il n'y a donc véritablement pas à craindre que les fabriques se trouvent dans une situation misérable et qu'elles ne soient pas à même de faire face à ce qui constitue les frais nécessaires, indispensables du culte. »

la commune de toute obligation relative au culte, on ne veut plus voir en elle que la propriétaire des églises communales; on réclame l'application pure et simple des articles 605 et 606 du Code civil, et quand on s'aperçoit que la fabrique pourrait bénéficier en une certaine mesure du régime nouveau, on déclare s'en référer aux règles anciennes ! Cette distinction entre les dépenses obligatoires et les dépenses facultatives n'est écrite nulle part. Le Conseil d'État sépare seulement les dépenses autorisées de celles qui ne le sont pas; les secondes n'entrant pas en ligne de compte quand il s'agit de déterminer les ressources disponibles de la fabrique. Or, il est ou du moins il était de jurisprudence constante que le montant d'une dépense autorisée par le préfet et l'évêque ne peut être contesté devant le Conseil d'État.

En fait, il a été jugé que l'allocation accordée à une société musicale pour participation à la procession de la Fête-Dieu, et celle accordée à un vicaire pour célébrer la messe de midi devaient être considérées comme des dépenses du culte. Ce sont pourtant bien là des dépenses facultatives, et, dans l'espèce, il s'agissait de savoir si la fabrique qui les avait faites était fondée à demander un secours à la commune. (C. d'Ét. 4 juin 1880).

La vérité, c'est qu'en chargeant les fabriques de fournir aux frais nécessaires du culte, l'art. 37 du décret de 1809 leur a donné toute latitude pour apprécier les convenances et les besoins des lieux. Il est inadmissible qu'on soit plus sévère aujourd'hui qu'autrefois dans le calcul des ressources disponibles des fabriques. On aurait compris une interprétation restrictive de l'art. 37

quand la commune était obligée de combler annuellement le déficit existant dans la caisse de la fabrique. On ne la comprendrait pas maintenant : les grosses réparations ne sont en effet nécessaires qu'à de longs intervalles ; désorganiser les services de la fabrique, pour découvrir contre toute raison un misérable excédent de revenu, constituerait un acte de mauvaise administration qui n'aurait même pas le mérite d'être profitable à la commune.

Le cas qui se présentera le plus fréquemment sera celui-ci : l'article 39 du décret de 1809 étant abrogé, le traitement des vicaires tombe à la charge exclusive de la fabrique ; peut-on considérer comme une ressource disponible la somme affectée par elle à ce traitement, du moins en tant qu'elle excède 500 francs ? (C'est à ce chiffre que le décret de 1809 fixait le traitement des vicaires). Malgré la circulaire ministérielle du 15 mai 1884, nous répondons : non ; et nous rangeons cette dépense parmi celles que M. Waldeck-Rousseau appelait, au Sénat, *dépenses raisonnables du culte*.

Quoi qu'il en soit, les capitaux, les biens de rapport et les titres de rente même non grevés de charges ne font point partie des ressources disponibles de la fabrique.

Deux avis du conseil d'État (2 juill. et 6 août 1884) ont maintenu à cet égard l'ancienne jurisprudence :

« Considérant, lisons-nous dans le premier de ces avis, que la vente d'un immeuble ou d'un titre de rente non grevé de charges ne saurait être considérée comme une ressource disponible de la fabrique.

«Qu'on ne doit entendre par ressources disponibles que l'excédent des recettes sur les dépenses nécessitées par l'exercice du culte et par l'entretien des édifices paroissiaux, ou le montant des libéralités spécialement affectées aux réparations desdits édifices ; que telle est du reste la doctrine qui résulte, tant de la circulaire ministérielle du 15 mai 1884, que de la discussion qui a eu lieu devant le Parlement.

«Considérant que s'il en était autrement, et si les fabriques devaient vendre tous leurs immeubles ou leurs titres de rente non grevés de charges avant de pouvoir s'adresser aux communes conformément à l'article 136 sus-visé, les ressources ordinaires de ces établissements diminueraient chaque jour et seraient bientôt insuffisantes pour satisfaire aux dépenses ordinaires du culte qui ne sont plus même subsidiairement à la charge des communes. (1)»

Si les fabriques ne peuvent être contraintes d'aliéner leurs immeubles, elles ne peuvent être contraintes non plus de les hypothéquer.

Quelle est la procédure à suivre pour obtenir le concours de la commune ?

Les articles 94 et 95 du décret de 1809 la réglaient de la manière suivante :

1. Une circulaire du ministre des cultes (Goblet) du 30 nov. 1885 décide, contrairement à cet avis, « que les fabriques sont obligées, avant de recourir aux communes pour les gros travaux en question, d'y affecter non seulement leurs revenus, mais encore toutes leurs *ressources disponibles, soit en titres de rente, soit en immeubles pouvant être aliénés.* » Cette prétention ne supporte pas l'examen.

Art. 94. — S'il s'agit de réparations des bâtiments, de quelque nature qu'elles soient, et que la dépense ordinaire arrêtée par le budget ne laisse pas de fonds disponibles ou n'en laisse pas de suffisants, le bureau en fera son rapport au conseil et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune : cette délibération sera envoyée par le trésorier au préfet.

Art. 95. — Le préfet nommera les gens de l'art, par lesquels, en présence d'un conseiller municipal et d'un marguillier, il sera dressé le plus promptement possible un devis estimatif des travaux. Le préfet soumettra ce devis au conseil municipal, et, sur son avis, ordonnera, s'il y a lieu, que ces réparations soient faites par la commune et que, par conséquent, il soit procédé par le conseil municipal, en la forme accoutumée, à l'adjudication au rabais. —

En somme, le conseil municipal ne donnait qu'un avis : la décision appartenait au préfet.

Nonobstant l'abrogation de ces articles, le ministre des cultes prétend (décis. 17 décembre 1884) que les mêmes formalités doivent encore être remplies.

Telle n'est pas l'opinion générale. Le Gouvernement, à qui appartient la décision en cas de contestation, a évidemment le droit de prescrire telles mesures d'instruction qui lui paraissent nécessaires (1). Mais il n'a point à intervenir quand il n'y a pas conflit.

Aujourd'hui, la fabrique et la commune entrent en re-

1. Morgand, *Loi municipale de 1884*, t. II, p. 374.

lation sans prendre le préfet pour intermédiaire. Si elles s'entendent, leur accord est constaté par les délibérations concordantes des deux conseils.

Ces délibérations approuvées, comme il convient, quand la somme votée dépasse un certain chiffre, constituent un engagement réciproque (1) auquel il peut être donné suite immédiatement.

Pour que le conseil municipal puisse se prononcer en connaissance de cause, il faut que la fabrique prouve l'insuffisance de ses ressources.

Autrefois, elle faisait cette preuve en communiquant son budget et ses comptes annuels. Mais cette communication qui, aux termes de la loi 1884, a lieu désormais chaque année, n'a pas besoin d'être renouvelée dans le cas d'une demande de secours.

Le conseil municipal n'a point à tenir compte des dépenses non autorisées ou irrégulièrement faites. (C. d'État, 14 juin 1878. D. 78, III, 81, 4 juin 1880). S'il peut demander la réduction de certaines dépenses, il ne peut en discuter la *nécessité*, quand elles ont été approuvées par l'évêque et le préfet. Le conseil d'État a refusé d'examiner les réclamations des communes, toutes les fois qu'il y avait accord entre l'autorité diocésaine et l'autorité préfectorale. Faute d'avoir signalé, quand le compte lui était soumis, les articles qui lui paraissaient excessifs, le conseil municipal ne peut en contester le montant devant le conseil d'État par la voie contentieuse. (C. d'État, 10 avril 1860, D. 60, III, 46. —

1, C. d'État, 21 juill. 1870.

7 avril 1869, D. 70, III, 48. — 22 mai 1874. D. 75, III, 43. — 15 mars 1878, D. 78, III, 69, 7 août 1875, Chambéry). Bien que ces arrêts soient antérieurs à la loi de 1884, certaines de leurs solutions, celles au moins que nous avons indiquées, doivent encore être admises.

Le conseil municipal peut exiger la communication des pièces justificatives, outre celles des comptes et budget, mais la fabrique satisfait à cette obligation sans déplacement (C. d'État, 14 juin 1878).

Lorsque les pourparlers entre la commune et la fabrique n'aboutissent pas, celle-ci en avise le ministre des cultes, lequel, de concert avec son collègue de l'intérieur, provoque un décret du chef de l'État. (Art. 136¹²). La dépense est alors inscrite d'office au budget de la commune. L'inscription est-elle ordonnée par le décret lui-même ? Nous croyons que le Président de la République n'intervient que pour reconnaître le caractère obligatoire de la dépense et que, pour ce qui est de l'inscription elle-même, les distinctions de l'article 149 sont ici applicables (1). Par conséquent, l'allocation serait inscrite au budget par décret du Président de la République, pour les communes dont le revenu est de 3 millions et au-dessus, et par arrêté du préfet en conseil de préfecture pour celles dont le revenu est inférieur. Dans tous les cas, aucune inscription d'office ne peut être opérée sans que le conseil municipal ait été, au préalable, mis en demeure de prendre une délibération spéciale à ce sujet.

1. En ce sens, Morgand, *op. cit.*, p. 374.

C'est une question très difficile que celle de savoir s'il existe un recours contre l'inscription d'office ou le refus d'inscription.

Il nous semble incontestable qu'une commune serait fondée à attaquer devant le Conseil d'État, pour inobservation des formalités prescrites, sinon l'arrêté préfectoral mettant le conseil municipal en demeure d'inscrire à son budget une dépense obligatoire (ce qui est un acte de tutelle administrative), du moins l'arrêté préfectoral ou le décret portant inscription d'office. (C. d'État, 23 nov. 1850, D. 51, III, 37). Ainsi nous admettrions le recours : 1° si la fabrique avait demandé et obtenu l'inscription d'office, sans s'être adressée préalablement à la commune, ou si elle avait refusé communication de ses comptes ou des pièces justificatives ; 2° si le Président avait statué sans rapport du ministre ; 3° si le conseil municipal n'avait pas été appelé à prendre une délibération spéciale et si les autres formalités de l'art. 149 n'avaient pas été observées. « Le règlement du budget considéré en lui-même, dit en effet Dufour (1), ne constitue qu'un acte de pure administration. Toutefois, l'exercice de l'autorité attribuée au préfet ou réservée au chef de l'État lui-même, est circonscrit dans des limites et dominé par des conditions de formes dont l'observation est placée sous la garantie du recours pour excès de pouvoirs. Le Conseil d'État, rappelons-le, n'a jamais fait difficulté de connaître des inscriptions d'office au budget sous le double rapport du caractère obligatoire des dépenses (23 nov. 1850, ville d'Or-

1. *Droit administratif*, 3^e édit., t. III, n° 538.

léans) et de l'accomplissement des formalités voulues (13 mars 1867, Puget-Théniers). »

M. Morgand estime qu'une commune ne pourrait plus aujourd'hui contester le caractère obligatoire de la dépense inscrite d'office à son budget : « Nous pensons, dit-il, que la législation nouvelle a voulu laisser au gouvernement, statuant en Conseil d'État, un pouvoir absolu d'appréciation et que les décisions qu'il prend, en vertu du second paragraphe de l'alinéa 12, échappent à tout recours contentieux. » (1) C'est attribuer à ce second paragraphe une portée qu'il n'a point. Le législateur de 1884, en effet, s'est borné à transporter du préfet au chef de l'État le règlement des difficultés pendantes entre la commune et la fabrique ; il n'a point voulu changer les règles du contentieux administratif. Le décret rendu par le chef de l'État en cette matière n'est pas plus qu'un arrêté préfectoral à l'abri d'un recours contentieux, « quand il porte atteinte à un droit acquis résultant des lois et règlements. » (2) C'est pourquoi, nous croyons que la commune pourrait se pourvoir devant le Conseil d'État, en contestant l'insuffisance des ressources de la fabrique ou en critiquant, soit le mode d'évaluation de ses recettes (3), soit l'entrée en compte de dépenses non prévues par le décret de 1809.

En ce qui concerne la fabrique, le Conseil d'État à

1. *Op. cit.*, t. II, p. 377.

2. Ducrocq, *Cours de dr. admin.*, t. I, nos 65, 26, 249.

3. Si la commune critiquait non le mode d'évaluation, mais l'évaluation elle-même, il n'y aurait pas de recours (C. d'Et., 22 mai 1874, 13 mars 1878, 4 juin 1880).

maintes fois décidé : (1) que le refus par l'administration d'inscrire au budget de la commune une somme dont un consistoire ou une fabrique se prétend créancier n'étant que l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, ne donne pas ouverture à un recours contentieux, mais ne fait pas obstacle néanmoins à ce que cet établissement fasse trancher par l'autorité compétente le point de savoir si la dépense, dont il réclame le paiement, est obligatoire. (C. d'Et. 17 avril 1885. D. 86, III, 131 et 132). Il n'en va pas autrement aujourd'hui. Nous pensons même avec le commentateur de Dalloz que le ministre commettrait un excès de pouvoirs, s'il refusait de provoquer un décret du chef de l'État, sous le prétexte qu'il n'y aurait lieu dans aucun cas d'ordonner cette inscription d'office. Ce serait, en effet, statuer sur le droit du réclamant et nous nous trouverions en présence non plus d'un acte de tutelle, mais d'une véritable décision administrative, susceptible de recours. Le Conseil d'État n'a point changé de doctrine depuis 1884 ; ce qui le prouve, c'est que les arrêts très explicites de 1885, bien que statuant sur des litiges antérieurs, ont été rendus postérieurement à la loi municipale : « il est même permis de supposer que c'est en prévision des difficultés auxquelles pourra donner lieu l'application de la loi nouvelle que le Conseil d'État a tenu à formuler de la manière la plus expresse la distinction résultant de ses précédentes décisions. » (2) Il est très dé-

1. C. d'Et., 23 mars 1850. D. 51, III, 37 ; 29 mars 1853, III, 50 ; 16 mai 1878, D. 73, III, 41 ; 15 janv. 1875, D. III, 94 ; 4 av. 1876, D. 76, III, 100 ; 16 janv. 1880, D. 80, III, 49.

2. Dalloz, sous l'arrêt précité du 17 avril 1885.

sirable, au surplus que les différends entre communes et fabriques ne restent pas en suspens, par le fait du ministre. En en réservant la solution au chef de l'État, le législateur de 1884 a entendu, non en reculer la solution, mais bien la mettre au-dessus et en dehors des rivalités provinciales.

Passons aux moyens qu'emploient les communes pour remplir leurs obligations.

1° La commune a des ressources suffisantes.

Après le vote du conseil municipal approuvant les travaux ou l'inscription d'office de la dépense à son budget, les grosses réparations peuvent être entreprises immédiatement. Si la commune fournit la totalité ou la plus grande partie ou même la moitié des fonds nécessaires, la direction des travaux et le choix de l'architecte appartiennent au maire : c'est lui qui procède à l'adjudication dans la forme ordinaire des travaux communaux. Si, au contraire, la fabrique doit supporter la plus forte partie de la dépense, les travaux sont adjugés et exécutés par les soins et sous la surveillance du bureau des marguilliers. (Déc. min. du 23 juillet 1854, 26 févr. 1870, 11 juillet 1874).

Il est pourvu à la dépense avec les fonds ordinaires du chapitre des travaux et, s'ils ne suffisent pas, avec ceux qui sont affectés à cet effet par délibération spéciale.

2° La commune n'a pas de ressources suffisantes.

Aux termes du décret de 1809 (art. 99) et de la loi du 14 févr. 1810, dans le cas d'insuffisance des revenus de la fabrique et des revenus communaux, une levée extraor-

dinaire était faite par voie d'emprunt, à charge de remboursement dans un temps déterminé, ou par répartition entre les habitants au marc le franc des contributions foncière et mobilière (1). L'emprunt et la répartition pouvaient être ordonnés provisoirement par le préfet, si les sommes n'excédaient pas 100 fr. dans les paroisses de 600 âmes, 150 fr. de 600 à 1200 âmes, 300 fr. au-dessus ; — par le Conseil d'État, pour les sommes de 100 à 300 francs dans les paroisses de 600 âmes, de 150 à 450 dans les paroisses de 600 à 1200, de 300 à 1200 dans les paroisses plus considérables ; — par une loi pour les sommes supérieures.

Le Corps législatif, à l'ouverture de chaque session, devait voter l'emprunt ou la répartition à titre définitif.

Depuis la loi de finances du 15 mai 1818, une partie des 17 centimes départementaux était destinée aux travaux d'église (art. 68).

La loi de 1810 se trouvant abrogée par l'art. 168 de la loi de 1884, les travaux nécessaires aux églises sont rentrés dans le droit commun, c'est-à-dire qu'il y a lieu d'appliquer les art. 141, 142, 143, 68 ³, quand il y a accord entre la commune et la fabrique, et l'art. 149 dans le cas d'une imposition d'office (2).

1. La répartition avait lieu au prorata des contributions *personnelle* et mobilière, s'il s'agissait des dépenses du culte.

2. Art. 141. — Les conseils municipaux peuvent voter, dans la limite du maximum fixé chaque année par le conseil général, des contributions extraordinaires n'excédant pas 5 centimes pendant 5 années, pour en affecter le produit à des dépenses extraordi-

Lorsque la direction des travaux appartient à la fabrique, la commune n'est pas tenue de payer les travaux

naires d'utilité communale. Ils votent et règlent les emprunts communaux remboursables sur les centimes extraordinaires votés comme il vient d'être dit, ou sur les ressources ordinaires, quand l'amortissement, en ce dernier cas, ne dépasse pas 30 ans.

Art. 142. — Les conseils municipaux votent, sauf approbation du préfet : 1^o les contributions qui dépasseraient 5 centimes sans excéder le maximum fixé par le conseil général, et dont la durée excédant 5 années ne serait pas supérieure à 30 ans ; 2^o les emprunts remboursables sur les mêmes contributions extraordinaires ou sur les revenus ordinaires dans un délai excédant, pour ce dernier cas, 30 ans.

Art. 143. — Toute contribution extraordinaire dépassant le maximum fixé par le conseil général, et tout emprunt remboursable sur cette contribution sont autorisés par décret du président de la République. Si la contribution est établie pour une durée de plus de 30 ans, ou si l'emprunt remboursable sur ressources extraordinaires doit excéder cette durée, le décret est rendu en Conseil d'Etat. — Il est statué par une loi si la somme à emprunter dépasse un million ou si, réunie aux chiffres d'autres emprunts non encore remboursés, elle dépasse un million.

Art. 68. — Ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'autorité supérieure les délibérations portant sur : 3^o les constructions nouvelles, les reconstructions entières ou partielles, les projets, plans et devis des grosses réparations et d'entretien, quand la dépense totalisée avec les dépenses de la même nature pendant l'exercice courant dépasse les limites des ressources ordinaires et extraordinaires que les communes peuvent se créer sans autorisation spéciale.

Art. 149. — Si un conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés par une dépense obligatoire, ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation serait inscrite au budget par décret du président de la République pour les communes dont le revenu est de 3 millions et au-dessus, et par arrêté du préfet en conseil de préfecture pour celles dont le revenu est inférieur. Aucune inscription d'office ne peut être opérée sans que le conseil municipal ait été appelé à prendre une délibération spéciale à ce sujet. S'il s'agit d'une dé-

non compris dans les devis approuvés par le conseil municipal. (C. d'Ét. 22 fév. 1878, ville de Miélan, 1^{er} avril 1881, D. 82, III, 82.) Elle peut se refuser à payer, si les travaux ne sont pas exécutés dans les conditions voulues, sans toutefois pouvoir se prévaloir de l'inobservation des art. 95, 98 du décret de 1809, abrogés par la loi de 1884, ainsi que nous l'avons dit. Cependant, si les modifications, apportées par la fabrique aux plans et devis approuvés par le conseil municipal, ne nuisent point à la commune, si, par exemple, elles doivent rester à la charge exclusive de la fabrique, la commune n'aurait pas le droit de retenir tout ou partie de sa subvention. (C. d'Ét. 19 déc. 1867).

L'autorité administrative est seule compétente pour reconnaître l'existence et déterminer l'étendue des obligations réciproques de la commune et de la fabrique (tribunal des Conflits, 15 mars 1875), ainsi que la nature des engagements pris par chacun de ces établissements. (Conseil d'État, 21 juill. 1870).

La paroisse comprend plusieurs communes. — C'est seulement au point de vue communal que cette situation présente de l'intérêt. Quel que soit le nombre des com-

pense annuelle et fixe de sa nature ou d'une dépense extraordinaire, elle est inscrite pour sa quotité réelle. Si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office, en vertu du présent article, il y est pourvu par le conseil municipal ou, en cas de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie d'office par un décret, si la contribution extraordinaire n'excède pas le maximum à fixer annuellement par la loi de finances, et par une loi spéciale si la contribution doit excéder ce maximum.

munes comprises dans une circonscription paroissiale, il n'y a jamais qu'une fabrique et qu'une église paroissiale.

Ainsi, une église faisant partie de la même paroisse qu'une autre commune, sur le territoire de laquelle est située l'église paroissiale, ne peut se soustraire à l'obligation de contribuer aux frais de reconstruction de cette église, sous prétexte qu'elle possède elle-même un édifice où se célèbrent les offices religieux, si cet édifice n'est pas régulièrement affecté au culte, au titre de cure, succursale, chapelle vicariale ou simple. (C. d'Ét. 24 juill. 1856, 12 juillet, 3 août 1866, D. 67, III, 68-69.)

Avant 1884, le recours de la fabrique aux communes co-paroissiales était soumis aux formalités suivantes : la fabrique dont les ressources étaient insuffisantes prenait une délibération tendant à ce qu'il fût puvu aux grosses réparations par les communes intéressées. Cette délibération était envoyée au préfet qui faisait dresser les plans et devis, ainsi qu'il a été dit plus haut, et les soumettait aux différents conseils municipaux (art. 94 et 95) ; chaque conseil délibérait séparément (art. 102) : ces délibérations n'étaient exécutoires qu'après approbation préfectorale. S'il n'y avait pas accord entre les conseils municipaux, le préfet statuait, sauf urgence, après avoir entendu le conseil général et le conseil d'arrondissement, (loi 1837, art. 72.) Ce point fut, d'ailleurs, modifié par la loi du 10 août 1871, art. 46 : « Le conseil général statue définitivement : 23° sur les difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes du département. »

Toutefois, le préfet continua d'intervenir pour ordonner l'inscription d'office au budget de chaque commune de la portion contributoire fixée par le conseil général.

Si les communes (ou l'une d'elles) ne pouvaient satisfaire à leur obligation sur leurs ressources ordinaires, la dépense était répartie au marc-le-franc de leurs contributions foncière et immobilière, d'abord entre elles, puis entre les habitants de chacune d'elles, conformément à la loi du 14 février 1810 (art. 3 et 4).

La loi de 1884 ayant abrogé les articles 92-103 du décret de 1809 et la loi de 1810, sans édicter de dispositions spéciales pour les remplacer, nous ne pouvons combler cette lacune qu'en nous fondant sur le droit commun.

Deux ou plusieurs communes ont la même église paroissiale ; des grosses réparations sont nécessaires et la fabrique n'a pas de revenus suffisants :

Les conseils municipaux intéressés, après en avoir averti le préfet, nommeront chacun une commission de trois membres au scrutin secret. Ces commissions se réuniront en conférence et détermineront, au mieux des intérêts communs, les travaux à entreprendre, ainsi que le montant et la répartition de la dépense. Les préfets et sous-préfets des départements et arrondissements pourront toujours assister à ces conférences. Les décisions prises ne seront exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les conseils municipaux et approuvées, s'il y a lieu, par l'autorité compétente (1), (art. 116 et 117).

1. Si la dépense n'excède pas le chiffre que chaque conseil municipal peut voter sans autorisation, les délibérations sont exécutoires

S'il n'y a pas accord entre la fabrique et les diverses communes, nous croyons qu'il faudra appliquer cumulativement l'art. 136¹² et 139 de la loi de 1884, et l'art. 46²³ de la loi d'août 1871.

Ainsi, la part contributoire de la fabrique et des communes réunies sera fixée par décret du Président de la République ; puis, la somme, mise en bloc à la charge de ces dernières, sera répartie entre chacune d'elles par le conseil général ; enfin, l'inscription d'office sera effectuée par arrêté préfectoral ou par décret, suivant les distinctions de l'art. 149.

Le conseil général a, désormais, un pouvoir discrétionnaire pour déterminer la forme de la répartition (arg. de l'abrog. de la loi de 1810).

La décision du conseil général fixant la répartition de la dépense entre plusieurs communes réunies pour le culte peut être déferée au Conseil d'État. Mais, si le conseil général s'est borné à établir les bases de la contribution laissant au préfet le soin d'en préciser le montant, c'est l'arrêté préfectoral qui doit être attaqué, car il constitue une décision administrative formelle et ne peut plus être considéré comme l'exécution pure et simple des volontés du conseil général (C. d'Ét. 25 janv. 1878 ; 3 juillet 1885, D. 87, III, 27. V. aussi 29 juill. 1883, D. 85, III, 31).

Une commune pourrait-elle arguer de conventions pas-

de plein droit. La loi de 1837 (art. 72), au contraire, soumettait à l'approbation préfectorale toute délibération portant sur un objet intéressant plusieurs communes.

sées avec une autre commune co-paroissiale pour se soustraire à ses obligations?

Tout dépend de la date de ces conventions? Sont-elles antérieures au rétablissement du culte : on ne saurait en tenir compte, car elles se sont évanouies durant la mainmise de l'Etat sur les églises. Sont-elles postérieures au Concordat, mais antérieures à la loi de 1810, elle sont variables parce que, pendant cette période intermédiaire, les communes avaient toute liberté de se concerter et de prendre des engagements. Sont-elles postérieures à la loi de 1810, elles doivent être exécutées en tant qu'elles règlent la contribution ordinaire de chaque commune aux dépenses du culte (1), mais elles ne sauraient l'être, en ce qui regarde la répartition de contributions extraordinaires (C. d'Etat, 3 mai 1837).

Enfin, ont-elles été conclues depuis la loi de 1884, rien ne s'oppose à ce qu'elles soient exécutées dans toutes leurs parties; l'art. 116 *in fine* le déclare formellement: « Les conseils municipaux peuvent faire des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune ».

La commune comprend plusieurs paroisses. — La reconnaissance du culte comme service public a fait disparaître la paroisse en tant qu'agrégation de fidèles, revêtue de la personnalité civile.

Sous l'empire des lois concordataires, la paroisse n'est plus qu'une circonscription territoriale dont les intérêts sont confiés à un établissement public spécial, la fabri-

1. Sauf, bien entendu, après 1837, l'application de cette loi.

que ; elle ne forme plus une société au sein de la société communale.

En un mot, s'il y a encore une paroisse, il n'y a plus de paroissiens, c'est-à-dire des citoyens supportant des charges particulières à raison de leur résidence dans la circonscription paroissiale. Il n'y a de relations juridiques qu'entre l'établissement communal et l'établissement ecclésiastique. C'est pourquoi, au cas d'insuffisance de ses ressources, la fabrique, au lieu de s'adresser aux habitants de la paroisse, recourt immédiatement à la commune ; c'est pourquoi, aussi, la levée extraordinaire faite en exécution de la loi de 1810, étant destinée non à secourir directement la fabrique, mais à mettre la commune en mesure de fournir à cette dernière l'aide qu'elle lui devait, frappait indistinctement les catholiques et les non catholiques. D'après le même principe, la répartition de cette imposition extraordinaire entre plusieurs communes co-paroissiales, était basée sur le nombre des contribuables et non sur celui des fidèles.

Pas plus que le groupement de plusieurs communes en une seule paroisse, le fractionnement d'une commune en plusieurs paroisses ne saurait créer un lien de droit entre les paroissiens et les diverses fabriques.

Par conséquent, la charge des grosses réparations, nécessaires à l'une des églises paroissiales, incombe à la commune entière.

Toutefois, cette doctrine est relativement récente. Pendant la première moitié du siècle, on pensait que les paroissiens devaient seuls supporter les dépenses du culte dans leur paroisse, en d'autres termes, que la fraction de

commune correspondant au territoire de la paroisse, constituait une *section*, à raison de cette seule distinction d'intérêts (1). On étendait auxdites sections l'avis du 14 décembre 1810, portant que les communes dans lesquelles une chapelle est établie, en vertu du décret du 30 décembre 1807, et qui pourvoient sur les ressources communales au traitement et au logement du chapelain et à tous autres frais du culte, ne doivent contribuer en rien aux frais du culte paroissial dans la cure ou succursale dont elles dépendent.

Néanmoins, comme les sections de commune n'ont ni représentation permanente, ni caisse spéciale, comme d'autre part, il était impossible de recourir chaque année au mode d'imposition extraordinaire de la loi de 1810, ou faisait supporter à la commune les frais du culte et les dépenses d'entretien, les grosses réparations demeurant seules à la charge de chaque paroisse.

On oubliait, dans ce système, que le culte paroissial est un service public mis à la charge subsidiaire de la commune, non des habitants.

Pour établir que toute paroisse est une section de commune, il faudrait prouver que les paroissiens ont sur l'église un droit d'usage exclusif ; or, le caractère domanial de l'édifice du culte écarte toute prétention de cette nature. Bien plus, même en assimilant la paroisse à une section de commune, on n'arrive pas à lui donner la propriété, partant, la charge de l'église paroissiale(2). La loi

1. Aucoc, *Ecole des communes* (livraison 1864). *Des sections de commune*, p. 391-401.

2. Comparez Ducrocq, *Dr. adm.*, t. II, p. 581.

de 1884 dispose, en effet, après la loi de 1837 : art. 7. « Les édifices et autres immeubles servant à un usage public et situés sur le territoire de la commune ou de la section de commune réunie à une autre commune, ou de la section érigée en commune séparée, deviennent la propriété de la commune à laquelle est faite la réunion ou de la nouvelle commune. »

Le fait qu'une école communale est située dans une fraction de commune n'entraîne point pour les habitants auxquels elle est spécialement utile des obligations et des droits particuliers ; ainsi en est-il de l'église paroissiale : c'est affaire à la commune de s'entendre avec les diverses fabriques ; les habitants n'ont rien à y voir.

Cette théorie a été consacrée par un avis du conseil d'État du 9 décembre 1858. Le ministre de l'intérieur proposait une transaction : les paroisses auraient supporté les dépenses facultatives et la commune les dépenses obligatoires.

En équité, cette thèse était soutenable, elle ne l'était pas en droit. Aussi, le conseil d'État a-t-il repoussé le projet de décret :

« Considérant, dit-il, que les sections de commune n'ont d'existence distincte et séparée que dans les cas spécialement déterminés par la loi ; qu'aux termes de l'art. 6 de la loi 1837, tous les édifices et autres immeubles servant au public, et situés sur le territoire d'une section, deviennent, de plein droit, propriété de la commune entière ;

« Que, si des sections de commune sont autorisées à conserver, même après leur réunion, la jouissance de cer-

tains droits immobiliers, droits d'usage ou autres qui leur appartenaient exclusivement avant cette réunion, et si cette situation particulière semble donner à une section de commune une sorte d'existence séparée, il faut bien se garder d'étendre à des cas non prévus ce que la loi n'a admis que pour des cas exceptionnels ;

« Qu'autrement on arriverait à créer une commune dans la commune ;

« Considérant que la loi de 1837, dans ses articles 2, 3, 6, 49-58, a prévu les cas dans lesquels les sections peuvent agir en leur propre nom ; que, si le législateur de 1837 eût entendu qu'une section pût, exclusivement au reste de la commune, être imposée extraordinairement pour les dépenses du culte, il eût exprimé cette intention.

« Considérant que le décret du 30 déc. 1809 sur les fabriques et la loi du 14 févr. 1810 sur leurs revenus, ne contiennent aucune disposition concernant les sections de commune dotées d'une église, et qui autorise ces dernières à s'imposer pour les frais de culte, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique ; que ce décret et cette loi prescrivent, au contraire, dans ce cas, de recourir à la commune ;... qu'à la vérité, ils admettent qu'en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique et communaux, il peut être fait des levées extraordinaires sur la *paroisse*, mais que l'exposé des motifs de la loi de 1810, laquelle a interprété et complété le décret de 1809, démontre que le législateur a employé le mot *paroisse* dans le sens du mot *commune* ;

« Considérant que la distinction proposée par le ministre

de l'intérieur entre des dépenses facultatives qui pourraient être mises à la charge d'une section de commune seule, en vertu du vote du conseil municipal auquel seraient adjoints les plus imposés de la section, et des dépenses obligatoires supportées par la commune entière, ne repose sur aucune disposition légale, et que les motifs, qui s'opposent à ce que les sections supportent des dépenses obligatoires, s'appliquent avec plus de force aux dépenses facultatives... »

Dans le même sens, C. d'État, 23 juin 1864, (commune de Riceys, D. 65, III, 4).

Les églises, classées comme *monuments historiques*, ne peuvent être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans le consentement du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (loi du 30 mars 1887, art. 4).

IV. *De la reconstruction de l'église.* — La fabrique est obligée d'affecter ses ressources disponibles à la reconstruction de l'église comme aux grosses réparations (art. 98 décret de 1809, art. 2 de la loi de 1810). Le complément est fourni par la commune. Ces deux points ne sont mis en doute par personne.

Nous avons admis que, lorsque la fabrique prenait à sa charge la dépense totale des grosses réparations, elle n'avait pas besoin de consulter la commune.

Déciderons-nous de même dans le cas d'une reconstruction ? Oui, si la nouvelle église doit être élevée sur un autre emplacement appartenant à la fabrique. Non,

cela va de soi, si elle doit être construite sur un emplacement appartenant à la commune. Non, encore, s'il s'agit de la reconstruire sur le même emplacement.

A vrai dire, nous n'avons point de texte ; l'art. 98 du décret de 1809 et la loi de 1810 qui, du reste, ne traitaient qu'incidemment de la reconstruction des églises, sont abrogés. Mais les principes généraux des lois concordataires nous permettent de combler cette lacune.

Pour reconstruire, il faut démolir : or, la démolition de l'église porte atteinte aux droits de la commune, appelée à fournir l'édifice du culte par l'arrêté de ventôse, an XI : celle-ci sera, en effet, contrainte d'acquérir ou de louer un bâtiment où les offices puissent être célébrés convenablement durant les travaux de réfection. Aussi, la Cour de Gand (2 février 1883, D. 84, III, 113) a-t-elle décidé qu'une fabrique n'avait pas le droit de faire démolir et reconstruire une église qui ne pouvait être utilement réparée.

Cependant nous faisons nos réserves sur les motifs de cet arrêt. Ce n'est pas la reconstruction, mais la démolition qui excède les attributions de la fabrique. C'est pourquoi, si la fabrique prévenait les conséquences fâcheuses que peut avoir cette démolition pour la commune, en prenant à sa charge l'acquisition ou la location d'un local provisoire, nous ne verrions aucun inconvénient à lui permettre d'entreprendre et de conduire seule les travaux. Il est bien entendu que la fabrique doit se munir de l'autorisation préfectorale.

Le plus souvent, la fabrique ne peut se passer du concours de la commune, et, alors, on applique toutes les formalités énumérées au paragraphe précédent.

Si ces deux établissements ne parviennent pas à se mettre d'accord, il appartiendrait aujourd'hui au chef de l'État de choisir l'emplacement de la nouvelle église (1), et de contraindre la commune à l'acquérir.

Ainsi, une fabrique pourrait être autorisée, nonobstant l'opposition du conseil municipal, à acquérir, soit à l'amiable, soit par expropriation, concurremment avec la commune ou séparément, le terrain sur lequel doit être bâtie la nouvelle église, l'ancienne étant insuffisante et ne pouvant être agrandie, ni réparée (avis c. d'Ét. 29 janv. 1873. *Bulletin des lois civiles ecclés.* 1884, p. 158). Notons cette réserve finale : « on ne doit recourir à ces mesures coercitives qu'en cas de nécessité absolue ; pour peu que la restauration de l'église soit possible, c'est à ce dernier projet qu'il faut s'arrêter. » (*Bulletin ministèr. intérieur*, 1859. Bast., 1868, p. 120).

Le titre légal de l'église ancienne n'est rattaché à la construction neuve qu'avec l'autorisation du pouvoir civil. Cette autorisation est donnée par arrêté préfectoral, ou par décret s'il n'y a pas accord entre l'évêque et le préfet (avis cons. d'Ét. 24 oct. 1834, circ. 4 juill. 1882).

V. *Des souscriptions publiques destinées à la restauration ou à la reconstruction de l'église.*

Les communes et les fabriques peuvent ouvrir et recueillir, soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire du

1. D'une décision du ministre des cultes (10 avril 1845), il résulte qu'on ne peut construire sur l'emplacement d'un ancien cimetière qu'après dix ans depuis les dernières inhumations (*Bost.*, p. 466).

maire ou du curé, des souscriptions destinées à restaurer ou à reconstruire l'église paroissiale.

La question est de savoir à qui appartiennent ces souscriptions et, par suite, dans quelle caisse le produit doit en être versé.

Le conseil d'État l'a tranchée par un avis du 16 mars 1868 :

« Considérant que les fabriques paroissiales sont des établissements publics ayant capacité pour recevoir des libéralités, les posséder, les administrer ; que ces établissements religieux, distincts de la commune, ont leur existence propre, des ressources et charges spéciales, un budget particulier, un trésorier comptable ;

.

« Considérant que les sommes résultant des souscriptions publiques pour la restauration et reconstruction des églises, quand ces souscriptions sont ouvertes et recueillies exclusivement au nom des fabriques, appartiennent à ces dernières et doivent être déclarées leur propriété ;

« Considérant que ces sommes ne sont autres que des offrandes ou des libéralités faites par les fidèles dans un intérêt religieux, à un établissement public ayant capacité spéciale pour représenter cet intérêt et administrer tous les fonds affectés à l'exercice du culte (art. 1, décr. de 1809) ; que l'art. 74 du même décret porte textuellement que « le montant des fonds pour le compte de la fabrique, à quelque titre que ce soit, sera inscrit sur un registre qui demeurera entre les mains du trésorier ; »

« Que, vainement, on invoquerait ce principe que les

églises sont la propriété des communes, et que, par suite, les fonds destinés à les réparer ou restaurer, et recueillis au moyen de souscriptions publiques, constituent nécessairement des deniers communaux ;

« Considérant qu'en pareille matière, l'intention des donateurs ou souscripteurs ne saurait être douteuse, et s'adresse évidemment à l'établissement religieux et non à l'établissement communal, lequel n'est tenu de pourvoir aux frais du culte qu'à défaut de ressources de la part de la fabrique ; que, d'ailleurs, cette intention ne saurait être méconnue sans s'exposer à voir la générosité des fidèles se ralentir et sans nuire à l'intérêt des communes et même de l'État, appelé à pourvoir, le cas échéant, à la restauration et reconstruction des églises ; . . . »

« Les sections sont d'avis : que le produit des souscriptions ouvertes ou recueillies *exclusivement* au nom des fabriques paroissiales appartienne à ces fabriques et non aux communes ».

Al'inverse, quand la souscription est ouverte et recueillie exclusivement au nom de la commune, le produit appartient à la commune.

Enfin, dans le cas où la souscription a été ouverte et recueillie au nom des deux établissements, le montant en est partagé par moitié (1).

Commentant l'avis précité du conseil d'État, le ministre de l'intérieur observe (*Bulletin officiel* 1868, page 496) que cette théorie ne fait pas obstacle à ce que « toutes les sommes affectées aux travaux de restauration ou de re-

1. Ducrocq, *Droit admin.*, t. II, p. 491 et 492.

construction des églises soient centralisées dans la caisse de la commune ou dans celle de la fabrique, suivant que le premier ou le second de ces établissements supporte la plus grande partie de la dépense ». Le produit de la souscription recueillie par la fabrique vient grossir ses ressources disponibles, et, partant, la somme qu'elle peut affecter à la restauration et à la reconstruction. Il entre en compte, lorsqu'il s'agit de décider lequel des deux établissements supporte la plus forte partie de la dépense, et a, par suite, le droit de diriger les travaux et d'encaisser les fonds qui leur sont affectés,

Cette circonstance que la fabrique a recueilli par souscription les sommes nécessaires à la reconstruction d'une église et qu'elle dirige les travaux ne décharge pas la commune de l'obligation d'assurer l'exercice du culte jusqu'à l'achèvement de l'édifice. (Cons. d'Et. 26 fév. 1810, D. 71, III, 47).

Les difficultés qui surgissent entre la commune et la fabrique ou entre l'une d'elles et des souscripteurs sont de la compétence des tribunaux administratifs, à moins pourtant que l'office de concours ne consiste *uniquement* en une cession gratuite de terrain, (C. d'Et. 11 août 1873, fabr. de Barbaste.)

(Voir ce que nous avons dit sur ce point à la fin de la section du chapitre V).

Le curé peut garder entre ses mains et employer lui-même les sommes qu'il a recueillies, en son nom personnel, pour la construction ou la reconstruction d'une église : S'il est exact en règle générale, ainsi que le Conseil d'Etat l'a reconnu dans son avis du 16 mars

1868, que le produit des souscriptions ouvertes ou recueillies exclusivement au nom des fabriques paroissiales pour la restauration ou reconstruction des églises appartient à ces fabriques, rien ne s'oppose à ce qu'il en soit différemment lorsque ce n'est plus au nom de la fabrique, mais au nom d'une personne déterminée; le curé, agissant pour son propre compte, que les souscriptions ont été recueillies, et qu'en outre, il s'agit non de la restauration ou de la reconstruction d'une église, mais de la construction d'une église nouvelle, que sans doute, le curé, maître des travaux jusqu'à ce que, terminée, l'église reçoive, par ses soins, soit en faveur de la commune, soit en faveur de la fabrique, sa destination paroissiale, ne saurait détourner de cette destination les sommes qu'il a reçues en vue d'un emploi déterminé, et pourrait être tenu, le cas échéant, de justifier de cet emploi; mais on ne doit pas se préoccuper de ce que les fonds remis au défendeur avaient pour objet la construction d'une nouvelle église paroissiale pouvant intéresser, à ce titre, la fabrique, ce caractère paroissial ne devant s'appliquer qu'à la destination éventuelle de l'édifice après son achèvement et ne lui appartenant point pendant sa construction, alors qu'il demeure au contraire réservé à l'ancienne église. » (Cour de Toulouse, 14 août 1889).

VI. — *Subventions du Département et de l'État.* — Les conseils généraux peuvent disposer en faveur du culte des crédits qui leur paraissent nécessaires ou même sim-

plement utiles. Ces secours sont, en général, destinés soit à augmenter l'indemnité du clergé, soit à la création de bourses dans les séminaires, soit au soulagement des prêtres âgés ou infirmes. Rien n'empêche cependant qu'ils appliquent une partie de leurs fonds disponibles à la réparation ou reconstruction des églises. Mais, c'est sous forme de subvention à la commune que cette libéralité est inscrite à leur budget (1).

Si le département a la faculté de venir en aide aux paroisses, l'État en a le devoir (2). Art. 100, décret de 1809 : « Néanmoins, dans les cas où il serait reconnu que les habitants d'une paroisse sont dans l'impuissance de fournir aux réparations, même par levée extraordinaire, on se pourvoira devant nos ministres de l'intérieur et des cultes, sur le rapport desquels il sera fourni à cette paroisse tel secours qui sera par eux déterminé, et qui sera pris sur le fonds commun établi par la loi du 15 septembre 1807, relative au budget de l'État (art. 15).

Les demandes de secours pour travaux nécessaires aux églises sont, au préalable, soumises au conseil général qui les classe par ordre d'urgence et les transmet au ministre (art. 68, loi 10 août 1871). Le dossier doit compren-

1. Filippini, *Traité pratique du budget départemental*, 1885, p. 111, 125.

2. Nous rappelons que l'État est tenu vis-à-vis des églises cathédrales comme les communes vis-à-vis des églises paroissiales. La loi de 1884 ne lui étant pas applicable, il doit suppléer aux revenus des fabriques cathédrales, qu'il s'agisse soit des grosses réparations, soit des réparations d'entretien, soit même des frais généraux du culte diocésain. En fait, les crédits afférents à ces dernières dépenses sont supprimés depuis 1883.

dre : 1° les plans et devis des travaux projetés ; 2° la délibération du conseil de fabrique ; 3° les derniers comptes et budgets de la fabrique visés par le préfet ; 4° la délibération du conseil municipal ; 5° le dernier budget de la commune ; 6° l'avis de l'évêque ; 7° l'avis du conseil des bâtiments civils (circ. min. cult., 30 juin 1883, rec. circ. cultes, t. IV, p. 337. Compar. circ. 29 juin 1841, André, t. IV, p. 338). C'est le ministre qui accorde ou refuse la subvention.

Quant aux demandes pour achat d'objets mobiliers, elles sont adressées directement au ministre avec les mêmes pièces (sauf les plans et l'avis du conseil des bâtiments civils). Toute demande accompagnée de documents financiers irréguliers est repoussée (circ. 21 nov. 1879. Rec. circ. cult., t. IV, p. 27).

L'administration n'a pas tenu compte, on le voit, de l'abrogation de l'art. 100 du décret de 1809. Il n'en pouvait être autrement. En déchargeant les communes de toute obligation aux dépenses du culte, la loi de 1884 a grevé éventuellement le budget de l'Etat (1). Les communes ne doivent rien, désormais, en dehors des grosses réparations aux églises communales. Malheureusement, la loi de 1884 n'a point fait ce miracle d'augmenter à la fois les charges des fabriques et leurs excédents de revenus.

Le préfet ne pouvant plus, comme par le passé, inscrire au budget communal le secours demandé par une fabrique, même si ce secours est indispensable, c'est l'Etat qui devra le fournir.

1. Tant que le concordat subsiste, le culte demeure un service public, dont l'Etat ne peut se désintéresser.

Aux termes de l'art. 100, le recours à l'Etat n'était admis que s'il s'agissait de grosses réparations, excédant les ressources de la fabrique et de la commune.

Par suite de la législation nouvelle, l'Etat est tenu de prendre à sa charge les réparations d'entretien ou autres, et toutes les dépenses nécessaires du culte, que les fabriques ne pourront et que les communes ne voudront pas supporter.

CHAPITRE VI

DE LA DÉSAFFECTATION DES ÉGLISES

L'affectation d'un édifice domanial à un service public ne change pas, en général, sa condition juridique. Cette affectation est essentiellement temporaire et révocable par de simples actes administratifs (1).

L'affectation régulière d'une église au culte produit des effets bien plus considérables : l'église passe du domaine privé dans le domaine public ; elle devient inaliénable, imprescriptible, indisponible non-seulement à l'égard des particuliers, mais à l'égard même de l'établissement public qui l'a affectée (2).

Autre chose, par conséquent, est la désaffectation d'un édifice public, autre chose la désaffectation d'une église.

Cette désaffectation peut résulter, soit indirectement de la suppression du titre de l'église ou de la modification de la circonscription ecclésiastique — toutes mesures qui font rentrer l'édifice du culte dans le domaine privé — soit directement du changement de destination ou de la suppression partielle ou totale de l'édifice lui-même.

1. Gaudry, *Traité du domaine*, t. II, p. 530 et 531.

2. Comparez Ducrocq, *Cours de droit administratif*, nos 969-978, 1404.

I. *Désaffectation par suppression du titre de l'église ou modification de la circonscription ecclésiastique dont elle est le chef-lieu.* — Peut-on enlever à une église son titre légal d'affectation, en supprimant ou en remaniant la circonscription ecclésiastique dont elle est le chef-lieu ? Il est un point au moins hors de toute controverse, à savoir que les circonscriptions diocésaines ne peuvent être créées ni modifiées sans le concours du Saint-Siège. Mais, *quid* des cures et succursales ? L'administration prétend avoir à leur égard un pouvoir discrétionnaire : « A la différence de ce qui avait été réglé par l'art. 2 du Concordat pour les circonscriptions diocésaines, lisons-nous dans la *Revue générale d'administration* (1), le gouvernement détermine seul par voie de mesure générale, c'est-à-dire sans aucun accord préalable avec une autorité ecclésiastique quelconque, le nombre et l'étendue des circonscriptions curiales. Le gouvernement qui a traité avec le pape, qui s'est engagé à ne pas créer, à ne pas supprimer une circonscription diocésaine sans un concert préalable avec lui, n'a pas traité avec les évêques ; il a créé autant de titres curiaux qu'il a jugé opportun, se réservant par là même d'en réduire le nombre quand il le croira nécessaire, sans concert préalable avec eux. Alors que le pouvoir civil se réserve ainsi une entière liberté d'action pour l'augmentation ou la diminution des titres curiaux, comment admettre qu'il se soit lié les mains et

1. 1883, t. I, p. 416 et suiv. Cet article reproduit les arguments consignés dans une note de la direction des cultes du 29 juill. 1882. En sens contraire, Bresson, *Revue cathol. des Instit. et du droit*, 1883, t. I, p. 416.

qu'il ait abdiqué ses droits pour les simples succursales ? »

Cette théorie nous semble plus spécieuse que solide. Si le gouvernement français s'est lié par l'art. 2 du Concordat, il s'est lié de même par l'art. 9. Que dit, en effet, l'art. 2 : « Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français. » — Lisons maintenant l'art 9 : « Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leur diocèse qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement. » Dans un cas comme dans l'autre, les deux pouvoirs agissent de concert, le pouvoir ecclésiastique ayant l'initiative et le pouvoir civil la décision définitive. Mais, tandis que, dans le premier cas, les pourparlers ont lieu entre le gouvernement français et le Pape, dans le second cas, ils s'engagent entre l'administration et les évêques : ce qui, remarquons-le, est absolument conforme aux traditions de l'Église, lesquelles ont toujours réservé aux évêques le droit de créer, de supprimer et de refondre les paroisses (1).

Il est donc impossible d'opposer l'art. 2 à l'art. 9 et de dire : le premier oblige le gouvernement à ne créer, à ne supprimer aucune circonscription diocésaine, sans un concert préalable avec le Saint-Siège ; le second ne contient pas un engagement équivalent en ce qui concerne les circonscriptions paroissiales.

1. *Concile de Trente*, 24^e session, 13^e décret. Durand de Mailance : « C'est à l'évêque qu'il appartient de faire ces changements : le concile de Trente lui donne pour cela les pouvoirs de délégué du siège apostolique. » Dans le même sens, d'Héricourt, *Lois ecclésiastiques de France*.

Encore une fois, l'art. 9 ne doit pas être entendu autrement que l'art. 2 : l'un et l'autre impliquent le concert de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité laïque.

Que tel soit bien le sens du concordat, les articles 60 et 61 organiques le démontrent surabondamment. L'article 60 dispose : « Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix ; il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger. » Et l'art. 61 : « chaque évêque, de concert avec le préfet, règlera le nombre et l'étendue de ces succursales ; les plans arrêtés seront soumis au gouvernement et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation. » L'administration en conclut qu'en décidant ainsi, sans qu'aucune entente préalable se soit établie sur ce point, qu'il y aura au moins autant de cures que de justices de paix, la loi organique réservait par là même au gouvernement le droit d'en réduire le nombre. Rien n'est moins exact. La vérité, c'est que la distinction entre les cures et les succursales était une distinction nouvelle, administrative bien plus qu'ecclésiastique. Il appartenait au gouvernement d'expliquer l'idée qu'il avait conçue et de tracer lui-même la ligne de démarcation entre les deux sortes de paroisses qu'il prétendait établir. Tout ce qu'on pourrait en inférer, c'est qu'il est libre de faire d'une cure une succursale et réciproquement, en d'autres termes de changer le titre d'une paroisse. Mais on ne saurait en déduire qu'il peut seul créer une paroisse, c'est-à-dire déterminer le territoire soumis à la juridiction spirituelle d'un curé ou desservant, et conséquemment la supprimer.

La seule interprétation possible des articles 60 et 61

est celle-ci : l'évêque de concert avec le préfet établit toutes les paroisses dont le besoin se fait sentir ; mais, il y a, au moins dans chaque justice de paix, une paroisse ayant le titre de cure. L'évêque a l'initiative et si les créations comme les suppressions qu'il propose n'ont d'effet qu'après l'approbation du gouvernement, celui-ci ne peut se passer de son concours : en cas de dissentiment, il n'a qu'un droit, celui de maintenir le *statu quo*.

Quoi qu'on ait dit, les décrets et ordonnances subséquents n'apportent aucun argument en faveur de la thèse que nous combattons. Le droit souverain de l'État ne ressort point de ce fait qu'il a soumis l'érection des paroisses à une réglementation spéciale et qu'il a exigé notamment la consultation préalable des conseils municipaux, (décret du 11 prairial an XII). Le gouvernement a incontestablement le droit de s'éclairer avant de prendre une décision et, à cet effet, de prescrire toutes les formalités qu'il juge nécessaires. Mais, bien loin que ce soit là une atteinte portée à l'initiative de l'évêque, ce même décret de prairial an XII consacre à nouveau cette initiative dans son article premier : « *Conformément aux articles 60 et 61 de la loi du 18 germinal an X, les ÉVÊQUES, de concert avec les préfets, procéderont à une nouvelle circonscription des succursales, DE MANIÈRE QUE LEUR NOMBRE NE PUISSE EXCÉDER LES BESOINS DES FIDÈLES.* »

Le décret du 30 septembre 1807, qui porte de 24000 à 30000 le nombre des succursales, décide, « que la répartition aura lieu à la *diligence des évêques*, de concert avec les préfets, et que les états seront approuvés par l'Empereur. » Enfin l'ordonnance du 25 août 1819, qui crée 500

nouvelles succursales, dispose qu'elles seront érigées d'après les demandes des conseils municipaux, *la proposition des évêques et les avis des préfets*. (Art. 2).

L'administration s'appuie, en outre, sur différentes circulaires ministérielles, (24 février 1835, 12 août 1836, 14 août 1840) aux termes desquelles les communes qui ne remplissaient pas leurs obligations relatives au culte étaient menacées de la suppression de leurs succursales. Mais, leur portée a été justement contestée : car rien n'indique que cette suppression dût être faite en dehors de l'autorité épiscopale ; il est, au contraire, vraisemblable que c'est à l'instigation des évêques qu'on mettait ainsi les communes en demeure d'entretenir leurs succursales. Dans tous les cas, ces décisions ne sauraient prévaloir contre les textes.

Le Conseil d'État reconnaît, cependant, au gouvernement le droit de supprimer les succursales contrairement à l'avis de l'autorité ecclésiastique : « Considérant, dit un avis du 21 décembre 1882, que si pour la suppression des succursales, il y a lieu de suivre la même procédure que pour leur création, et si, à ce titre, l'avis de l'évêque est un élément essentiel du dossier, aucune disposition de loi ni de décret ne leur attribue un droit d'opposition de nature à arrêter l'exercice des prérogatives gouvernementales. » (1)

Nous croyons avoir déjà réfuté cette argumentation en démontrant que l'évêque ne donnait pas un simple avis, mais qu'il avait l'initiative et qu'à lui seul il appartenait

1. Dans le même sens, arrêt du Conseil d'Etat, fabrique du *Pescher*, 11 mai 1883.

de *proposer* l'érection d'une commune en cure ou en succursale. Suivant nous, le décret portant suppression d'une paroisse (cure ou succursale, peu importe) comme le décret de création doit avoir pour bases nécessaires la demande du conseil municipal intéressé, la *proposition* de l'évêque et l'avis du préfet.

S'il était permis d'apporter ici autre chose que des considérations juridiques, nous dirions que l'assentiment de l'évêque nous semble plus indispensable au cas de suppression d'une paroisse qu'au cas de création. Il ne s'agit plus, en effet, de donner satisfaction à des intérêts respectables, mais de porter atteinte à des droits acquis, de retirer au culte une église enrichie par la piété des fidèles, d'interrompre ou tout au moins de gêner le service des fondations, de supprimer une fabrique. Nous ajouterions qu'en ne tenant point compte de l'opposition de l'évêque — lequel est le meilleur, sinon le seul juge des besoins religieux des populations — on court au-devant de conflits insolubles, puisqu'à l'évêque seul il appartient d'étendre la juridiction spirituelle du desservant de la paroisse voisine sur le territoire de la paroisse supprimée (1).

II. *Désaffectation par changement de destination, ou suppression de l'édifice lui-même.* — Parmi les églises régulièrement affectées, il en est qui ne sont point le chef-lieu d'une circonscription ecclésiastique et dont la désaffectation est indépendante de la suppression de cette circonscription. A la vérité, l'art. 75 organique ne rendait au culte qu'un

1. Dalloz, 1884, III, 113, note 1.

édifice par cure ou succursale. Mais, c'était là un chiffre *minimum* : le gouvernement avait le droit de s'y tenir, mais il pouvait et il pourrait encore le dépasser et reconnaître de concert avec l'autorité ecclésiastique que telle église est nécessaire au culte catholique en dehors et au delà des nécessités paroissiales. Bien qu'elle ne fût pas indispensable, cette restitution n'en est pas moins définitive et irrévocable, du jour où elle a été faite. Sous le titre légal d'oratoires publics ou de chapelles de secours, les sanctuaires vénérés rendus à leur destination primitive par une large application de l'art. 12 (concordat) « sont remis à la disposition des évêques » d'une façon aussi étroite que les autres églises.

Ce point de droit a été débattu devant les chambres dans une circonstance mémorable.

Il s'agissait de l'église Sainte-Geneviève, restituée par décret impérial du 20 février 1806, reprise par l'Etat, le 7 septembre 1830 et de nouveau affectée au culte par le décret du 6 décembre 1854.

Le ministre soutenait que le gouvernement avait agi dans la plénitude de son droit en désaffectant l'église Sainte-Geneviève : « Tous les actes d'affectation ou de désaffectation concernant les édifices affectés à des services publics, disait-il, font l'objet de simples décrets »,

Double erreur, suivant nous ; car 1° il n'y a aucune comparaison à établir entre l'affectation d'une église et celle d'un édifice public ordinaire. La première, en effet, a toujours lieu par décret, même s'il s'agit d'une chapelle de secours. Au contraire, l'affectation d'un édifice à un service public n'a lieu par décret que si cet édifice appar-

tient à l'Etat. Un arrêté préfectoral suffit pour affecter un édifice départemental à un service départemental (déc. du 25 mai 1852); de même, un conseil municipal a pleins pouvoirs pour affecter un immeuble communal (non encore affecté) à un service communal (loi du 24 juillet 1867, art. 1, 8°).

2° Il est inexact d'assimiler la désaffectation à l'affectation. Il faut, en effet, plus de pouvoirs pour changer la destination d'un immeuble domanial que pour lui donner une première destination. C'est pourquoi, le décret de 1852 excepte des matières décentralisées « le changement de destination des édifices départementaux affectés à un service public », et la loi de 1884 soumet à l'approbation du préfet les délibérations municipales relatives à la désaffectation des propriétés communales, (art. 68, 5°).

Ces réserves faites, nous ne croyons pas qu'une loi soit nécessaire pour désaffecter une église. (Nous ne nous prononçons pas sur l'espèce en question : il s'agissait, en effet, d'abroger un décret-loi). Un décret nous paraît suffire, à condition qu'il soit rendu en conseil d'Etat et précédé des formalités requises, au nombre desquelles figure l'avis de l'évêque.

En soumettant au pouvoir législatif une désaffectation d'église, on mettrait en cause à propos d'un fait particulier, le principe même des affectations concordataires; d'une question juridique on ferait une question politique; enfin, on priverait les intéressés du droit de recourir à l'autorité compétente.

Ce serait consacrer le droit de désaffectation *ad nutum*.

Or, quels que soient leur titre et l'époque de leur restitution, les églises sont toutes également protégées par le Concordat et ne peuvent être détournées de leur destination, sans motif grave et sans compensation.

Le droit de désaffectation que nous reconnaissons au Gouvernement, statuant en conseil d'État, doit être renfermé dans d'étroites limites. Désaffecter une église en effet, ce n'est pas seulement l'enlever au culte, c'est encore l'incorporer au domaine privé de la commune ou de l'État, c'est par suite, rendre inutile les dépenses qu'ont pu faire dans cette église la fabrique et les fidèles. L'évêque est le représentant naturel des intérêts qui se trouvent ainsi lésés. Sa résistance est légitime tant que l'intérêt public n'est pas en cause. Mais, quand l'intérêt religieux et l'intérêt public sont en présence, le premier doit céder le pas au second et l'opposition intempestive de l'évêque est vaincue par une sorte d'expropriation et moyennant une juste indemnité.

En conséquence, si l'exécution d'un travail déclaré d'utilité publique nécessitait la démolition partielle ou totale d'une église, la désaffectation pourrait être prononcée, nonobstant l'avis contraire de l'évêque.

Deux décisions récentes du conseil d'État ont consacré cette doctrine :

La première est du 21 novembre 1884, (D. 86. III, 49).
« Sur la recevabilité du pourvoi : considérant que les dépêches du préfet de la Seine, en date du 26 décembre 1884 et du 5 avril 1884, et la dépêche confirmative du ministre des cultes, en date du 23 juin suivant, ont enjoint au président du conseil de fabrique de l'église *Saint-*

Nicolas-des-Champs, de procéder à l'évacuation des sacristies, dans un délai de 6 mois, à l'expiration duquel cette mesure recevra son exécution ; que ces injonctions n'ont pas le caractère de simples mises en demeure ne pouvant préjudicier aux droits des parties, mais, qu'elles constituent des décisions de nature à être déférées au conseil d'État par la voie du recours pour excès de pouvoirs.

« Au fond, considérant, que le décret du 25 août 1858 s'est borné à déclarer d'utilité publique le dégagement de l'église paroissiale et curiale de Saint-Nicolas-des-Champs, par l'ouverture d'une rue de 17 mètres de largeur, longeant le côté sud de cet édifice ; que les sacristies de ladite église sont situées sur le tracé de la rue projetée ; considérant, que la déclaration d'utilité publique n'a pas elle-même pour effet de conférer à l'administration, chargée d'exécuter les travaux publics, un droit d'occupation immédiate sur les immeubles affectés au service du culte ; que lesdits immeubles ne peuvent être distraits du service religieux que si l'autorité compétente pour prononcer leur désaffectation a préalablement statué sur cette mesure et sur les conditions auxquelles elle peut être soumise ; qu'il suit de là que le préfet de la Seine ne pouvait sans excéder ses pouvoirs prescrire l'évacuation des sacristies de l'église Saint-Nicolas-Des-Champs avant qu'il ait été procédé ainsi qu'il a été dit ci-dessus et que la fabrique est fondée à demander par ce motif l'annulation des décisions attaquées ;

« Sont annulées,..... »

Dans la première espèce, il s'agissait d'une désaffectation.

tation partielle ; la seconde est relative à une désaffectation totale (12 avril 1889) :

Un décret du 7 mai 1863 avait déclaré d'utilité publique l'ouverture à Marseille d'une rue dont le tracé nécessitait la démolition de l'église curiale de Saint-Martin. Le gouvernement proposa de remanier les circonscriptions religieuses de la ville pour supprimer la cure et par suite l'église de Saint-Martin. Le conseil d'État, consulté, émit un avis défavorable (16 décembre 1884). De nouvelles négociations s'engagèrent alors entre l'administration et l'évêque, mais elles n'aboutirent pas. Aussi, à la date du 21 janvier 1886, un décret intervint, le conseil d'État entendu, qui désaffectait l'église et la remettait à la ville de Marseille, à charge d'affecter immédiatement au culte un local provisoire et de construire une nouvelle église dans un délai de cinq ans.

L'évêque se pourvut devant le conseil d'État, mais sa requête fut repoussée par les motifs suivants :

« Une église rendue au culte en exécution du Concordat peut être distraite du service religieux, à charge de remplacement pour permettre l'exécution de travaux publics dont l'utilité a été déclarée. En cas de désaccord entre les intéressés, c'est au gouvernement qu'il appartient de prononcer par décret la désaffectation et de déterminer dans quelles conditions elle sera opérée ».

Nous nous sommes étendu longuement sur ces arrêts du conseil d'État, parce qu'il nous a semblé qu'ils mettaient en pleine lumière l'irrévocabilité des affectations religieuses. Si le caractère domanial des églises ne permet pas qu'on suive à leur égard les formes de l'expropriation,

leur situation exceptionnelle dans le domaine public s'oppose à ce que le Gouvernement lui-même les puisse distraire du culte sans fournir des garanties équivalentes.

La désaffectation est une mesure excessivement grave qui doit avoir pour cause l'intérêt public et pour contrepartie nécessaire l'affectation d'une nouvelle église au culte.

Ce principe admis, nous reconnaissons volontiers qu'un décret du chef de l'État suffit pour ordonner la désaffectation et qu'une loi serait inutile. La jurisprudence du conseil d'État paraît fixée aujourd'hui dans le sens de la non-intervention du pouvoir législatif (1).

Nous devons dire un mot, en terminant, de l'article 167, de la loi du 5 avril 1884, ainsi conçu :

« Les conseils municipaux pourront prononcer la désaffectation totale ou partielle d'immeubles consacrés en dehors des prescriptions de la loi organique des cultes du 18 germinal an X, et des dispositions relatives au culte israélite, soit aux cultes, soit à des services religieux ou à des établissements quelconques ecclésiastiques.

Ces désaffectations seront prononcées dans la même forme que les affectations. »

Le sens de cette disposition quelque peu ambiguë est éclairé par la discussion approfondie qui a eu lieu devant les Chambres.

Sont considérés comme affectés en vertu des lois con-

1. Un avis du 5 décembre 1882 décidait, au contraire, qu'une loi était indispensable pour opérer la désaffectation.

cordaires : 1° les anciennes églises restituées en vertu de l'article 12 du Concordat ; 2° les églises paroissiales affectées en vertu de l'article 77 organique ; 3° les églises construites depuis par les communes pour répondre aux obligations résultant du Concordat, et des lois, arrêtés, règlements rendus en exécution du Concordat : « il ne faut pas croire, disait le sous-secrétaire d'État, Noirot, que l'effet des lois concordataires n'ait duré qu'un jour, qu'un instant de raison en quelque sorte. Tout ce qui se fait dans les cultes a un caractère concordataire, c'est-à-dire que les lois concordataires ont des effets consécutifs qui sont tout aussi puissants, tout aussi forts, tout aussi légitimes que ceux qui ont pu se produire au moment même où ces lois ont été promulguées (1). » 4° Les presbytères et jardins y attenants, les grands séminaires et palais épiscopaux ; 5° les immeubles affectés au culte protestant et israélite.

Toutes les fois qu'on est en présence d'un titre légal d'affectation, la désaffectation excède les pouvoirs de la commune (2). Les églises régulièrement affectées au culte public sont, par conséquent, hors de cause.

Les auteurs de l'article 167 ont, du reste, déclaré que cette disposition visait spécialement les palais épiscopaux et les séminaires (3), tous édifices que les communes ne sont pas obligées d'affecter.

1. Sénat, séance du 17 février 1884. *Journ. offic.*, p. 413.

2. Sénat, déclaration de M. Lenoël, même séance, *Journal offic.*, p. 411.

3. Ajoutons les chapelles sans titre légal qui peuvent appartenir aux communes. Il n'y a que deux palais épiscopaux qui appartiennent aux communes.

« La commune, observait le garde des sceaux, ne peut être liée indéfiniment, elle doit pouvoir sous les mêmes garanties et avec les mêmes autorisations que celles qui ont accompagné l'affectation, rentrer dans son bien qu'elle n'a jamais aliéné. Elle ne l'a jamais aliéné, car, dans l'hypothèse prévue par l'article que nous discutons, il n'y a pas eu contrat à titre onéreux et elle ne pouvait pas aliéner à titre gratuit : elle peut donc rentrer dans son bien, sauf les droits des tiers, s'il en existe, sauf à régler même, dans cette hypothèse, devant les tribunaux, les questions de plus-value qui pourraient surgir (1). »

1. Sénat, séance du 15 fév. 1884. *Journal offic.*, p. 401.

CHAPITRE VII.

DES ÉGLISES CONSIDÉRÉES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE CURÉ ET LE MAIRE.

Section I — Du curé.

Nous ne faisons ici aucune distinction entre les curés et les desservants. Au point de vue où nous nous plaçons, le curé, c'est le chef de la paroisse.

Le curé est constitué le gardien de l'église, il en possède seul la clef. Il lui a toujours été permis d'obtenir une porte de communication entre le presbytère et l'église, lorsque les deux édifices sont contigus ou séparés seulement par une cour ou un jardin fermé (cassat. 6 déc. 1836. — Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Verdun, 4 févr. 1862).

Le curé a la police de l'église et de ses dépendances, telles que sacristie, vestibule (décis. du 21 pluviôse, an XIII). Il règle la distribution et le placement des bancs et chaises, sauf le recours à l'évêque (art. 30, d. 1809). Il prend toutes les mesures qu'il juge convenables pour l'entrée et la sortie des fidèles, et pour l'exercice décent du culte.

Il peut prescrire la fermeture d'une ou plusieurs portes, d'une tribune, d'une chapelle. Les suisses et les

bedeaux n'obéissent qu'à lui et doivent maintenir l'ordre sous sa responsabilité.

Le curé a seul qualité pour connaître de la décoration *intérieure* de l'église (1) ; il peut faire enlever les statues, drapeaux, emblèmes politiques placés sans son autorisation. Mais il ne pourrait s'opposer au pavoisement du clocher et des murs extérieurs, à l'occasion d'une fête publique.

Il importe de remarquer que les monuments funèbres, les inscriptions murales ne rentrent pas dans la décoration intérieure de l'église, et, par conséquent, excèdent les attributions du curé. L'art. 73 du décret de 1809, est formel : « Nul cénotaphe, nulles inscriptions, nuls monuments funèbres ou autres, de quelque genre que ce soit, ne peuvent être placés dans les églises que sur la proposition de l'évêque diocésain et la permission de notre ministre des cultes. »

L'interdiction de placer dans les églises aucune inscription s'applique aux chiffres et armoiries ; il appartient au ministre des cultes d'en ordonner la suppression. (C. d'Ét. 26 nov. 1880, D. 82, III, 17).

« Il n'est généralement plus d'usage, dit une circulaire ministérielle du 21 juillet 1851, de constater les fondations pieuses au moyen de places ou inscriptions dans les églises (2). » Cependant, un conseil de fabrique peut, après avis du conseil municipal, autoriser une inscription destinée à honorer la mémoire de ceux qui se sont signa-

1. Si la décoration entraîne quelque dépense, il doit en référer au conseil de fabrique.

2. André, t. III, p. 247.

lés par de grands services à la religion ou à l'État. La délibération du conseil de fabrique est transmise par l'évêque au ministre des cultes. Le décret autorisant l'inscription, et la décision du ministre réglant la forme et le lieu de cette inscription ne sont pas susceptibles d'être attaqués devant le conseil d'État par la voie contentieuse. (C. d'Ét. 26 avr. 1855).

Avant 1884, le curé avait seul la clef du clocher et la disposition des cloches, sauf les cas de périls communs. (Avis du comité de législation du conseil d'État 17 juin 1840).

Section II. — Du maire.

Le pouvoir du maire expire aux portes de l'église. Il ne doit s'immiscer dans la police du temple que si son intervention est demandée, ou s'il s'y commet un crime ou un délit.

C'est ainsi qu'on interprétait l'art. 3 du titre XI de la loi du 16-24 août 1790.

La loi de 1884 (art. 93) n'a point innové en ce point : « que les officiers que le curé a dans son église, a dit le rapporteur, suisses, bedeaux, sacristains puissent intervenir pour faire exécuter les règlements que le curé édicte, nous ne voulons pas le moins du monde empêcher cela ; mais nous n'appelons pas cela de la police, ce n'est pas de la police, telle que l'entend la loi. Il y en a une très bonne raison. Qui dit police dit commandement, force exécutoire au commandement, exécution donnée à l'ordre. Eh bien nous ne pouvons pas reconnaître au curé

vous ne le demandez pas vous-mêmes, le droit au commandement sur les personnes qui assistent aux offices ; nous ne pouvons pas lui reconnaître le droit de dresser procès-verbal, de saisir les magistrats des faits qui lui auraient paru des délits à l'égard de ses règlements..... S'il se produit un trouble dans les églises, il faut que l'autorité locale puisse intervenir avec le droit et la sanction qui appartiennent à la seule autorité légale de la commune (1).»

Nous croyons que les maires doivent encore aujourd'hui se conformer aux dispositions d'une circulaire du ministre des cultes, en date du 16 mars 1852, et veiller, à ce que les foires et marchés soient installées à une distance convenable de l'église, que les voitures et les animaux ne soient pas attachés ni appuyés contre les murs de cet édifice.

D'après l'art. 48 de la loi du 18 germinal an X, l'évêque devait se concerter avec le préfet « pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. » Ces règlements établissaient des sonneries religieuses et des sonneries civiles, celles-ci étant du ressort du maire.

L'art. 100 de la loi de 1884 consacre à nouveau le caractère mixte des cloches, sans toutefois porter atteinte aux prérogatives du curé.

« Les cloches des églises sont *spécialement* affectées aux cérémonies religieuses. Néanmoins, elles peuvent être

1. Séance du 26 fév. 1883, p. 397. — Les art. 260-264 du Code pénal punissent ceux qui portent atteinte au libre exercice des cultes,

employées dans les cas de péril commun qui exigent un prompt secours et dans les circonstances où cet emploi est prescrit par des dispositions de loi ou règlements, ou autorisé par les usages locaux. Les sonneries religieuses, comme les sonneries civiles, feront l'objet d'un règlement concerté entre l'évêque et le préfet, ou entre le préfet et les consistoires, et arrêté, en cas de désaccord, par le ministre des cultes. »

L'intention de ne rien changer à l'état de choses existant ressort de ce texte et en outre des explications du rapporteur, qui a déclaré s'en rapporter à l'avis du conseil d'Etat du 17 juin 1840. La seule disposition nouvelle, c'est celle qui confie au ministre des cultes, conformément à l'esprit général de la loi de 1884, le soin de trancher les difficultés à naître.

On peut dire, d'une façon générale, que le maire n'a le droit de faire sonner les cloches qu'en cas d'incendie, de péril commun, de malheur public ou de fête nationale.

Le curé, de son côté, dispose des cloches pour annoncer les offices publics et les cérémonies particulières.

Tous deux doivent se conformer aux règlements concertés (1) entre l'évêque et le préfet, et n'employer que les cloches désignées pour chaque circonstance (cassat., 17 nov. 1882, D. 83, 1. 321). Ces règlements, ainsi que les tarifs approuvés par le gouvernement, ne peuvent être enfreints même par le conseil de fabrique (c. d'Et., 9 mars 1883, D. 84, III, 120).

1. Une circulaire du 17 août 1884 contient un modèle de règlement. Elle invite les préfets à ne pas donner une extension trop considérable aux sonneries civiles.

Avant la loi de 1884, le curé avait seul la clef du clocher. Aux termes de l'art. 101 de ladite loi, il y a désormais deux clefs, l'une pour le curé, l'autre pour le maire, celui-ci ne pouvant en faire usage que dans les circonstances prévues par les lois et règlements. Si l'entrée du clocher n'est pas indépendante de celle de l'église, une clef de la porte de l'église doit être remise au maire.

CHAPITRE VIII

DES TEMPLES PROTESTANTS ET ISRAÉLITES.

Section I. — Des temples protestants.

Sans mettre les protestants sur un pied d'égalité vis-à-vis des catholiques, l'Edit de Nantes (1598), confirmé en 1610 par Louis XIII, leur accordait le libre exercice de leur culte (sauf dans certains lieux et sous certaines conditions) et leur restituait leurs temples. Moins de cent ans après (1685), la mesure aussi habile qu'équitable prise par Henri IV, pour rétablir entre ses sujets « une bonne et perdurable paix », était rapportée ; les temples étaient démolis et toutes les assemblées religieuses demeuraient interdites aux réformés, même dans les maisons particulières. Défense leur était faite, sous les peines les plus sévères, de pratiquer leur religion. La mort civile frappait tous les dissidents. Cette incapacité légale fut abolie par Louis XVI (17 nov. 1787) comme une fiction inadmissible et une contradiction dangereuse entre les droits de la nature et les dispositions de la loi. « La religion catholique, est-il dit dans le même édit, jouira seule des droits et des honneurs du culte public, tandis que nos sujets non catholiques, privés de toute influence sur l'ordre établi dans nos Etats, déclarés d'avance et à

jamais incapables de faire corps dans notre royaume, ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel ne nous permet pas de leur refuser. » La liberté absolue de conscience ne fut reconnue qu'en 1789 (*déclar. des droits*, art. 10). Le décret du 24 septembre de la même année déclara « les non catholiques capables de tous les emplois civils et militaires (1). » Mais la manifestation extérieure et l'exercice public des cultes dissidents ne furent autorisés que par la constitution de 1791.

Toutefois, les rigueurs dont furent victimes les protestants français, pour la plupart calvinistes, n'atteignirent pas les luthériens d'Alsace. Une clause du traité de Munster (24 octobre 1648) accordait en effet aux protestants de cette province le libre exercice de leur culte. La capitulation de Strasbourg, en 1785, contenait une réserve semblable. Strictement, les sectateurs de la confession d'Augsbourg devaient seuls bénéficier des dispositions de ces traités. Mais, en fait, comme, à raison de cette situation exceptionnelle, l'édit de 1685, l'édit de 1688 réunissant au domaine les biens des consistoires, et l'édit de 1689, portant attribution des biens des fugitifs à leurs familles, ne furent pas publiés en Alsace, les Calvinistes ne furent pas plus inquiétés que les Luthériens. Un arrêt du conseil d'Etat (20 août 1685) ordonna même la réparation des églises occupées *par les luthériens et les calvinistes* dans la haute et basse Alsace (2). Les franchises de l'église protestante alsacienne furent res-

1. Compar. Ducroq, *Droit admin.*, t. I, p. 591 et suiv.

2. Gaudry, *Législation des cultes*, t. III, p. 465 et 466.

pectées par la Constituante. En effet, au lendemain de la confiscation qui atteignait tous les biens du clergé catholique, un décret du 1^{er}-10 décembre 1790 déclara que les protestants des confessions d'Augsbourg et helvétique ne seraient point dépouillés.

La Constituante avait proclamé la liberté de tous les cultes ; nous avons vu (1) quelles étranges conséquences les assemblées révolutionnaires tirèrent de ce principe. Il suffit de rappeler le décret du 3 ventôse an III : « la République ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte ni pour le logement des ministres ; les communes ou sections de commune en nom collectif ne pourront acquérir ni louer un local pour l'exercice d'un culte ; il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle, ni établie aucune taxe » ; — le décret du 2 prairial an III : « lorsque les citoyens de la même commune ou section de commune exerceront des cultes différents ou *prétendus tels*, et qu'ils réclameront concurremment l'usage du même local, il leur sera commun ; et les municipalités, sous la surveillance des corps administratifs, fixeront pour chaque culte les jours et heures les plus convenables, ainsi que les moyens de maintenir la décence et d'entretenir la paix et la concorde » ; — le décret du 7 vendémiaire an IV, l'arrêté du 7 nivôse et celui du 2 pluviôse an VIII : « Les édifices remis par l'arrêté du 7 nivôse à la disposition des citoyens pour l'exercice des cultes et qui, antérieurement à l'époque de cet arrêté, servaient à la célébration des cérémonies décadaires, con-

tinueront à servir à cette célébration comme à celle des cérémonies du culte. »

Cette promiscuité cessa en 1802 (1). La reconnaissance du culte catholique et des cultes protestants par la loi du 18 germinal an X eut pour conséquence l'affectation d'édifices distincts à chacune des confessions religieuses. Les églises se trouvant rendues à leur destination originale, les communes durent acquérir ou louer les édifices nécessaires à la célébration du culte protestant (arrêté du 7 ventôse an XI). Le décret du 5 mai 1806 leur impose formellement cette charge : « Art. 1. Les communes où le culte protestant est exercé concurremment avec le culte catholique sont autorisées à procurer aux ministres du culte protestant un logement et un jardin. — Art. 2. Le supplément de traitement qu'il y aura lieu d'accorder à ces ministres, *les frais de construction, réparation, entretien des temples* et ceux du culte protestant seront également à la charge de ces communes, lorsque la nécessité de venir au secours des églises sera constatée (1). »

Les édifices publics du culte protestant, de même que ceux du culte catholique, ne peuvent être ouverts sans l'autorisation du gouvernement : décret du 19 mars 1859, art. 1 : « L'autorisation pour l'ouverture de nouveaux temples, chapelles ou oratoires, destinés à l'exercice public des cultes protestants organisés par la loi du 18 germinal an X, sera, sur la demande des consistoires,

1. Art. 46, organique. En fait, il porte encore quelques localités où le culte catholique et le culte protestant sont exercés dans le même temple.

donnée par nous, en notre Conseil d'État, sur le rapport de notre ministre des cultes. »

Les circonscriptions des cultes protestants ont été organisées par la loi du 18 germinal an X (articles organiques des cultes protestants), le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1-2 août 1879, spéciale à la confession d'Augsbourg.

I. *Articles organiques des cultes protestants.* — Art. 13.
— Les églises *réformées* de France auront des pasteurs, des consistoires locaux et des synodes.

Art. 16. — Il y aura une église consistoriale par 6,000 âmes de la même communion.

Art. 17. — Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'un synode.

Art. 33. — Les églises de la confession d'Augsbourg auront des pasteurs, des consistoires locaux, des inspections et des consistoires généraux.

Art. 36. — Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'une inspection.

II. — *Décret du 26 mars 1852.*

Art. 1. — Chaque paroisse ou section d'église consistoriale a un *conseil presbytéral* (1). Il y a une paroisse partout où l'État rétribue un pasteur (2). Les conseils

1. Le conseil presbytéral comprend 4 membres laïques au moins, 7 au plus.

2. Il faut retenir cette nouvelle rédaction, absolument différente de celle de la loi de l'an X, qui exigeait, pour constituer une paroisse, un nombre minimum de 6000 âmes.

presbytéraux administrent les paroisses sous l'autorité des consistoires ; ils sont élus par le suffrage paroissial et renouvelés par moitié tous les trois ans ; sont électeurs les membres de l'église portés sur le registre paroissial.

Art. 2. — Les conseils presbytéraux des chefs-lieux de circonscriptions consistoriales recevront du gouvernement le titre de consistoire et les pouvoirs qui y sont attachés. Dans ce cas, le nombre des membres du conseil presbytéral sera doublé ; tous les pasteurs du ressort consistorial seront membres du consistoire, et chaque conseil presbytéral y nommera un délégué laïque.

Art. 4. — Les protestants des localités où le gouvernement n'a pas encore institué de pasteur seront rattachés administrativement au consistoire le plus voisin.

Art. 6. — Il est établi à Paris un *conseil central* des églises réformées de France.

— La hiérarchie de la confession d'Augsbourg présente une différence, consignée dans l'art. 8 du même décret : « Les églises et consistoires de la confession d'Augsbourg sont placés sous l'autorité du consistoire supérieur ou général et du *directoire* (pouvoir exécutif). »

III. — *Loi des 1-2 août 1879.*

Art. 1^{er}. — L'église évangélique de la confession d'Augsbourg a des pasteurs, des inspections ecclésiastiques, des conseils presbytéraux, des consistoires, des synodes particuliers et un synode général.

Art. 15. — Les circonscriptions réunies de plusieurs

consistoires forment le ressort d'un synode particulier.

Art. 22. Le synode général est l'autorité supérieure de la confession d'Augsbourg.

Au point de vue qui nous occupe, il n'y a point de différence à établir entre les deux cultes protestants reconnus ; ils présentent, en effet, ce caractère commun d'avoir la paroisse « pour base et élément primordial de leur organisation » (1). La paroisse est administrée, suivant son importance, par un conseil presbytéral ou un consistoire. Mais les conseils presbytéraux, dans l'une ou l'autre confession, « ne représentent les paroisses et ne sont leurs organes qu'auprès du consistoire ; ils n'ont pas qualité pour correspondre directement avec l'autorité supérieure (2) ».

A la différence des catholiques, les protestants ne forment pas des agglomérations compactes se rattachant naturellement aux divisions territoriales administratives. Ce n'est pas au clocher, mais au pasteur rétribué par l'État, qu'on reconnaît une paroisse. Le pouvoir civil ne pouvait entrer dans les détails d'organisation des subdivisions consistoriales ; il s'en est rapporté à l'usage et aux règlements intérieurs ecclésiastiques. La circonscription des consistaires a, seule, été réglée par décret (10 nov. 1852 ; 22 août 1853), et les groupes de protestants isolés ont été rattachés non à la paroisse la plus proche, mais au consistoire le plus voisin. (C. de cass. 29 juillet 1885, cassant un jugement du tribunal de Périgueux du

1. Vivien, *Etudes administratives*, t. II, p. 318.

2. Circulaire du 26 mai 1853 (*Recueil circulaire des cultes*, t. II, p. 426). V. aussi le décret du 10 nov. 1852, 22 août 1853.

14 déc. 1883, (D. 85, 1, 337) et dans la même affaire, C. de cass., 12 juill. 1887, (D. 88, 1, 457). La question de savoir à quelle paroisse du même consistoire ressortissent les protestants isolés est purement ecclésiastique (1). Mais, il appartiendrait à l'administration de décider, de concert avec le consistoire intéressé, à quelle paroisse doit être rattachée une commune qui compte un nombre de protestants important et, par suite, dans quelle paroisse elle doit concourir aux dépenses du culte.

Quoiqu'il en soit, toutes les fois qu'un conseil presbytéral ou un consistoire a demandé et obtenu l'ouverture d'un temple au culte, les communes de son ressort sont obligées de suppléer à l'insuffisance de ses ressources pour la construction, l'entretien et la réparation de cet édifice, et de fournir un logement au pasteur (décret du 5 mai 1806).

On assimilait autrefois aux paroisses officielles certaines paroisses officieuses créées par les consistoires et dotées d'un pasteur auxiliaire, rétribué au moyen d'une subvention particulière et d'un secours de l'État. (Circ. cult. 10 nov. 1852). Mais, depuis 1881 (Circ. cult. 26 fév.) l'administration refuse de les reconnaître. Par suite les communes ne doivent aucun secours.

La condition des temples protestants est la même que celle des églises catholiques. Toutes les règles énumérées

1. L'inscription sur les registres paroissiaux est faite par le conseil presbytéral. On peut appeler de sa décision au consistoire. Un recours est ouvert devant le tribunal civil, en tant que le refus d'inscription est fondé sur le défaut de résidence, d'âge ou de capacité civile (Déc. 12 avr. 1880, art. 6. Circ. du 30 août 1880. Trib. de Bergerac, 24 janv. 1883. D. 84, I, 113).

plus haut leur sont donc applicables (1). En ce qui concerne les réparations notamment, une circulaire du 28 janvier 1839 imposait aux consistoires des formalités analogues à celles qui sont prescrites aux fabriques par le décret de 1809.

La loi de 1884 qui réduit les charges des communes ne fait aucune distinction entre les différents cultes reconnus, d'où il suit que les communes ne sont plus obligées aujourd'hui qu'aux grosses réparations des temples protestants. Il nous semble aussi que l'abrogation des art. 92-103 du décret de 1809 par cette même loi de 1884, rend caduques les dispositions de la circulaire de 1839 qui les reproduisaient, en vue d'y soumettre les consistoires.

Par conséquent, le consistoire, s'il s'agit d'un temple consistorial, le conseil presbytéral muni de l'autorisation du consistoire, s'il s'agit d'un temple paroissial, entre directement en rapport avec le ou les conseils municipaux intéressés. S'ils ne peuvent s'entendre, il est statué par décret.

Dans le cas où les protestants, ressortissant au temple qu'il faut réparer, sont répartis dans plusieurs communes, en nombre assez élevé pour que chaque commune ait intérêt à la dépense projetée, cette question d'utilité commune peut être débattue dans des conférences réunies conformément aux articles 116 et 117 de la loi de 1884.

Les budgets des consistoires et conseils presbytéraux sont communiqués [annuellement aux conseils municipaux (art. 70^e).

1. C. d'Et., 18 juin 1880 ; 11 fév. 1881 ; 17 avril 1885 ; 1^{er} mai 1885.

« Si les fonds communaux sont insuffisants, lisons-nous dans la circulaire de 1839, on pourra avoir recours aux souscriptions volontaires ou prestations en nature que, dans beaucoup de localités, les fidèles sont en usage de fournir ; c'est une ressource précieuse qu'il ne faut pas négliger et sur laquelle le zèle religieux permet toujours de compter. Enfin, dans les cas où ces divers moyens ne présenteraient pas de ressources suffisantes pour couvrir entièrement la dépense, on pourra solliciter les secours du gouvernement qui se fera un devoir de venir en aide aux communes, dans la mesure des crédits ouverts au budget du culte protestant. Toute demande de secours devra être accompagnée des délibérations du conseil municipal et du consistoire, de leur budget, des devis, plans et cahiers des charges, s'il y a lieu, de l'état des souscriptions volontaires ou prestations promises, estimées en argent, et, dans tous les cas, de votre avis motivé ».

La même circulaire exigeait que les fonds provenant non seulement des subventions des communes, des départements et de l'État, mais aussi des souscriptions volontaires, fussent versés dans la caisse municipale de la commune où est situé le temple. Mais il faut étendre aux souscriptions protestantes les dispositions de l'avis du Conseil d'État du 16 mars 1868, et décider que les souscriptions sont versées dans la caisse de l'établissement (commune, consistoire, conseil presbytéral) qui les a recueillies, et qu'elles sont ensuite centralisées dans la caisse de celui de ces établissements qui supporte la plus forte partie de la dépense.

Tout ce que nous avons dit relativement au droit de

police du maire, aux cloches, à la clef de l'église s'appliquent aux temples protestants.

Le règlement des sonneries est concerté entre le préfet et le consistoire (art. 100, loi de 1884).

Section II. — Des temples israélites.

Les mesures prises contre les juifs n'ont jamais eu le caractère dogmatique et confessionnel des autres persécutions. L'origine juive a longtemps paru une tache indélébile : quiconque la portait au front était proscrit par le fait même. Ce qu'on poursuivait (ce qu'on poursuit encore dans certains pays), c'était l'ancantissement d'une race qui faisait plus de victimes que de prosélytes et non la suppression d'une croyance peu envahissante. Voilà pourquoi les *Juifs portugais* qui n'avaient point l'esprit mercantile et l'exclusivisme farouche de leurs congénères — et qui, d'ailleurs, avaient rendu quelques services à la monarchie — jouissaient d'une situation privilégiée, en vertu d'édits dont le plus ancien remontait à Henri II (1550). « Nous leur permettons, disait Louis XVI en 1776, de demeurer dans le royaume et d'y vivre selon leurs usages... Nous voulons qu'ils soient traités et regardés ainsi que nos autres sujets nés en notre royaume (1) ».

Quant aux autres israélites (2), ils furent, à toute épo-

1. *Recueil d'Isambert*, t. XXIV, p. 44.

2. Quelques adoucissements octroyés aux Juifs allemands avant l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine furent confirmés par des lettres patentes de 1784.

que, en dehors du droit commun. Dans les rares localités où ils étaient tolérés, on les soumettait aux règlements les plus humiliants.

Tel était le préjugé populaire que la Déclaration des droits de l'homme ne suffit pas à affranchir les juifs et qu'il fallut des dispositions spéciales pour les admettre au bénéfice de l'égalité.

Par un décret du 28 janvier 1790, la Constituante confirma les franchises des juifs portugais et leur reconnut « les droits de citoyens actifs ». Le 18 avril 1790, nouveau décret qui met « les juifs d'Alsace et des autres provinces du royaume sous la sauvegarde de la loi ».

Les redevances pour habitation, protection ou tolérance et autres imposées aux juifs furent abolies par la loi du 20 juillet 1790.

Enfin, le 27 septembre 1791, les juifs furent reconnus citoyens français, à condition de prêter le serment civique.

Le respect de la nation juive était trop nouveau en 1802 pour qu'on songeât à mettre le culte juif au rang des autres cultes.

Ce n'est qu'en 1806 qu'un premier pas fut fait dans cette voie.

Le décret du 30 mai 1806 porte : — d'une part, qu'il sera sursis pendant un an à l'exécution des jugements rendus en faveur des juifs contre les cultivateurs non négociants de plusieurs départements de l'Est ; — d'autre part, qu'une assemblée de notables juifs sera chargée de réorganiser le culte israélite.

L'exposé des motifs nous donne la raison de ces dispositions contradictoires :

« Sur le compte qui nous a été rendu que, dans plusieurs départements septentrionaux de notre empire, certains juifs n'exerçant d'autre profession que celle de l'usure ont, par l'accumulation des intérêts les plus immodérés, mis beaucoup de cultivateurs de ce pays dans un état de grande détresse...

« Ces circonstances nous ont fait en même temps connaître combien il était urgent de ranimer parmi ceux qui professent la religion juive, dans les pays soumis à notre obéissance, les sentiments de morale civile qui, malheureusement, ont été amortis chez eux par l'état d'abaissement dans lequel ils ont longtemps languì, état qu'il n'entre point dans nos intentions de maintenir, ni de renouveler.

« Pour l'accomplissement de ce dessein, nous avons résolu de réunir en une assemblée les premiers d'entre les juifs, et de leur faire communiquer nos intentions par des commissaires que nous nommerons à cet effet, et qui recueilleront en même temps leurs vœux sur les moyens qu'ils estiment les plus expédients pour rappeler parmi leurs frères l'exercice des arts et des professions utiles, afin de remplacer par une industrie honnête les ressources honteuses auxquelles beaucoup d'entre eux se livrent de père en fils depuis plusieurs siècles ».

On voit quelle circonspection imposaient aux législateur les préventions et les réels griefs existant encore contre les juifs. La restauration du culte israélite nous apparaît sous son vrai jour, comme le moyen jugé le plus efficace de relever le niveau du peuple juif et de le discipliner. Ce fut une réforme autant sociale que religieuse.

Le règlement élaboré par l'assemblée convoquée en vertu du décret de 1806 servit de base aux trois décrets du 17 mars 1808. Le premier est relatif à la répression de l'usure et soumet dans ce but, les israélites à une réglementation que nous n'avons point à examiner ici. Ces mesures d'exception étaient exécutoires pendant 10 ans. Particularité curieuse, mais qui concorde avec ce que nous avons dit plus haut, elles n'étaient pas applicables aux juifs de Bordeaux, de la Gironde et des Landes (*Juifs portugais*) « qui n'ont donné lieu à aucune plainte et ne se livrent à aucun commerce illicite. »

Les deux autres décrets sont purement religieux :

Il est établi une synagogue consistoriale par département renfermant 2000 juifs et un grand rabbin dans chaque synagogue. Un consistoire central siège à Paris. Des synagogues particulières peuvent être érigées, par décret rendu en Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre des cultes et sur le vu de l'avis de la synagogue consistoriale, du consistoire central, du préfet, et de l'état de la population israélite que comprendra la synagogue nouvelle.

Un décret du 17 juillet de la même année oblige les juifs à prendre un nom dans les trois mois.

La Restauration ne fut pas hostile aux juifs : elle refusa de proroger le premier décret de 1808, qui arrivait à échéance en 1818.

Bien que le gouvernement intervînt dans l'administration du culte israélite, aucune charge n'incombait de ce chef ni à l'État, ni aux communes ; toute la dépense était assumée par les fidèles. Aux termes d'une ordonnance du 10 août 1823, chaque consistoire répartit les frais du culte entre les diverses communes de son ressort. Les

comptes sont approuvés par le ministre de l'intérieur et le Consistoire central. Le rôle des israélites contribuables est rendu exécutoire par le préfet.

En 1831, la dernière étape est franchie ; le culte israélite est officiellement et définitivement reconnu et les ministres de ce culte reçoivent un traitement du trésor public (Ordonnance du 8 février 1831) (1).

Dès lors, le culte israélite fut assimilé aux autres et la contribution spéciale, mise auparavant à la charge des fidèles juifs, cessa d'être exigée : « Considérant, dit un jugement du tribunal de Tarascon (1^{er} février 1833), que la loi du 8 février 1813 a mis à la charge du trésor public, ainsi que le veut l'égalité déclarée en faveur de tous les cultes par la Charte, les traitements des ministres du culte israélite, et que le décret du 17 mars 1808 et le règlement du 10 décembre 1806, ainsi abrogés et sans nécessité, ne peuvent être mis à exécution ; que, loin d'autoriser cette exécution, la loi de budget de 1831 alloue pour frais du culte israélite, une somme de 63,000 francs ; que les détails donnés par le rapporteur à la Chambre des députés sur la loi de février 1831 démontrent la suffisance de cette allocation et l'inutilité d'une contribution.... »

Les communes devant, en principe, une indemnité de logement aux ministres des cultes salariés par l'État, un secours aux administrations préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'État, et les grosses réparations des édifices consacrés à ces cultes (loi du 18 juil-

1. V. aussi ordonnances du 22 mars, 6 août 1831, 15 octobre 1832, 3 décembre 1841.

let 1839, art. 30), se trouvèrent ainsi avoir vis-à-vis du culte israélite les mêmes obligations que vis-à-vis des autres cultes.

L'organisation du culte israélite a été remaniée par l'ordonnance du 25 mai 1844 ; elle comprend au sommet, un consistoire central, résidant à Paris et un grand rabbin, sorte de grand-pontife de la religion juive, — à la tête des diverses agglomérations, un consistoire départemental et un grand rabbin, — dans chaque localité, des rabbins communaux et des ministres officiants.

Un corps électoral, dit corps de notables, dont la composition a été modifiée par le décret du 29 août 1872, choisit le grand rabbin consistorial, 4 membres laïques du consistoire départemental, un membre laïque du consistoire central, deux délégués pour participer à l'élection du rabbin suprême (1).

On distingue des temples consistoriaux placés sous l'administration immédiate du consistoire départemental et sous la direction spirituelle d'un grand rabbin — et des temples communaux, régis au temporel par une commission administrative, ou quelquefois par un simple commissaire, au spirituel par un rabbin communal.

La commission ou le commissaire n'a point d'autorité propre et rend compte annuellement de sa gestion au consistoire départemental, qui l'a délégué. Il suit de là que les différentes communes du ressort s'adressent directement au consistoire départemental, pour tout ce qui concerne les temples israélites situés sur leur territoire.

1. Dueroq, *Cours de droit admin.*, t. I, p. 613.

Rappelons que, depuis la loi de 1884, les communes ne sont obligées qu'aux grosses réparations des temples israélites.

APPENDICE.

DES ÉDIFICES DU CULTE EN ALGÉRIE.

Les lois qui régissent les cultes en France sont applicables à l'Algérie. Nous devons signaler, cependant, quelques dispositions spéciales à cette colonie. Ainsi, les circonscriptions diocésaines du culte catholique ont été remaniées par le décret du 9 janvier 1867 ; citons aussi deux décrets concernant le culte protestant : 14 septembre 1859 et 12 janvier 1867. Quant au culte israélite (1), il est régi par le décret du 9 novembre 1845 et celui du 12 janvier 1867.

Mais il existe en Algérie un quatrième culte reconnu, le *culte musulman*.

Le maintien du culte musulman résulte expressément de l'une des clauses de la capitulation d'Alger, (5 juillet 1830). D'autre part l'État français l'a pris implicitement à sa charge, le jour où il s'est emparé des biens dont les revenus étaient consacrés à son entretien.

D'un rapport de M. Henri Didier sur la loi du 16 juin 1851, relative à la constitution de la propriété en Algérie, nous extrayons ce qui suit :

1. Le culte israélite a été, en Algérie, l'objet de faveurs spéciales. Le décret du 4 août 1861 concède en pleine propriété aux consistoires israélites les immeubles domaniaux affectés au culte mosaïque, en Algérie.

« Il y avait dans toute l'étendue de la régence des corporations religieuses dont l'influence était d'autant plus à redouter qu'elles disposaient de biens considérables à l'aide desquels elles pouvaient entretenir et dominer une nombreuse clientèle de mécontents.... Dès les premiers jours de notre installation en Afrique, le général en chef avait compris et apprécié le danger et, par deux arrêtés, l'un du 8 septembre, et l'autre du 7 décembre 1830, il décidait « que les maisons, boutiques, jardins, terrains, locaux et établissements quelconques dont les revenus étaient affectés, à quelque titre que ce soit, à la Mecque, Médine et autres mosquées, ou avaient d'autres affectations, seraient à l'avenir régis, loués ou affermés par l'administration des Domaines. » Cette décision, qui ne peut trouver d'excuse que dans une nécessité de salut public était, d'ailleurs, tempérée par l'engagement pris de pourvoir à tous les frais du culte antérieurement à la charge des corporations, ainsi qu'à toutes les dépenses, pensions et aumônes, prélevées jusque-là sur les revenus de ces immeubles. D'autres arrêtés, inspirés par le même sentiment et ayant le même but ont été pris par le gouvernement général, le 1^{er} octobre et le 4 novembre 1840, et le 4 juin 1843. Enfin, le ministre de la guerre est venu, par un arrêté du 23 mars 1843 (1), donner à ce principe de la réunion au domaine de l'État des biens provenant des mosquées et des corporations religieuses la consécra-

1. Art. 6 de cet arrêté : les dépenses afférentes au personnel religieux, à l'entretien des mosquées et marabouts, aux frais du culte, aux pensions et secours, . . . seront portées au budget de l'intérieur, pour être acquittées conformément aux règles ordinaires sur les crédits coloniaux.

tion de son autorité, en sorte que c'est aujourd'hui un fait absolument accompli et que personne ne conteste.»

Le fonctionnement du culte musulman a été assuré par une circulaire du 17 mai 1854 :

Les établissements religieux musulmans se divisent en cinq classes, eu égard au chiffre de la population musulmane de chaque localité et au degré d'importance religieuse de chaque établissement :

1° Mosquées principales ayant un *muphti*, chef du culte, un *iman* dirigeant les prières, un *mouderrès* ou professeur, des lecteurs et des élèves se destinant au service du culte.

2° Mosquées ayant une tribune pour la Khotba et situées dans des villes peuplées.

3° Mosquées à tribune, situées dans des localités moins importantes.

4° Mosquées qui n'ont pas de tribune et oratoires principaux consacrés à des marabouts.

5° Chapelles desservies par un seul agent.

Toutes les mosquées ont des *moueddins* ou crieurs (1).

Depuis 1875, les traitements du personnel supérieur sont seuls à la charge du budget de l'Algérie. Figurent, au contraire, au budget général, les traitements attribués au personnel inférieur et les frais relatifs au matériel du culte.

Nous relevons, à titre de renseignement, les chiffres suivants au budget de 1889 :

Personnel du culte musulman.	166.490.
Matériel du culte musulman.	49.850.

1. Santayra et Lapra, *Législation de l'Algérie*, t. I.

Un décret du 26 août 1881 rattache au ministère des cultes les 4 cultes pratiqués en Algérie. Mais, à la même date, le gouverneur général a été délégué pour statuer dans toutes les affaires concernant le culte musulman, telles que nomination du personnel, fêtes, entretien des mosquées.

Les communes de plein exercice contribuent aux dépenses du culte en Algérie de la même manière qu'en France.

En effet, l'art. 40 de la première loi municipale algérienne portait : — « sont obligatoires pour les communes, 7° les dépenses des cultes mises à la charge de la commune par les lois, ordonnances et arrêtés. »

La loi de 1884 est applicable à l'Algérie, (art. 164).

CHAPITRE IX.

DES ÉDIFICES AFFECTÉS AU LOGEMENT DES MINISTRES DU CULTE.

Notre étude ne serait pas complète si, après avoir parlé des églises et des temples, nous négligions les palais épiscopaux et les presbytères, qui, pour n'être pas directement affectés au culte, n'en ont pas moins une destination éminemment religieuse.

« Le logement dans le bâtiment affecté, dit excellemment M. Dueroq, n'est pas moins une obligation qu'un avantage. En outre de son intérêt et au-dessus de lui, il y a l'intérêt supérieur du service public dont l'ayant droit est chargé, bien qu'il l'accomplisse dans des appartements distincts ou même dans des édifices voisins. »

Les palais épiscopaux et les presbytères suivent la condition des autres édifices publics ; ils doivent être classés dans le domaine privé des établissements publics auxquels ils appartiennent. Nul texte, en effet, ne leur confère le privilège de l'indisponibilité. Par conséquent, ils sont aliénables, prescriptibles, susceptibles d'être grevés de servitudes, et notamment soumis à l'art. 661 du Code civil (décis. min. de 1868. S. 69, II, 186).

Cette règle indiscutable et commune à tous les édifices affectés au logement des ministres du culte, ainsi posée,

nous étudierons dans deux sections différentes la condition des palais épiscopaux et celle des presbytères.

Section I. — Des palais épiscopaux.

Le droit de propriété de l'État sur les palais épiscopaux n'est plus aujourd'hui sérieusement contesté. Mis à la disposition de la nation par la loi du 2-4 novembre 1789, ces édifices n'ont, en effet, jamais été restitués. Aucune obligation de les affecter n'était inscrite ni dans le Concordat, ni dans les articles organiques.

Tandis que l'article 72 faisait remise aux curés et desservants des presbytères non aliénés et ne permettait aux communes d'affecter un autre bâtiment qu'à défaut d'un presbytère ancien non aliéné, l'art. 71 disposait simplement : « Les conseils généraux de département (1) sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable. »

L'affectation dont les anciens palais épiscopaux ont été l'objet a donc été purement administrative. Aussi les précautions, prises par l'ordonnance du 3 mars 1825 contre le démembrement des presbytères, n'ont point été étendues aux palais épiscopaux.

La question a, d'ailleurs, été tranchée d'une façon retentissante, le 21 mars 1837.

L'État prétendait disposer des terrains où s'élevaient

1. On sait que depuis 1825 (circul. minist. du 18 juin et 8 juill.) l'État a pris à sa charge le culte diocésain et a inscrit à son budget les dépenses relatives aux cathédrales et aux palais épiscopaux.

les ruines de l'ancien archevêché. Mgr de Quélen protesta par une lettre rendue publique, et à laquelle adhérèrent les membres du chapitre métropolitain. Le conseil d'État fut saisi, et après un rapport du conseiller Dumon (1), déclara qu'il y avait abus :

« Considérant que, dans ledit écrit pastoral, l'archevêque de Paris, prétendant agir en vertu de son installation, institution et mise en possession canonique, *comme tuteur, gardien, conservateur et défenseur* des biens affectés à son église, a réclamé la remise desdits terrain et emplacement, comme faisant partie du patrimoine de l'église de Paris ; qu'en revendiquant par ces motifs, et comme propriété de l'église, des terrains et emplacements qui appartiennent à l'État, il a méconnu l'autorité des lois civiles ci-dessus visées (lois des 2 nov. 1789, 20 avr. 1790, 15 mai 1791), qui ont réuni au domaine de l'État les biens ecclésiastiques et lui ont conféré un droit de propriété que n'ont pas modifié les affectations consenties par le Concordat et les articles organiques, affectations dans lesquelles les palais archiépiscopaux et épiscopaux ne sont même pas compris. »

Il suit de là que si l'évêque a droit au logement, il n'a pas de droit réel sur le bâtiment affecté à son logement, et partant, pas d'action propre pour faire cesser le trou-

1. « L'Etat, disait le rapporteur, a exercé sans opposition ses droits de propriétaires, suivant les besoins des divers services publics auxquels il doit pourvoir ; tantôt il a rendu les palais épiscopaux à leur ancienne destination, tantôt il a maintenu la destination nouvelle qu'il leur avait donnée. Mais, dans le premier cas, il a toujours agi spontanément, sans obligation préexistante, non à titre de restitution, mais à titre d'affectation spéciale, révocable et quelquefois révoquée. »

ble apporté à sa jouissance. (Tribunal des conflits, 14 avr. 1883; *contra*, Cour d'Angers, 25 janv. 1883. D. 83, III, 85).

Section II. — Des presbytères.

L'art. 72 organique dispose : « Les presbytères et les jardins attenants non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin ».

L'arrêté du 7 ventôse an XI met les communes en demeure de remplir leurs obligations : « art. 1. En conséquence de l'art. 72 de la loi du 18 germinal an XI, les conseils municipaux s'assembleront avant le 1^{er} floréal, et délibéreront sur les dispositions à prendre par la commune.... 2^o pour l'établissement et la réparation du presbytère ».

Le décret de 1809 fait le départ des charges réciproques de la commune et de la fabrique en ce qui concerne le presbytère : lorsqu'il n'existe pas de presbytère dans une paroisse, il appartient à la fabrique, et en cas d'insuffisance de ses ressources, à la commune, « de fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire ; art. 92 et 93. »

Quoique la loi de 1839, art. 30¹⁴ range, sans aucune réserve, cette indemnité au nombre des dépenses communales obligatoires, le ministère de l'intérieur et le conseil

d'État ont toujours décidé qu'elle n'était due par la commune qu'au cas d'insuffisance des ressources de la fabrique. Cette jurisprudence a été consacrée par la loi de 1884 (art. 136¹¹).

Des textes qui précèdent, nous pouvons dès maintenant dégager les principes suivants :

1° Le curé ou le desservant doivent être logés dans les anciens presbytères, non aliénés, remis en 1801.

2° A défaut d'ancien presbytère, la fabrique et la commune doivent leur fournir une maison et un jardin.

3° L'indemnité de logement n'est qu'un pis-aller qui doit être légitimé par des raisons sérieuses, telles que l'indigence de la fabrique ou de la commune.

Il va sans dire que la commune ou la fabrique est propriétaire du presbytère qu'elle a affecté au logement du ministre du culte. Mais, à qui appartiennent les presbytères rendus en exécution de l'art. 72 organique ?

La question de la propriété des presbytères est liée à celle de la propriété des églises et, dans tous les systèmes, elle est résolue de même façon. (Voir notre chapitre III, section II). Les avis du conseil d'État du 3 nivôse et du 2 pluviôse an XIII reconnaissent le droit de propriété des communes sur les presbytères comme sur les églises paroissiales. Un autre avis du 3 novembre 1836 est plus explicite encore :

«... Considérant que si le décret de 1806 a compris dans les biens restitués aux fabriques les églises et presbytères supprimés par suite de l'organisation ecclésiastique, il faut remarquer que ce même décret dispose que le produit de la location ou de la vente desdits édifices

sera employé aux dépenses du logement des curés ou des-servants....

« Considérant que les explications ci-dessus s'appliquent au décret du 19 mars 1809 et que même, il est à remarquer que, tandis que le § 1 de l'art. 2 met à la charge des fabriques les remboursements dus aux acquéreurs déchus des presbytères qui avaient été abandonnés aux fabriques, le § 2 du même article fait profiter les communes des dommages-intérêts dont lesdits acquéreurs déchus peuvent être débiteurs (1).

« Qu'il résulte ainsi de l'ensemble des lois, avis, décrets, relatifs à la propriété des presbytères, qu'elle a été abandonnée aux communes en compensation de l'obligation de fournir le logement qui leur était imposée ; que l'attribution aux fabriques des presbytères supprimés a été faite sous des conditions qui confirment ce principe....

1. Le Conseil d'Etat commet ici une erreur manifeste. Si la fabrique paie les remboursements dus aux acquéreurs déchus, elle profite en échange des dommages-intérêts dont ceux-ci peuvent être débiteurs ; ce qui n'est que juste. Voici au reste le texte même du décret de 1809 :

« Art. 1. Les art. 72 et 75 de la loi du 18 germ. an X sont applicables aux églises et presbytères qui, ayant été aliénés, sont rentrés dans les mains du domaine pour cause de déchéance.

« Art. 2. Néanmoins, dans le cas de cédules souscrites par les acquéreurs déchus à raison du prix de leur adjudication, le remboursement du prix de cette cédule sera à la charge de la paroisse à laquelle l'église ou le presbytère sera remis. Comme aussi dans le cas où les acquéreurs déchus auraient commis des dégradations par l'enlèvement de quelques matériaux, ils seront tenus de verser la valeur de ces dégradations dans la *caisse de la fabrique* qui, à cet effet, est mise à la place du domaine. »

« Le conseil est d'avis que la propriété des presbytères des paroisses conservées par l'organisation ecclésiastique appartient aux communes dans la circonscription desquelles ces paroisses sont situées et que la distraction des parties superflues desdits presbytères doit être ordonnée sans indemnité pour les fabriques. »

De quelque façon qu'on interprète l'art. 72, il est évident que l'État a voulu doter le service du culte et non enrichir les communes : celles-ci ne sauraient prétendre qu'il s'est dessaisi purement et simplement en leur faveur et qu'elles ont le droit de disposer des presbytères comme des édifices communaux.

Elles ne sont que des intermédiaires et les presbytères demeurent en leurs mains grevés de l'affectation religieuse en vue de laquelle l'État les leur a concédés. « On n'oserait prétendre, disait M. Gomel devant le tribunal des conflits, 14 avril 1883, que l'État est libre de revenir sur les restitutions opérées en vertu de l'art. 72. Les communes ne peuvent pas davantage consacrer à un autre usage que le logement des curés les presbytères qui leur ont été rendus. »

Ce n'est pas à dire pour cela qu'il y ait une distinction à faire parmi les presbytères communaux entre ceux qui ont été restitués en vertu de l'art. 72 et ceux qui ont été acquis ou construits depuis par les communes, pour satisfaire à l'obligation que leur impose ce même article ainsi que l'art. 42 du décret de 1809. Les uns et les autres sont soumis au même régime légal : entretenus et administrés par les fabriques, ils sont également soustraits aux règles d'affectation et de désaffectation applicables aux autres édifices communaux.

C'est pourquoi, l'ordonnance du 3 mars-29 août 1825 dispose, de la façon la plus générale, qu'aucune partie, même superflue, d'un presbytère ou de ses dépendances ne peut être distraite pour un autre service sans une autorisation expresse du Gouvernement, donnée en conseil d'État. A moins, cependant, qu'il n'y ait accord entre l'évêque et le préfet (d. 25 mars 1852).

Quel est le droit du curé ou desservant sur le presbytère communal ?

Trois opinions sont en présence :

1° L'affectation du presbytère a le caractère de toutes les autres affectations administratives, sauf, bien entendu, l'application des lois et règlements spéciaux. Le curé ou desservant est dans la situation de tout autre fonctionnaire logé aux frais du budget national, départemental ou communal. Il n'a aucun droit réel sur l'édifice mis à sa disposition. Ce système a été remarquablement exposé par M. Ducrocq dans une très intéressante dissertation, insérée dans Dalloz (1883, II, p. 173, note). « Par l'article 72 des articles organiques, dit l'éminent professeur, le législateur n'a fait que poser le principe que les curés et desservants seront logés par les soins et aux frais de l'autorité civile, indépendamment du traitement qui leur est alloué par l'État. Il ne leur confère, ni usufruit, ni droit d'habitation sur ces édifices ; il se borne à poser le principe d'une affectation administrative de locaux au logement des ecclésiastiques. »

2° Le curé ou desservant a un droit d'usufruit sur le presbytère. Aux termes d'un arrêt de la Cour de Caen, et d'un arrêt de la Cour de cassation du 4 févr. 1879 (D.

79, 1, 22). le presbytère était assimilé aux biens de la mense curiale et considéré même comme « formant la partie principale de ces biens. » On devait donc appliquer l'article 6 du décret du 6 nov. 1812, ainsi conçu : « Les titulaires des cures exercent les droits d'usufruit ; ils en supportent les charges, le tout, ainsi qu'il a été établi par le Code civil. »

Mais, ce raisonnement péchait par la base ; on ne rapportait point, et pour cause, le décret rangeant les presbytères dans la mense curiale, et l'on n'expliquait pas le silence à leur endroit de ce même décret de 1813.

Aussi bien, c'étaient là des décisions isolées. Une jurisprudence mieux établie fondait le droit d'usufruit du curé sur l'art. 72 organique.

Cette doctrine consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de Poitiers, 29 juin 1853, d'Angers, 25 janv. 1883, de la Cour de cassation, 9 juin 1882, peut être ainsi résumée : le presbytère est une habitation privée dont la nature ne peut être changée par le droit de propriété de la commune. Le curé ou desservant a sur le presbytère et ses dépendances, sinon un droit ayant tous les caractères légaux de l'usufruit ordinaire, du moins un droit absolu et exclusif ne laissant place à aucune jouissance promise de la part de la commune.

Ces deux opinions sont l'une et l'autre trop absolues. En effet, s'il est impossible de ranger le presbytère parmi les biens de la mense curiale (1), il n'est pas juste non

1. Lorsque le presbytère appartient à la fabrique, le curé a le même droit que lorsqu'il appartient à la commune. C'est seulement quand le presbytère fait partie de la mense curiale que son droit peut être assimilé à l'usufruit.

plus de méconnaître le caractère tout spécial de l'affectation dont il est grevé.

Si le curé n'est pas un véritable usufruitier, il n'est pas, comme les simples fonctionnaires, dénué de tout droit sur le local qui lui est concédé. L'art. 72 organique ne s'est pas borné « à poser le principe d'une affectation administrative de locaux communaux au logement des ecclésiastiques. » Il a décidé que les curés et desservants seraient logés d'abord dans les anciens presbytères non aliénés et restitués sous cette condition, et, à défaut de pareils édifices, dans les bâtiments fournis par les communes.

Par conséquent, le curé n'a pas seulement droit au logement, il a droit au logement dans un édifice déterminé, à savoir dans l'ancien presbytère restitué ou dans l'immeuble octroyé par la commune pour en tenir lieu ; il ne peut être évincé sans un décret de désaffectation rendu en conseil d'État, conformément à l'ordonnance du 3 mars 1825.

Si le curé ou desservant a sur l'immeuble affecté à son logement plus de droits qu'un simple fonctionnaire, il a aussi plus de charges, car il doit les réparations locatives (art. 44 du décret de 1809 et 22^e du décret de 1813).

3° Aussi bien, la Cour de cassation a, dans ses derniers arrêts sur la question, adopté une opinion intermédiaire qui nous semble préférable (11 novembre 1882 et 16 février 1883, D. 83, 1, 361 ; 7 déc. 1884, D. 84, 1, 210). Plusieurs Cours d'appel, la Cour de Toulouse notamment (24 déc. 1885, D. 86, II, 265), et le tribunal des conflits (15 déc. 1883, D. 85, III, 57 ; 13 mars 1886, D. 87, III,

85), s'y sont ralliées, de telle sorte que la jurisprudence paraît fixée en ce sens :

Les curés et desservants ont sur les presbytères dont la propriété appartient à la commune *un droit de jouissance sui generis*, régi par la loi civile et qui leur confère une action propre et absolue, indépendante de la commune, contre tout individu qui, sans titre ni qualité, occupe ou prétend occuper les locaux qui leur sont destinés comme titulaires ecclésiastiques.

Le maire et le trésorier de la fabrique, en contestant au curé ou desservant la jouissance du presbytère agissent non comme représentants du pouvoir central, (même s'ils ont reçu à cet égard des instructions de l'autorité supérieure), mais comme administrateurs d'un bien communal. Par conséquent, leurs actes n'ont pas le caractère d'actes administratifs et peuvent être déférés aux tribunaux ordinaires.

Mais, l'autorité municipale n'en a pas moins le droit de pavoiser (1) l'extérieur des presbytères communaux et même « de faire apposer dans des emplacements à ce réservés les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique. »

Particularité intéressante à noter, c'est le règlement de ce point spécial qui a donné naissance à la controverse qui vient d'être exposée.

Si la commune n'a pas le droit de désaffecter partielle-

1. Par conséquent, le fait d'un curé ou desservant qui arrache et brise le drapeau placé par ordre du maire sur le portail d'un presbytère, tombe sous l'application de l'art. 257 du Code pénal.

ment un presbytère, sans recourir aux formalités de l'ordonnance du 3 mars 1825, il nous semble qu'elle n'a pas, *a fortiori*, le droit de désaffecter la totalité du presbytère, même en affectant un autre local au logement du curé.

La prise de possession d'une parcelle d'un presbytère et même du sous-sol, pour l'exécution d'un travail public, ne peut avoir lieu qu'après expropriation, si le presbytère appartient à la fabrique, ou après que la distraction du terrain a été obtenue conformément à l'ordonnance de 1825, s'il appartient à la commune (Trib. confl. 18 mars 1882, C. d'État, 16 avril 1886, D. 87, III, 100).

Le respect du presbytère et de ses dépendances s'impose au conseil général comme au conseil municipal. Un avis du Conseil d'État du 1^{er} avril 1865 décide que « les lois relatives à l'ouverture et à l'élargissement des chemins vicinaux n'ont pas eu pour effet de permettre aux conseils généraux de désaffecter les presbytères. Ils doivent, avant de statuer sur l'incorporation aux chemins vicinaux de parcelles dépendant d'un presbytère, provoquer l'accomplissement des formalités de l'ordonnance de 1825. »

Le curé peut s'adresser aux tribunaux de l'ordre judiciaire pour faire cesser le trouble causé à sa jouissance, toutes les fois que le travail entrepris sur une parcelle du presbytère constitue une prise de possession permanente et définitive. Il en serait autrement, s'il s'agissait d'un simple préjudice, d'un dommage temporaire ou même permanent (1). Ainsi, le tribunal des conflits 14

1. Compar. Ducrocq, *Cours de dr. adm.*, t. I, p. 279. Toutes les fois qu'un maire s'empare du terrain litigieux sans remplir les for-

déc. 1882 (D. 83, III, 116), admet que la suppression d'une servitude active (dans l'espèce, suppression d'une porte donnant passage sur la cour d'une école communale) peut être effectuée sans les formalités de l'ordonnance de 1825 et que les contestations qu'elle soulève doivent être portées devant le conseil de préfecture. Cette décision est sujette à caution ; la suppression d'une servitude active est une atteinte caractérisée au droit du curé. La théorie du tribunal des conflits conduit à ce résultat qu'une municipalité peut restreindre d'une façon sensible et effective la jouissance du curé, pourvu qu'elle respecte la configuration matérielle du presbytère.

En principe, le presbytère est présumé appartenir à la commune, soit qu'elle l'ait acquis ou construit, soit qu'il lui ait été remis en exécution de l'art. 72. Dans cette dernière hypothèse, on ne doit considérer, à moins de titre contraire, comme dépendances du presbytère, que les fonds rentrant dans la définition des art. 7 et 9 du décret du 28 octobre 1790, c'est-à-dire les terrains attenant au presbytère qui étaient en nature de jardin 6 mois avant le décret du 2 novembre 1789, ou à défaut de pareils terrains, une portion de sol d'un demi arpent. (C. État, 21 janvier 1868).

Mais, le presbytère peut aussi appartenir à la mense curiale et à la fabrique (Riom, 2 août 1881, D. 82, II, 124). Il appartient à la fabrique, si elle l'a acquis ou construit, ou encore, si c'est un de ces biens qui ont été

malités requises, cet acte constitue un fait personnel, une voie de fait, dont l'autorité judiciaire peut connaître.

restitués aux fabriques par l'arrêté du 7 thermidor an XI, et le décret du 30 mai 1806 (1); (Bordeaux, 17 avril 1871, D. 72, II, 124).

Le presbytère étant soumis aux règles de la propriété ordinaire, une commune devrait pouvoir prescrire la propriété d'un presbytère appartenant à la fabrique ou à la mense curiale, et réciproquement. Mais l'aliénation indirecte résultant de la prescription est interdite par l'ordonnance de 1825, comme l'aliénation directe. Depuis cette date, aucun de ces établissements ne peut invoquer une possession utile.

Dans tous les cas, ces questions de propriété et de prescription sont de la compétence de l'autorité judiciaire (art. 80, décret 1809).

Les actions relatives au presbytère peuvent être intentées par la commune et la fabrique; elles sont intentées par la fabrique, sauf avis du conseil municipal (art. 70, loi de 1884), s'il appartient à la fabrique ou à la mense

1. Arrêté du 7 thermid. an XI, art. 1. Les biens des fabriques non aliénés sont rendus à leur destination. — Art. 2. Les biens des fabriques supprimées seront réunis à ceux des églises conservées et dans l'arrondissement desquelles ils se trouvaient. — Décret du 30 mai 1806, art. 1. Les églises et presbytères qui, par suite de l'organisation ecclésiastique, seront supprimés, font partie des biens restitués aux fabriques et sont réunis à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles elles sont situées. Ils pourront être échangés, loués ou aliénés au profit des églises et presbytères des chefs-lieux.

Art. 2. Le produit des locations ou aliénations et les revenus des biens pris en échange seront employés soit à l'acquisition des presbytères, ou de toute autre manière, aux dépenses du logement des curés ou desservants des chefs-lieux de cure ou de succursale où il n'existe pas de presbytère.

curiale. (C. cass., 29 mars 1882, Saint-Denis-la-Chevasse, D. 82, 1, 225).

Quel que soit le propriétaire, le titulaire a qualité pour exercer les actions relatives à sa jouissance. Et, comme il agit en son nom personnel et non comme usufruitier de la mense curiale (dont le presbytère ne fait pas partie, nous l'avons vu), il n'a pas besoin de l'autorisation préalable du conseil de préfecture, (arrêt précité de Riom, 2 août 1881).

Obligations de la commune, de la fabrique et du curé. -- Toute commune qui est paroisse ou succursale doit un presbytère au curé. Elle affecte à son usage soit l'édifice qui lui a été remis à cet effet, soit tout autre édifice qu'elle aura acquis ou fait construire. Du moment qu'un presbytère existe, soit ancien, soit nouveau, elle ne peut le désaffecter, sous prétexte que la fabrique est assez riche pour pourvoir au logement du curé. C'est seulement, quand, en fait, il n'y a pas de presbytère, que la commune peut rechercher si la fabrique a des ressources suffisantes pour en fournir un ou pour payer au curé l'indemnité de logement. La loi de 1884 a maintenu à cet égard la législation antérieure, tant dans l'art. 167. (V. ce que nous avons dit au chapitre des désaffectations, p. 143 et 144) que dans l'art. 136 ¹¹ : est obligatoire : « l'indemnité de logement aux curés et desservants et ministres des autres cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement et lorsque les fabriques ou autres administrations préposées aux cultes ne pourront elles-mêmes au paiement de cette indemnité ».

S'il existe un presbytère, le desservant autorisé à biner a droit d'en jouir ; mais, il ne peut l'affirmer qu'avec l'autorisation de l'évêque.

Dans les communes qui ne sont ni paroisses ni succursales et dans les succursales où le binage n'a pas lieu, les presbytères et dépendances peuvent être amodiés par leur propriétaire, (commune ou fabrique, ce qui est une question de fait), mais sous la condition expresse de les rendre immédiatement à leur destination, s'il est nommé un desservant ou si l'évêque autorise le binage, (ordonn. 3 mars 1825, art. 2, 3, 4). Tant il est vrai que le presbytère n'est ni un bien de rapport, ni même un édifice public ordinaire ! L'affectation, en vue de laquelle l'Etat s'est dessaisi, l'a marqué d'une empreinte que l'Etat seul peut effacer.

L'entretien du presbytère est, depuis la loi de 1884, à la charge exclusive de la fabrique (1). Néanmoins, l'art. 44 du décret de 1809 n'est pas abrogé : « Lors de la prise de possession du curé ou du desservant, il sera dressé, *aux frais de la commune* et à la diligence du maire, un état de situation du presbytère et de ses dépendances. Le curé ou desservant ne sera tenu que des simples réparations locatives et des dégradations survenues par sa faute. Le curé ou desservant sortant, ou ses héritiers ou ayant cause seront tenus des dites réparations locatives et dégradations. » Dans le cas où le presbytère n'est pas communal, l'état des lieux est dressé aux frais de la fabrique, par les soins du trésorier.

1. En ce qui concerne les réparations, il faut se reporter à ce que nous avons dit des réparations des églises.

Le curé doit jouir en bon père de famille (décis. cult., 26 fév. 1869). Il peut faire, à ses frais, des travaux d'amélioration, mais il n'aura droit, à sa sortie, ni au remboursement de sa dépense, ni à une indemnité.

Il est bien entendu que, lorsque le curé se loge lui-même, avec l'indemnité pécuniaire qui lui est allouée, il est chez lui comme tout particulier; et le maire ne pourrait faire pavoiser ou illuminer sa demeure.

Tout ce qui vient d'être dit touchant le logement des curés ou desservants s'applique au logement des pasteurs protestants ou des rabbins israélites.

En ce qui concerne les pasteurs protestants, l'art. 1 du décret de 1806 autorise les communes à leur procurer un logement et un jardin (en ce sens, avis du conseil d'Etat du 9 déc. 1858, précité). La loi de 1837 et la loi 1884 impose aux communes l'obligation de pourvoir au logement des ministres salariés par l'Etat, ce qui comprend, outre les prêtres catholiques, les pasteurs et les rabbins.

Quand ce logement est fourni en nature, cet édifice est de tous points assimilé aux presbytères. Par conséquent, depuis 1884, il est à la charge des consistoires pour l'entretien, et à la charge des communes pour les grosses réparations dont le montant dépasse les ressources disponibles des consistoires.

POSITIONS

Droit romain.

Positions prises dans la thèse.

I. — Un temple provincial dédié avec l'autorisation régulière du peuple romain était *res sacra*, v. p.

II. — A la différence de l'interdit défendant d'entreprendre sur un terrain public, l'interdit défendant d'entreprendre sur un terrain sacré était restitutoire, v. p.

III. — Bien qu'aliénable, une *res sacra* suit le sort du fonds dont elle est l'accessoire, v. p.

IV. — L'administration économique des temples était laïque, v. p.

Positions prises hors de la thèse.

I. — Les servitudes prédiales apparentes ou non apparentes ne donnent lieu à garantie que si le fonds a été vendu *uti optimus maximus*.

II. — L'erreur de droit n'autorise pas la répétition de l'indû.

III. — Si une donation excédant le *modus legitimus* est restée imparfaite selon la loi Cincia, le donateur peut rete-

nir ou reprendre non seulement la portion supérieure au *modus*, mais encore la totalité des objets donnés.

IV. — Après la rédaction de l'*edictum perpetuum*, les magistrats continuèrent de publier leur édit annuel. S'ils étaient obligés d'adopter les dispositions de l'*edictum perpetuum* dans son ensemble, ils pouvaient cependant ajouter de leur chef les règles accessoires que la suite des temps ou le changement des circonstances rendaient nécessaires.

Droit français.

Positions prises dans la thèse.

I. — Les églises font partie du domaine public, v. p.

II. — Les droits et obligations des communes et des fabriques, en ce qui concerne les fabriques, ne sont pas gouvernés par les principes du Code civil, v. p.

III. — Avant la loi de 1887, les meubles précieux et objets d'art mobiliers placés dans les églises étaient dans le commerce, v. p.

IV. — Quand la loi parle de l'application préalable des ressources disponibles des fabriques aux grosses réparations des églises, elle n'entend point autoriser la vente des immeubles et titres de rente appartenant à ces fabriques, v. p.

Droit civil.

Positions prises hors de la thèse.

I. — Un mariage ne peut être attaqué après le décès de l'un des conjoints pour cause d'erreur dans la personne du conjoint survivant.

II. — La propriété des biens ou des sommes légués dans un but de bienfaisance appartient à l'établissement public ou d'utilité publique, dans les attributions duquel rentre l'œuvre gratifiée. Mais la volonté du testateur, en ce qui concerne le mode d'exécution de la libéralité, doit être respectée.

III. — L'acte qui contient un testament, suivi de l'engagement écrit et signé par le légataire universel institué « de remettre après sa mort une somme déterminée à la famille du testateur », ne constitue dans son ensemble ni un testament fait dans le même acte par deux personnes au profit d'un tiers ou à titre de disposition réciproque et mutuelle, ni un pacte sur succession future.

IV. — En cas de procès entre deux époux, l'autorisation du mari résulte tacitement de ce que le mari a actionné sa femme.

Droit international.

I. — Le Français, créancier d'un Etat étranger, qui a obtenu une condamnation contre cet Etat, ne peut saisir-arrêter les deniers, effets et autres objets mobiliers appartenant à cet Etat, qui sont en France.

Procédure civile.

I. — Le Tribunal français, appelé à donner l'*exequatur* au jugement d'un tribunal étranger, a le droit de révision au fond et à l'égard de toute personne. Mais, la conclusion à laquelle le conduit l'examen des faits litigieux est nécessairement ou la permission ou la défense de l'exécution forcée en France de la sentence étrangère.

Il ne peut ni prononcer une condamnation nouvelle, ni ajouter aux condamnations prononcées.

Droit constitutionnel.

I. — Le Sénat a le droit de rétablir un crédit supprimé par la Chambre des députés, quand ce crédit est destiné à une institution déjà établie.

II. — Les membres du Parlement dont l'élection est soumise à l'enquête jouissent de l'immunité parlementaire.

VU,

Le Président de la thèse,

LABBÉ

VU,

Le Doyen,

COLMET DE SANTERRE

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIERES

Droit romain

PREMIÈRE PARTIE

Des « res sacræ » jusqu'à Constantin

CHAPITRE I. — Notions préliminaires.....	5
I. Idées religieuses.....	8
II. Organisation religieuse.....	10
CHAPITRE II. — Des diverses <i>res sacræ</i>	16
CHAPITRE III. — <i>De la dedicatio, de la consecratio, de la restitutio et de l'exauguratio</i>	24
Section I. — <i>Dedicatio</i>	25
Section II. — <i>Consecratio</i>	35
Section III. — <i>Restitutio, exauguratio, profanatio</i>	54
CHAPITRE IV. — Condition des <i>res sacræ</i>	59
Section I. — Condition juridique.....	59
Section II. — Entretien et administration des <i>res sacræ</i> . Ressources des temples.....	67

DEUXIÈME PARTIE

Des « res sacræ » sous les empereurs chrétiens

CHAPITRE I. — Coexistence des <i>res sacræ</i> païennes et chrétiennes...	87
CHAPITRE II. — Des églises chrétiennes.....	110
Section I. — Leur origine.....	110
Section II. — Leur mode de consécration.....	117
Section III. — Leur condition juridique.....	122
CHAPITRE III. — Condition administrative et économique des <i>domus venerabiles</i>	129
Section I. — Fondations.....	131
Section II. — Administration des <i>domus venerabiles</i>	134

Droit français

AVANT-PROPOS.....	1
CHAPITRE I. — Aperçu sur la condition des églises sous l'ancien régime.....	3
Condition des églises au moyen-âge.....	3
— — dans les temps modernes.....	13
CHAPITRE II. — Droit intermédiaire, Concordat, Articles organiques, Décret de 1809.....	24
CHAPITRE III. — Les églises font partie du domaine public.....	38
Section I. — Des différentes sortes d'églises.....	39
Section II. — Pourquoi les églises font partie du domaine public....	46
CHAPITRE IV. — Des conséquences de la domanialité des églises....	64
Du mobilier des églises.....	71
CHAPITRE V. — Des églises considérées dans leurs rapports avec les communes et les fabriques.....	82
Section I. — Des actions relatives aux églises.....	87
Section II. — Des réparations et de la reconstruction des églises....	98
I. Bases des obligations réciproques des fabriques et des communes..	99
II. Des dépenses d'embellissement, des réparations locatives et d'entretien, des grosses réparations effectuées sans le concours de la commune.....	104
III. Des grosses réparations, quand le concours de la commune est nécessaire.....	111
La paroisse comprend plusieurs communes.....	125
La commune comprend plusieurs paroisses.....	129
IV. De la reconstruction de l'église.....	134
V. Des souscriptions publiques destinées à la restauration ou à la reconstruction de l'église.....	136
VI. Subventions du département et de l'Etat.....	140
CHAPITRE VI. — De la désaffectation des églises.....	144
CHAPITRE VII.—Des églises considérées dans leurs rapports avec le curé et le maire.....	159
Section I. — Du curé.....	159
Section II. — Du maire.....	161
CHAPITRE VIII. — Des temples protestants et israélites.....	165
Section I. — Des temples protestants.....	165
Section II. — Des temples israélites.....	175
APPENDICE. — Des édifices du culte en Algérie.....	183

CHAPITRE IX. — Des édifices affectés au logement des ministres du culte.....	186
<i>Section I.</i> — Des palais épiscopaux.....	187
<i>Section II.</i> — Des presbytères.....	189

